

**Anul LXIV**  
**Vol. XLIX**

# **Revista** **ARHIVELOR**

---

**nr. 2 1987**

---

**ORGAN AL DIRECȚIEI GENERALE**  
**A ARHIVELOR STATULUI**  
**DIN REPUBLICA SOCIALISTĂ ROMÂNIA**

---

## REVISTA ARHIVELOR

ORGAN AL DIRECȚIEI GENERALE A ARHIVELOR  
STATULUI DIN REPUBLICA SOCIALISTĂ ROMÂNIA

Apare de patru ori pe an

Redacția : București, B-dul Gheorghe Gheorghiu-Dej, nr. 29,  
sector 5  
Telefon : 60.32.81

## CUPRINS

### 110 ANI DE LA DOBÎNDIREA INDEPENDENȚEI

\*\*\* Documente . . . . . 113

### 550 DE ANI DE LA RĂSCOALĂ DE LA BOBILNA

A. ANDEA — Dreptul de liberă strămutare al țără-  
nilor din Transilvania și răscoala de la Bobilna . . 156

### STUDII ȘI COMUNICĂRI

T. RUS — Aspecte ale luptei moșilor pentru pământ  
oglinzite în documentele de arhivă . . . . . 164

### TEORIE ȘI PRACTICĂ ARHIVISTICĂ

ST. HURMUZACHE — Valoarea documentar-istorică  
a documentelor create în domeniul juridic și nece-  
sitatea perfecționării indicatoarelor termenelor de  
păstrare (masă rotundă) (II) . . . . . 172

### OPINII

E. MITRESCU — Perfecționarea evidenței fondurilor  
și colecțiilor arhivistice . . . . . 192

A. CACIORA — Fondarea documentelor create de  
catre organele teritoriale ale administrației de stat 195

### PREZENTĂRI DE FONDURI ȘI COLECȚII

V. CAPÎLNEAN — Colecția de documente „Gheorghe  
Crlșan” . . . . . 197

N. ISAR — Un tezaur documentar inedit : corespon-  
dența lui Al. Christofi (1852—1856) (II) . . . . . 200

### DOCUMENTEE

V. GROZAV — Dascăli ardeleni în Țara Românească  
(1832—1840) (I) . . . . . 208

CRONICA VIETII ȘTIINȚIFICE . . . . . 221

RECENZII ȘI PREZENTĂRI . . . . . 225

## CONSILIUL DE CONDUCERE

Maria Pirvulescu — președinte,  
Liviu Boar, Ioana Burlacu,  
Nicolae Chipurici, Iulian Cârțană,  
Constantin Condrea, Costin Feneșan,  
Ana-Cristina Halichias,  
Ștefan Hurmuzache,  
Gheorghe I. Ioniță,  
Dumitru Ivănescu, Maria Klaus,  
Corneliu Lungu, Alexandru Matei,  
Eleonora Mitrescu, Nicolae Mocioiu,  
Mircea Mușat, Nicolae Nistor,  
Florea Oprea, Emilia Poștăriță,  
Mihai Rachieru, Traian Rus,  
Ștefan Ștefănescu, Mioara Tudorică,  
Silvia Vătafu-Găitan

## COLEGIUL DE REDACȚIE

Ioana Burlacu, Costin Feneșan,  
Ana-Cristina Halichias,  
Ștefan Hurmuzache, Corneliu Lungu,  
Eleonora Mitrescu,  
Maria Klaus, Florea Oprea,  
Maria Pirvulescu,  
Mioara Tudorică — președinte  
Silvia Vătafu-Găitan

Redactor șef :

Mioara TUDORICĂ

Redactor :

Magdalena ANASTASE

Secretar de redacție :

Florin PINTILIE

## 110 ANI DE LA DOBÎNDIREA INDEPENDENȚEI

### Documente

La aniversarea a 110 de ani de la dobândirea independenței de stat a României, eveniment crucial în analele patriei, în lupta poporului român pentru afirmarea sa liberă și demnă în rindurile națiunilor lumii și premisă a dezvoltării României moderne, războiul din 1877—1878 ne apare ca unul din evenimentele care hotărâsc soarta unei națiuni, definindu-i valențele moral-politice.

Dobândirea independenței României realizată prin sacrificiile materiale ale întregului popor s-a înfăptuit atît în raport cu Imperiul otoman cît și cu Puterile Garante.

Plevna și Rahova, Smîrdanul și Vidinul au intrat în conștiința poporului român ca simboluri ale tăriei lui, ale dreptului cucerit de a-și spune răsplată efortul și a participa activ la viața politică internațională.

Cucerirea independenței, punînd capăt asupririi străine, a făcut ca statul român să devină centrul polarizator al întregii națiuni române, spre București îndreptîndu-se privirile românilor din ținuturile românești supuse încă dominației străine. În Transilvania, îndeosebi, în condițiile asupririi dualiste, s-a intensificat mișcarea de eliberare. S-a afirmat, pe drept cuvînt, că „biruința dorobanțului a cîștigat nu numai independența României, ci și independența cugetării politice a românilor de sub stăpînirea habsburgică”.

Documentele pe care le dăm publicității cu acest prilej aniversar constituie mărturii istorice deosebit de valoroase care atestă lupta poporului român pentru libertate națională și socială, pentru dreptul de a fi stăpîn în propria țară, pentru afirmarea sa ca națiune liberă și independentă. Ca o trăsătură caracteristică ele evidențiază faptul că idealurile independenței, suveranității și unității naționale au reprezentat o constantă a gîndirii și acțiunii forțelor înaintate ale

La Porte se rendant aux sollicitations des représentants de la Russie, de la France, de la Prusse et de l'Angleterre s'était décidée à reconnaître l'élection du Prince Couza. Dans un mémorandum qu'elle transmettait, le premier de ce mois à Bucharest, elle promettait le firman d'investiture ; mais ne tenant aucun compte des observations qui lui avaient été présentées, elle mettait à cette concession un certain nombre de conditions. Les unes, telles que l'obligation de venir recevoir l'investiture à Constantinople, n'avaient qu'une importance relative, les autres, telles que la faculté que se réservait la Porte de consacrer un nouveau choix, si une des Principautés renonçant à la double élection, voulait revenir à l'ancien système et se donner un Hospodar distinct, devaient paraître tout à fait inacceptables. Aussi le Cabinet Ottoman a-t-il reçu, le 11 Juin, la nouvelle que le gouvernement Moldo-Valaque rejetait le firman conditionnel.

Le prince Couza qui a, dit-on, pris goût à son élévation, qui la regarde comme sérieuse, n'aurait pas tardé, paraît-il, à s'apercevoir que ses protecteurs, la France et la Russie, le menaçaient plus que ses adversaires. On prétend, en effet, que ce Prince n'a été qu'un instrument dont les Russes et les Français se sont servis, quittes à le briser plus tard au profit de quelque combinaison tendant à créer sur le Danube un état indépendant sous le patronage Russe. La Bulgarie serait adjointe à cet État et les Turcs seraient éloignés du Danube, tandis que le traité de 1856 n'avait eu pour but que d'en éloigner les Russes, qui par le fait domineraient de nouveau à son embouchure et même cette fois, sur les deux rives.

On cite le Prince d'Oldenbourg comme étant destiné à cette souveraineté, qui ne serait qu'une dépend(ance) de celle du Czar.

En présence de ces difficultés, le Prince pour ajouter à ses moyens défensifs aurait eu besoin de la force morale que lui eût doanée une consécration légitime de ses droits.

Il a songé à se rapprocher de l'Angleterre, à se concilier la Porte, il irait même, si l'Autriche avait eu des succès en Italie, jusqu'à solliciter la bienveillance du cabinet de Vienne.

Si, dans cette situation, il ne leva pas encore ouvertement l'étendard de l'union c'est qu'il comprend que ce serait faire triompher ce principe au bénéfice de quelque prince étranger la suzeraineté du sultan étant le seul obstacle à ce qu'un Prince véritable s'asseoir sur le trône Roumain.

Quoique la Porte voie dans l'union des Principautés le danger le plus pressant qui menace sa domination, elle aurait peut-être reconnu purement et simplement le prince Couza, si deux circonstances n'étaient venues modifier sa résolution sous ce rapport.

En premier lieu, la Russie, qui, au début, avait chaudement défendu la cause de la double élection, a cessé tout à coup de se montrer pressante ; en deuxième lieu, les grandes familles dans le sein desquelles les Hospodares étaient invariablement choisis et qui, par le fait de l'élection de Couza, se voient éloignées d'une dignité qu'elles regardaient comme devant de droit leur appartenir, ont fait représenter, à Constantinople, qu'un retour à l'ancien régime était certain, pour peu que la Porte, en traînant les choses en longueur, permit au mécontentement dont, suivant elles, Couza est l'objet, de se développer.

J'ai indiqué les motifs qui empêchent jusqu'ici le Prince Couza, de prendre ouvertement parti contre la Porte.

Cette nécessité de ménager le Sultan, de ne pas heurter l'Angleterre, de gagner peut-être l'Autriche ne peut lui concilier longtemps l'appui des Russes et des Français aussi ne le soutiennent de plus que pour faire prévaloir le principe unioniste qui l'a porté au pouvoir.

Les hommes qui ont soutenu ce principe, dans les Principautés, n'ont aucune sympathie personnelle pour leur créature et tous les adversaires de ce parti sont ses ennemis naturels. D'une autre côté le Prince n'a pas eu l'art de se créer des partisans. Soit maladresse soit nécessité, il s'est, à ce que l'on prétend, entouré de personnages peu considérés, flétris par de tristes précédents, ce qui n'arrive que trop souvent dans ces provi(nces)).

La Russie désire-t-elle réellement que l'agitation continue ? on l'affirme et on prétend que, dans ce but, elle pousse le vieux Milosch, auquel elle a, par son influence, fait rendre le pouvoir. Ce Prince est tout dévoué à la Russie, la Porte, en ne reconnaissant, par l'hérédité dans sa famille, du moins comme un droit, a cru le retenir plus sûrement, et elle n'a fait que l'indisposer contre elle.



Il a convoqué la Skuptschina et tout semblerait indiquer que les Serbes viendront en aide à l'Herzégovine, travaillée et soutenue aussi par les Monténégrins.

Quant à la Bosnie, elle se joindrait bientôt à ce soulèvement contre la Porte si la population n'était point partagée en deux communions, les Grecs et des Catholiques, et si ces derniers ne se trouvaient entraînés à s'appuyer sur les Musulmans pour échapper à la domination des Popes.

Le rejet du firman d'investiture est une complication nouvelle; il met le Cabinet Ottoman dans l'obligation ou de se dédire, ou de prendre une position qui amènerait peut-être le Prince Couza à lui rompre en visière et produirait un mouvement général dans les provinces Chrétiennes de l'Empire. Car, malgré la prudence et la circonspection qu'on doit reconnaître à Couza, il pourrait se laisser entraîner à proclamer l'indépendance des Principautés, si on le poussait à bout.

Si un pareil mouvement éclatait, la Russie permettrait-elle à la Turquie, ou à l'Autriche de le réprimer?

Je n'ai pas voulu, Monsieur le Vicomte, vous laisser ignorer les détails qui précèdent, à cause de l'intérêt qu'ils présentent pour le Ministre du Roi à St. Pétersbourg; je désire toutefois que vous leur conserviez un caractère confidentiel.

: Agréé...

(Baron de Vrière)

Arh. St. București, colecția Microfilme, Belgia, r. 26, c. 584—589 (Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, Correspondance Politique, Légations, Russie, vol. 5, doc. 106)

#### Traducere :

Domnului viconte de Jonghe,  
St. Petersburg

Nr. 106  
1859 iunie 27, Bruxelles

Domnule Viconte,

Am onoarea de a vă transmite, coordonându-le, unele informații care mi-au parvenit din diverse părți, cu privire la atitudinea Porții față de principele Cuza și asupra politicii urmate cu acest prilej, de către diferitele puteri interesate în problema Principatelor.

Poarta, la solicitările reprezentanților Rusiei, Franței, Prusiei și Angliei, s-a hotărât să recunoască alegerea principelui Cuza. Într-un memoriu pe care îl transmitea la București, la întâi luna aceasta, ea promitea firmanul de investitură dar, neținând deloc cont de observațiile care îi fuseseră prezentate, ea a adăugat acestei concesiuni o serie de condiții. Unele, ca cele referitoare la obligația de a veni la Constantinopol pentru a primi investitura, nu aveau decît o importanță relativă, celelalte, cum sînt cele privind dreptul pe care Poarta și-l rezerva de a face o nouă alegere, dacă unul dintre Principate, renunțînd la dubla alegere, voia să revină la vechiul sistem și să aibă un domnitor distinct, păreau cu totul inacceptabile. De aceea, guvernul otoman a primit la 11 iunie știrea că guvernul moldovalah respinsese firmanul condițional.

Principele Cuza, care se spune că a prins gust de alegerea sa, pe care a considerat-o ca serioasă, se pare că n-ar fi întîrziat să-și dea seama că protecția sa, Franța și Rusia, îl amenințau mai mult decît adversarii săi. Se afirmă, într-adevăr, că acest principe n-a fost decît un instrument de care s-au servit rușii și francezii, lăsînd pentru mai tîrziu să-l sacrifice în profitul vreunei combinații destinate să creeze un stat independent la Dunăre sub protecția rusească. Bulgaria ar fi alipită acestui stat, iar turcii ar fi îndepărtați de la Dunăre. În vreme ce tratatul din 1856 nu avusese alt scop decît de a-i îndepărta pe ruși care, prin aceasta, ar domina din nou gurile ei și, de data aceasta, chiar și asupra celor două maluri.

Este citat prințul de Oldenbourg ca fiind destinat acestei suveranități care nu ar fi altceva decît o dependență de cea a țarului.

În fața acestor dificultăți, principele, pentru a-și suplimenta mijloacele defensive, ar fi avut nevoie de forța morală pe care i-ar fi dat-o consacrarea legitimă a drepturilor sale.

Belgiei, Rogier, despre inițiativa lui Cuza urmărind întărirea autonomiei Principatelor Unite.

Saint Pétersbourg, le 10 Décembre 1863

Légation de Belgique

No. 243/347

Son Excellence

Monsieur Rogier,

Ministre des Affaires Etrangères

Monsieur le Ministre

Le Prince Couza a soumis aux puissances signataires du traité de Paris un projet de constitution nouvelle. Ce plan, s'il est adopté établira en pratique le pouvoir absolu du Prince dans la Moldo-Valachie. Votre Excellence va en juger.

Au lieu d'une seule chambre qui existe actuellement, le Prince Couza propose d'établir un sénat et une chambre élective.

Le sénat doit se composer du métropolitain et des évêques diocésains, du premier président de la Cour de cassation, du doyen d'âge des généraux en activité et des personnes nommées par le Prince.

La Chambre élective se composera de députés nommés par un mode d'élection à deux degrés assez compliqué, mais qui est calculé de manière à laisser au gouvernement le choix des Représentants.

Le vote des deux chambres et la sanction du Prince sont nécessaires pour la rédaction de toutes les lois.

L'initiative en matière de législation est accordé au prince seul.

Les Ministres sont responsables, mais ne peuvent être mis en accusation que par le sénat. Il n'existe d'ailleurs point de solidarité entre eux.

Le prince a la faculté de faire les dépenses sur le pied des budgets précédents pour le cas où un nouveau budget ne pourrait être établi en temps utile.

Les chambres n'ont point le droit de recevoir des pétitions.

Votre Excellence voit qu'il ne reste dans ce système aucune des garanties et des moyens de contrôle inhérents au régime constitutionnel.

Il est vrai que les chambres élues d'après le régime actuellement en vigueur se sont montrées si dépourvues de modération et de sens pratique qu'il est permis de douter, avec le prince Couza, que les principautés unies soient aptes à jouir des bienfaits d'un régime libéral. Tel semble avoir été l'avis de la Sublime Porte. Malgré les causes de mécontentement que lui a donnés récemment le Prince Couza dans la question des couvents et dans la manière d'introduire le projet de réforme constitutionnelle en question, le gouvernement du Sultan a fait convoquer le gouvernement Russe à une conférence qui doit avoir lieu à Constantinople, et a appuyé le projet de réforme présenté.

Le gouvernement de l'Empereur de Russie a accepté cette invitation et, en égard aux observations présentées par la Sublime Porte, a donné pour instructions à son chargé d'affaires à Constantinople de se prêter, dans cette question, aux vues des conseillers du Sultan.

J'ai l'honneur...

I. Greindl

Arh. St. București, colecția Microfilme Belgia, r. 26 c. 631—633 (Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, Bruxelles Correspondance Politique, Légations, Russie, vol. 72, no. 186).

#### Traducere :

Legăția Belgiei

Excelenței sale

domnului Rogier

Ministrul afacerilor străine.

Petersburg, 10 decembrie 1863

Domnule Ministru,

Prințul Cuza a prezentat puterilor semnatare ale tratatului de la Paris un nou proiect de constituție. Proiectul acesta, dacă este adoptat, va instaura în practică puterea absolută a prințului în Moldo-Valahia. Excelența Voastră va aprecia.

În locul unei singure camere, existente actualmente, prințul Cuza propune să se stabilească un senat și o cameră electivă.

Senatul trebuie să se compună din mitropolit și din episcopii diocezani, din primul președinte al Curții de casație, din decanul agiei, generali activi și persoane numite de prinț.

Camera electivă se va compune din deputați numiți printr-o modalitate de alegere, destul de complicată, în două trepte, dar care este calculată astfel încât să permită cîrmuirii alegerea reprezentanților.

Votul celor două camere și sancțiunea prințului sînt necesare pentru redactarea tuturor legilor.

În materie legislativă numai prințul are drept de inițiativă.

Ministrii sînt responsabili, dar nu pot fi puși sub acuzație decît de către senat. De altfel nu există solidaritate între ei.

Prințul are dreptul de a face cheltuieli în limita bugetelor precedente în cazul în care un nou buget n-ar putea fi stabilit în timp util.

Camerele nu au dreptul să primească petiții.

Excelența voastră vede că în acest sistem nu rămîne nici una din garanțiile și mijloacele de control inerente regimului constituțional.

Este adevărat, camerele alese, potrivit regimului actualmente în vigoare, s-au dovedit atît de lipsite de moderație și de simț practic încît ne este permis să ne îndoim, împreună cu prințul Cuza, că Principatele Unite ar fi apte să se bucure de binefacerile unui regim liberal. Aceasta pare să fi fost și părerea Sublimei Porți. În ciuda motivelor de nemulțumire pe care i le-a dat recent prințul Cuza în chestiunea mănăstirilor și în ceea ce privește maniera de a introduce proiectul de reformă constituțională în discuție, guvernul sultanului a pus să fie invitate autoritățile rusești la o conferință care urmează să aibă loc la Constantinopol și a sprijinit proiectul de reformă prezentat.

Guvernul și împăratul Rusiei au acceptat această invitație și, avînd în vedere observațiile prezentate de Sublimă Poartă, a dat instrucțiuni însărcinatului său cu afaceri la Constantinopol să se conformeze, în această chestiune, vederilor sfetnicilor sultanului.

Am onoarea...

## 5

*1866 aprilie 6, Constantinopol. Raportul lui Prokesch-Osten către Mensdorff-Pouilly despre Unirea Principatelor concepută de români ca o treaptă spre obținerea independenței, scopul final fiind crearea statului național român.*

Nr. 17.A

Constantinople, 6 Avril 1866

Monsieur le Comte,

Les dépêches dont Votre Excellence a bien voulu m'honorer en date du 25 et 29 Mars me fourniraient au besoin des données suffisantes pour éclairer la Porte sur les chances qui atteignent la question des Principautés dans la Conférence de Paris. Les informations directes me dispensent de cette tâche. Elle ne se berce pas d'illusions; elle sait que l'Union, malgré le vœu nondouteux des Moldaves, sera sanctionnée de nouveau et que les Puissances voisines, dominées par un intérêt plus pressant, y souscriront comme elles y ont souscrit depuis neuf ans; l'Autriche et la Porte à leur corps défendant et en pleine connaissance du sacrifice que la position de l'Europe leur imposait.

Je n'admets pas comme possible que les Puissances qui veulent l'Union ignorent que ce n'est pas de l'Union pour elle-même dont on se soucie dans les Principautés, mais que cette combinaison, et même le Prince étranger, n'ont de la valeur aux yeux du parti qui aux yeux de la France représente les deux pays, que comme marchepied à l'indépendance. Avec le Prince indigène cela ira un peu plus lentement et à travers une nouvelle crise; avec le Prince étranger cela ira plus vite; mais le but sera toujours le même, la création d'un état roumain au Bas-Danube. Après le sort que toutes les stipulations internationales au sujet des Principautés ont eu depuis le traité de Paris, on ne pourra trouver mauvais que

fil lai Partei miltre parti d'actiun la Bucuresti fassent grand cas des garanties dont on s'enfureta probablement les nouvelles concessions ob l'impd la condonanz l'impd veuillez...

Arh. St. Bucuresti, colectia Microfilme Austria, r. 305, c. 61—63 (Haus- Hof- und Staatsarchiv Wien, Politisches Archiv XII, Türkei, K. 85);

## Traducere :

Nr. 17 A.

Constantinopol, 6 aprilie, 1866

Depesele cu care Excelența voastră a binevoit să mă onoreze la 25 și 29 martie mi-au furnizat — pentru caz de necesitate — suficiente date spre a lămurii Roșta asupra răsnelor pe care le are la Conferința de la Paris chestiunea Principatelor. Informațiile directe mă scutesc de această sarcină. Ea nu-și face iluzii pe știe că Unirea, în ciuda votului neindoielnic al moldovenilor, va fi sancționată din nou și de Puterile vecine, dominate de un interes mai presant vor subscrie, așa cum au subscris de nouă ani, Austria și Poarta — cu sila și în deplină cunoștință de sacrificiul pe care li-l impune poziția Europeană.

Eu nu admit că este posibil ca Puterile care vor Unirea să nu știe că ceea ce urmăresc cei din Principate nu este (doar) Unirea în sine, ci că această combinație internă (chesteinca) prințul străin nu contrază în ochii partidei care (la alinul ei) în ochii Franței reprezintă (voinea) celor două țări, decit că o treaptă spre independență. Cu un print autototun aceasta se va realiza ceva mai lent și traversând o nouă criză, cu un print străin lucrurile vor merge mai rapid, dar scopul va fi totdeauna același — crearea unui stat român la Dunărea de Jos. După soarta pe care au avut-o după Tratatul de la Paris toate stipulațiile internaționale referitoare la Principate, nu se va putea considera că este rău ca fiici Poarta (și) nici partida de acțiune de la București să nu facă mare caz de garanțiile cu care vor însoți probabil noile concesii.

Binevoiti...

Prokesch-Osten

8

6

1869 decembrie 16, Paris. Raport al înșăreînăului cu afaceri a.i. al Austro-Ungariei la Paris, L. Hoyos, către ministrul afacerilor externe al Austro-Ungariei. Fi Beust, despre consultările franco-englize asupra intenției guvernului român de a consacra denumirea de România.

No. 63, B.

Paris, le 16 Decembre 1869

Son Excellence

Monsieur le comte de Beust etc.

Vienne

Monsieur le Comte,

Conformément aux ordres que Votre Excellence m'a fait l'honneur de me transmettre par le télégraphe, j'ai demandé au Prince de la Tour d'Auvergne si le Gouvernement français avait reçu une ouverture officielle au sujet de l'intention du Prince Charles de changer son titre en celui du Prince de la Roumanie. Le ministre des Affaires étrangères m'avait répondu que tel n'était pas le cas. m'informa que Lord Lyons, était venu il y a quelques jours pour l'entretien de cette question. L'Ambassadeur d'Angleterre lui avait dit que le Cabinet de Londres bien que tout disposé à accéder au désir du Prince Charles d'avoir désormais désignées sous le nom de Roumanie les Principautés de Moldo-Valachie, tenait cependant avant de se prononcer à ce sujet à connaître les vues du Gouvernement français.

Le Prince de la Tour d'Auvergne répondit à Lord Lyons que le Cabinet des Tuileries ne verrait aucun inconvénient à ce que le Gouvernement moldo-valaque prit à l'avenir le titre de Gouvernement de la Principauté ou des Principautés de Roumanie; il croyait cependant convenable d'informer dès à présent la Cour suzeraine de cette manière de voir.

Ayant demandé au Ministre si d'après son avis le mot „Principauté“ devra être employé au singulier ou au pluriel, le Prince de La Tour d'Auvergne me dit que cette distinction n'avait pas été relevée dans son entretien avec l'Ambassadeur d'Angleterre; il pourrait du reste me donner connaissance de la dépêche qu'il avait il y a trois jours adressée à Mr. Bourée, et dont la teneur ne lui était pas présente à l'esprit.

Le ministre des Affaires étrangères a ajouté que bien que Lord Lyons ne lui en ait rien dit, il devait cependant supposer que c'était le Cabinet de Berlin qui faisait agir dans cette circonstance le Gouvernement britannique.

Veuillez...

Hoyos

Arhiv. St. București, colecția Microfilme Austria, nr. 324, col. 525-529; (Haus- und Staatsarchiv Wien, Politische Abteilung IX, Frankreich, K. 93).

Paris 16 decembrie 1869  
Nr. 63/B

Excelenței sale

Domnului Conte Beust etc.

Viena

Domnului conte

Conform dispozițiilor pe care Excelența voastră mi-a făcut onoare de mi le transmite prin telegramă, am întreat pe prințul de la Tour d'Auvergne, dacă guvernul francez a primit o propunere oficială în legătură cu intenția prințului Carol de a-și schimba titlul în cel de prinț al României.

Ministrul afacerilor externe, după ce mi-a răspuns că nu a-și împlăti acest lucru, m-a informat că lordul Lyons l-a vizitat în urmă cu câteva zile pentru a discuta această chestiune. Ambasadorul Angliei l-a spus că guvernul de la Londra, deși absolut dispus să îndeplinească dorința prințului Carol, ca de acum înainte Principatul Moldo-Valahiei să fie desemnat, sub numele de România, ține totuși ca înainte de a se pronunța în această privință, să cunoască opinia guvernului francez.

Prințul La Tour d'Auvergne m-a răspuns lordului Lyons că guvernul de la Tuileries nu ar vedea nici un inconvenient ca guvernul moldo-valah să-și ia în viitor denumirea de guvern al Principatului sau Principatelor României, totodată, el crede că ar fi potrivit să informeze de pe acum Curtea suzerană despre acest fapt de a vedea lucrurile.

Întrebându-l pe ministru dacă după părerea lui cuvântul „Principat“ ar trebui folosit la singular sau la plural, prințul La Tour d'Auvergne mi-a spus că această distincție nu a fost relevată în convorbirea lui cu ambasadorul Angliei, dar că mi-ar putea face cunoscută de pe care a adresat-o în urmă cu trei zile domnului Bourée și al cărei cuprins nu și-l mai amintesc (exact).

Ministrul afacerilor externe m-a adăugat că deși lordul Lyons nu l-a spus nimic, trebuie totuși să presupunem că guvernul de la Berlin este cel care face ca guvernul britanic să acționeze în acest sens.

Binevoiti...

Hoyos

7

1870 noiembrie 6/18, București. Raport al consulului belgian la București, Ch. Al. Moyard, prin care transmite un articol din ziarul „Pressa“ care apărea la București referitor la soluționarea

problemei orientale, dînd ca unică variantă acordarea independenței României.

No. 6  
Ann(exe)

Bucharest 6/18 Nov. 1870

Monsieur le Baron,

Le Journal „Pressa” de Bucharest, dans un de ses derniers numéros, contient un article dont j'ai l'honneur de Vous transmettre, sous ce pli, la traduction.

Ces considérations émanent de M. Boéresco, l'ancien Ministre de la justice, qui a accompagné le Prince Charles à son dernier voyage en Occident; M. Boéresco jouit toujours auprès de Son Altesse d'une très grande confiance.

Veuillez agréer... etc.

Pressa de Bucarest

Ch. Al. Mâyard

Traduction

„Nous avons toujours dit qu'immédiatement après la fin de la guerre Franco-Prussienne<sup>1</sup> les Grandes Puissances pourraient essayer de mettre un terme à chaque source pouvant amener de nouvelles complications. Indépendamment des conditions de paix qui concernent plus spécialement les deux parties belligérantes, il est probable que le futur Congrès Européen aura à considérer la question Roumaine, celle du Danemarque, de la Hollande et du Luxembourg; celle de l'unité de l'Allemagne sous toutes les phases aussi bien que la question (d'Orient). Cette dernière nous intéresse plus particulièrement.

Nous n'avons pas besoin de demander sous quel aspect la Diplomatie envisagera la question d'Orient, il est probable qu'elle s'attachera plus particulièrement à mieux garantir les conditions d'ordre et de stabilité dans l'Empire Ottoman et à s'occuper du développement des Populations chrétiennes de cet Empire. Mais ce que nous pouvons prédire avec un degré de certitude c'est que la Roumanie jouera un rôle important dans les délibérations des diplomates qui auront à traiter la question d'Orient. Ces délibérations ne sauraient être défavorable à la Roumanie. Les Puissances garantes ne peuvent que maintenir et compléter leur œuvre de 1856. Elle chercheront à fonder aux ports confins de l'Orient un état de choses plus fort et plus stable que par le passé et à placer ces populations, si aptes à être civilisées, dans une position plus avantageuse pour leur développement et leur prospérité.

Mais par quels moyens la Diplomatie peut-elle réussir à atteindre ce but? Il n'y en a qu'un, et c'est de faire de la Roumanie en Orient ce que la Belgique est en Occident. C'est de constituer la Roumanie en Dynastie de Charles de Hohenzollern garanti par les Grandes Puissances de l'Europe (Cette dernière phrase est imprimée en grandes caractères italiques).

Nous discutons cette question clairement, sans hésitation ou biais: l'indépendance de la Roumanie, des deux Principautés actuelles, sous la forme d'un Royaume, est la seule solution possible par laquelle tous les intérêts peuvent être satisfaits; les intérêts de l'équilibre, ceux de la sécurité de l'Empire Ottoman, du Christianisme et de la civilisation.

Il n'existe que cette solution, toute autre tendrait à créer quelque chose de provisoire, de faible et de passager, et tel ne peut être l'objet de Puissances après ce que l'expérience leur a enseigné.

Lorsque nous parlons de l'indépendance de la Roumanie, lorsque nous faisons de cette idée, le symbol de nos convictions et la lumière de notre foi, personne ne saurait nous accuser d'être des démagogues ou des illusionnaires, ni des perturbateurs de la paix de l'Orient. Au contraire chacun doit comprendre que nous conseillons et maintenons cette solution dans l'intérêt des Puissances les plus conservatrices, des principes d'ordre, de l'équilibre de l'Orient et non seulement dans l'intérêt de la Roumanie mais aussi dans celui de l'Empire ottoman<sup>2</sup>.

Arh. St. București, colecția Microfilme Belgia, r. 4, c. 30—35 (Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, Bruxelles, Correspondance Politique. Légation, Roumanie, vol. 3, 1861—1870, no. 185).

## Traducere :

Nr. 6  
Anexă

București 6/18 decembrie 1870

Domnule baron,

Ziarul „Pressa” din București, într-unul din ultimele sale numere, cuprinde un articol a cărui traducere am onoarea să v-o transmit în această scrisoare.

Aceste considerații pornesc de la domnul Boerescu, fostul ministru al justiției, care l-a însoțit pe prințul Carol în ultima sa călătorie în Occident. Domnul Boerescu continuă să se bucure de o mare simpatie din partea Alteței sale.

Vă rog să primiți... etc.

Ch. Al. Moyard

PRESSA din București

## Traducere :

„Am spus întotdeauna că imediat după sfârșitul războiului franco-prusac<sup>1</sup>, marile puteri ar putea încerca să pună capăt oricărei surse capabile să genereze noi complicații. Independent de condițiile de pace care privesc mai ales cele două părți beligerante este probabil ca viitorul congres european să ia în discuție problema românească, cea a Danemarcei, a Olandei și Luxemburgului; cea a uniității Germaniei sub toate aspectele, precum și problema Orientului. Aceasta din urmă ne interesează în mod deosebit.

Nu este nevoie să mai întrebăm sub ce aspect diplomația va examina problema Orientului, este probabil ca ea să se intereseze în mod deosebit de a garanta mai bine condițiile privind ordinea și stabilitatea în Imperiul otoman și să se ocupe de dezvoltarea populațiilor creștine ale acestui imperiu.

Ceea ce însă putem prevedea noi cu un anumit grad de certitudine este că România va juca un rol important în deliberările diplomaților care vor avea de examinat problema Orientului. Aceste deliberări nu ar putea fi defavorabile României. Puterile Garante nu pot decât să-și mențină și să-și completeze opera din 1856. Ele vor încerca să fondeze în părțile marginase ale Orientului o stare de lucruri mai stabilă și mai consolidată ca în trecut și să pună aceste populații, atât de apte de a fi civilizate, într-o situație mai avantajoasă pentru evoluția și prosperitatea lor.

Prin ce mijloc însă poate oare reuși diplomația să atingă acest scop? Ea nu are decât unul singur și acesta este de a face din România în Orient, ceea ce Belgia este în Occident. De a constitui România în dinastia lui Carol de Hohenzollern garantată de marile puteri ale Europei (Această ultimă frază este tipărită cu caractere cursive mari).

Noi discutăm această problemă în mod deschis fără ezitări sau pe ocolite; independența României, a celor două principate existente, sub forma unui regat, este singura soluție posibilă prin care toate interesele pot fi satisfăcute, interesele echilibrului, cele ale securității imperiului otoman, ale creștinismului și ale civilizației.

Nu există decât această soluție; oricare alta ar duce la crearea a ceva provizoriu, slab și pasager și aceasta nu poate fi scopul puterilor după tot ce le-a învățat experiența.

Atunci când vorbim de independența României, atunci când facem din această idee simbolul convingerilor noastre și lumina credinței noastre, nimeni nu ar putea să ne acuze că sîntem demagogi sau idealști, nici că am tulbura pacea în Orient. Din contră, fiecare trebuie să înțeleagă că noi propunem și susținem această soluție în interesul puterilor celor mai conservatoare, al principiilor ordinii, al echilibrului Orientului și nu numai în interesul României, ci și în cel al Imperiului otoman<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> 1870—1871.

1871 anuarie 9, Versailles. Scrisoarea cancelarului Bismarck

1871 anuarie 9, Versailles. Scrisoarea cancelarului Bismarck către Carol, exprimând reacția previzibilă a Turciei, Angliei, Franței, Austro-Ungariei și Rusiei la propunerea lui Carol de schimbare a statutului României, imposibilitatea pentru Germania de a interveni eficient în situația din Orient din cauza războiului cu Franța.

Abschrift  
Eure Hoheit Bitte ich christlichst um Verzeihung, wenn ich zur Beantwortung des gnädigen Schreibens vom 14-ten Dezember mich der Hand des Geheimen Legationsraths von Keudell bediene; eigenhändig zu schreiben wird mir durch Krankheit im Augenblick fast unmöglich gemacht, und ich möchte doch nicht länger zögern, das Vertrauen, welches Ew. Hoheit mir so gnädig gezeigt haben, durch eine offene Darlegung meiner persönlichen Auffassung zu erwidern.

Ich kann die inneren Verhältnisse von Rumänien und die Mittel, welche Ew. Hoheit in denselben finden könnten, um die obwaltenden Schwierigkeiten zu überwinden und Ihrer Regierung einen festen Halt zu geben, nicht beurtheilen.

Ich muss annehmen, dass die in dem Charakter und der Vorgeschichte der Nation liegenden Hindernisse für ein geordnetes Staatsleben fast unüberwindlich seien, da es Ew. Hoheit bei dem edlen Willen und den reinen Gesinnungen, die Sie beseelen, bisher nicht gelunge nist, Einrichtungen zu schaffen, auf welche Sie auf der Aussichrer Ihrer Intentionen sich stützen könnten. Ob dazu noch jetzt Aussicht vorhanden ist, werde ich Ew. Hoheit nicht beurtheilen können.

Was aber die Beziehungen zu dem Ausland betrifft, so darf ich Ew. Hoheit, wenngleich mit meinem tiefen Bedauern, doch nicht verhehlen, dass ich die Hoffnung auf eine Unterstützung von den auswärtigen Mächten für illusorisch ansehe, und dass ich auch vom dem letzten Schritte Ew. Hoheit keinen Erfolg erwarte.

Was auch die Ursachen seien, und wieviel Missverständnisse oder Einflüsterungen dazu mitgewirkt haben, es ist jedenfalls nicht gedungen, das Masten der Pforte zu besitzigen, und sie zu der Ueberzeugung zu bringen, dass die Verleugnung der Fürstenthümer unter der Regierung Ew. Hoheit, Ihrer Lehnhererschaft über dieselben ungenügend sei, und dass die Zustände, welche der Rücktritt Ew. Hoheit herbeiführen könnte, für die Ruhe des Orients viel bedenklicher sein würden als die jetzigen.

Die Englische Regierung hat niemals ein Interesse an den Donaufürstenthümern oder an der persönlichen Stellung Ew. Hoheit gehabt, und die Haltung der Vertreter derselben scheint leider nicht der Art, dass sie Vertrauen einflößen könnte. Wenn ich auch in London nicht gerade eine feindliche Gesinnung voraussetzen darf, so ist doch mit Sicherheit anzunehmen, dass England seine Politik auch in dieser Beziehung nicht von der des Sultans trennen wird. Frankreich ist natürlich in diesem Augenblick ausser Betracht, insofern es durch Intriguen und geheime Agitationen Ew. Hoheit entgegenwirken suchen möchte, in der Hoffnung, Preussen dadurch zu kränken oder zu schädigen.

Von der Oesterreichischen Auffassung hat die bisherige Erfahrung hinreichendes Zeugnis abgelegt.

Ich habe lange Zeit die Hoffnung gehegt, dass Ew. Hoheit in St. Petersburg eine wirksame Stütze finden würden, und habe daher immer die Rücksichtnahme auf Russland empfohlen. Auch jetzt hege ich noch keinen Zweifel an den persönlichen Gesinnungen Seiner Majestät, des Kaisers von Russland, welcher ohne Zweifel für Ew. Hoheit Person die besten und freundschaftlichsten Wünsche hegt. Aber ich habe mich namentlich in der letzten Zeit zu meinem Bedauern durch manche Symptome überzeugen müssen, dass dies persönliche Wohlwollen durch die traditionelle Auffassung der russischen Politik, welche der Verleugnung der beiden Fürstenthümer entgegen ist, überwogen wird. Die Tatsache, dass Ew. Hoheit von Russland keine, auch nicht eine diplomatische Unterstützung zu erwarten haben, ist mit dieser traditionellen Politik in Einklang, während mir für die feindliche Haltung der Wiener Politik gegen Ew. Hoheit jede vom Standpunkte der oesterreichisch-ungarischen Politik mögliche logische Erklärung fehlt.

Es ist ja nur natürlich, wenn Ew. Hoheit zunächst auf den hohen Chef Ihres Hauses, auf Preussen und Deutschland blicken. Ew. Hoheit wissen, wie Seine Majestät der König für Höchstselben gesinnt ist; aber Ew. Hoheit wissen auch, dass die jetzige Kriegslage es für Deutschland unmöglich macht, in die



Verhältnisse im Osten unter den oben angeführten Umständen wirksam einzugreifen. Wenn ich das Facit aus all diesen Erwägungen ziehe, so kann ich für zu dem Schluß kommen, dass Ew. Hoheit von aussen keine Hilfe, eher Uebelwollen erwarten dürfen, und daher Ihre Entschlüsse nur nach Ihrer Beurtheilung der Mienen im eigenen Lande, noch zu Gebote stehenden Hülfsmittel fassen müssen. Wenn Sie eine Krise erwarten, zu deren Ueberwindung Sie die besseren Elemente im Lande nicht ausreichend erachten, so scheint es mir vor allem nur die durch die Rücksichten auf Sich und Ihr Haus gebotene Aufgabe zu sein, dass jeder Entschluss, den Sie fassen, auch wirklich als ein selbstständiger und freiwilliger, nicht durch äussere Gewalt aufgezwungen erscheint, und dass die reinen und edlen Motive, welche Ew. Hoheit dabei leiden würden, klar hervortreten.

Es ist mir schmerzlich, Ew. Hoheit keinen anderen Rath und keine besseren Hoffnungen geben zu können. Ich weiss aber, dass die patriotische Theilnahme und herzliche Freude an den Erfolgen unserer deutschen Armee, und an dem Glanze, den das vortheilhafte Haupt unseres Königs umgibt, selbst durch diese schmerzlichen persönlichen Erfahrungen bei Ew. Hoheit nicht getrübt werden, und schliesse mit der Hoffnung, dass Ihre Wünsche für einen baldigen ehrenvollen und gesicherten Frieden in Erfüllung gehen mögen.

Cherbezitsky verliert sich

Ew. Hoheit  
(ger.) von Bismarck  
Arch. St. Bucarest, Collectia Microfilm R.F.G. F. 101, 664-67 (Staatsarchiv Sigmaringen, RS W. R. 93, 69/1)

Traducere  
Versailles, 9 ianuarie 1871

Roș pe Alteța voastră în moduri cel mai respectuos să mă scuze dacă pentru răspunsul la scrisoarea din 14 decembrie mă folosesc de mîna consilierului de legatie von Kœndell pentru moment, din cauza bolii, mi este aproape imposibil să scriu cu propria-mîna și nu vreau totuși să mai întîrzii a răspunde încrederea pe care Alteța voastră mi-a acordat-o cu atîta încredințare, (de aceea) voi expune deschis opinia mea.

Eu nu pot face o apreciere asupra situației interne din România și nici asupra mijloacelor de care Alteța voastră poate dispune acolo spre a învinge dificultățile pe care le întîmpină și a da guvernării voastre o poziție mai puternică. Trebuie să presupun că obstacolele din calea unei vieți statale în ordine, provenind din caracterul și din istoria anterioară a națiunii, sînt aproape insurmontabile, avînd în vedere că Alteța voastră, cu nobila dorință și cu intențiile pure care vă animă, nu ati reușit pînă acum să creați un mecanism pe care să vă puteți sprijini în realizarea intențiilor voastre. Dacă mai există vreo perspectivă în acest sens, numai Alteța voastră singură puteți aprecia.

Însă în privința raporturilor externe, desi spre adîncul meu regret nu pot totuși ascunde, Alteței voastre că trebuie să consider ca iluzorie speranța într-un sprijin al Puterilor străine și nici în legătură cu ultimul pas făcut de Alteța voastră, nu aștept vreun succes.

Oricare ar fi cauzele și orice ar fi contribuit neînțelegerile sau intrigile în orice caz nu s-a reușit a se înlătura neîncrederea, Porții și nu s-a reușit convingerea că Unirea Principatelor sub guvernarea Alteței voastre nu pune în pericol suzeranitatea ei asupra acestora, că situația care ar rezulta din retragerea Alteței voastre ar fi mult mai îngrijorătoare decît cea actuală pentru pacea în Orient.

Guvernul englez nu a arătat niciodată interes pentru Principatele dunărene sau pentru poziția personală a Alteței voastre, iar atitudinea reprezentanților acestuia nu pare decât păcătoasă de natură a putea inspira încredere. Chiar dacă nu atribuim Londrei o poziție deschis ostilă, cu siguranță că este de presupus că Anglia nu și va despărți politica nici în această privință de cea a sultanului.

Desigur, în acest moment Franța nu intră în considerație — nu intră în măsura în care prin intrigi și agitații secrete nu ar încerca să acționeze împotriva Alteței voastre, în speranța că astfel ar fi în Prusia sau i-ar aduce daune. Despre gîndurile Austriei, experiența de pînă acum constituie o dovadă grăitoare.

Eu am nutrit mult timp speranța că Alteța voastră ar găsi la St. Petersburg un sprijin eficient și ca atare am recomandat mereu luarea în considerare a Rusiei. Nici acum nu am vreo îndoială în privința felului de a gândi al Maiestății sale țarul Rusiei, care fără îndoială nutrește față de persoana Alteței voastre sentimentele cele mai bune și mai amicale. Dar, spre regretul meu, mai ales în ultimul timp, pornind de la unele simptome, a trebuit să mă conving că această bunăvoință personală este dominată de concepția tradițională a politicii rusești, care este opusă unirii celor două Principate. Faptul că Alteța voastră nu are de așteptat din partea Rusiei vreun sprijin, nici chiar diplomatic, este în consonanță cu această politică tradițională, în timp ce, din punctul de vedere al politicii austro-ungare, nu văd nici o explicație logică pentru atitudinea ostilă a politicii vieneze față de Alteța voastră.

Este deci ceva firesc ca Alteța voastră să privească în primul rînd spre șeful suprem al Casei voastre, spre Prusia și Germania. Alteța voastră cunoaște sentimentele de care vă bucurați din partea Maiestății sale regale; însă Alteța voastră știe totodată că situația actuală de război face imposibilă pentru Germania o intervenție eficientă în afacerile din Orient, în contextul menționat mai sus.

Dacă rezum toate aceste considerațiuni, nu pot ajunge decît la concluzia că Alteța voastră nu se poate aștepta la nici un ajutor din afară — ci mai degrabă la rea-voință — și prin urmare hotărîrile voastre trebuie să le luați ținînd seama numai de aprecierea voastră asupra sprijinului pe care îl mai aveți în propria țară. Dacă vă așteptați la o criză, pentru a cărei depășire apreciați că elementele mai bune din țară nu sînt suficiente, îmi pare că sarcina care se impune mai înainte de orice, din considerente referitoare la persoana voastră și la Casa voastră, este ca orice hotărîre pe care o veți lua să apară și în realitate ca, fiind liberă și independentă, nu impusă de o forță din afară, iar motivele nobile și pure care vă vor conduce la acea hotărîre să apară cu claritate.

Mă mîhneste faptul că nu pot da Alteței voastre nici un alt sfat și nici un fel de speranțe mai bune. Știu însă că simpatia patriotică și bucuria sinceră pentru succesele armatei noastre germane și pentru strălucirea care înconjoară fruntea venerabilă a regelui nostru nu sînt întinse nici chiar prin aceste dureroase experiențe personale ale Alteței voastre și închei cu speranța că urările voastre pentru o pace apropiată, onorabilă și durabilă se vor putea împlini.

Cu cel mai profund respect,  
rămîn al Alteței voastre  
(semnat) von Bismarck

#### <sup>1</sup> Antecedentele sînt următoarele :

a) La 27 noiembrie/9 decembrie 1870, cancelarul Bismarck transmitea consulului general prusian la București, Radowitz, să acționeze astfel încît Carol să așine pînă după încheierea păcii franco-prusiene orice hotărîre de a se adresa Puterilor garante; o reactualizare a problemei românești complicînd automat situația internațională. Instrucțiunea sosea însă tardiv, întrucît la 25 noiembrie/7 decembrie 1870 Carol expediase suveranilor Rusiei, Austro-Ungariei, Angliei, Prusiei și Italiei scrisori cu conținut identic în care, referindu-se la puternica opoziție în timpînată în țară, aprecia că nu mai poate domina situația și își exprima intenția de a abdica, propunînd totodată ca viitorul țării să fie lămurit la congresul european ce urma să aibă loc; în scrisoare se insista asupra necesității schimbării constituției și asigurării din partea Europei a unui statut mai liber pentru România, subînțelegîndu-se chiar independența. (Prin exprimarea intenției de a abdica, în fapt Carol spera să obțină, atît pe plan intern, cît și extern, satisfacerea măcar în parte a velleităților lui de a domni fără control și a conduce politica externă conform vederilor proprii. Pe plan intern, el știa că abdicarea ar fi însemnat redeschiderea succesiunii, ceea ce ar fi putut repune în actualitate chestiunea separării Principatelor. Pe plan extern, aceasta ar fi însemnat redeschiderea unuia dintre aspectele chestiunii orientale într-un moment de tensiune europeană, cînd toate Puterile urmărind liniștirea conflagrației nu voiau complicații în Orient. Propunînd discutarea situației României într-un congres european, Carol urmărea obținerea unora dintre doleanțele românilor și astfel să-și consolideze și suportul lui politic în țară).

b) La 2/14 decembrie, Carol scria lui Bismarck că opinia acestuia în sensul abținerii de la orice demers pe lîngă Puterile garante i-a fost comunicată prea tîrziu, după ce scrisorile către suverani fuseseră expediate; menționa și de această dată că nu va mai putea guverna România.

## 9

1876 noiembrie 22 (1293 zi'l ka'de 5). Scrisoarea unui demnitar otoman adresată, probabil, marelui vizir Mehmed Rüşdi paşa, cu privire la posibilitatea încheierii unei convenții militare secrete între Înalta Poartă și România.

Saâdetlü efendim,

Birâz vaktan beru, Rusya devletinin mes'ele-i ma'lûmede ittiâz eylediği meslek ü hareket Saltanat-ı seniyye<sup>1</sup> hakkında olan efkâr u tasminat-ı mukar-rere-i hafiyyesini meydana çıkarmağa başlamış ve dahilen<sup>2</sup> galeyân-i ezhâni vesile istihşâl derecesine kadar gideceği Avrupa'ya göstermek üzere tadârûkât-ı harbiyyeye iderek metâlibinin sulhen tervicine muvaffak olamadığı hâlde bunları harben dahi mübâseret eylemiştir. Devlet-i aliyye<sup>3</sup> ise iki seneye karîb müddetden beru Hersek ve Bosna ve bilâhire Sırb ve Karadağ usât u eşkiyâsıyla uğraşarak bir an evvel sulh u âşâyışin iâdesini arzu itmekde olduğu hâlde, Rusya devleti gibi bir devlet-i azime ile muhârebeye girişmeği ihtiyâr idemeyeceği der-kâr ise de muhâ-faza-ı hukuk-ı mukaddese-i mülkiyyesi kendüsini her dürlü mehâlik ü muhâtarâtı ve her nev-i fedâkârlığı göze kesdirmeye mecbûr ideceğinden böyle bir dâhiye-i azîmenin def'i hakkında mümkün olabilecek ve şân u hukukiyle kabil-i tevfiik olacak tedâbir-i sulhiyyenin ittihâz u icrâsına sarf-ı makderet idecektir. Fakat hükmi-i vukuât, Devlet-i aliyye ve millet-i Osmaniyye'nin hemcivârı olan bir devlet-i kavi-i şevket<sup>4</sup> ile muhârebeye girmesini icâb itdirir ise bu mecbûriyyete teslimiyetden başka çâre kalmıyacağından ol hâlde dahi tehyie-i esbâb-ı müdâfaa vü muhâfazaya mübâderet buyuracaktır.

Eczâ-yi memâlik-i şâhânedan<sup>5</sup> bulunan Memleketeyn emâreti Rusya'luların oradan Sırbistân, ve Rusçuk, ve Vidin taraflarına ve sair cihetlere geçmelerine müsaâde, sûretî göstermekde olduğuna dair şu ârâlik devrân iden havâdisin muka-rin-ı sıhhat olub olmadıgı bahsında tereddüd olunmakda olduğu hâlde birâz vaktan beru orada tehhül ü temekkün ile bayağı Memleketeyn ahâlisi idâdına girmiş ve Kırım muhârebesinde<sup>6</sup> silk-i asâkir-i şâhânedâ bulunmuş olan İngiliz Mazhar Pâşâ<sup>7</sup> bu kere Der-i saâdet'e<sup>8</sup> gelerek reis-i vükelâ bulunan Jan Bratiyañu<sup>9</sup> tarafından me'mûriyyet-i hafiyyesi olduğunu ifâde itmesiyle istizâh-ı keyfiyyet olundukda emâret-i müşârûn-ileyhâ bidâyet-i zuhûr-ı muhârebeye âleme karşı ilân itmiş olduğu usûl-i bi-tarafide devâm eylemek ve icâb ider ise bunı muhâfaza için harb derecesine kadar gitmek niyyet-i kaviyyesinde bulunduğunu ve hatta bu makasada mebnî şimdiden tedârûkât-ı fi'liyye-i harbiyyeye mübâseret eylediğini, ve fakat tertib ü techiz olunmakda olan kuvve-i askeriyyesi gerçe altmış bin râddesinde ise de şâyed Rusya'lular külliyye-i askeriyye ile geldikleri hâlde bu mikdâr asker ile anlara mukavemet kabil olamayacağından her hâlde Devlet-i aliyye'nin muâvenet-i askeriyyesine ihtiyâc hâlinde bulunduğunu, ve bu tertibât-ı askeriyye ve buna müteferri<sup>10</sup> husûsât-ı saîrenin Devlet-i aliyye ile müzâkeresi lâzım gelüb Bükreş'de Saltanat-ı seniyye tarafından kimse olmadığı gibi Der-i saâdet'de el-ân (?)<sup>11</sup> bulunan prens Giga'ya<sup>12</sup> dahi Rusya'lularla olan münâsebât cihetiyle emniyyet olunamayacağından Devlet-i aliyye'ce mu'temed bir zâtın zâhirde ba'zı mesâil-i muallaka ve mevâdd-ı saîreni münâsib olacağını ifâde ü beyân eylemiş, ve Memleketeyn emâretinin, bu sûretle Devlet-i aliyye'ye izhâr-ı sidd ü hulûs ile ilân itmiş olduğu usûl-i bi-tarafiye harben muhâfaza derecesine kadar gitmek niyyet-i kaviyyesinde bulunması, ve Rusya'lularla fekk-i râbita-ı münâsebetle anların Memleketeyn'e duhûllarına muhâlefet eylemesi Devlet-i aliyye'ce ez-her cihet şâyân-ı takdîr bir hidmet-i azime olarak Pâris muâhedesinin yigirmi altıncı mâddesi ahkâmına dahi tamâmiyle muvaffak olacağından ba'zı devletler taraflarından zuhûr melhûz olan ilkaât-ı fâsideye meydân virilmeksizin emâret-i müşârûn-ileyhânın bu hüsn-i isti'dâdından istifâde olunarak kendülériyle der-hâl bu mâdde hakkında müzâkereye girişilüb, bunun için bir mukavele-i mahsûsa-i hafiyye akdına müsâraat olunması icâb-i hâl u maslahatdan bulunmuş, ve bu husûs-ı mühimmin müzâkeresi için buradan<sup>13</sup> me'mûr ta'yîn ü i'zâm olunsa hakikat-ı keyfiyyet tereşsuh iderek Rusya'lulara karşı emâreti bir mevki-i müşkilde bulundıracağından bu sûret tecvîz olunmıyub bu me'mûriyyet-i

nâzike vü mühimmenin mühâsebet-i mevkiiye ve ma'lûm olan dirâyet ü fatânetleri cihetiyle zât-ı şeriflerine <sup>11</sup> tefviz ü ihâlesi tensib kılınmıştır.

Emâret-i müşârûn-ileyhâ bundan üç mâh mukaddem mûmâ-ileyh prens Giga.vâsitasıyla cânib-i Bâb-ı âli'ye bir kâ'tâ lâyhâ takdim iderek anda bazı mesâil ü metâlib der-miyan eylemiş ve hâlbuki bunların bazıları Pâris muâhedeşi ahkâmına ve bazıları dahi emâretin Devlet-i aliyye'ye karşı bulunduğu hâl u mevkî-i tâbiyyete münâfi gibi göründüğinden nazar-ı itibâr u tedkika alınamamış ve sair bir kaç mâddeyi sâyan-ı kabûl görünmüş ise de mezkûr lâyiha'nın takdimi Sırbistân ile Karadağın Devlet-i aliyye'ye i'lân-ı harb eyledikleri zemâna tesâdüf idüb bu hareket Devlet-i aliyye'nin bulunduğu meşâgil-i harbiyyeden istifade maksadına mübtenâ olduğunu göstermesiyle lâyiha-i mezkûre mevkî-i müzâkereye konulmuş ve sâdece âhîz u hîz idilmiş ve hatta bunun birer kâ'tâ sûretleri emâret-i müşârûn-ileyhâ tarafından düvel-i fâhime kabinetolarına takdim olunub oralarca <sup>12</sup> dahi mazhar-ı hüsn-i telâkki olunarak meşkûl birağılmış olub her ne ise bu kere emâret-i müşârûn-ileyhâ Devlet-i aliyye'ye izhâr-ı sîdk ü ihlâs dâiyyesinde olub, Rusya'luların oradan mürûrlarına mûmânaat niyyet-i kaviyyesinde olduğunu techizât u tedârükât-ı harbiyyesiyle fiilen isbât eyledüğinden Saltanat-ı seniyye dahi şân-i âlisi iktizâsından oldığı üzer eemâretin bu hizmet-i azimesini takdîr ile âsar-ı fiiliyye-i fütüvvet-i seniyyesini göstermek lâzım gelür ise de emâretin techizât-ı askeriyyesi cidden ü hakikaten Rusya'luların Memleketeyn'e girmelerin fiilen muhâlefet ü mûmânaat niyyetiyle midir, yoksa Devlet-i aliyye ile Rusya devleti beyinde bir muhârebe vuku'nda kâffe-i âhval-i muhtemelaye karşı tedârüklî bulunub anlardan bir sûrette istifade maksadına mı mübtendir, buraları ol emîrde güzelce anlaşıldub iâne-i askeriyye hakkında Devlet-i aliyye ile bir mukavele-i hâfiyye akd u imzâsı niyyet-i kat'iyyesinde bulundukları cezm ü teyakkun olunduktan sonra, evvelâ kendülerinin öteden beru aksâ-yi âmâl-i milliyelerinden olub Devlet-i aliyye'ye kabûl u tasdik itdirmek istedikleri Româny(a) kelimesinin Saltanat-ı seniyye'ce kabûl buyurulacağını resmen mûnâ-ileyh Jân Brâtiyân'u'ya ifâdesi sâniyen İbrâil'den yukarı Tune nehrinde mevâüd olub tarafeyn beyinde mücib-i nizâ-ı dâimi olan adaların tahkik-i âhvâli'ye i'cân için iki tarafdan me'mûrlar tayiniyle tanzim olunacak haritalarına ve bin iki yüz kırk beş <sup>13</sup> târihiyle irrâ kılınan tahdid usuluna tevfiğin müceddeden tahdid, sâlisen Româny(a) ahâlîsinin hâmil oldukları pâsâportlarıyla memâlik-i Devlet-i aliyye'de mürûrlarına müsâade olunması, râbian tarafeynden iâde-i mücrimin hususunda bir mukavele tanzimi, hâmisen posta ve telegraf maslahatları'ye i'cân için bir mukavele-nâme yapılması kararlaştırılmış ve bunlardan başka kapukethüdâsının <sup>14</sup> he'yet-i süferâya dâhil olması, ve Delta adası <sup>15</sup> iş gibi mâddeler Pâris muâhedeşine dokunur umûr-ı azimeden olmağla bunların müzâkeresine bile girmemek ol emîrde düvel-i zâmine vü müttefikânın kararına muallâk bulunmuş olmağın buraları beyân olunduktan sonra esâs-ı me'mûriyyet olan asker maddesi müzâkeresine sürû vü ibtidâr eylemeleri <sup>16</sup> lâzım gelür. Binâen-aleyh reis-i vukelâ mosyô Jân Brâtiyân'u ile bu mâdde hakkında mahremâne müzâkereye girililerek emâret-i müşârûn-ileyhâ tarafından tertib olunan kaviyye-i askeriyyeye ilâve olunmak üzere kâffe-i levâzimâtı mukemmel olarak muharebeye alılmış ve ishât-ı serâât u besâlet itmiş olan asâkir-i muntazama-ı, şahâmden otuz tâbur <sup>17</sup> asker in her ne vakt istenilürse karşı tarafa <sup>18</sup> geçirülmek üzere Vidin ve Rusçuk ve Nikbolı taraflarında hazır u müheyyâ bulundurulacağı ve düşmen tarafından sevk olunacak kuvve-i askeriyyenin mikdârı külliyyetlü olub da asâkir-i emâretle birleşecek kuvve-i muâveninin derece-i kifâyeden olmadığ tarafeyn komândanları indinde bil-ittihâd tayin ü tahakkuk iderek kuvve-i muâvine-i mezkûrenin bir mikdâr daha zamm u tezyidi lâzım gelür ise derhâi mahall u mevâki-i münâsebe ihtiyâten bulundurulacak kuvve-i askeriyyeden münâsib mikdârının sür'at-ı mümkün ile karşı tarafa imrâr olunacağı ve asâkir-i muâvine-i Devlet-i aliyye'nin me'kûlât u melbûsât ve, masârif-i nakliyye-i erzâk ve esyâ ve sairleri'ye cânib-i emâretten bir akçe talep olunmıyacağı gibi memlekete dahi bir gâne tahmil-i bâr olunmıyacağı ve ahâliden süvârı hayvânâtı'ye mubâyaaasına lüzüm görünecek sair ve samân ve giyâh ve asâkir-i şahânenin me'kûlâtı esmâni nakden ü pesinen ifâ kılınacağı beyân u ifâde olunub gerek bu mâddeler ve gerek asâkir-i şahânenin emâret askeriyle bir mevkî'de itimâları ve multelihten hareketleri icâb eylediği hâlde mânevîrâ ve emr-i kumândanın kuvve-i muâvine-i Devlet-i aliyye kumândânına havâlesi lüzüm ve ehemmiyyetinin ve zabitan-ı asâkir-i emâretî fûn-ı harbiyye'ye ma'lûmâtları ne kadar mukemmel olmak lâzım gelse kendülerinin henüz tecârib-i fi'liyyeleri olmadığının serd ü irâdiyle kabûl u tasdik itdirilmesi, ve işbu mevâdd-i muharrerenin reis-i mûmâ-ileyh tarafından dahi tensib oluna-

cağından istibâh olunmadığı üzere bir mukaddeme-i münâsibe ile bend bend bir mukaveleye derciyle hemân imzâ olunmak üzere mahsûs bir kurîyer ile cânib-i Bâb-ı Âli'ye irsâl kılınması, ve işbu mukaveleye burâca hâtıra gelmiyen sair mevâdd vâir ise anların dahi derc ü ilâve kılınmasında be's olmayacağından bunların müzâkere vü kabûlunda menâfi'i Devlet-i alîyye'ye muvâfık olan cihâtın gözedilmesi ve işıldiliğine göre emâret me'mûrları ve husûsiyle re's-i kârda bulunan me'mûrlar arasında bu maddelerden dolayı ihtilâfât oldığından bâlâda serd ü irâd olunan mülâhâzât u husûsâtдан lede-l-iktizâ vükelâ vü me'mûrine hîn-i mülâkatda ne dereceye kadar malûmât virilmek ve prens ile mülâkat iktizâ ider ise ana dahi ne yolda beyân-ı maslahat idilmek lâzım geleceğinin mûmâ-ileyh mosyô Brâtiyânı ile karârlaşdırılması ve bu müzâkerâtda mûmâ-ileyh Mazhar Pâşâ dahi bi-t-tab' bulunacağı cihetle tertibât-ı askeriyyece cereyân idecek musâhabâtâ anin re'y ü mâ'lûmâtından dahi istifâde olunabileceğinden bu husûsların ol emirde mûmâ-ileyh ile istisâre idilmesi ve bu mes'ele-i harbiyye müzâkeresi fevk-al-gaye mektûm tutulub orâda bulunan düvel-i fâhîme konsolosları ve sair sûret-i hayîr-hâhîde görinen zevâtдан hiçbirine aslâ renk virilmiyüb orada bulunmalarının<sup>16</sup> mutasarrıflığa âid ba'zı mevâddın müzâkere vü tesviyesi maksadına haml ü isnâd idilmesi husûsları uhde-i dirâyet-i müclemelerine<sup>17</sup> tevdi' idilmiş ve muhâberece lüzûm cihetiyle taraf-ı şeriflerine<sup>18</sup> bir aded şifre miftâhı dahi gönderilmiş olmağla ber-minvâl-ı muhârrer ifâ-yi levâzım-ı me'mûrine itinâ vü dikkat olunması siyâkinda şukka-ı muhabbeti terkîm kılındı.

Fi 5 Zâ, sene (12) 93.<sup>19</sup>

Fi 10 Tesrîn-i sâni sene 12(92).<sup>20</sup>

(Mühür) : (...) <sup>21</sup> Mehmed.

Arh. St. București, colecția Microfilme Turcia, r. 82, c. 1—3; (Başbakanlık Arşivi, İstanbul; Yıldız Tasnifi, Esas Evrak, kısım 31, evrak 1268, zarf 99, karton 80).

#### Traducere :

Fericitul meu efendi,

Atitudinea și acțiunea la care a recurs statul rus (*Rusia devleți*), de puțin timp încoace, în problema cunoscută au început să scoată la iveală opiniile și doveditele sale proiecte ascunse în privința Sublimului Sultanat<sup>1</sup>. Și (Rusia), pretextând efervescenta ideilor din interior<sup>2</sup> a trecut chiar și la pregătiri de război, pentru a arăta Europei că, în cazul în care nu va reuși să își indeplinească dorințele pe cale pașnică, va merge până acolo încât să le realizeze pe cale războiului. Și desigur înaltul Devlet<sup>3</sup>, ocupându-se de aproape doi ani încoace cu răzvrății și tâlharii din Hertegovina și Bosnia și, mai apoi, cu cei din Serbia și Muntenegru, dorește să restituie pacea și liniștea cu o clipă mai devreme; și chiar dacă este evident că nu va prefera să intre în război cu un stat mareț precum Rusia, totuși, dat fiind că apărarea drepturilor sale sacre de proprietate îl va obliga să ia în considerare orice fel de pericole și riscuri și orice fel de sacrificiu, (el) își va irosi puterile întru folosirea și aplicarea măsurilor pașnice ce vor fi posibile în privința înlăturării unui asemenea pericol mare, și care (măsuri) vor putea fi în concordanță cu onoarea și drepturile sale. Dar, dacă evoluția evenimentelor va impune ca înaltul Devlet și națiunea otomană să intre în război cu un stat vecin, preaputernic<sup>4</sup>, atunci dat fiind că nu va mai rămâne (o) altă soluție decât înclinarea în fața acestei constrîngerii, se va proceda grabnic la pregătirea mijloacelor de ocrotire și apărare.

Există (o anumită) ezitare în a se suține că sînt adevărate sau nu știrile care au circulat în acest interval despre faptul că ocîrmuirea Principatelor — care sînt părți din țările imperiale<sup>5</sup> — ar urma să permită rușilor să treacă pe acolo spre Serbia și Rusciuc și Vidin, precum și spre alte părți. Totuși, englezul Mazhar pașă<sup>6</sup> — care, prin căsătoria și stabilirea (sa acolo), a devenit simplu cetățean al Principatelor și care, în războiul Crimei, s-a aflat în rîndul oștilor imperiale — venind de această dată la Poarta Fericirii<sup>7</sup>, a explicat că are misiune secretă din partea lui Ion Brătianu<sup>8</sup>, care este prim-ministru.

Cînd (i) s-a cerut să clarifice situația, (Mazhar pașă) a explicat și a arătat că sus-menționata ocîrmuire intenționează în mod ferm că, în momentul izbucnirii războiului, să își mențină atitudinea neutră, pe care a făcut-o cunoscută lumii (întregi) și (de asemenea) ca, în cazul cînd va fi nevoie, să meargă pînă acolo încît (să recurgă) la război pentru a apăra această (atitudine) și că, tocmai în

virtutea acestui scop, a trecut la pregătiri efective de război, dar că, deși forța sa armată, pe care o organizează și o dotează este, de fapt, în jur de șaizeci de mii (de oșteni), totuși în cazul când s-ar întâmpla ca rușii să vină cu (o) mare forță armată, atunci, dat fiind că nu le va putea rezista acestora (doar) cu atîția oșteni, va avea nevoie, în orice caz, de ajutorul militar al Înaltului Devlet, și că, fiind necesară discutarea cu Înaltul Devlet a acestor preparative militare și a celorlalte chestiuni legate de acestea, va fi oportun să se trimită de către Înaltul Devlet, în acea parte (București), o persoană de încredere, chipurile, pentru discutarea unor probleme privind relațiile (reciproce) și a altor chestiuni căci, așa cum la București, nu se află cineva din partea Sublimului Sultanat, tot astfel, din pricina legăturilor sale cu rușii, nu se poate avea încredere, în prințul Ghica<sup>8</sup>, aflat acum (?)<sup>9</sup> la Poarta Fericirii.

Și faptul că ocîrmuirea Principatelor, dovedindu-și în această manieră loialitatea și sinceritatea față de Înaltul Devlet, are intenția fermă de a merge pînă acolo încît să apere pe calea războiului atitudinea neutră pe care a făcut-o cunoscută și (de asemenea) faptul că, rupînd relațiile cu rușii, se va opune pătrunderii acestora în Principate reprezintă un mare serviciu, demn de a fi luat în considerare de către Înaltul Devlet din toate punctele de vedere. Astfel, este (una) din necesitățile impuse de situație și afacere aceea ca, fără a se da ocazia la insinuări răuvoitoare, a căror producere din partea unor state este posibilă — întrucît va fi în deplină concordanță și cu prevederile celui de al douăzeci și șaselea articol al Tratatului de la Paris — ci, profitîndu-se de această plăcută abilitate a sus-menționatei ocîrmuiri, să se înceapă imediat cu ei (românii) discuții în privința acestei chestiuni și, pentru aceasta, să se încheie o convenție specială, secretă. Și, dacă pentru discutarea acestei probleme importante s-ar desemna și s-ar trimite de aici<sup>10</sup> (un) comisar, atunci, scurgîndu-se (anumite informații despre) adevărata situație, ocîrmuirea (Principatelor) va fi determinată să se afle într-o poziție dificilă față de ruși, așa încît această procedură nefiind acceptată, s-a considerat oportun ca această misiune să fie încredințată și lăsată în seama ilustrei persoane<sup>11</sup>, avîndu-se în vedere împrejurările locale, precum și priceperea și înțelepciunea sa.

Ocîrmuirea sus-menționată, prezentînd Înaltei Porți, acum trei luni, prin intermediul sus-numitului prinț Ghica, un memoriu, a înfățișat în acesta unele probleme și cereri. Or, dat fiind că s-a apreciat că unele dintre acestea sînt contrare prevederilor Tratatului de la Paris, iar unele — situației și poziției de supunere în care se află ocîrmuirea (Principatelor) față de Înaltul Devlet, (memoriul) nu a fost luat în considerare și nu a fost studiat. Și deși alte cîteva articole ale sale au fost apreciate drept acceptabile, totuși, întîmplarea făcînd ca amintitul memoriu să fie prezentat în momentul cînd Serbia și Muntenegru au declarat război Înaltului Devlet, s-a arătat (atunci) că această acțiune (a ocîrmuirii Principatelor) se întemeiază pe scopul profitării de preocupările legate de război ale Înaltului Devlet. Astfel, amintitul memoriu, nefiind pus în discuție, a fost doar reținut și păstrat.

Și, de asemenea, cabinetelor mărețelor state li s-a prezentat din partea ocîrmuirii sus-menționate cîte o copie a acestui (memoriu), dar nefiind înțeles cum se cuvine nici de către cei de acolo<sup>12</sup>, (memoriul) a fost trecut sub tăcere.

Oricum, întrucît ocîrmuirea sus-menționată a demonstrat efectiv, de această dată, prin dotările și pregătirile sale de război, că, fiind animată de dorința de a dovedi loialitate și sinceritate față de Înaltul Devlet, are intenția fermă de a se împotrivi trecerii rușilor pe acolo, se impune ca și Sublimul Sultanat, luînd în considerare acest mare serviciu al ocîrmuirii (Principatelor) să arate semnele adevăratei sale generozități sublime, în conformitate cu cerința onoarei sale înalte. Oare dotările militare ale ocîrmuirii sînt făcute, în mod serios și într-adevăr, cu intenția opunerii și împotrîvirii la intrarea rușilor în Principate, sau au la bază scopul ca, în cazul izbucnirii unui război între Înaltul Devlet și Rusia, (Principatele) găsindu-se pregătite (pentru a face) față tuturor situațiilor posibile, astfel, să se profite într-un fel de acestea?

Înțelegîndu-se bine, în acest caz, aceste (chestiuni) după ce se va decide și se va ști cu certitudine că ei (românii) au intenția fermă de a încheia și a semna o convenție secretă cu Înaltul Devlet în privința ajutorului militar, (să se arate că) s-au hotărît (următoarele): în primul rînd — explicația (ce se va da) în mod oficial, sus-numitului Ion Brătianu, că se va accepta de către Sublimul Sultanat cuvîntul **România** care este, de mult timp (una) din arzătoarele lor

nașuinte naționale, și în privința căreia ei (românii) au dorit să determine Înalțul Devlet să își dea consimțământul și aprobarea; în al doilea rând — desemnarea de comisari de către ambele părți pentru cercetarea situației insulelor aflate pe fluviul Dunărea, mai sus de Brăila, și care constituie motiv de litigiu permanent între cele două părți, precum și delimitarea din nou (a insulelor) potrivit hărților lor ce vor fi întocmite și în conformitate cu metoda delimitării, aplicată la data de o mie două sute patruzeci și cinci<sup>13</sup>; în al treilea rând — permisiunea ca locuitorii României să treacă prin țărilor<sup>14</sup> Înalțului Devlet, cu pașapoarte aflate asupra lor; în al patrulea rând — aranjarea unei convenții în privința extrădării vinovaților de către cele două părți; în al cincilea rând — de asemenea, încheierea unei convenții pentru afacerile poștale și telegrafice. Și, dat fiind că, în afară de acestea (menționate mai sus), articolele precum cele referitoare la includerea capuchehaiei sale<sup>15</sup> în rindul ambasadurilor, și la insula Deltei<sup>16</sup>, reprezintă probleme mari, atingătoare Tratatului de la Paris, a încerca chiar să se discute în privința acestora depinde, în acel caz, de hotărârea statelor garante și aliate.

Astfel, după ce se vor arăta acestea, va fi necesar ca ei<sup>16</sup> să deschidă și să înceapă discuția asupra articolului referitor la armată și care constituie esența misiunii. În consecință, inițiindu-se (o) discuție secretă în privința acestui articol cu primul ministru, domnul Ion Brătianu, se va explica și se va arăta că se va face astfel încât cele treizeci de batalioane<sup>17</sup> — din oștile imperiale regulate, care, având asigurate toate cele necesare spre a fi alăturate forței armate pregătite de către ocîrmuirea sus-menționată, sînt obișnuite cu războiul și au făcut dovada vitejiei și bravurii — se vor afla pregătite și gata (de luptă) în părțile Vidinului și Rusciucului și Nicopolului, spre a fi trecute în partea cealaltă<sup>18</sup> oricînd se va dori; și că, în cazul în care forța armată ce va fi expedită de către dușman va fi numeroasă, iar comandanții celor două părți vor sesiza și își vor da seama împreună că nu este suficientă forța ajutătoare ce se va uni cu trupele ocîrmuirii, astfel, dacă se vor impune sporirea și completarea amintitei forțe ajutătoare cu încă un număr (de oșteni), atunci se va trece, cît mai grabnic cu putință, (un) număr potrivit (de oșteni) din forța armată ce va fi făcută să se afle imediat, de rezervă, în locuri și zone potrivite, și că nu se va pretinde din partea ocîrmuirii nici un ban pentru hrana și echipamentul trupelor ajutătoare ale Înalțului Devlet, ca și pentru cheltuielile (necesare) transportului proviziilor și lucrurilor și (tuturor) celorlalte (ce sînt de trebuință acelor trupe), după cum nici țării nu i se va pune în sarcină nici un fel de greutate, iar sumele pentru orzul și paiele și finul ce vor trebui să se cumpere de la populație pentru animalele călăreților, (precum și sumele pentru) proviziile trupelor imperiale vor fi plătite în numerar și peșîn.

În seama cunoscutei priceperi (a ilustrei persoane)<sup>11</sup> au fost lăsate chestiuni precum: procedarea astfel încît să se accepte și să se aprobe fie aceste articole (menționate mai sus), fie faptul că, în cazul în care se va impune ca trupele imperiale și trupele ocîrmuirii să se adune într-un loc și să acționeze împreună, atunci va fi imperios necesare și extrem de important ca manevra și comanda să fie încredințate comandamentului forței ajutătoare a Înalțului Devlet, arătîndu-se și invocîndu-se faptul că, oricît de perfecte ar fi cunoștințele ofițerilor trupelor ocîrmuirii întru științele războiului, totuși ei sînt lipsiți de experiență practică; și includerea într-o convenție, sub formă de paragrafe, cu o introducere potrivită, a acestor articole consemnate (mai sus) — (desigur), dacă nu există îndoieli că ele vor fi apreciate drept convenabile și de către sus-numitul (prim-)ministru — și trimiterea (convenției) la Înalta Poartă, printr-un curier special, spre a fi semnată imediat; și urmărirea aspectelor conforme cu interesele Înalțului Devlet în ceea ce privește discutarea și acceptarea și a altor articole ce nu au fost amintite aici — dacă acestea există și dacă nu constituie (vreun) prejudiciu ca și acestea să fie incluse și adăugate în această convenție, și hotărîrea împreună cu sus-numitul domn Brătianu în ce măsură să li se ofere, la nevoie, în timpul întrevederii, miniștrilor și demnitarilor, informații despre opiniile și chestiunile arătate și invocate mai sus, și (de asemenea), cum anume va trebui să i se explice afacerea și principelui (Carol), în cazul în care se va impune (o) întrevedere cu el — căci, așa cum s-a auzit, în rindul demnitarilor ocîrmuirii, îndeosebi, al demnitarilor aflați în funcții de conducere, există neînțelegeri din pricina acestor articole; și posibilitatea ca la aceste discuții, să fie prezent, în mod firesc, și sus-numitul Mazhar pașa și, în acel caz, consultarea cu sus-numitul

în privința acestor chestiuni, dat fiind că se va putea profita și de părerile și cunoștințele lui la convorbirile ce vor avea loc în legătură cu pregătirile militare; și ținerea în mare secret a discuției asupra acestei probleme, referitoare la război, astfel încât să nu se dea nicidecum ceva de bănuț consulilor de acolo ai marilor state și nici vreunui din persoanele ce par a fi binevoitoare, ci prezența lor <sup>16</sup> acolo să fie pusă și invocată ca fiind cu scopul discutării și rezolvării unor articole legate de proprietate.

Și, dată fiind necesitatea comunicării (celor arătate mai sus); ilustrei (persoane) <sup>11</sup> i s-a trimis și o cheie a cifrului.

Astfel, s-a scris (această) misivă plină de afecțiune, dându-se explicații asupra grijii și atenției ce se vor arăta pentru îndeplinirea cerințelor misiunii, așa cum s-a consemnat mai sus.

La 5 Ză. anul (12)93. <sup>19</sup>

La 10 Teșm-i sanî, anul (12)92. <sup>20</sup>

(*Legenda peceții*) : (...) <sup>21</sup> Mehmed.

<sup>1</sup> Denumiri ale Imperiului Otoman.

<sup>2</sup> În provinciile otomane.

<sup>3</sup> Rusia.

<sup>4</sup> Teritorii (provincii) otomane.

<sup>5</sup> Lakeman Stephen Bartlett (Mazar pașa), englez căsătorit cu o româncă, proprietar de moșii în Muntenia.

<sup>6</sup> Istanbul.

<sup>7</sup> Ion C. Brătianu, președinte al Consiliului de Miniștri (1876 iulie 24/august 5 — 1881 aprilie 10/22).

<sup>8</sup> Iancu Ghica, general; agentul diplomatic al României la Poartă.

<sup>9</sup> Lectură incertă.

<sup>10</sup> Poarta (Istanbul).

<sup>11</sup> Probabil, Mütercim-Mehmed Rüşdi Pașa, mare vizir (1876 — mai 12 decembrie 19, al pătrulea vizirat).

<sup>12</sup> Guvernele puterilor garante.

<sup>13</sup> 1829—1830.

<sup>14</sup> Agentul diplomatic al României la Poartă.

<sup>15</sup> Desigur, în sensul de Delta Dunării.

<sup>16</sup> Delegații Porții la convorbirile ce ar fi urmat să se desfășoare la București pentru încheierea convenției respective.

<sup>17</sup> În document: *tabur* — tabără militară, unitate militară constituită din patru subdiviziuni, aflată sub comanda unui maior.

<sup>18</sup> Țărnuțul românesc al Dunării.

<sup>19</sup> 22 noiembrie 1876 (*stil nou*).

<sup>20</sup> 10 noiembrie 1876 (*stil vechi*).

<sup>21</sup> În microfilm : ilizibil.

## 10

1877 aprilie 11, Luxemburg. Știri apărute în presa luxemburgheză referitoare la pregătirile armatei turcești în vederea bătăliei de la Vidin.

...On mande de Bucharest, 11 avril ;

L'activité des Turcs est extrême. 24 canons Krupp sont arrivés dernière-ment pour la défense des rives du Danube. Six bataillons, des chevaux et des munitions pour l'artillerie ont été débarqués hier à Varna. Sadyk-Pacha passe quotidiennement des contrats en vue de l'approvisionnement de l'armée. 80.000 sacs de farine ont été expédiés cette semaine à Widdin où plusieurs milliers de soldats travaillent à l'achèvement des fortifications extérieures.



territoire de l'armée territoriale du Danube est déjà sous les armes. On assure que l'effectif de l'armée territoriale sera de 200 bataillons.

validité

Arh. St. București, colecția Microfilme Luxemburg, r. 8, c. 176 v. (Grand Duché de Luxembourg, Archives de L'Etat, Journaux).

Traducere :

...Se anunță de la București, 11 aprilie :

Activitatea turcilor este intensă. De curind au sosit 24 de tunuri Krupp pentru apărarea malurilor Dunării. Șase batalioane, cai și muniții pentru artilerie au fost debarcate ieri la Varna. Sadyk-Pașa încheie zilnic contracte în vederea aprovizionării armatei. 80.000 de saci de făină au fost expediți în această săptămână la Vidin, unde mai multe mii de soldați lucrează la terminarea fortificațiilor exterioare.

Armata teritorială a vilayetului Dunării este deja sub arme. Se anunță că efectivul armatei teritoriale va fi de 200 de batalioane.

1877, aprilie 15/27, Viena. Raport al ambasadorului plenipotențiar și extraordinar al Rusiei la Viena, E. Novikov, către cancelarul Rusiei pentru afaceri externe, Aleksandr Gorceakov, referitor la politica externă a României în eventualitatea unor ostilități între ruși și turci.

le 22 Avril 1877 Vienne, le 15/27 Avril 1877

No. 47

Mon Prince,

Les circonstances exceptionnelles du moment ont créé à la diplomatie Roumaine à l'étranger un renom de duplicité.

A la recherche d'une neutralité impossible, le Gouvernement Princier a invoqué la protection de l'Europe tour à tour contre nous et contre les Turcs.

La Porte ayant fait déclarer à Bucharest que les événements pourraient obliger ses Généraux à franchir le Danube et à transporter en Roumanie le théâtre de la guerre, l'agent Moldo-Valaque à Vienne, Mr. Balatchano, éleva de son chef des protestations en demandant s'il pouvait être indifférent au Gouvernement Austro-Hongrois de laisser s'établir sur ses frontières le foyer de la lutte.

Sans nier les inconvénients qui en résulteraient pour la Monarchie, le Baron Orszy<sup>1</sup> ajouta expressément que l'on ne concentrerait pourtant pas pour cela un corps d'observation en Transylvanie.

Pour saisir la portée de cette réponse il faut se rappeler qu'en 1854 les Autrichiens avaient mis à exécution une pareille mesure pour nous faire sortir des Principautés. C'était donc marquer nettement la différence des époques.

Enfin, lorsque le 12/24 Avril nos troupes eurent commencé à passer le Pruth, Mr. Balatchano se plaignit vivement de ce que le territoire Roumain eût été occupé sans une notification préalable de notre part au Cabinet de Bucharest et déclara que les armées de Sa Majesté l'Empereur avaient reçu l'ordre de franchir les frontières de la Turquie<sup>2</sup> notre circulaire eût implicitement reconnu la Roumanie comme province Ottomane.

Toutes ces doléances corroborées de la décision du Gouvernement Princier de faire évacuer ses positions militaires sur le Danube en retirant ses troupes à l'intérieur, n'ont produit ici aucune impression. Elles ont même été interprétées comme un jeu calculé en vue de sauver aux yeux de l'Europe l'apparence de la neutralité roumaine.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect, mon Prince, de Votre Altesse le très-humble et obéissant serviteur.

Novikow

à Son Altesse le Prince Gortchacow etc.

Arh. St. București, colecția Microfilme U.R.S.S., r. 70, c. 737—740 (Ministerstvo Inostrannih Del, Moskva, fond Kanțelearia, 1877, g. d. 113)

### Traducere :

593 — 22 aprilie 1877

Viena 15/27 aprilie 1877

Nr. 47

Prințe,

Împrejurările excepționale ale momentului au creat diplomației române în străinătate un renume de duplicitate.

În căutarea unei neutralități imposibile, guvernul princiar a invocat protecția Europei, rind pe rind, împotriva noastră și împotriva turcilor.

Poarta, declarînd la București că evenimentele ar putea obliga pe generali săi să treacă Dunărea și să aducă în România teatrul de război, agentul moldovalah la Viena, domnul Bălăceanu cu de la sine putere a protestat, întrebînd dacă poate fi indiferent guvernul austro-ungar să lase să se stabilească la frontierele sale centrul luptelor.

Fără a nega înconveniențele care ar rezulta de aici pentru monarhie, baronul Orczy<sup>1</sup> a adăugat, în mod expres, că nu se va concentra totuși pentru aceasta un corp de observație în Transilvania.

Pentru a sesiza importanța acestui răspuns trebuie să ne amintim că în 1854 austriei puseseră în aplicare o măsură asemănătoare pentru a ne face să evacuăm Principatele. Răspunsul a fost deci pentru a marca în mod net diferența de epoci.

În sfîrșit, atunci cînd la 12/24 aprilie trupele noastre au început să treacă Prutul, domnul Bălăceanu s-a plîns amarnic că teritoriul român fusese ocupat fără o notificare prealabilă din partea noastră către guvernul de la București și că, declarînd că armatele Majestății sale, țarul primiseră ordinul „de a trece frontierele Turciei” circulara noastră recunoscuse implicit România drept o provincie otomană.

Toate aceste doleanțe, coroborate cu hotărîrea guvernului princiar de a evacua pozițiile sale militare de pe Dunăre, retrăgîndu-și trupele în interior, n-au produs aici nici o impresie. Ele chiar au fost interpretate ca un joc calculat pentru a salva, în ochii Europei, aparența neutralității române.

Am onoarea a fi cu cel mai profund respect, principe, al Alteței voastre prea umil și prea plecat servitor.

Novikow

Alteței sale principele Gorceakov etc.

<sup>1</sup> Baron Orczy Bela, șef de secție în Ministerul de Externe al Austro-Ungariei.

## 12

1877 aprilie 24, Iași. Articol din ziarul „L'Indépendance Luxembourgeoise” referitor la proclamația ducelui Nicolae către români și un fragment din „Gazeta națională” dat publicității de același ziar luxemburghez, care relatează detaliile convenției semnate de generalul Ion Ghica și prințul Gorceakov.

On mande de Iassy, 24 avril ;

Le grand-duc Nicolas, commandant en chef de l'armée russe, a promulgué la proclamation suivante aux Roumains ;

„Sur l'ordre de l'Empereur Alexandre, j'entre, avec l'armée qui est sous mes ordres et qui est destinée à combattre les Turcs, sur votre territoire, qui a

déjà accueilli une fois avec joie les armées russes. Je vous déclare que nous venons comme amis qui ne veulent que votre bien et que nous espérons trouver chez vous les nobles sentiments que vos ancêtres ont témoigné aux armées russes dans les guerres précédentes avec la Turquie.

Conformément à l'ordre de l'empereur, je vous annonce que le passage de l'armée russe par votre territoire, qui sera terminé aussi promptement que possible, ne devra pas vous donner de craintes, vu que le gouvernement roumain est considéré par nous comme un gouvernement ami.

Je vous invite à vaguer à vos affaires comme d'habitude, et de procurer à notre armée les moyens d'existence nécessaires. J'ai pris les mesures nécessaires pour que la caisse de l'armée paie, sans retard, tous les achats faits pour l'armée.

Vous connaissez la discipline de l'armée impériale ; je suis sûr qu'au milieu de vous, elle conservera intact son honneur. L'armée russe ne troublera nulle part votre repos et respectera vos lois, vos moeurs et vos biens.

Roumains ! nos ancêtres ont versé leur sang pour votre liberté. Je crois que nous avons le droit de vous demander votre aide pour l'armée passant par votre pays, dans le but de porter secours aux chrétiens malheureux de la Turquie dont la triste condition a excité la pitié de la Russie et de toute l'Europe.

On dit dans la Gazette nationale :

La nomination du prince de Reuss au poste d'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople atteste que l'Allemagne a pleinement conscience de l'étendue des devoirs diplomatiques qu'elle s'est chargée de remplir et qu'elle est déterminée à y faire face...

...Le général Jean Ghika, au nom de la Roumanie, et le prince Gortchakoff, au nom de la Russie, ont signé la convention suivante :

1. L'armée russe, après le passage du Pruth, évitera de passer par Bucharest ou par sa région, et ne fera que traverser la Roumanie, par la voie férée, dans un délai autant que possible fixé d'avance ;

2. Le territoire roumain est divisé en deux zones, l'une neutre et l'autre non neutre. L'armée russe aura tout droit et loisir de manoeuvrer et opérer dans la zone non neutre, mais devra respecter la zone neutre ;

3. La ligne de démarcation des deux zones est ainsi fixée : elle ira de la frontière à partir de Ungheni par Iassy, Roman, Plojeht, Chitilla (à 1/2 mille de Bucharest) jusqu'à Pitecht et de Pitecht et de Slatina et Krajova d'où elle aboutira à Kalafat, en face de Widdin, sur Danube ;

4. Toutes les lignes des chemins de fer comprises dans la zone non neutre, même celle de Krajova à Turn-Severin et Verciorova, seront mises à la disposition des troupes russes ;

5. Afin de défendre son territoire contre une invasion turque, le gouvernement roumain concentrera sur tous les points stratégiques du Danube, et dans certains centres d'opérations de la zone non neutre toutes troupes actives, etc., en ne laissant dans la zone neutre que la garde nationale, qui ne pourra en sortir que dans le cas de force majeure, ou dans les éventualités prévues et spécifiées.

Le grand-vizir a, de son côté, adressé une note au prince Charles pour l'inviter à prendre, en qualité de vassal de la Porte, les mesures que nécessitent les dispositions de la Russie, et à joindre les troupes roumaines à l'armée turque pour s'opposer à toute violation du territoire. La note restera probablement sans réponse.

La réponse du gouvernement roumain à la dépêche du grand-vizir est annoncée officiellement. En voici la teneur :

„La dépêche du grand-vizir qui invite le gouvernement princier à prendre, de concert avec la Sublime-Porte, les mesures militaires nécessaires pour empêcher les armées russes de passer le Pruth, est considérée comme impliquant des mesures trop graves pour pouvoir être décidées par le pouvoir exécutif seul.

Les Chambres étant convoquées pour le 26 avril, la dépêche du grand vizir, ainsi que la situation politique, sera portée à la connaissance du Parlement roumain et sa décision sera communiquée à Sublime Porte.

C'est dans ce sens que le gouvernement roumain a répondu au telegramme du grand-vizir.

L'ambassade ottomane à Saint-Petersbourg et tous les consuls ottomans en Russie ont été rappelés...

Arh. St. Bucuresti, colectia Microfilme Luxemburg, r. 8, c. 197 v. (Grand. Duché de Luxembourg, Archives de l'Etat, 1974, Journaux).

**Traducere :**

Se anunță de la Iași, 24 aprilie :

Marele duce Nicolae, comandantul superior al armatei ruse, a promulgat următoarea proclamație către români :

„La ordinul împăratului Alexandru, intru, cu armata care este sub ordinatele mele și care este destinată să se lupte cu turcii, pe teritoriul vostru care a întințat pinat deja cu bucurie armatele ruse. Vă declar că venim ca prieteni care nu vă vor decât binele și că sperăm să găsim la voi nobilele sentimente pe care strămoșii voștri le-au arătat armatelor ruse în războaiele precedente cu Turcia.

În conformitate cu ordinul împăratului, vă anunț că trecerea armatei ruse pe teritoriul vostru, care se va termina cât mai repede posibil, nu vă va speria, dat fiind că guvernul român este considerat de noi un guvern prieten.

Vă invit să vă vedeți de treburile voastre ca de obicei și să oferiți armatei noastre mijloacele necesare existente. Am luat măsurile necesare să fie plătite de către casieria armatei toate cumpărăturile făcute pentru armată.

Cunoașteți disciplina armatei imperiale, sint sigur că printre voi ea își va păstra intactă onoarea. Armata rusă nu vă va tulbura liniștea și vă va respecta legile, obiceiurile și bunurile.

Români ! strămoșii noștri și-au vărsat sîngele pentru libertatea voastră. Cred că avem dreptul să vă cerem ajutorul pentru armata care trece prin țara voastră, în scopul de a-i ajuta pe nefericiții creștini ai Turciei, a căror conștiință a inspirat milă Rusiei și întregii Europe.”

În „Gazeta națională” se spune :

Numirea prințului Reuss în postul de ambasador al Germaniei la Constanța atestă faptul că Germania are din plin conștiința măsurii îndatoririlor diplomatice pe care ea s-a angajat să le îndeplinească și căora este obligată să le facă față...

Generalul Ion Ghica, în numele României, și priatul Gorceakov, în numele Rusiei, au semnat următoarea convenție :

1. Armata rusă, după trecerea Prutului, va evita trecerea prin București sau prin regiunea sa și va traversa doar România pe calea ferată într-un răstimp stabilit pe cât posibil dinainte.

2. Teritoriul românesc este împărțit în două zone: una neutră și cealaltă neneutră. Armata rusă va avea tot dreptul și tot timpul să manevreze și să opereze în zona neneutră, dar va trebui să respecte zona neutră.

3. Linia de demarcație a celor două zone este fixată astfel: ea va merge de la frontieră, începînd de la Ungheni prin Iași, Roman, Ploiești, Chitila, spîndia Pitești și de la Slatina și Craiova, de unde ea va ajunge la Calafat, în fața Vidinului, pe Dunăre.

4. Toate liniile de cale ferată cuprinse în zona neneutră, chiar și cea de la Craiova la Turnu-Severin și Vîrciorova, vor fi puse la dispoziția trupelor ruse.

5. Pentru a-și apăra teritoriul de o invazie turcă, guvernul român își va concentra în toate punctele strategice ale Dunării și în unele centre de operațiuni ale zonei neneutre toate trupele active etc., nelăsînd în zona neutră decît garda națională, care nu va putea pleca de acolo decît în caz de forță majoră sau în eventualitățile prevăzute și specificate.

Marele vizir a adresat, la rîndul său, o notă regelui Carol pentru a-l invita să ia, în calitate de vasal al Porții, măsurile pe care le necesită dispozițiile Rusiei și să unească trupele române cu armata turcă pentru a se opune oricărei violări a teritoriului. Nota va rămîne probabil fără răspuns.

Răspunsul guvernului român la telegrama marelui vizir este anunțat oficial. Iată-l conținutul :

„Telegrama marelui vizir care invită guvernul regal să ia, de acord cu Sublima Poartă, măsurile militare necesare pentru a împiedica armatele ruse să treacă Prutul, este considerată ca implicînd măsuri prea grave pentru a putea fi decise numai de puterea executivă.

Camerele fiind convocate pentru 26 aprilie, telegrama marelui vizir, precum și situația politică vor fi aduse la cunoștința Parlamentului român și hotărîrea sa va fi comunicată Sublimei Porți.

În acest sens a răspuns guvernul român telegramei marelui vizir.

Ambasada otomană de la San Petersburg și toți consulii otomani în Rusia au fost rechemati.

13

1877 mai 4, București. Raport al consulului general belgian în România, Frederic Hoorickx, către ministrul de externe belgian contele d'Aspremont-Lynden, referitor la atmosfera favorabilă proclamării independenței existente în România.

Agence et Consulat

Général de Belgique

No. 45

Monsieur le Comte

Je sors du Ministère des Affaires Etrangères où il m'a été confirmé que Mr. Brătianu, Président du Conseil, s'était rendu à Kichenew, pour obtenir une zone séparée où l'armée roumaine pourrait agir librement. Il s'agit du territoire s'étendant de Bucharest jusqu'à Turn Severin et comprenant Zimnicea, Turn-Magurele, Izlaz, Bechet et Calafat sur le Danube.

Si le Cabinet de St. Petersbourg accédait à cette demande un conflit sanglant ne manquerait de se produire avec les Turcs. Aussi est-il probable que la Russie, après avoir refusé à ce pays, la proclamation de son indépendance ainsi que la coopération de l'armée avec un commandement séparé pour le Prince s'opposera encore à cette combinaison renfermant indirectement les deux autres.

A part la tendance aux aventures, il est bien difficile de constater la politique de la Roumanie. La logique est bannie et le dicton populaire, „Ici comme par ailleurs“, répond à tout.

La question de la proclamation de l'indépendance est toujours agitée et il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'elle se traduise en fait à la première occasion, malgré l'opposition de la Russie. La rupture des relations avec la Porte, le prétendu bombardement d'une ville peuvent servir de prétexte.

La Roumanie veut jouer le rôle du Piémont et acquérir le droit de participer un jour à un Congrès.

En présence de la conduite du Cabinet Princier qui est resté sourd aux conseils des Puissances garantes, les représentants de ces dernières ont reçu pour instructions d'avoir avec lui le moins de relations possibles et de se tenir sur une prudente réserve.

L'armée russe avance lentement, le 13 mai seulement le quartier général sera transféré à Ploesti.

Quelques coups de canons ont été échangés hier entre une batterie russe établie au Nord d'Ibrafa et deux monitors turcs. Les Russes avaient tiré les premiers. Trois boulets sont tombés dans la ville sans occasionner de dégâts.

Une escarmouche du même genre a eu lieu aujourd'hui à Reni.

Veillez agréer,

Rosie, Dimitrie Ghica, si vicepreședintele, a scris David, în semn de cunoștință pentru amănunțim în Serbia.

Arh. St. București, colecția Microfilme Belgia, r. 1. c. 169—170 (Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, Bruxelles Correspondance Politique, Légations, Roumanie, vol. 5, 1875—1880, doc. no. 68)

Traducere :

Agentia si Consulatul  
general al Belgiei

Nr. 45

Domnule Conte,

Ies de la Ministerul Afacerilor Externe, unde mi s-a confirmat că domnul Brătianu, președintele Consiliului, a plecat la Chișinău pentru a obține o zonă

separată unde armata română ar putea acționa liber. Este vorba de teritoriul care se întinde de la București până la Turnu Severin, inclusiv Zimnicea, Turnu-Măgurele, Izlaz, Bechet și Calafat pe Dunăre.

Dacă guvernul de la St. Petersburg acceptă această cerere, nu va lipsi mult să se producă un conflict sângeros cu turcii. Este, totodată, probabil că Rusia, după ce i-a refuzat acestei țări proclamarea independenței, precum și cooperarea armatei cu o conducere separată pentru prinț, se va opune acum la această combinație, barându-le indirect pe celelalte două.

Lăsând la o parte tendința către aventură, este destul de greu de a stabili adevărul despre politica României. Logica este dată la o parte, iar zicala populară „aici ca peste tot” răspunde la tot.

Problema proclamării independenței este permanent agitată și nu ar fi deloc de mirare aici ca ea să fie tradusă în fapt cu prima ocazie, în ciuda opoziției Rusiei. Ruperea relațiilor cu Poarta, pretinsul bombardament al unui oraș pot servi drept pretexte.

România vrea să joace rolul Piemontului și să dobândească dreptul de a participa cîndva la un congres.

Dată fiind comportarea cabinetului princiar care a rămas surd la sfaturile Puterilor Garante, reprezentanții acestora din urmă au primit instrucțiuni de a avea cu el cât mai puține relații cu puțință și de a se menține într-o rezervă prudentă.

Armata rusă înaintează încet; doar la 13 mai Cartierul general va fi transferat la Ploiești.

Cîteva lovituri de tun au fost schimbate ieri între o baterie rusă stabilită la nord de Brăila și două monitoare turce. Rușii au tras primii. Trei ghiulele au căzut în oraș fără a provoca pagube.

O hărțuială de același fel a avut loc astăzi la Reni.

Vă rog să primiți...

Frédéric Hoorickx

## 14

1877 mai 6/18, București. Raport al agentului diplomatic al Serbiei la București, M. A. Petronievici, către ministrul de externe al Serbiei Iovan Ristici, despre nota-circulară adresată de Ministerul de Externe român reprezentanților diplomați români din străinătate cu privire la întreruperea relațiilor cu Poarta, problema decernării de distincții sîrbești președintelui Societății de Cruce Roșie, Dimitrie Ghica, și vicepreședintelui, Carol Davila, în semn de recunoștință pentru ambulanța trimisă în Serbia.

12.

U. Bukureštu 6. Maja 1877

Gospodine Ministre,

{...} <sup>1</sup>

U prilogu imam čast srovesti Vam cirkularnu notu, koju je ministar spoljnih poslova uputio rumunskim zastupnicima na strani i u kojoj se dokazuje da je Porta sama prekimula sveze koje su postojale izmedju nje i Rumunije; i molim Vas, da i ovom prilikom primite uverenje mog osobitog poštovanja.

M. A. Petronijević

Baš kad sam pismo hteo da zapečatim dodje mi g. Dimitrije Gika, predsednik društva Crvenoga Krsta, i izmedju ostaloga priprovedimi, kako mu je g. Sturza,

kad je iz Beograda došao, izjavio zahvalnost od strane Nj.S. našeg Kneza na poslanoj ambulanci, i javio mu da će mu Njegova Svetlost zasvedočiti svoju zahvalnost i svojim ordenom. U gorespomenutom mom pismu od 23 Dec(embra) pr(osle) god(ine), is sam i to napomenuo, da su pri šiljanju ambulance rumunske zaslužni i Princ Gika kao predsednik i Dr. Davila kao podpredsednik društva Cervenoga Krsta, i ne bi se više na tu stvar vraćao da mi nije g. Gika sam govorio o tom obećanju učinjenom mu preko G. Sturze.

Gornji

Arh. St. București, colecția Microfilme RSF Iugoslavia, r. 125, c. 80—81 (Savezni Sekretarijat za Inostrane Poslove, Arhiv diplomatske gradje, Fond Političkog odeljenja M.I.D. Kraljevine Srbije 1877—1878, Dos. P/5-III, Pov. dr. 466).

## Traducere :

12

București, 6 mai 1877

Domnule ministru,

{...} <sup>1</sup>

Am onoarea a vă trimite în anexă nota circulară pe care a adresat-o ministrul afacerilor externe reprezentanților diplomatiți români din străinătate, în care se arată că Poarta singură a întrerupt legăturile care au existat între ea și România; vă rog să primiți și cu această ocazie asigurările deosebitei mele considerații.

M. A. Petronievici

Chiar în momentul în care am vrut să închid plicul, a venit la mine domnul Dimitrie Ghica, președintele Societății de Cruce Roșie, și printre altele mi-a spus că domnul Sturza, la înapoierea sa de la Belgrad, i-a transmis mulțumirile din partea Luminăției sale principele nostru pentru ambulanța trimisă, comunicându-i că Luminăția sa își va confirma mulțumirile prin acordarea unei decorații. În scrisoarea mea sus-amintită din 23 decembrie a. r., am menționat că pentru trimiterea ambulanței au merite și prințul Ghica ca președinte și dr. Davila, ca vicepreședinte al Societății de Cruce Roșie, și nu aș fi revenit asupra acestei chestiuni dacă nu mi-ar fi vorbit domnul Ghica din proprie inițiativă despre acea promisiune ce-i fusese făcută prin intermediul domnului Sturza.

Același

## 15

1877 mai 10/22, București. Înalt ordin de zi dat de Carol pentru mobilizarea armatei.

## Înalt Ordin de zi

.. Ofițeri, subofițeri, caporali, soldați !

În momentele grave prin care trece țara noastră, România întreagă are ochii ațintiți asupra voastră. Ea pune în voi toate speranțele sale, în ora luptei aveți înaintea voastră faptele bătrînilor oșteni români, aduceți-vă aminte că sînteți urmașii eroilor de la Rahova și Călugăreni. Drapelul sub care luptați este în mijlocul vostru însăși imaginea Patriei; urmați-l dar vitejește și cînd odată laurii păcii vor reinverzi pe munții și cîmpurile României, Patria cu recunoștință

<sup>1</sup> Despre decernarea de medalii sîrbești unor personalități bulgare din România, activitatea comitetelor bulgare din România în vederea obținerii independenței Bulgariei.

va înscrie numele bravilor ei apărători pe frontispiciul edificării Independenței României.

Ofițeri, subofițeri, caporali, soldați !

Domnul vostru vă urmărește cu mândrie. El în curînd va fi în mijlocul vostru, în fruntea voastră, cauza ce-i este încredințată este o cauză sfîntă.

Cu noi de va fi Dumnezeu, cu noi va fi Victoria !

ss. Carol

Dat în București, la 10 mai 1877

Arh. St. București, fond Ministerul de Război, Divizia I Activă, dosar 4/1877—1878, f. 263, copie.

## 16

1877 mai 28, Zalău. Ordinul prefecturii județului Sălaj către șefii oficiilor polițienesti, prin care li se cere să sprijine autoritățile civile în acțiunea de ajutorare a răniților din războiul ruso-româno-turc.

Prefectura județului Sălaj

Nr. 144/1877

Către domnii șefi ai oficiilor de poliție :

Éder, Juhász, Hatfaludy.

Dispozițiunea mea, trimisă către toți pretorii și primarii de comune urbane, privind supravegherea de către poliție a mișcării de ajutorare a răniților oricăreia din părțile beligerante, ce luptă în apropierea granițelor imperiului, v-o trimit, domnilor șefi ai oficiilor de poliție, cu scopul ca, desfășurarea unei activități neobosite atât în supravegherea, cît și în acordarea ajutorului necesar, să o considerați ca o datorie de serviciu.

Zalău, 28 mai 1877

Bárányi (Agoston)

prefect

Arh. St. Sălaj, fond Comite suprem, cota 144/1877, orig., 1 maghiară.

## 17

1877 mai 28, Sibiu. Ordinul prefectului județului Sibiu către primarul orașului Sebeș pentru intensificarea măsurilor de supraveghere a populației românești și a străinilor care trec prin localitate, în legătură cu evenimentele din Balcani și din România.

Prefectura județului Sibiu

Nr. 379/1877 pres.

Sebeș

Stimatului domn Balomiri Simion  
primarul orașului Sebeș

Sînt informat că, datorită atitudinii manifestate în prezent de către Principatele Unite ale Moldovei și Valahiei — învecinate cu părțile Ardealului — dîn



cauza războiului ruso-turc, populația, în general este neliniștită și îngrijorată, în special pentru siguranța personală și securitatea bunurilor materiale.

Din această cauză, ca urmare a Directivei Excelenței Sale ministrul regal de Interne al Ungariei, atrag atenția destinatarului să vă străduiți, nu pe cale oficială, ci confidențial, să lămuriți și să orientați pe cetățenii neliniștiți și îngrijorați și să-i asigurați că guvernul regal al Ungariei, și în viitor — ca și până în prezent — va urmări cu cea mai mare atenție războiul și evenimentele din răsărit, atitudinea Principatelor Valahiei și Moldovei, precum și eventuale urmări ce pot apare, nu a văzut și nu vede nici în prezent necesitatea aplicării în viață a unor acțiuni extraordinare, menite să apere interesele locuitorilor țării, dar s-au luat toate măsurile preventive ca în caz de necesitate, interesele statului și particularilor să fie apărute și ocrotite integral.

Dar pînă cînd se vor lua măsuri extraordinare de către guvern, în vederea realizării scopului dorit, consider absolut necesar ca supravegherea obișnuită a călătorilor străini să se facă continuu cu cea mai mare vigilență.

Totodată, ordon să puneți în vedere funcționarilor subordonați destinatarului, precum și oficialităților comunale — sub gravitatea răspunderii personale — ca să supravegheze cu cea mai mare atenție străinii care apar în țară, atitudinea și activitatea lor, iar regulile de minuire a pașapoartelor să fie respectate cu strictețe; cei care nu posedă postlegitimații, precum și cei care posedă asemenea acte, dar sînt susceptibili să fie arestați și față de ei să se procedeze în conformitate cu legile și regulamentele în vigoare; iar despre evenimentele mai importante să-mi se raporteze.

În încheiere, vă atrag atenția să mă informați urgent și minuțios atît despre opinia publică, cît și despre atitudinea străinilor, într-un cuvînt — despre toate evenimentele mai importante.

În cazul în care considerați că evenimentele impun luarea unor măsuri ce nu intră în competența dvs. vă rog să-mi faceți propuneri corespunzătoare.

Sibiu, 29 mai 1877

Prefectul județului Sibiu și comite al sașilor  
Wächter

Arh. St. Alba, fond Primăria Sebeș, inv. nr. 28/1877, f. 1—2, orig. l. maghiară.

## 18

1877 iunie 12, Berlin. Telegrama lui A. Degré, agentul diplomatic al României la Berlin către M. Kogălniceanu cu privire la poziția cercurilor diplomatice privind declararea independenței României.

Berlin le 12 juin 1877

Monsieur Kogalniceanu  
Ministre des Affaires Étrangères  
Bucarest

S.E.M.J. Bratianu, auquel j'ai lu et laissé copie de la lettre diplomatique de V.E., s'est épressé de dire que ni proclamation Indépendance Roumaine ni protestation Turque contre cette proclamation ne peut être entourée en ce moment d'une appréciation prématurée sans le concours de toutes les Puissances Garantes, qui ne peut avoir lieu que lors de la paix, Bismarck aux bains.

Degré

Arh. St. București, fond Brătianu, dosar 24, f. 28, orig.

**Traducere :**

Domnului Kogălniceanu  
Ministrul Afacerilor Străine  
București

Excelența sa Domnul Ion Brătianu căruia i-am citit și lăsat copia scrisorii diplomatice a excelenței voastre s-a grăbit să spună că nici independența României, nici protestul Turciei contra acestei proclamări nu pot fi înconjurate în acest moment de o apreciere prematură fără concursul tuturor Puterilor Garante care nu poate avea loc decît odată cu pacea. Bismarck (este) la băi.

Degré

**19**

1877 iunie 21 / iulie 4. Telegramă a șefului Statului Major, colonelul George Slăniceanu către generalul George Lupu prin care dispune bombardarea Vidinului.

F. Urgent

General Lupu

21 iunie 1877

Calafat.

Mîine la 9 Iunie, ora unu după amiaz, precis, veți bombarda Vidin. Veți trage de la două pînă la trei obuze de fiecare tun. Veți trage rar, astfel că bombardamentul să dureze mai mult, și să silească pe turci să consume cît se poate de multă muniție. Veți trage cu această ocazie pentru a împiedica orice lucrări de întăriri.

La sfîrșit raportați rezultatul.

Raportați imediat.

Șef de Stat Major

Colonel Slăniceanu

Arh. St. București, fond Brătianu, dosar 24, f. 52, orig.

**20**

1877 iunie 28 / iulie 10, București. Telegramă a agentului diplomatic al Serbiei la București, M. A. Petronievici, către ministrul afacerilor externe al Serbiei, Iovan Ristici, despre trecerea armatei ruse, sub comanda marelui duce Nicolae, peste Dunăre.

Bukurešt 28. Juna 1877

Ministre Ristich

Kragujevatz

Veliki knjaz komandant prešao juče (15/27 juni) sa 50 hiljada Dunavo Rod Petrošana izmedju Ruš. i Svištova.

Petronijević

Primio : Kondić

Arh. St. București, colecția Microfilme R. S. F. Iugoslavia, r. 125, c. 94 (Savezni Sekretarijat za Inostrane Poslove Arhiv diplomatske gradje. Fond Političkog odeljenja M.I.D. Kraljevine Srbije 1877—1878, Dos. P/5-III, Pov. dr. 580).

Traducere :

București 28 iunie 1877

Ministrului Ristici

Kragujevaț

Marele duce, comandant, a trecut ieri (15/27 iunie) cu 50 de mii (ostași) Dunărea lângă Petroșani, între Rusciuk și Sviștov.

Petronievici

A primit : Kondici

## 21

1877 iulie 12, Aiud. Ordinul Prefecturii județului Alba Inferioară adresat pretorului plasei Blaj, prin care-i comunică condițiile de ajutorare a răniților.

Prefectura județului Alba Inferioară

(Nr.) 4.620

Către pretorul plasei Blaj.

Cău urmăre la raportul dvs. fără număr, din 11 luna curentă, referitor la colectele din Blaj și Tur, efectuate pentru ajutorarea răniților din România, înștiințez pe domnia-voastră că pe baza Instrucțiunilor nr. 425/877 ale Excelenței Sale ministrul regal de Interne al Ungariei, colectele pentru răniți pot fi aprobate, dacă ele se efectuează de către particulari, dar respectivii colectori sînt obligați să comunice oficialităților politice despre suma adunată, iar oficialitatea este datoră să se convingă că banii și obiectele colectate au fost trimise într-adevăr la locul de destinație.

De aceea, să anunțați pe respectivii colectanți că banii și obiectele adunate să fie expediate prin poștă în prezența dvs. fapt despre care să-mi raportați.

Aiud, 12 iulie 1877

Csató (János)

(subprefect)

Arh. St. Alba, fond Prefectura județului Alba, inv. nr. 4708/1877, f. 2 orig., l. mânghiară.

## 22

1877 iulie 28/august 9, Zimnicea. Scrisoarea lui Carol I către I. C. Brătianu cu privire la colaborarea cu Rusia.

Ministre Bratiano

Zimnicea 28 iul./9 aug. 1877

Mon impression toujours a été que le jour où nous seconderions les Russes sur champ de bataille où nous leur prêterons concours façon quelconque ils chercheront à nous effacer ou à nous absorber. J'approuve votre décision d'ajourner votre départ au quartier impérial mais je crois utile que vous veniez ici quand Zefari et le colonel Gaillard seront arrivés afin que nous discussions sur ce qu'il nous reste à faire.

Charles

Arh. St. București, fond Brătianu, dosar 22, f. 212, orig. l. franceză.

## Traducere :

Ministru Brătianu

Zimnicea 28 iulie/9 august 1877

Impresia mea a fost totdeauna că în ziua în care noi îi vom secunda pe ruși pe cîmpul de luptă unde îi vom ajuta, ei vor căuta într-un fel oarecare să ne întrecă sau să ne absoarbă. Aprob hotărîrea dumneavoastră de a vă amîna plecarea în cartierul imperial, dar cred că este necesar să veniți aici atunci cînd vor sosi Zefcari și colonelul Gaillard pentru a discuta despre ceea ce ne rămîne de făcut.

Carol

## 23

1877 august 18/30, Verbița. Raportul generalului Cernat despre atacul din dimineața zilei de 28 august și aprecierile făcute de împăratul Rusiei la adresa soldaților români.

Domnule ministru,

Azi 28 august de dimineață canoada a început din nou asupra întregii linii; efectul ce-a avut nu-l putem ști numai se constată că retransamentele turce și mai cu seamă reduta cea mare au suferit foarte mult. Am plăcerea a vă anunța că maiestatea sa împăratul tuturor rușilor încîntat de bravura soldaților noștri și a armatei în genere la dejunul ce a avut pe cîmpul de luptă a purtat un toast în sănătatea și bravura armatei noastre, după aceea a binevoit a da la Regim. 13 Dorobanți și Batalionului 2-a din Reg. 5-a de linie cît și la toate bateriile noastre în număr de 14 cîte 2 cruci Sf. George de fiecare Companie și Baterie afară de Bateria a 3-a din Reg. 3 care fiind aceea mai înaintată a avut a suferi mai mult și a probat mult curaj i s-au dat 4 cruci. Un adjutant al maiestății sale au venit și au felicitat în numele maiestății sale trupa de mai sus, iar spre seară altul a adus și a asistat la decorarea trupei. Măria sa domnitorul voind asemenea, a proba cît prețuiește bravura Regim. al 13 Dorobanți a binevoit a decora drapelul regimentului cu „Steaua României“. După prînz pe la orele 4 Regim. al 7-a linie a încercat a recunoaște asupra retransamentelor inamice și tiraliilor noștri au fost întîmpinați cu un foc viu din partea inamicului, dar trupa noastră s-a reîntors iar în retransamentele sale, pierderile pe ziua de azi nu vi le pot preciza, dar cred că sînt 2 morți și 6 răniți. Din toți răniții vreo 12 sînt mai greu, ceilalți sînt mai ușor. Regim. de artilerie din Divizia a IV are ordin a construi în noaptea asta noi baterii. În genere atît maiestatea sa cît și marele duce și toți ofițerii străini sînt încîntați de purtarea trupelor noastre și am primit din partea tuturor felicitări pentru dînsa.

Este absolută necesitate să-mi trimiteți imediat Regim. al 14-lea de Dorobanți aflat în Nicopole și Reg. al 6-lea — batalionul de vînători cît și batalionul de geniu care a mai rămas. Acest din urmă va rămîne la Brosiani unde, comandat de maiorul Gheorghiu sub ordinele generalului Manu, va executa diferite lucrări de întărire ce sînt a se face acolo. Atacul general s-a amînat pentru poimîine.

Comandantul armatei

General Cernat

Numele morților care sînt în număr de 17 cum și al răniților îndată ce voi primi raportul comandantului Diviziei a 4-a voi avea onoarea a vi le comunica.

Arh. St. București, fond Brătianu, dosar 24, f. 110—111.

## 24

1877 august 31/septembrie 12. Raportul generalului Cernat despre vitejia armatei române.

Domnule ministru,

După raporturile ce am primit pînă acum pierderile noastre aproximative sînt de 1300 pentru Divizia III-a și a IV-a atît morți cît și răniți. Trupele în tot

timpul acției au dat probe de cel mai mare devotament și abnegație s-au luptat ca niște eroi, moralul lor este excelent, după cum v-am scris una din redate a fost luată, rămâne încă una, însă pe aceasta o vom asedia cu rezerve, deja am construit două baterii și alte retransamente de apropiere, sintem foarte aproape de dînsa. Avem mare necesitate de muniții și provizii de hrană. Pentru purtarea trupelor noastre primim continuu felicitări și laude atît din partea străinilor cît și a maiestății sale. Reg. 14 Dorobanți s-a distins foarte mult, el a fost cel care a intrat întîi în redută, cu drept cuvînt ne putem mîndri că am început a ne afirma în fața Europei și se pot convinge că românii sînt o nație eroică.

General Cernat

Din ofiterii superiori maior Șonțu mort, maior Lipan rănit, ofițeri inferiori 10 morți, 20 răniți. Căpitan Valtăr a murit împlînd fanionul pe retransamente; maiorul Șonțu a murit la atac în fruntea batalionului.

Arh. St. București, fond Brătianu, dosar 24, f. 112—113.

## 25

1877 septembrie 7, Craiova. Apel al Prefecturii județului Dolj privind strîngerea fondurilor necesare pentru cumpărarea de arme.

Locuitori Doljeni !

Momentele sînt supreme.

Armata română se distinge pe cîmpul de luptă. O singură lacună îi lipsește spre a figura în acest resbel cu cea mai completă organizare — unitatea de arme. Ni se oferă rara ocaziune de a avea un mare număr de puști Piabody pe care experiența în fața inamicului le-a dovedit că cele mai bune în mîna soldatului român. În numele mării sale, domnitorului, în numele guvernului, în numele țării, fac apel la patriotismul d-voastră și vă rog a face tot posibilul ca să se poată aduna din județul nostru prin subscripțiuni publice sumele trebuincioase pentru cumpărarea a cel puțin 2000 puști Piabody a 60 lei una. Spre acest sfîrșit sunteți rugați a forma în fiecare comună comitete de cetățenii cei mai rîmători pentru mărirea și onoarea națiunii române și a contribui fiecare după puterile sale, înscriind ofranda dv. în listele ce se vor trimite de comitetul central din Craiova. Banii adunați prin subscripțiuni se vor vărsa de perceptorul comunei la d-nul casier general, cu destinațiune pentru armele Piabody. Recipi-sele de vărsare și listele de subscripțiune se vor înainta prin subprefectul respectiv d-lui președinte al comitetului central.

Cunoaștem jena financiară în care se află țara dar sper, și mai bine zicînd, cred că patriotismul român va birui chiar sărăcia și succesul va fi așa de mare pe cît este și numele de român. Iar generația noastră va transmite celor viitori aceleași suveniruri pe care străbunii noștri le-au lăsat.

Prefectul județului Dolj, Ioan Titulescu

Director P. Părăianu

nr. 12,818, an. 1877 septembrie 7

Arh. St. Dolj, fond Prefectura jud. Dolj, Serv. Ad-tiv, dosar 269/1877, f. 203, orig.

## 26

1877 ianuarie 21/februarie 2, Nadir Mahala. Raport al generalului Alexandru Cernat, ministru de război, referitor la eroismul armatei române în lupta dată pentru cucerirea Smîrdanului și Vidinului.

Marele Cartier General

Nr. 149

Prea Înălțate Doamne,

După trei zile de inspecțiune a trupelor și pozițiunile ocupate de dinsele, am onoare a supune respectuos cunoștinței Măriei Voastre că în ceea ce privește starea lor relativă, sănătății, îmbrăcămintei și hranei, le-am găsit în condițiuni satisfăcătoare.

Pozițiunile ocupate și care formează acum cercul restrîns împrejurul cetății Vidinului, sînt bine alese și se fac continui uvraje de întărire pentru conservarea lor.

Am onoarea a prezenta Măriei Voastre raporturile șefului de Stat Major, colonel Fălcoianu care detaliază toate mișcările și operațiunile executate din ziua plecării Măriei Voastre din Poradim și pînă în ziua de 18 ianuarie curent, cînd subscrisul a sosit la armată.

Marșul trupelor române din fața Plevnei în fața Vidinului pe o iarnă din cele mai neguroase și avînd a se lupta cu intemperii de tot felul, pe un teren unde comunicațiunile erau mai cu totul impracticabile, constituie o adevărată admirație pentru trupele noastre și cred de datoria mea a o semnala Măriei Voastre, căci ea, răspunzînd astfel solitudinii ce înălțimea Voastră are pentru armată, ea merită cu drept cuvînt mulțumirile Măriei Voastre.

Luarea pozițiilor de la Smîrdan apărate prin trei lunete înconjurate de șanțuri exterioare și unele în formă de forturi bastinate, înarmate cu tunuri de 9" și avînd fiecare o garnizoană de 3—4 sute infanterie, cum și ocuparea satelor Smîrdan și Inova, apărate de inamic cu multă înversunare constituie unul din faptele noastre militare cele mai strălucite în această campanie deoarece el este cu totul propriu armelor noastre care au dovedit o dată mai mult bravura lor.

Îndată ce voi primi raportul Comandantului Corpului pentru toți acei care s-au distins în această luptă, voi avea onoarea a solicita Măriei Voastre răsplătele ce vor merita.

Nu lipsesc, totodată, a supune Măriei Voastre că atît operațiunea investirii cît și executarea operațiunii de la Smîrdan se datorează în mare parte inițiativei și energiei cu care colonelul Fălcoianu, șeful Statului Major și-a îndeplinit datoria. În ziua de 12 ianuarie, a fost singurul care a luat inițiativa spre a îndemna executarea atacului Smîrdanului și grație inteligenței generalului Cerchez și bravurii mai presus de toată lauda trupelor de sub comanda sa care au fost două batalioane din Regimentul al 4-a linie, un batalion din a 6-a de linie și 2 batalioane din a 9-a Dorobanți și care au executat cu cel mai mare devotament ordinele șefilor lor, luînd în trei ore trei uvraje, patru tunuri, două sute cinci zeci prizonieri, mai multe arme și muniții. Din cauza unei gîrle care desparte reduta a 3-a de celelalte două, batalionul din Regimentul 9 Dorobanți a întîrziat fiind silit să treacă prin apă pînă la umăr și inamicul a avut timp să-și retragă două tunuri din acea redută, care la început se credeau căzute în mîinile noastre. În privința pierderilor cifrele comunicate au fost numai aproximative deoarece în acea noapte nu s-au putut constata morți și răniți de prin sate, aceasta a fost imposibil și în ziua de 13 ianuarie din cauza unui contraatac făcut de inamic, în două rînduri și care a sporit numărul pierderilor noastre cu 15 morți și 30 răniți. Astfel, pierderile toate sînt : 3 ofițeri morți și 92 soldați morți și 303 răniți, 6 ofițeri răniți.

Punctul Novo-Selce, singurul care a mai rămas în mîna inamicului și care se află la o depărtare de 1½—2 kilometri de cetate, s-ar fi putut lua cu puține pierderi din zilele de 12 și 13 ianuarie dacă s-ar fi știut profita de atacul de la Smîrdan. Acum am găsit acel punct întărit de inamic cu mai multe lunete și redute și nu cred că atacarea sa s-ar putea face fără a încerca pierderi destul de simțitoare (poate pînă la 1000 oameni) ; cred dar preferabil ca trupele să conserve și să se întărească în pozițiile lor actuale de vreme ce ocuparea Novo-Selce n-ar servi decît artileriei, căci trupele de infanterie nu s-ar putea menține fiind prea în apropiere de focurile cetății.

Astfel, din ziua sosirii subscrisului se continuă bombardarea Vidinului din Calafat, și din această parte și va dura fără întrerupere zi și noapte, pînă luni ora 12 ziua, cînd voi trimite un sol să ceară comandantului cetății primirea unui parlament pentru a propune, în numele Măriei Voastre și în interesul umanității, predarea cetății deoarece se asigură că mai multe cadavre stau răspîndite pe străzile Vidinului și populația este cu totul înspăimîntată. Pentru această misiune am desemnat pe Colonelul Fălcoianu.

Rezultatul îl voi comunica telegrafic Măriei Voastre.

Aștept a vedea rezultatul acestei tratări, după care voi porni spre a vizita trupele și pozițiile din jurul Belgradului.

Sînt cu cel mai profund respect al Măriei Voastre

Prea Plecat și supus servitor

Major General  
General de Divizie  
Cernat

La Natîr Mahala 1878 ianuarie 21

Arh. St. București, fond Casa Regală, dosar 17/1877, f. 26, 27, orig.

## 27

1878 februarie 4, București. Raport al consulului general german la București, Fr. Joh. Alvensleben, către ministrul de stat B. E. von Bülow despre participarea României la tratativele de armistițiu cu turcii: situația de la Vidin și la Ruscuc.

Auswärtiges Amt  
Abschrift

Bukarest, den 4. Februar 1878

Durch Königl. Feldjäger

No. 25

Seiner Excellenz

Herrn Staatsminister von Bülow

Berlin

Im Laufe meiner gestrigen Unterredung mit dem Minister Kogălniceanu theilte mir derselbe mit, dass, wenn auch der Oberst Arion nicht als Rumänischer Delegierter zur Unterzeichnung der Friedenspräliminarien und der Bedingungen des Waffenstillstandes zugelassen worden sei, es ihm doch zur Befriedigung gereiche, dass die von Rumänischer Seite geforderten Bedingungen, nämlich die Besetzung von Widdin und Belgradschik durch Rumänische Truppen volle Berücksichtigung gefunden hätten.

Widdin soll bereits heute von den Türkischen Truppen geräumt worden sein, welche nach Zurücklassung ihrer Waffen in den umliegenden Dörfern untergebracht wurden. Uebrigens scheint schliesslich die Stimmung in Widdin in Folge mehrtägigen Bombardements eine derartig gedrückte gewesen zu sein, dass die unmittelbar bevorstehende Kapitulation dieses Platzes erwartet werden dürfte, als die Nachricht vom Abschlusse des Waffenstillstandes einging.

Für den 3. Februar nachmittags war ein allgemeines Bombardement von Russchuk angeordnet worden, welches indessen noch rechtzeitig durch das Eintreffen des Befehles, die Feindseligkeiten einzustellen, inhibiert wurde.

Herr Kogălniceanu, welcher den nunmehrigen Zusammentritt einer europäischen Konferenz erwartet, sagte mir, dass Rumänien die Zusicherung erlangt habe, in diesem Falle auf gleichem Fusse mit Griechenland behandelt zu werden.

gez. Alvensleben

Arh. St. București, colecția Microfilme R. F. Germania, r. 119, c. 125—126 (Auswärtiges Amt, Geheim Staatsarchiv, Berlin/Dahlem. Deutschzentralbüro politische Schriftwechsel, Rumänien III. Hauptabteilung No. 1047)

### Traducere :

Ministerul de Externe

București, 4 februarie 1878

Copie

Prin curier regal

Nr. 25

Excelenței sale

Domnului ministru de stat von Bülow

Berlin

În cursul întrevederii mele de ieri cu ministrul Kogălniceanu acesta mi-a comunicat că, chiar dacă colonelul Arion nu va fi lăsat ca delegat român la semnarea preliminarilor de pace și a condițiilor de armistițiu, el este satisfăcut întrucât condițiile cerute de partea română, anume ocuparea Vidinului și Belogradgicului de către trupele române ar fi găsit deplină considerație.

Se spune că Vidinul a fost deja evacuat astăzi de trupele turcești, care după predarea armelor au fost cazate în satele dimprejur. De altfel, se pare că atmosfera din Vidin, ca urmare a bombardamentelor care durează de mai multe zile, ar fi devenit atât de deprimantă încât capitularea iminentă a acestei poziții era așteptată în momentul sosirii veștii privind încheierea armistițiului.

Pentru 3 februarie după-amiază fusese ordonat un bombardament general asupra Rusciucului, care între timp a fost anulat de sosirea ordinului de suspendare a ostilităților.

Domnul Kogălniceanu, care așteaptă întrunirea unei conferințe europene, mi-a spus că România a cerut asigurarea ca în acest caz să fie tratată pe picior de egalitate cu Grecia.

semnat : Alvensleben

## 28

1879 februarie 15, București. Raportul agentului consular al Statelor Unite la București, Adolph Stern, către secretarul de stat adjunct al Statelor Unite, F. W. Seward, în legătură cu schimbările survenite în situația României ca urmare a războiului din 1877.

United States Consular Agency

Act as interesting and instructive

Give commercial part to press, publish in next G.R.

Corp for Commercial Relations

Bucharest, February 15<sup>th</sup>, 1879

Sir,

In consequence of the recent Turco-Russian war and the provisions of the Treaty of Berlin<sup>1</sup>, the political as well as territorial conditions of Roumania has undergone important changes which are calculated to modify both her international role and her economical development.

According to the Convention of Paris of 1858 the two Principalities of Moldavia and Wallachia, increased by a portion of Bassarabia were placed under the collective guarantee of the 7 great Powers and the souveraineté souveraineté of the S(ublime) Porte. They were to have an autonomous administration and to be governed by a separate Hospodar. The election in 1859 of Prince Alexander Kouza by the assemblies of both countries, realized a personal Union, which was acknowledged by the Powers for the lifetime of Prince Couza. In 1861 another firman of the Porte approved their administrative and legislative Union. When, in 1866, Prince Couza was compelled to abdicate and Prince Charles of Hohenzollern elected, the complete Union was, after protracted negotiations, recognized by the Powers and the Porte, who granted a firman of investiture (23 october 1866). Owing to the illdefined status of the sovereignty of Roumania, she disclaimed all connexion of vassalage with the Porte, beyond the payment of the tribute, while the later continued to consider her as a privileged province of the Ottoman Empire, and protested against her accrediting diplomatical Agents at the foreign Courts and concluding direct treaties with them.

Before the Russian troops crossed the Pruth in April 1877, a convention<sup>2</sup> was concluded (a copy of which I had the honor to transmit to you) wherein the conditions of the passage through and the sojourn in Roumania of the Russian army was regulated and „the integrity of the present territory of Roumania“ guaranteed by Russia. Until the latter part of the siege of Plevna, Roumania observed a neutral attitude, but when the Porte insisted to occupy Roumania, and the Powers declined to defend either her neutrality or that of the Danube, it became evident that her line of defence was no more this river, but Plevna, and that in case of a Russian defeat, Roumania was likely to become the battle-field.



Thus it was that, on the pressing invitation of the Grand Duke Nickolas, the Roumanian troops crossed the Danube and joined the Russian Army.

The declaration of Independence (May 1877) and the rupture of the ancient ties with Turkey, was a natural result of the declaration of war.

In spite of the gallant conduct and the valuable services of her troops, Roumania was not admitted to participate in the treaty of St. Stefano, which contained clauses affecting her closely. The Treaty of Berlin stipulated the retrocession of Bessarabia to Russia in exchange for the Dobroudsha, and acknowledged her Independence, subject, however, to the conditions (art. 44) of granting civil and political equality and liberty of trade to all, without distinction of religious creed.

Accepting her new position, Rumania has occupied Dobroudsha a country which, besides being larger and having a more numerous population than Bessarabia offers the advantage of several good ports on the Black Sea, such as Kustandje and Sulina which, if properly improved, will become excellent means of commercial prosperity. A constitutional Convention will soon be convoked in order to extend that civil equality and religious freedom which the Powers have stipulated as a *conditio sine qua non* of her Independence. Roumania cannot, indeed, desire to start on her new career with a practical denial of those principles which are generally acknowledged by civilised nations (...).

Arh. St. București, colecția Microfilme S.U.A., r. 18 (National Archives and Record Services, N.A.R.S., Washington D.C., Despatches from United States consuls in Bûcharest, Microcopy No. T-285, roll 2)

#### Traducere :

Agencia Consulară a Statelor Unite

Document interesant și instructiv

Să se publice în presă partea cu informații comerciale,

să se publice în viitoarele G.R.

(General Record, probabil)

O copie pentru relații comerciale

București, februarie 15, 1879

Ca urmare a recentului război turco-rus și a prevederilor Tratatului de la Berlin<sup>1</sup>, situația politică precum și cea teritorială a României a suferit schimbări importante care sînt menite să modifice atît rolul ei internațional cît și dezvoltarea sa politică.

Potrivit Convenției de la Paris din 1858 cele două Principate, Moldova și Valahia, mărîte cu o porțiune din Basarabia, au fost puse sub garanția colectivă a celor 7 Mari Puteri și suzeranitatea Sublimei Porți. Ele urmau să aibă o administrație autonomă și să fie guvernate de cîte un domnitor separat. Alegerea în 1859 a principelui Alexandru Cuza de către adunările din ambele țări, a realizat o unire personală, care a fost recunoscută de către puteri pe timpul vieții principelui Cuza. În 1861, un alt firman al Porții a aprobat unirea lor administrativă și legislativă. Cînd, în 1866 principele Cuza a fost obligat să abdice, iar prințul Carol de Hohenzolern a fost ales, după negocieri prelungite, Unirea completă a fost recunoscută de puteri și de Poartă, care a dat un firman de investitură (23 octombrie 1866). Datorită reglementării prost definite a suveranității României, ea a renunțat la toate legăturile de vasalitate cu Poarta ce depășeau plata tributului, în timp ce aceasta din urmă a continuat să o considere o provincie privilegiată a Imperiului otoman și a protestat împotriva acreștării de către ea a agenților diplomatici la curțile străine și a încheierii de tratate directe cu ele.

Înainte ca trupele rusești să treacă Prutul, în aprilie 1877, a fost încheiată o convenție<sup>2</sup> (a cărei copie am avut onoarea să v-o transmit), în care erau reglementate condițiile trecerii prin și șederii în România a armatei ruse, și garantată, de Rusia, integritatea teritoriului actual al României. Pînă la ultima parte a asediului Plevnei, România a păstrat o atitudine neutră, dar cînd Poarta a insistat să ocupe România, iar Puterile au refuzat să apere fie neutralitatea ei, fie pe cea a Dunării, a devenit evident că linia ei de apărare nu mai era deloc acest fluviu, ci Plevna, și că, în cazul unei înfrîngerii a rușilor, România avea

probabil să devină cîmpul de bătaie. Astfel, s-a întîmplat că, la invitația preșantă a marelui duce Nicolae, trupele române au trecut Dunărea și s-au alăturat armatei ruse.

Declararea independenței (mai 1877) și ruperea vechilor legături cu Turcia au fost un rezultat firesc al declarării războiului.

În ciuda bravei comportări și a serviciilor valoroase ale trupelor sale, România nu a fost admisă să participe la tratatul de la St. Stefano care cuprindea clauze ce o afectau îndeaproape.

Tratatul de la Berlin a stipulat retrocedarea Basarabiei către Rusia în schimbul Dobrogei și a recunoscut independența sa, sub rezerva, totuși, a condițiilor (art. 44) de garantare a egalității civile și politice și libertății comerțului pentru toți, fără deosebire de convingere religioasă.

Acceptînd noua sa poziție, România a ocupat Dobrogea, o provincie care, în afară de faptul că este mai mare și că are o populație mai numeroasă decît Basarabia, oferă avantajul mai multor porturi bune la Marea Neagră, ca de exemplu Constanța și Sulina care, dacă li se aduc îmbunătățiri adecvate, vor deveni un mijloc excelent de prosperitate comercială. Va fi în curînd convocată o adunare constituțională pentru a extinde acea egalitate civilă și libertate religioasă pe care puterile le-au stipulat ca o condiție sine qua non a independenței ei. Fără îndoială că România nu poate dori să pornească în noua ei viață cu un refuz practic al acelor principii care sînt în mod general recunoscute de națiunile civilizate. (...).

<sup>1</sup> Congresul internațional de la Berlin din 1/13 iunie — 1/13 iulie 1878.

<sup>2</sup> Convenția româno-rusă semnată la 4/16 aprilie 1877, prin care se permitea armatelor rusești trecerea pe teritoriul României spre Balcani.

## 29

1879 martie 1/13, București. Scrisoarea prințului Carol adresată regelui Danemarcei, Christian IX, prin care îi comunică recunoașterea independenței României de către marile puteri.

Monsieur mon Frère,

L'indépendance absolue de la Roumanie, proclamée par la représentation nationale et consacrée par les efforts victorieux de son armée, ayant été reconnue par les Puissances signataires du traité de Berlin, je suis heureux de notifier à Votre Majesté que mon pays a désormais pris place parmi les Etats souverains. Le sympathique intérêt que Votre Majesté a bien voulu témoigné à la jeune nation qui m'a confié ses destinées, me donne l'espoir qu'Elle accueillera avec une cordiale satisfaction la nouvelle de cet événement et le désir que j'éprouve de voir les rapports de nos deux Cours, unies déjà par des liens d'amitié prendre un caractère conforme à la situation nouvelle de la Roumanie. Le Prince Bassaraba de Brancovan qui aura l'honneur de déposer cette lettre entre les mains de Votre Majesté est en même temps chargé de Lui offrir le Cordon de mon Ordre de l'Etoile de Roumanie. Je voudrais associer dans la pensée de Votre Majesté, comme dans la mienne, le fait de la ratification de la souveraineté de la Roumanie à la remise des insignes qui la symbolisent, et présenter ainsi à Votre Majesté un gage plus expressif de l'affection qui j'ai vouée à Sa Personne. La connaissance que j'ai dès longtemps acquise des éminentes qualités du Prince Bassaraba de Brancovan me persuade qu'il s'acquittera de cette honorable mission à l'entière satisfaction de Votre Majesté. Je La prie donc d'ajouter foi à tout ce qu'il aura l'honneur de Lui dire, de ma part, surtout, lorsque conformément à mes instructions, il Lui exprimera le prix que j'attache aux relations d'étroite harmonie qui existent si heureusement entre nos deux Etats et les vœux ardents que je forme pour son bonheur et celui de Son Auguste Famille. Je prie encore Votre Majesté d'agréer avec l'expression de ces vœux, les assuran-

ces renouvelées de la haute estime et de l'inaltérable attachement avec lesquels je suis, Monsieur mon Frère,  
de Votre Majesté

le bon frère  
Charles

Bucharest

le 1/13 Mars 1879

Arh. St. București, colecția Microfilme Danemarca, r. 2, c. 12—13 (Rigsarchivet. Kobenhavn, Udenrigsministeriet, No. 6871).

#### Traducere :

Domnule, Fratele meu.

Independența absolută a României, proclamată de reprezentanța națională și consacrată prin eforturile victorioase ale armatei sale, fiind recunoscută de puterile semnatare ale Tratatului de la Berlin, sînt fericit să notific Maiestății voastre că țara mea a luat, de acum înainte, loc printre statele suverane. Plăcutul interes pe care Maiestatea voastră a avut amabilitatea să-l dovedească tinerei națiuni pe care destinul mi-a încredințat-o, îmi dă speranța că Ea va primi cu o satisfacție cordială știrea acestui eveniment și dorința pe care o încerc de a vedea relațiile Curților noastre, unite deja prin legături de prietenie, vor căpăta caracterul potrivit cu nouă situație a României. Prințul Basarab de Brâncoveanu care va avea onoarea să prezinte această scrisoare Maiestății voastre, este totodată însărcinat să-î ofere cordónul ordinului meu „Steaua României”. Aș vrea să marchez în gândurile Maiestății voastre, ca și în ale mele, faptul ratificării suveranității României, legîndu-l de înmînarea medaliei care o simbolizează și să prezint Maiestății voastre o garanție mai expresivă a afecțiunii pe care am făgăduit-o persoanei sale. Cunoștința pe care o am de mult despre calitățile eminente ale prințului Basarab, de Brâncoveanu mă convinge că el se va achita de această onorabilă misiune spre deplină satisfacție a Maiestății voastre. O rog deci să aibă încredere în tot ce el va avea onoarea să-î spună din partea mea, mai ales atunci cînd, conform instrucțiunilor mele, el îi va exprima interesul pe care-l acord relațiilor de deplină armonie care există în mod atît de fericit între cele două state ale noastre și urările înflăcărâte pe care le formulez pentru fericirea sa și a augusteii sale familii. O mai rog, pe Maiestatea voastră să primească, odată cu expresia acestor urări, asigurările reînnoite ale înaltei stime și atașamentului de nezdruincinat cu care sînt, domnule Fratele meu, al Maiestății voastre

bunul frate

Carol

București, 1/13 martie 1879

### 30

1879 septembrie 20 / octombrie 10, București. Memoriul coloniei bulgare din România către principele României. Carol I, prin care se evocă sprijinul acordat de români luptei pentru unitate a bulgarilor și se exprimă recunoștința față de România care i-a acordat ospitalitate și sprijin.

ad. Nr. 201/Pol.

Bukarest, 10. October 1879

Adresse

der bulgarischen Colonie in Rumänien an Seine  
königliche Hoheit den Fürst Carl :

Königliche Hoheit ! — Seit den entferntesten Zeiten und bis zum heutigen Tage war das Schicksal des Volkes der Bulgaren stets eng verschlungen mit jenem des Volkes der Rumänen.

Schon vom Anfange unserer Geschichte, an hatten die Bulgaren, vereint mit dem Rumänen, gemeinschaftlich einen mächtigen Staat gegründet, welcher

glorreiche Erinnerungen hinter sich liess und welcher unter seinen gemeinsamen Königen, bald von den Einen, bald von den Andern gewählt, es verstanden hat, mit Heldenmuth zu vertheidigen und sich zu erhalten jenen Platz, welchen die Vorsehung diesen beidem Nationen unter den übrigen Nationen der Balkan — halbinsel gegeben hatte.

Später, als der ganze Orient unter die Macht der Eroberer fiel, vor welchen ganz Europa zitterte, als die Bulgaren, zerschmettert in ihren Kämpfen und weniger glücklich als die Rumänen, ihre politische Existenz verloren, und als jene lange Epoche der Leiden begann, die ganze Welt kennt, waren die alten Bande die die beiden Völker dereinst umschlungen hatten, nicht vergessen. Grossmüthig und liebevoll nahm Rumänien uns in seinem Schosse auf.

Hier, in diesem gesegneten Lande fanden wir Unterstützung und Trost; hier fanden wir ein schirmendes Obdach, als wir gezwungen waren unsere Häuser und unsere Eltern zu verlassen; hier erfreuten wir uns zu allen Zeiten der wohlwollendsten Gastfreundschaft, der guten Existenz, der Sicherheit unseres Lebens und unserer Habe; hier wurden uns, ohne Unterschied, alle Rechte und alle Freiheiten zu Theil, die den Schmuck Rumäniens bilden.

Als wahre Brüder haben die Rumänen uns erwärmt an ihren Herzen, haben Schmerz gemildert und unseren Muth gekräftigt, dass wir unseren Schmerz ertragen und Tag unserer Befreiung erwarten konnten.

Dieser grosse Tag ist endlich erschienen, und als die mächtige Stimme des Protektors der Christenheit im Oriente ertonte, verkündend uns den Kampf für die Wiedererlangung unserer Rechte: da flatterte auch das stolze Banner Rumäniens an der Seite seiner glorreichen Heere auf dem Posten der Ehre.

Mit Thränen der Freude und der Dankbarkeit haben wir gesehen, wie die tapferen Kinder Rumäniens sich schaaterten um ihren illustren Kapitän und mit welcher hehrem Schwunge sie theilnahmen an den Opfern in jenem heissen Kampfe um zu bewirken, dass die unverjährbaren Rechte der Menschheit triumphiren.

Solche Bande, Königliche Hoheit, werden niemals vergessen. Wir sind stolz und glücklich, unsere Gefühle der Dankbarkeit und der Liebe für dieses grossmüthige Land und für den glorreichen Herrscher desselben jetzt, bei einer so festlichen Gelegenheit und in Gegenwart unseres vielgeliebten Souveräns aus vollster Seele an den Tag legen zu können.

Die Gastfreundschaft, die Unterstützung, den Trost, so in Rumänien wir gefunden, werden wir niemals vergessen und niemals werden wir abzahlen können das Blut welches Rumänien für uns vergossen hat.

Heute haben auch wir unser Land, unseren häuslichen Herd; sie stehen offen wie auch unsere Herzen einem jeden Rumänen.

Seit Jahrhunderten haben die Bulgaren wie Brüder mit den Rumänen gelebt und so wird es sein auch von nun an.

Gott hat uns nebeneinander gestellt, hat uns gleichmässig die fruchtbarsten Felder und alle Gaben der Natur gegeben; er hat uns den grössten Fluss Europas gegeben, nicht, dass derselbe uns trennen, sondern, dass er uns vereinige; Gott hat zwei geliebte Souveräns, zwei Waffenbrüder uns gegeben; Gott wird uns verreinigt führen, Hand in Hand auf dem Pfade der Arbeit, der Prosperität und der Glorie.

Wenn wir bei dieser Gelegenheit einen Moment der Betrübniß haben, so ist es darüber, dass wir der vielgeliebten und huldvollen Fürstin der Rumänen die Gefühle unserer Ergebenheit und unserer Bewunderung nicht ausdrücken können.

Wir bitten Eure königliche Hoheit der Dolmetscher dieser Gefühle sein und höchst derselben eine glückliche Wiederkehr in die Mitte ihres mit gerechtfertigter Ungeduld sie erwartenden Volkes wünschen zu wollen.

Es lebe Eure Hoheit!

Es lebe Ihre Hoheit die Fürstin!

Es lebe Rumänien!

Arh. St. București, colecția Xerografii Austria, pach. XC/18, f. 37—43. Haus-, Hof- und Staatsarchiv Wien, Ministerium des Aussern, Politisches Archiv XVIII, Rumänien, K. 13, Berichte aus Bukarest, 1879.

**Traducere :**

ad. NO. 201/Pol.

București, 10 octombrie 1879

Adresa coloniei bulgare din România către

Alteța sa regală, principele Carol

Alteță! Din timpurile cele mai îndepărtate și pînă azi soarta poporului bulgar a fost meru strîns împletită cu aceea a poporului român.

Încă de la începutul istoriei noastre, bulgarii, uniți cu românii, au întemeiat un stat puternic, care a lăsat în urmă amintiri glorioase și care, sub regii săi comuni, aleși cînd dintre unii, cînd dintre alții, au înțeles să apere cu eroism și să mențină acel loc pe care l-a dat providența acestor două națiuni printre celelalte națiuni ale Peninsulei Balcanice.

Mai tîrziu, cînd întreg Orientul a căzut sub puterea cuceritorilor, în fața cărora tremura toată Europa, cînd bulgarii înfrînți în luptele lor, și mai puțin norocoși decît românii, și-au pierdut existența politică și cînd a început acea lungă epocă de suferință pe care o cunoaște toată lumea, vechea legătură care unise odinioară cele două popoare n-a fost uitată. România ne-a luat la sînul ei cu generozitate și dragoste.

Aici, în această țară binecuvîntată, am găsit noi sprijin și mîngiere, aici am găsit un acoperiș ocrotitor atunci cînd am fost siliți să ne părăsim casele și pămîntii; aici ne-am bucurat totdeauna de ospitalitatea cea mai binevoitoare, de o existență bună, de siguranța vieții și avutului nostru, aici am avut parte, fără deosebire, de toate drepturile și toate libertățile care constituie podoaba României.

Ca adevărați frați, românii ne-au încălzit la pieptul lor, ne-au alinat durerea și ne-au întărit curajul, spre a suporta durerea noastră, și a putea aștepta ziua eliberării noastre.

Această zi mare a sosit, în fine, și atunci cînd vocea puternică a protectorului creștinătății din Orient a răsunat vestindu-ne lupta pentru redobîndirea drepturilor noastre, atunci a fluturat și steagul mîndru al României alături de glorioasa sa armată, la postul onoarei.

Cu lacrimi de bucurie și recunoștință, am văzut cum copii viteji ai României s-au strîns în jurul căpitanului lor ilustru și cu ce avînt măreț au participat la jertfe în acea luptă fierbinte, pentru a face ca drepturile inalienabile ale umanității să triumfe.

Asemenea legături, Alteță, nu vor fi uitate niciodată. Sîntem mîndri și fericiți să putem exprima din tot sufletul sentimentele noastre de recunoștință și iubire pentru această țară generoasă și pentru stăpînul ei glorios, acum la o ocazie atît de solemnă, în prezența suveranului nostru prea iubit.

Ospitalitatea, sprijinul, mîngierea pe care le-am găsit în România nu le vom uita niciodată și niciodată nu vom putea plăti singele pe care România l-a vărsat pentru noi.

Azi avem și noi țara noastră, căminul nostru; ele sînt deschise ca și inimile noastre, fiecărui român.

De secole bulgarii au trăit ca frații cu românii și așa va fi și de aici înainte.

Dumnezeu ne-a așezat alături, ne-a dat în mod egal cele mai fertile cîmpii și toate darurile naturii, ne-a dat cel mai mare fluviu al Europei, nu pentru ca el să ne separe, ci ca să ne unească; Dumnezeu ne-a dat doi suverani iubiți, doi frați de arme; Dumnezeu ne va conduce uniți, mîna în mîna, pe cărarea muncii, a prosperității și gloriei.

Dacă avem o clipă de întristare la această ocazie e numai fiindcă nu putem exprima mult iubitei și veneratei principese a României sentimentele devotamentului și admirației noastre.

Rugăm pe Alteța voastră regală să fiți interpretul acestor sentimente și să-i urați o reîntoarcere fericită în mijlocul poporului ei, care o așteaptă cu justificată nerăbdare.

# 550 DE ANI DE LA RĂSCOALA DE LA BOBÎLNA

## Dreptul de liberă strămutare al țăranilor din Transilvania și răskoala din 1437

AVRAM ANDEA

Dreptul de liberă strămutare al țăranimii în societatea feudală românească constituie o problemă, dacă nu deschisă, cel puțin care merită să fie reluată. Aceasta, cu atât mai mult, cu cât importanța subiectului se impune de la sine, constituind nu numai un capitol de istorie socială, ci unul mult mai larg, cu implicații și expresie totodată a dezvoltării întregii societăți cu structurile sale economice, sociale și politico-instituționale. De aceea studierea dreptului de liberă strămutare se cuvine a fi realizată, așa cum de altfel există o tradiție în istoriografia noastră<sup>1</sup>, în strinsă legătură cu însăși structura societății feudale și cu schimbările sale complexe.

Dreptul de liberă strămutare al țăranului, al lucrătorului nemișlocit al pământului, a însemnat posibilitatea schimbării moșiei și a stăpînului feudal, nobil sau boier. Opusul acestei situații se regăsește în legarea de glie, în oprirea abuzivă și mai apoi legaiă a țăranului de a se strămuta de pe o moșie pe alta, fapt care echivala cu pierderea libertății sale personale. Această împrejurare a apărut într-o anumite perioadă, diferită de la țară la țară, o istorie a dreptului de liberă strămutare relevîndu-ne istoria luptei țăranului pentru libertate socială.

A cerceta dreptul de liberă strămutare din Transilvania medievală înseamnă de fapt investigarea procesului social prin care țăranul dependent și-a pierdut treptat dreptul de a părăsi gospodăria și pământul, numit **sesie**, al unui nobil pentru a se așeza, tot în condiții de dependență, pe o altă moșie, nobiliară, în speranța găsirii unor condiții mai bune sau, dimpotrivă, constrîns de violența și silniciile unor stăpîni mai puternici. Dependența și legarea de glie au constituit cele două constante ale procesului de aservire socială, evident distincte, prima mai veche și atrăgînd după sine, în anumite condiții și la un moment dat, legarea de glie, aceasta din urmă reprezentînd forma finală și cea mai gravă a dependenței țăărănești.

În cazul genezei feudalismului transilvănean pe seama destrămării obștilor satești a existat o fază, e adevărat inițială, în care legarea de glie era un drept al țăranului, întemeiat pe munca sa valorificatoare, de a nu putea fi mutat abuziv și împotriva voinței sale de pe pământul care constituise odată o stăpînire devălmașă, dar a ajuns a fi redus la o folosință ereditară. Această legătură cu pământul, dintr-un drept țăărănesc a ajuns cu timpul unul nobiliar, stăpînul oprind pe țăran, din interes economic dar și social, să părăsească partea sa de moșie, **sesia** sau **delnița**. Așadar, evoluția istorică ne dezvăluie la origini un drept țăărănesc care, se poate spune, s-a îndreptat cu timpul împotriva

țăranului și a intereselor sale<sup>2</sup>. Legarea de glie dintr-o formă de proprietate liberă țărănească, de „însușire sau apropiere“ a pământului ca mijloc de producție<sup>3</sup>, a ajuns un drept de proprietate feudală funciară, un mijloc consacrat prin norme juridice de asuprire socială. De aceea, istoria luptei țăranilor pentru păstrarea dreptului de liberă strămutare a fost în primul rînd istoria luptei lor sociale, motiv pentru care acest drept a fost revendicat și formulat cu deosebită claritate în convențiile răscoalei țărănești din 1437 de la Bobilna<sup>4</sup>.

Astfel, în prima înțelegere dintre răsculați și nobili, adeverită de conventul mănăstirii de la Cluj-Mănăstur la 6 iulie 1437, încercarea acestora din urmă de a suprima dreptul de liberă strămutare al țăranilor figurează ca a doua cauză a ridicării la luptă, „obștea ungarilor și românilor“ (*universitas Hungarorum et Vallahorum*), prin reprezentanții săi aleși, dezvăluind cu privire la iobagi „că prin stăpînii lor de moșie (*per ipsorum dominos terrestres*) au fost aruncați în grea șerbie (*in gravem servitute*), ca niște cumpărați (*veint empticii*). Căci atunci cînd ei voiau să se mute de pe moșiile unora (*de aliquorum possessionibus*), în alte locuri, ca să locuiască acolo, nu le îngăduiau nicidecum să plece, jefuindu-i de toate lucrurile și bunurile lor (*rebus et bonis eorum*), lipsindu-i de toate drepturile libertăților lor (*omnibus eorum iuribus libertatum*), obijduindu-i cumplit și împovărindu-i cu greutate de neîndurat (*importabilibus oneribus*)<sup>5</sup>. În aceleași prevederi ale înțelegerii, impuse de o țărănime biruitoare într-o primă confruntare militară cu nobilimea, la Bobilna, se arăta, cu gîndul îndreptării, că „fiindcă, apoi, s-a văzut că toată jefuirea silnică și asuprirea locuitorilor țării (*incolarum regni*) vine de acolo că cei care voiau să se mute ca să locuiască în altă parte, nu aveau voie să plece, nici chiar după ce erau jefuiți, de aceea au hotărît ca toți cei de stare liberă și fiecare dintre ei (*universi et singuli libere conditionis*), după ce-și vor fi plătit darea dreaptă după pămînt (*iusto terragio*) și datoriile lor, să aibă slobodă și nestîngherită voie (*liberam et securam facultatem*) să se mute oriunde ar voi. Dacă însă vreunul dintre nobili (*nobilium*) ar voi să învinovățească pe nedrept ori să păgubească în lucrurile lor pe iobagi (*iobagiones*) care vor să se ducă în altă parte, atunci comitele comitatului (*comes parochialis*) să fie dator să-l pedepsească cu trei mărci (*cum tribus marcis*). Aceia însă care, pentru nelegiuirile lor, ar fi condamnați la vreo gloabă sau [ar avea] de plătit darea după pămînt, să nu poată, pleca decît după ce se vor fi dezvinovățit. Iar pe iobagii (*iobagiones*) care vor pleca în ascuns, fără a-și fi plătit darea după pămînt (*terragio*), sau care nu se vor supune legii și judecății (*iuri et iustitie*), stăpînul lor (*dominus eorum*) să-i cheme înapoi, în chip legiuit, potrivit obiceiului țării. (*iuridice, juxta regni consuetudinem*), înaintea judelei lor obișnuit (*suo iudice ordinario*), dovédind cu jurămîntul lui însuși și cu acela al altor doi conjurători, că au plecat într-ascuns sau că au lipsit de la judecată“<sup>6</sup>.

La fel de insistent se ocupă de dreptul de liberă strămutare al țăranilor și a doua convenție, încheiată la Apatiu la 6 octombrie și adeverită de același convent de la Cluj-Mănăstur la 10 octombrie 1437, dovadă a importanței pe care o avea acest drept în ansamblul „libertăților“ iobăgești. Prin libera strămutare se considera doar iobagul om liber, deosebit de robul cumpărat și legat de pămînt și de stăpîn, uzînd de acest drept mai cu seamă în timpul evenimentelor tulburi, cînd plecarea se realiza peste condițiile impuse de legi. De aceea se stipula acum, în a doua înțelegere, că „dacă vreunul dintre țărani sau iobagi (*si aliquis rusticorum seu iobagionum*), în vremea răscoalei de acum (*in presenti insultu*), va fi plecat fără temei de la stăpînul său de moșie fără a i se fi dat voie și fără ca acela să fi achitat darea dreaptă după pămînt și să-și fi plătit datoriile, ca să locuiască în alte locuri, pe acel om sau țaran (*talem hominem seu rusticum*), nobilul (*nobilis*) de pe a cărui moșie (*possessione*) a plecat fără să aibă voie, potrivit obiceiului încuviințat al acestei țări (*secundum approbatam huius regni consuetudinem*),

să-l poată aduce înapoi pe moșia sa și aceasta, totuși, astfel ca, după aducerea înapoi și întoarcerea celui iobag (*iobagionis*), pomenitul iobag să fie dator a rămâne neîntrerupt cincisprezece zile acolo de unde a plecat fără voie, și a-și plăti datoriile, și după aceea, dacă el va voi să se mute în alte locuri, ca să se așeze acolo, după ce va avea slobozenie (*licentia*) și va fi dat darea dreaptă după pământ (*iusto terragio*) și-și va fi plătit celelalte datorii, să aibă slobodă voie a se muta.

De asemenea, în același chip, dacă vreunul dintre țărani sau iobagi (*rusticorum vel iobagionum*) va voi să se mute în alte locuri în care să se așeze, atunci, după ce va avea slobozenie (*licentia*) și-și va fi dat darea dreaptă după pământ și-și va fi plătit deplin toate datoriile sale, și mai ales pomenita jumătate dreaptă a pomenitei dări, datorată stăpînului său de moșie (*domino suo terrestri*), să aibă voie slobodă (*liberam facultatem*) să plece fără ca stăpînul său de moșie să-i poată aduce vreo învinuire nedreaptă pentru aceasta<sup>7</sup>.

Evident, pasajele privitoare la dreptul de liberă strămutare al țăranilor și la încălcarea abuzivă a acestuia de către stăpînii de pământ sînt ample, lămuritoare și suficient de incisive pentru a ne da măsura gravității încercării legării de glie a iobagilor. Nemulțumirea cauzată de această practică nobiliară se constată documentar a fi fost generală în epocă, depășind cu mult limitele unei problematici strict țărănești.

Înainte de toate a fost afectat statutul social al țăranului iobag, om dependent economic, dar încă liber juridic, statut pe care atît iobagul, cît și legislația în vigoare îl socoteau, nu fără temei, deosebit de regimul robiei, de servaj în alți termeni. Dacă în actele timpului se întîlnesc exemple de iobagi care au uzat de dreptul lor de liberă strămutare, e adevărat că nu lipsesc nici silniciile stăpînurilor care se opuneau plecării lor, așa cum s-a întîmplat și cu iobagul lui Andrei din Șopteriu. la 1394, care plătindu-și darea după pământ (*terrarium*) și dobîndind învoirea plecării, cînd a fost să-și aducă lucrurile cu omul capitlului din Alba Iulia a fost grav păgubit în bunurile sale<sup>8</sup>. Asemenea încălcări ale condițiilor legale de liberă strămutare au fost numeroase, fiind surprinse de acte, evidențiindu-se eficacitatea relativă a prevederilor legii și inventivitatea stăpînurilor abuzivi și silnici. Aceștia „nu-i dau iobagului, chiar îndeplinind condițiile legale, învoirea (*licentia*) de strămutare, îl opresc să se mute, ridică pretenții neprevăzute, îl trag în judecată, îl încarcă cu sarcini și datorii, cu răscumpărări, cu gloabe pe care să nu le poată plăti, îl împiedică să-și valorifice bunurile, îl despoaie de ele la plecare, îl bat, îl torturează, îl închid, îl amendează grav și numai la intenția de a pleca, îl prind, îl readuc cu puterea și după ce a plecat, și altele”<sup>9</sup>. Practica a fost de proporții iar frămîntările impresionante, cauza lor, nesocotirea liberei strămutări a iobagului, constituind una din cele principale ale răscoalei din 1437. Era o cauză generală a tuturor iobagilor, români și maghiari, dar mai cu seamă o cauză românească prin caracterul masiv românesc al iobăgimii din Transilvania.

Aceeași legare de glie nemulțumea și orașele cu noul lor patriciat<sup>10</sup> interesat în atragerea iobagilor și, în general, a țăranilor dacă nu în orașe, mai cu seamă pe domeniile acestora, fapt cu atît mai necesar cu cît sporiseră nevoile în produse agricole și materii prime ale comunităților urbane, paralel cu încercările nobilimii deținătoare de supuși, de tîrguri și vămii de a lovi în negoțul lor vîdit sprijinit de regalitate în politica de consolidare și lărgire a bazei sale economico-sociale. Așa se explică intervenția regelui Sigismund de Luxemburg (1387—1437) în ajutorul orașului Bistrița, care, la 1419, se plîngea împotriva nobililor samavolnici care împiedicau pe iobagi de a se stabili în oraș și în satele sale<sup>11</sup>. Aceeași intervenție regală se repetă, în 1427, pe seama tîrgurilor Dej și Ocna Dejului



într-o plângere similară<sup>12</sup>. Oraşul Cluj, viitor participant la răscoală, avea şi el nemulţumirile sale de aceeaşi natură, la care se adăugau altele proprii, legate de conflictele cu abaţia din Cluj-Mănăstur, cu nobilii de Dragu, Zimbor şi Feiurdeni, cu episcopul Transilvaniei care în 1429 ceruse regelui transcrierea actului prin care oraşul, în 1313, îi fusese dăruit, la care s-ar putea asocia interdicţia pronunţată în 1430 de nobilimea din împrejurimi ca nici un ţăran să nu mai poată vinde produsele sale în oraş<sup>13</sup>. Toate şi fiecare în parte constituiau motive de apropiere şi de colaborare, dacă nu de interese pe deplin comune, între oraşe şi sate, între orăseni şi ţăranii iobagi, aceştia din urmă găsindu-şi conducători şi printre orăsenii înstăriţi şi cu studii, cum a fost magistrul Ioan<sup>14</sup>.

Aceeaşi regalitate, sprijinitoare a oraşelor, confruntată politic şi militar cu opoziţia „ligilor baroniale” şi împovărată cu mari cheltuieli financiare, urmărea cu interes sporirea forţei domeniilor cetăţilor regale prin atragerea în cuprinsul acestora de noi supuşi atât de necesari muncii valorificatoare a pământului şi, în aceeaşi măsură, înmulţirii efectivelor militare. Ne aflăm, doar, într-o vreme când marii feudali ai regatului, constituiţi în „ligi”, exercitau o veritabilă suveranitate provincială, deţinând o influenţă decisivă asupra conducerii centrale a ţării, atât prin dregătorile şi moşiile lor, cât şi prin consiliul regal ai cărui membri erau<sup>15</sup>. Opoziţia faţă de rege era permanentă iar răzvrătirile de proporţii, suveranul însuşi ajungând închis, încît lupta împotriva marii nobilimi îşi găsea sprijinul în păturile mici şi mijlocii ale acesteia, în forţa militară a domeniilor cetăţilor regale, în puterea oraşelor şi a tirgurilor libere, în ţărănimia însăşi, iobagă şi liberă, cu utilitatea sa fiscală şi la nevoie militară. În acest context se înregistrează politica ţărănească a regelui Sigismund, preocuparea sa, nu dezinteresată, de a ocroti pe cât posibil iobăgimea de abuzurile şi silniciile excesive ale marilor feudali care prin practicile lor afectau atât puterea de plată a supuşilor, cât şi pe cea militară a vecinilor mai slabi, sprijin căutat de regalitate. Acesta se pare a fi fost interesul regelui Sigismund de Luxemburg, dar şi al predecesorului său, Ludovic de Anjou, atunci când prin decretele lor au intervenit repetat pentru respectarea dreptului legiferat al ţăranului iobag la libera strămutare. Ne gândim, fireşte, la articolele 16 şi 18 din decretul anului 1351, ultimul dintre aceste articole intitulându-se rezumativ „coloni, pro pristinis excessibus non possint arestari, si migrare velint”<sup>16</sup>. Dar, adevărata reglementare a dreptului de liberă strămutare al ţăranilor din Transilvania s-a realizat la 28 aprilie 1391, prin decretul regal adresat voievodului Ladislau de Losoncz, prin care se constata că mulţi stăpîni nesocoteau dreptul de liberă strămutare al iobagilor, „care iobagi după ce au primit învoirea acestora şi au plătit darea dreaptă după pământ şi celelalte datorii ale lor” (*qui iobagiones eorum habita licentia iustoque terragio et aliis eorum debitis persolutis*)<sup>17</sup> nu puteau pleca, aducîndu-li-se învinuiri nedrepte şi fiind opriţi „sub jugul şerbiei” (*iugo servitutis*)<sup>18</sup>. Se invoca actul creaţiei divine pentru egalitatea oamenilor ca justificare a intervenţiei regale, socotindu-se un lucru pios şi omenesc ca „pe aceşti oameni, pe care nu firea, ci puterea omenească încearcă pe nedrept să-i pună sub jugul şerbiei, vrednicia regească să-i azeze în libertate veşnică” (*hos homines, quos non natura, sed humana potentia iugo irrationabiliter substituere conaretur servitutis, regia dignitas perpetue restituat libertati*)<sup>19</sup>, dispunîndu-se libera mutare a iobagilor după obţinerea înviorii, a plăţii teragiului şi a celorlalte datorii. În caz de împotrivire a stăpînilor, cei pe moşiile cărora urmau să se stabilească iobagii aveau dreptul să meargă, cu doi juzi ai nobililor „la cei care se opuneau plecării pentru a judeca împreună pricina reţinerii. Odată stabilită nevinovăţia iobagului, acesta să fie liber a pleca iar stăpînul care ar stăruî în a-l reţine să fie globit cu zece mărci în folosul noului stăpîn. Aceleaşi obligaţii erau pretinse expres, în finalul

decretului, voievozilor Transilvaniei, care și ei trebuiau să asigure întocmai dreptul de liberă strămutare al iobagilor<sup>20</sup>.

Așadar, o afirmare răspicată a acestui drept făcută de însuși regele Sigismund de Luxemburg și o asigurare a lui, la nevoie, prin intervenția autorității comitatense și voievodale. Era o reglementare asupra căreia dieta și regele vor reveni în 1397, reînnoind-o și îmbogățind-o în latura procedurală<sup>21</sup>, integrând-o în decretul regal din 1405<sup>22</sup> sau repetind-o în 1407 și 1409<sup>23</sup>.

Aceste decrete regale și hotărâri dietale, normative pentru libera mutare, consacrau juridic atât un drept al iobagilor față de stăpîni, cît și un drept între aceștia cu privire la iobagi, dezvăluindu-ne în epocă complicarea problemei dreptului de liberă strămutare prin interesele contradictorii ale nobililor înșiși, fiecare dorind populara și valorificarea prin muncă a propriilor moșii, de unde ademenirea sau chiar răpirea iobagilor vecinilor mai slabi. Astfel, luptele continue între stăpîinii feudali erau însoțite frecvent nu numai de silnicii și distrugerii reciproce de bunuri, ci și de mutări forțate de supuși sau de atragerea acestora prin promisiuni pe propriile domenii în scopul sporirii cuprinsului lor uman.

Din această perspectivă mai largă și mai complexă a întrepătrunderii multiplelor interese ale claselor sociale și ale puterii centrale în legătură cu dreptul de liberă strămutare al țăranilor iobagi devine explicabilă și atitudinea regelui Sigismund și a urmașului său Albert (1438—1439) față de desfășurarea evenimentelor din 1437, nici unul neintervenind personal și militar în tranșarea conflictului, așa cum primul a făcut în cazul războiului husit<sup>24</sup>. Mai mult, regele Albert în poruncile și actele sale, apropiate în timp de desfășurarea răscoalei, considera mișcarea drept o luptă sau un „război” între nobili și iobagi (*guerram inter ipsos nobiles et dictos eorum iobagiones*)<sup>25</sup>, un „atac al țăranilor împotriva stăpînilor lor firești din părțile noastre ale Transilvaniei” (*insultus rusticorum in dictis partibus nostris Transsilvanis contra eorum dominos naturales*)<sup>26</sup>. Deci, se reținea sensul antifeudal, așa cum a fost în realitate, al răscoalei, pentru ca ulterior sensul ei să fie parțial răstălmăcit în spirit nobiliar, într-un act din 1444 al regelui Vladislav I vorbindu-se de timpul „cînd țăranii necredincioși din părțile Transilvaniei s-au răscolat împotriva autorității regale și a propriilor și fireștilor lor stăpîni nobili ai acelor părți” (*quo quidem nefandissimi rustici in partibus illis Transsilvanensibus contra serenitatem regiam ac proprios et naturales eorum dominos nobiles scilicet illarum partium insurrexissent*)<sup>27</sup>. Cert este că înfringerea răscolăților a revenit în exclusivitate nobilimii transilvănene și comiților secuilor, la care s-au alăturat frunțașii sașilor, adică, tocmai acelor forțe sociale care, în lipsa regelui, și-au strîns rîndurile și politic, realizînd la 16 septembrie 1437 înțelegerea de la Căpîlna, cunoscută sub numele de *unio trium nationum*, prin care s-au pus bazele viitorului sistem de stări din Transilvania<sup>28</sup>.

După această succintă incursiune în reconstituirea atitudinilor față de problema dreptului de liberă strămutare al iobagilor și, în parte, față de răscoala din 1437, revenind la înțelegerile încheiate în timpul acesteia, compararea lor, sub raport terminologic, cu legislația oficială mai veche și mai nouă ne dezvăluie o identitate perfectă, un limbaj comun și consacrat juridic, care ne dă măsura clarității în formulare a programului țăranesc. În legătură cu redactarea acestuia în latina vremii, dar mai ales în privința exactității juridice a terminologiei, aportul cărturăresc — foarte probabil datorat magistrului Ioan Bulkescher, notarul Clujului, de altfel unul dintre conducătorii răscoalei, cu studii la Viena — ne apare mai mult decît firesc. Oricum, terminologia folosită în cele două convenții pentru a desemna pe țăranii care cădeau sub incidența dreptului de liberă strămutare, și anume de *incolae, rustici* sau *iobagiones*, ne dezvăluie pregnant origi-

nea îndepărtată în obștile sătești a țăranului dependent, care mai păstra încă vag, la 1437, amintirea, din memoria colectivă, a „libertăților“ sfîntilor regi<sup>29</sup>. Fiecare din cei trei termeni latinești, regăsibili și în legislația vremii, prin care se numea țăranul, includea în sine, etimologic și semantic, înțelesuri ca cel de „locuitor sau om cu drepturi“, de „cultivator al pămîntului“ sau de „slujitor liber“ inițial al regelui și mai apoi al cetăților regale, evident, toate deosebite de accepțiunea lui *servi* și *servitutis* sub al căror înțeles nobilimea încerca contrar pînă și legislației în vigoare, să-l privească și să-l trateze pe iobag, să-i impună un regim pe care acesta îl considera similar robiei și care nu avea a face cu statutul libertății juridice a persoanei țăranului dependent.

Se știe doar că în societatea feudală apuseană, ca și în Ungaria secolelor XI—XIII, cuvîntul *servus* era folosit pentru a desemna persoanele aflate într-o condiție juridică opusă oamenilor liberi, numiți obișnuit *liberi*, robii (*servi*) și roabele (*ancillae*) constituind proprietatea unui stăpîn sub a cărui putere absolută se găseau. Aceasta putea să-i vîndă, să-i doneze, să-i alunge după bunul plac, fiind trecuți ca bunuri mișcătoare în inventarele moșiiilor sau în foile de zestre se găseau. Acesta putea să-i vîndă, să-i doneze, să-i alunge după bunul plac, neprecizate fără dreptul răsplătirii. Tot ce aveau se găsea sub puterea stăpînului, robii neputînd dispune de averea lor fără încuviințarea sa, căruia cu prilejul morții îi revenea întreaga moștenire. Această condiție servilă era ereditară, multe cutume considerînd-o transmisibilă prin mamă, motiv pentru care un rob nu se putea căsători fără permisiunea stăpînului său. Prin statutul lor juridic, robii erau excluși din comunitatea oamenilor liberi, nu participau la expediții militare și nu aveau obligații ostășești, lipseau din adunările justiției publice, nu li se îngăduia folosirea pămînturilor comune ale obștilor sătești și nu le era permisă ajungerea la treapta preoției, rezervată și ea doar celor liberi. Singură voința și hotărîrea stăpînului putea să-l scoată pe rob din starea lui servilă, obișnuit printr-o ceremonie solemnă și publică care să asigure publicitatea actului, perpetuîndu-se însă un anume patronaj al fostului stăpîn. Cu timpul situația s-a schimbat atît datorită moralei creștine, care i-a recunoscut robului anumite aptitudini personale și i-a atribuit familiei sale o valoare religioasă, cît și stăpînului care a renunțat treptat la slujbele sale strict domestice, l-a așezat pe un pămînt și i-a permis să aibă propria gospodărie transmisibilă urmașilor, să dispună liber de rodul muncii sale, servitutea fiindu-i limitată prin însăși precizarea obligațiilor. Astfel scăparea robilor (*servorum*) de sub jurisdicția domestică și tutela economică a stăpînului în paralel cu degradarea tot mai accentuată a statutului oamenilor liberi (*liberorum*) au redus deosebirile între cele două categorii sociale, contribuind la apropierea lor, servitutea atenuată a robului ajungînd practic o dependență personală materializată în sistemul obligațiilor care o simbolizau, pentru ca, prin acte de eliberare colectivă sau individuală, să devină un om cu drept de liberă strămutare.

Acesta a fost cursul îndelungat și complex al aservirii țăranului în Occident pe care nobilimea laică și ecleziastică din Ungaria și Transilvania, începînd cu mijlocul secolului al XIV-lea, a încercat să-l impună abuziv unei țărănime juridic liberă și total deosebită prin originile sale de categoria robilor discutați. Țăranii răsculați din Transilvania, care nu erau și nici nu descindeau din robi eliberați, luptau la 1437 nu atît pentru o libertate dobîndită, rezultat al eliberării din servitute, cît pentru una păstrată din vremea obștilor libere sătești și recunoscută de legislația în vigoare, dar amenințată cu desființarea prin silniciile nobiliare. Acesta a fost unul din sensurile profunde și totodată romănesc, prin caracterul masiv românesc al iobăgimii, al luptei țărănești, o luptă nu atît pentru dobîndirea de noi „libertăți“, cît pentru păstrarea neștirbită a celor vechi, amenințate cu

nimicirea și pe care mentalul colectiv al răsculaților le proiecta într-un trecut îndepărtat și le punea în legătură cu „scrisorile sfântului rege”<sup>30</sup>.

<sup>1</sup> C. Giurescu, *Vechimea româniei în Țara Românească și legătura lui Mihai Viteazul*, în „Analele Academiei Române”, Memoriile Secțiunii istorice, Seria II, XXXVII (1914—1915), p. 479—543; Const. C. Giurescu, *Cîteva cuvinte asupra „Legăturii și așezămîntului lui Mihai vodă”*, în „Convorbiri literare”, LII (1920), nr. 5—6, p. 370—380; G. Coriolan, *Legătura lui Mihai Viteazul*, în „Analele Dobrogei”, II (1921), nr. 1, p. 46—51; I. C. Filitti, *Despre „legătura” lui Mihai Viteazul*, în „Revista istorică română”, II (1932), fasc. 2—3, p. 221—231; P. P. Panaiteșcu, *Dreptul de strămutare al țăranilor în Țările Române (pînă la mijlocul secolului al XVII-lea)*, în „Studii și materiale de istorie medie”, I (1956), p. 64—122; Ștefan Ștefănescu, *Elemente comune de civilizație feudală în Țările Române și în Rusia: procesul legării de glie a țăranilor la sfîrșitul secolului al XVI-lea*, în „Studii. Revistă de istorie”, XII (1959), nr. 2, p. 87—101; A. Oțetea, *Considerații asupra trecerii de la feudalism la capitalism în Moldova și Țara Românească*, în „Studii și materiale de istorie medie”, IV (1960), p. 307—390; *Discuție publică cu privire la „Iobăgia a doua în țările din centrul și răsăritul Europei” și „Iobăgia a doua în Moldova și Țara Românească”*, în „Studii. Revistă de istorie”, XIV (1961), nr. 3, p. 729—737; Constantin C. Giurescu, „Așezămîntul” sau „legătura” lui Mihai Viteazul, în „Analele Universității București”, Seria științe sociale, Istorie, XIX (1970), nr. 1, p. 53—84; D. Prodan, *Desființarea serbiei în Transilvania*, în „Studii și materiale de istorie medie”, VII (1974), p. 9—68.

<sup>2</sup> P. P. Panaiteșcu, *op. cit.*, p. 63—64.

<sup>3</sup> Karl Marx, Friedrich Engels, *Opere*, XIII, București, 1962, p. 661.

<sup>4</sup> E. Hurmuzaki, N. Densușianu, *Documente privitoare la istoria românilor*, I/2, București, 1890, p. 614—620 și 623—627; Ludovic Demény, *Textele celor două înțelegeri, încheiate în 1437 între răsculați și nobili, după documentele originale*, în „Studii. Revistă de istorie”, XIII (1960), nr. 1, p. 98—104 și 106—110; Idem, *Az 1437-38-as bábolnai népi felkelés*, București, 1960, p. 259—266 și 269—273. Traducerile la Ștefan Pascu, *Bobilna*, ed. 2, București, 1963, p. 159—167 și 172—178.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 160; Ludovic Demény, *Textele celor două înțelegeri, încheiate în 1437 între răsculați și nobili, după documentele originale*, loc. cit., p. 99.

<sup>6</sup> Ștefan Pascu, *op. cit.*, p. 162—163; Ludovic Demény, *op. cit.*, p. 100—101.

<sup>7</sup> Ștefan Pascu, *op. cit.*, p. 175—176; Ludovic Demény, *op. cit.*, p. 108—109.

<sup>8</sup> Mályusz Elemér, *Zsigmondkori oklevéltár*, I, Budapesta, 1951, p. 376; D. Prodan, *Iobăgia în Transilvania în secolul al XVI-lea*, I, București, p. 131.

<sup>9</sup> *Ibidem*.

<sup>10</sup> Konrad G. Gündisch, *Siebenbürgen und der Aufruhr von 1403 gegen Sigismund von Luxemburg*, în „Revue Roumaine d'Histoire”, XV (1976), nr. 3, p. 417—418; Idem, *Magistrul Ioan Bulkescher, conducător al răscolului de la Bobilna*, în „Anuarul Institutului de istorie și arheologie din Cluj-Napoca”, XXV (1982), p. 197—198.

<sup>11</sup> *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, IV, Sibiu, 1937, p. 117—119; D. Prodan, *op. cit.*, p. 137.

<sup>12</sup> *Urkundenbuch*, IV, p. 273; D. Prodan, *op. cit.*, p. 137.

<sup>13</sup> Makkai László, *Kiadatlan oklevelek Koloszvár középkori történetéhez*, Cluj, 1947, p. 18—21; S. Goldenberg, *Clujul în sec. XVI. Producția și schimbul de mărfuri*, București, 1958, p. 25—27; Ștefan Pascu, *op. cit.*, p. 141—142; Demény Lajos, *Az 1437-38-as bábolnai népi felkelés*, București, 1960, p. 37—42; Konrad G. Gündisch, *op. cit.*, p. 198—200.

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 198—199.

<sup>15</sup> E. Mályusz, *Die Zentralisationsbestrebungen König Sigismundus von Ungarn*, Budapesta, 1960; L. Elekes, *Essai de centralisation de L'État hongrois dans la seconde moitié du XVe siècle*, Budapesta, 1960.

<sup>16</sup> *Corpus Juris Hungarici — Magyar törvénytár*, I, Budapesta, 1951, p. 219.

<sup>17</sup> *Corpus Juris Hungarici — Magyar törvénytár 1000—1895*, I, Budapesta, 1899, p. 176.

<sup>18</sup> Mályusz Elemér, *Zsigmondkori oklevéltár*, I, Budapesta, 1951, p. 219.

<sup>19</sup> *Ibidem*.

<sup>20</sup> *Ibidem*.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 219—220; D. Prodan, *op. cit.*, p. 135—136.

<sup>21</sup> G. Fejér, *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus et civilis*, X/3, Buda, 1838, p. 192—195 ; Knauz Nándor, *Az 1397. évi országgyűlés végzeménye*, in „Magyar Történelmi Tár“, III (1857), p. 236—237 ; *Corpus Juris Hungarici*, I, p. 214—215 ; V. P. Şuşarin, *Krestianskoe vosstanie v Transilvanii (1437—1438 gg.)*, Moscova, 1963, p. 103 ; D. Prodan, *op. cit.*, p. 136—137.

<sup>22</sup> *Corpus Juris Hungarici*, I, p. 238—241 ; V. P. Şuşarin, *op. cit.*, p. 104 ; D. Prodan, *op. cit.*, p. 137.

<sup>23</sup> Mályusz Elemér, *op. cit.*, II/2, Budapesta, 1958, p. 215—216 şi 261—262 ; D. Prodan, *op. cit.*, p. 137.

<sup>24</sup> Mihail Dan, *Sub flamura Taborului*, Bucureşti, 1964.

<sup>25</sup> L. Demény, *Documente noi referitoare la răscoala de la Bobilna*, in „Studii şi materiale de istorie medie“, IV (1960), p. 406—407.

<sup>26</sup> *Ibidem*, p. 410.

<sup>27</sup> *Ibidem*, p. 413.

<sup>28</sup> E. Hurmuzaki, N. Densuşianu, *op. cit.*, I/2, p. 621—622 ; *Urkundenbuch*, IV, p. 639—640 ; Ştefan Pascu, *op. cit.*, p. 169—172 ; D. Prodan, *Supplex libellus Valachorum. Din istoria formării naţiunii române*, Bucureşti, 1984, p. 94—101.

<sup>29</sup> Ştefan Pascu, *op. cit.*, p. 160—161 şi 167 ; Ludovic Demény, *Textele celor două înțelegeri, încheiate în 1437 între răsculaşi şi nobili, după documentele originale*, loc. cit., p. 99 şi 104.

<sup>30</sup> Ştefan Pascu, *op. cit.*, p. 167 ; Ludovic Demény, *op. cit.*, p. 104.

## RÉSUMÉ

L'étude présente la recherche de l'évolution du droit de libre déplacement des paysans de Transylvanie jusqu'au temps de la révolte des années 1437—1438 royaux de Louis d'Anjou et de Sigismund de Luxembourg.

L'auteur montre que la tentative des seigneurs de supprimer ce droit portait grave atteinte à la situation juridique et économique des paysans, et ceux-ci cherchaient, chaque fois qu'ils étaient soumis à de nouvelles obligations, à user de leur droit de déplacement pour se soustraire à ces obligations. Le déplacement à base des conventions conclues par les insurgés avec la noblesse et des décrets constituait pour la paysannerie un moyen de lutter contre l'aggravation de sa situation économique et sociale.

La politique du roi Sigismund de Luxembourg (1387—1437) favorable aux châteaux royaux, aux villes et au droit de libre déplacement des paysans, telle qu'elle résulte des différents actes officiels, doit être expliquée par la préoccupation du pouvoir central de consolider l'autorité royale par l'élargissement de sa base sociale.

## PRÉCIS

The author presents in his survey the development of the right of peasants free displacement in Transylvania until the uprising from the years 1437—1438 on the basis of the agreements concluded by rebels and nobles and by the royal decrees of Louis of Anjou and Sigismund of Luxembourg.

It is shown that masters' endeavour to abolish this rights was seriously prejudicial to the juridical and economic condition of peasants and the latter tried, every time when they were subjected to new obligations, to use their right of displacement in order to avoid these obligations, removal representing for peasants a way to struggle against aggravation of their economic and social condition.

Policy of king Sigismund of Luxembourg (1387—1437) that was favorable to the royal cities and towns and to the right of peasants free displacement, as it results from various official documents, has to be explained by the concern of the central power to strengthen the royal authority by enlarging its social basis.

<sup>1</sup> „Monitorul Oficial“, nr. 22 din 18 octombrie 1923, p. 344.

## Aspecte ale luptei moșilor pentru pământ oglindite în documentele de arhivă

TRAIAN RUS

„Au venit trei țărani din Țara Moșilor care au fost întotdeauna centru de rezistență națională, oameni săraci, lipiți pământului, fără ogor, trăind din venitul pădurilor. Cine nu-i știe pe morți mergând cu calul purtând hîrdatele în spinare? Cine nu știe de cîntecul cu care-și întovărășește rătăcirea? Și cine nu știe că în văile moșilor n-a putut pătrunde nici o stăpînire străină? Cine nu știe că acolo a fost o admirabilă cetate românească înaintea căreia orice pătrundere străină s-a zdrobit? Cine nu vede plutind în aer, ca o închipuire, steagul de la 1848, pe care l-au ținut în mină și moșnegii și femeile apărînd drepturile națiunii române în acel cuib de vulturi care a fost Țara Moșilor? Și au venit domnule prim-ministru la mine — și cu încredere las pîngerea lor pe masa dumată, care dumneata dacă nu poți guverna acolo unde ar fi trebuit să guvernezi nu poți da înapoi cînd se înfăptuiește o nedreptate pe care ești dator să o repari imediat — au venit trei flăcăi frumoși de acolo și mi-au spus: noi am venit, dar nu ne putem întoarce căci ne așteaptă nu numai mizeria, ne așteaptă răzbunarea. A cui răzbunare? Răzbunarea vechiului stăpîn de păduri ungur, a urmașului încălcătorilor din evul mediu, a celor care au pus plugul de fier pe grumazul poporului român”<sup>1</sup>.

Aceste cuvinte — ce redau sumbra tragedie a moșilor datorită unui trecut de crîncenă exploatare socială și națională din partea statului și autorităților dualiste — aparțin lui Nicolae Iorga și constituie conținutului interpelării adresate șefului guvernului în ședința Adunării Deputaților din 18 decembrie 1923 în problema pădurilor și pășunilor comunale ce trebuiau constituite, conform legislației agrare, pentru așezările din Munții Apuseni — vatră străbună de pământ românesc. Intervenția directă a marelui savant în favoarea moșilor a fost determinată de abuzurile săvîrșite cu ocazia înfăptuirii reformei agrare — „care reprezintă sentimentul nou al unei generații întregi” — de eludare a legii de către marii proprietari de păduri și întreprinderi forestiere — G. Banffy, M. Tischler, Grödel, I. Urmănczy, A. Bürger, A. Banffy, Bayer și alții — „bogați și cu vază politică”<sup>2</sup>.

Documentele arhivistice confirmă întru totul abuzurile la care se referă Nicolae Iorga în interpelarea sa. Astfel, contele G. Banffy „absentistul și mare agitator contra statului român”, încălcînd prevederile legale, a cedat dreptul de exploatare asupra celor 12.000 jugăre de pădure, situate în hotarul a 20 așezări moșești din zona Huedinului, Societății „Fehervizi” prin contractul din 30 noiembrie 1919 și Societății „Bihor — Sălăgeanu” prin directorul ei Fischer, la 17 octombrie 1922. În exploatarea acestei suprafețe a fost antrenată și Societatea „Călățele” care avea ca principal proprietar pe baronul Grödel.

Comisia de ocol Huedin, prin hotărîrea din 7 decembrie 1922, a declarat expropriată întreaga suprafață. În urma apelului moșierului și societăților, Comi-

<sup>1</sup> Monitorul Oficial, nr. 22, 18 octombrie 1923, p. 344.

<sup>2</sup> Arh. St. Buc., fond Ministerul Justiției, Direcția judiciară, dosar 95/1923, f. 186.

sia județeană, invocând dreptul ce decurge din art. 36 al Legii agrare, a scutit de la expropriere 70 la sută din suprafața respectivă, fără a cere în prealabil aprobarea Comitetului Agrar. În realitate, moșierul nu deținea nici un fel de instalație industrială pe această suprafață.

Ancheta întreprinsă la cererea țăranilor, de Înalta Curte de Casație și Justiție, ajunge la concluzia că hotărîrea Comisiei județene, care a adus prejudicii serioase moșilor și mari profituri proprietarului, constituie un motiv de indignare pentru locuitorii din zona Huedinului care se văd despuiați de drepturile ce le-au fost conferite de legea agrară dar pe care autoritățile, chemate să o aplice, „prin modul de procedare, le-a înlăturat în folosul aceloră pe care locuitorii de veacuri i-au privit ca asupritorii și exploataorii lor”. Avînd în vedere că această stare de lucruri a creat o atmosferă de neîncredere printre moși „în autoritățile însărcinate cu aplicarea legii agrare în Ardeal”, în raportul încheiat în urma anchetei se propune revizuirea hotărîrii Comisiei județene în favoarea țăranilor nedreptățiți, pentru a preîntîmpina „o acțiune violentă din partea acestor oameni veșnic în acțiune contra asupritorilor de veacuri”. Consideră că cei însărcinați cu aplicarea legii trebuie să respecte întru totul spiritul de dreptate ce a fost în cugetul și în sufletul aceloră care au înlăptuit reforma agrară „cu scopul dezrobirii muncitorilor de pămînt”<sup>3</sup>.

În unanimitate, țăranii „reactivi în contra nedreptăților” s-au opus aplicării hotărîrii Comisiei județene, avertizînd că „fiecare copac costă un cap de moș”. Conștienți că în lipsa suprafeței respective nu au posibilitatea „să exercite industria lor casnică cu material lemnos ce le era asigurat prin lege, rămînînd în suferințe, pe cînd exploataorii se îmbogățeau în paguba lor”, moșii s-au ridicat la luptă. Semnalul l-au dat cei din Răchitele, județul Cojocna, care au protestat cu hotărîre împotriva „acaparatorilor prin fraudă a pădurilor cuvenite lor pe baza legii agrare”. La 22 noiembrie 1922 „s-au dus la pădure înarmați cu topoare, securi și ciomege”, au dezarmat pădurarii și au alungat pe cei ce exploatau materialul lemnos. Acestora li s-au alăturat așezările moșești păgubite prin modul defectuos de aplicare a legislației agrare.

Revoluția țăranilor „a fost înăbușită prin metode barbare” de o companie de jandarmi comandată de cpt. Brudea, prin aceasta urmărindu-se după cum se subliniază într-un document al vremii, „de a-i îndepărta pe moși a mai reclama dreptul lor la pădure” și a asigura astfel „exploatare liberă a folosinței a materialului lemnos”. La banchetul oferit de moșier, la Huedin în hotelul „La tigrul”, în cinstea acestei „victorii”, cel ce a condus cu cruzime represaliile și-a încheiat toastul cu cuvintele „Beau singele moșilor!”.

Prim-procurorul județului Cojocna a ordonat punerea sub acuzare a 50 de moși „pentru violență”, a primarului și notarului din Răchitele „ca agenți provocatori” și a unui inginer silvic „ca instigator”. Jandarmii și comandantul lor au fost absolviți de învinuire sub motivul că faptele reclamate de țăranii „nu sînt dovedite”, ceea ce a provocat indignarea locuitorilor Țării Moșilor. De teama izbucnirii unor noi revolte, în special în cele 20 așezări aflate în proces cu moșierul Banffy<sup>4</sup>, s-a ordonat de către Ministerul Justiției efectuarea unei anchete. În urma cercetărilor întreprinse, procurorul de la Înalta Curte de Casație ajunge la concluzia că acțiunea țăranilor a fost justă deoarece moșii s-au opus exploatareii pădurilor de către moșier „nu în mod violent”. Condamnînd intervenția brutală a jandarmilor, soldată cu rănirea și arestarea unora dintre țăranii, cere anularea hotărîrii prim-procurorului județului Cojocna, deoarece „răbdarea moșilor” și

<sup>3</sup> Arh. St. Cluj, fond Reforma agrară din 1921, dosar 1, f. 141—145.

<sup>4</sup> Este vorba de: Răchitele, Frăsinet, Serind, Calata Mare, Rogojel, Dealul Botii, Buteni, Ciucea, Vișag, Tranis, Secueni, Bociu, Bologa, Sebișul Mare, Lunca Vișagului, Belis, Poieni, Mărgău, Mănăstireni, Buteni.

„o reacțiune violentă“ din partea acestora „nu se știe prin ce jertfă se va putea potoli“<sup>5</sup>.

În numele moșilor, Amos Frincu, în calitate de apărător al acestora, intervine, printr-un memoriu la șeful guvernului, căruia i-a solicitat sprijinul pentru a se curma „fără amânare jaful și nelegiuirea“ și să se aplice sancțiuni aspre celor vinovați de săvârșirea de abuzuri<sup>6</sup>. La rîndul său, Inspectoratul județean silvic care a condamnat abuzurile săvârșite în problema reformei agrare, consideră că pădurile în litigiu, în apărarea cărora s-au ridicat la luptă locuitorii din Răchitele și așezările vecine, trebuie să intre, de drept, în posesia moșilor. „Nimic nu îndreptățește — se arată în raportul din 31 ianuarie 1924 — să protejăm un grup de persoane bogate și influente, ca prin acest act să răpim drepturile legitime ale locuitorilor, luîndu-le păduri de o imensă valoare și lăsîndu-le în folosul unei societăți care este contribuită pentru a frauda locuitorii la baza lor“<sup>7</sup>.

Guvernul, „alarmat de situația moșilor“, a numit o comisie care să cerceteze nemulțumirile acestora și să propună măsuri concrete în vederea „ridicării stării economice“ a locuitorilor Munților Apuseni. Activitatea acesteia, cu toate că i s-au prezentat la Cluj de către moși peste 1000 de scrisori cu nemulțumirile și doleanțele lor, s-a concretizat doar în telegrama din 12 aprilie 1924 adresată ministrului agriculturii în care se propune: oprirea exploatarei pădurilor de către firmele forestiere, anularea hotărîrilor comisiilor de ocol și județene ce privesc pe marii proprietari ai pădurilor din Țara Moșilor aflate în județele Cojocna, Turda-Arieș, Alba Inferioară, Bihor și în vechiul Zarand; începerea unei noi proceduri de împrăștiere și expropriere pentru așezările moșești<sup>8</sup>.

Sub presiunea opiniei publice și a hotărîrii moșilor de „a pune din nou mîna pe topor“, instanțele judecătorești i-au achitat pe participanții la revoltă de la Răchitele sub motivul că acțiunea acestora „a fost legitimă“ deoarece s-a încălcat „fățîș legea și dreptul în aplicarea reformei agrare“<sup>9</sup>.

O amploare deosebită au cunoscut acțiunile de protest și revoltă ale moșilor împotriva moșierului absentist I. Urmanczy care „azi alarmează străinătatea contra valachilor barbari“, cunoscut fiind că în 1918 „a pus și ars pe rug 46 de moși de la Belis — Bălcești“. Încălcîndu-se prevederile legislației agrare, acestuia i s-au scutit de la expropriere, din totalul de 24.000 jugăre exploatate de Societatea „Călățele“ în decursul vremii, pe baza unui contract oneros încheiat cu sprijinul direct al autorităților austro-ungare, o suprafață de pădure în întindere de 2.000 jugăre. În același mod s-a procedat și în cazul domeniilor contelui U. Teleky, contesei Clementina Mikes și baronului Kemeny.

Doleanțele moșilor, cu trimitere directă la așezările din zona Huedinului, au fost expuse în fața regelui Ferdinand de către o delegație formată din 100 țărani. Monarhul a pus următoarea rezoluție pe memoriul țăranilor, la 18 decembrie 1925: „În tot cazul nu voi lăsa să piară nici pe moși, nici dreptatea lor“<sup>10</sup>. Acest răspuns „părintesc“ s-a concretizat doar în trimiterea pentru ajutorarea moșilor a două vagoane de cereale, ajutor considerat de presa oficială, cu mult zgomot, ca „o mică mîngiere și un început de serioasă nădejde în acțiunea de salvare a guvernului“. De fapt scenariul a fost asemănător cu cel din 1919, cînd, la Cîmpeni și Cluj, regele recunoscînd ca îndreptățite doleanțele locuitorilor Țării

<sup>5</sup> Arh. St. Cluj, fond Donația Amos Frincu, dosar 12, f. 271.

<sup>6</sup> „Patria“, VI, 156, 26 iulie 1924.

<sup>7</sup> Arh. St. București, fond Ministerul Justiției, Direcția judiciară, dosar 95/1923, f. 197.

<sup>8</sup> Arh. St. București, fond Președinția Consiliului de Miniștri, dosar 3/1924, f. 175—176.

<sup>9</sup> Idem, dosar 13/1924, f. 115; Arh. St. Cluj, fond Reforma agrară din 1921, dosar 1, f. 49.

<sup>10</sup> Arh. St. Cluj, fond Reforma agrară din 1921, dosar 1, f. 49.



Moșilor, a promis că „pădurile și pășunile din Munții Apuseni vor fi ale moșilor”<sup>11</sup>.

Grija „părintească” a monarhului și „acțiunea de salvare” a guvernului s-au văzut și în atitudinea pe care aceștia au adoptat-o față de conflictul dintre moși și marele proprietar Mauriciu Tischler, care a durat ani de zile, pricinuind pagube enorme țăranilor.

Comisia de ocol Huedin, avind în vedere prevederile legii de reformă agrară și faptul că „locuitorii munților au conștiința nemutabilă că pădurile și pășunile au fost ab antice proprietatea moșilor” prin hotărârile din 27 mai, 11 și 13 iunie 1925, a expropriat, după cum era firesc, în întregime domeniul Tischler — Bürger din Țara Moșilor, în întindere de 15.962 jugăre, în scopul împroprietăririi localităților Vișag, Tranis, Beliș, Rogojel, Secueni, Ciucea, Poeni, Baci, Lunca Vișagului și Bologa.

Nemulțumiți, moșierii cer revizuirea acestor hotărâri. Comitetul Agrar pentru a cunoaște adevărata situație delegă la 4 noiembrie același an pe inspectorii generali Ion Popescu-Pera și Grali Golgoteanu să cerceteze această problemă la fața locului și, în funcție de rezultat, să facă propuneri corespunzătoare, în baza raportului prezentat de aceștia, Comitetul Agrar, prin decizia din 18 martie 1926, a scutit de la expropriere o suprafață de 8.588 jugăre, celor 10 așezări moțești repartizându-li-se doar 7.374 jugăre pentru constituirea de păduri și pășuni comunale.

Comisia de ocol Huedin, căreia i s-au adresat moșii, trecînd peste decizia Comitetului Agrar, hotărăște, la 7 ianuarie 1927, a doua expropriere a domeniului Tischler-Bürger, hotărâre ce a fost validată și de comisia județeană. Și de data aceasta, cei doi moșieri înaintează cererea de revizuire în care, pe tonul arrogant al fostului stăpîn din imperiul dualist, consideră că „într-o țară constituțională este inadmisibil ca un for subaltern să declare neexecutabilă hotărîrea celui mai înalt for și să anihileze hotărîrea definitivă a ultimei instanțe”, ceea ce constituie „violare de lege și exces de putere” din partea autorităților locale „un fel de bolșevism”. Trec însă sub tăcere pagubele enorme aduse așezărilor moțești, prin exploatarea materialului lemnos de pe suprafața în litigiu, a cărei valoare s-a ridicat la 43.130.000 lei. În încheierea petiției, ei, asupritorii rapaci și nemiloși, se erijează în apărătorii legii și ai ordinii de drept. „Nimic nu este mai primejdios pentru existența unei națiuni — concluzionează aceștia — decît această desconsiderare a legii și a hotărîrilor judecătorești care apără drepturile cetățenilor căci ele conduc la zdruncinarea ordinii sociale”<sup>12</sup>.

Comitetul Agrar admite cererea de revizuire a moșierilor și anulează hotărîrea Comisiei de ocol Huedin, ceea ce, pe bună dreptate, provoacă noi nemulțumiri în rîndul moșilor. La 24 iunie 1928, de pildă, cei peste 2.000 de moși adunați la Fîntînele pentru a cinsti „memoria celor căzuți în lupta contra ungurilor pe acest teritoriu în anul 1848” au cerut urgentarea lucrărilor de reformă agrară și constituirea de pășuni și păduri comunale din suprafețele deținute de marii proprietari<sup>13</sup>. Agitația ce domnea în Țara Moșilor a determinat Ministerul Agriculturii și Domeniilor să dispună reluarea cercetărilor în problemele ridicate de moși. Ancheta întreprinsă a evidențiat că raportul întocmit de Popescu-Pera și Golgoteanu și care a stat la baza deciziei Comitetului Agrar, este un fals grosolan. La aceeași concluzie au ajuns și reprezentanții guvernului — Gh. Tătărescu și Gh. Cipăianu — trimiși la Cluj și Huedin pentru cercetarea plîngerilor moșilor. Concluzionînd că problemele ridicate de aceștia, în decursul anilor, sînt „drepte și de facto și jure” au promis, în numele prim-ministrului, că împroprietărirea moșilor se va face în conformitate cu prevederile legii agrare.

<sup>11</sup> Ibidem, f. 135.

<sup>12</sup> Ibidem, f. 96—98.

<sup>13</sup> Arh. St. București, fond Ministerul Justiției, Direcția judiciară, dosar 81/1928, f. 18.

Cazul a fost deferit Parchetului Cluj și apoi prin declinare de competență celui de Ilfov care, prin judecătorul de la Cabinetul 7 de instrucție, ajunge la concluzia că cei doi inspectori generali nu s-au deplasat în comunele respective pentru stabilirea situației de fapt și cunoașterea nevoilor reale ale țăranilor în concordanță cu prevederile legii agrare. S-au mulțumit „să ia numărul capilor de familie“ de pe un certificat prezentat de Tischler în care se specifica „numărul caselor și nu al capilor de familie“. De asemenea, în raportul întocmit, n-au specificat că localitățile aflate în litigiu sînt în zonă de munte, iar ocupația de bază a moșilor o constituie creșterea animalelor și prelucrarea lemnului, ceea ce, conform legislației agrare, îi îndreptățește la împroprietărirea cu întinderi mai mari de păduri și pășuni. Reaua credință de care au dat dovadă cei doi inspectori, rezultă și din faptul că cercetarea problemelor multiple ridicate de moși s-a realizat superficial, timp de o zi, iar raportul înaintat Comitetului Agrar l-au redactat la Cluj „la sugestiile oamenilor lui Tischler“. Deși falsul este evident reprezentantul justiției opiniază că aceste concluzii la care au ajuns Popescu-Pera și Golgoteanu se datoresc „neglijenței și lipsei de conștiință în deplinirea atribuțiunilor și nu intenției delictuoase“ și ca urmare fapta lor nu se poate considera „a fi răspundere penală“.

Încercarea de a abate pe alt drum procesul intentat moșierilor, a determinat pe moși să adreseze Tribunalului Ilfov, la 28 august 1930, un memoriu în care cer cu hotărîre sancționarea prin condamnare a inculpaților și a tuturor complicilor lor „agenți provocatori, autorii lor principali și subsidiari ori tăinuitori, traficanți de influență“ și obligarea acestora de a plăti integral toate daunele materiale și morale cauzate comunelor. Din citirea cu atenție a acestui memoriu — rechizitor rezultă că pădurile și pășunile din Munții Apuseni au fost răpite, în decursul veacurilor, de la moși de către „statul ungar și magnații unguri ca domenii private“. Întinsele suprafețe aflate în litigiu au trecut din proprietatea baronului Iosika „pe prețuri de batjocură“ în posesiunea „actualilor speculatori de obîrșie străină“. După ce se arată că întinșii codrii din Țara Moșilor „au format obiectul altor zece revoluțiuni și al memorandelor fără sfîrșit la Curtea din Viena“ se subliniază aportul moșilor la înfăptuirea Marii Uniri, plătind devotamentul lor nemărginit față de patria română“ cu o serie lungă de martiri, unii arși pe rug, alții asasinați“. După ce se trec în revistă acțiunile întreprinse de moși, în perioada 1922—1930, pentru apărarea drepturilor lor, precum și promisiunile făcute de rege și guvernele ce s-au perindat la cîrma țării, autorii memoriului consideră că modul cum s-a acționat de către moșieri demonstrează că „s-a lucrat cu plan diabolic pentru dezbrăcarea de drepturi agrare a sătenilor cu mijloace nelegale, fătîșe și oculte“ care au împins pe moși „la fapte de apărare legitimă cum au fost cele pedepsite prin achitare de justiție de la Albac și Răchitele“<sup>14</sup>.

Deoarece Cabinetul 7 de instrucție Ilfov prin ordonanța definitivă din 16 octombrie 1930 declară stinsă acțiunea publică deschisă împotriva lui Golgoteanu, care s-a sinucis în timpul anchetei, și a clasat problema deoarece s-a constatat că Popescu-Pera „a lucrat fără intenții delictuoase“, moșii, printr-o petiție, au ce-

<sup>14</sup> Este vorba de revoltele moșilor din Răchitele, județul Cojocna (noiembrie 1922), despre care am relatat, și din Albac, județul Alba Inferioară (vara anului 1922). Din ordinul ministerului agriculturii, o întinsă suprafață de pădure, proprietatea statului a fost dată pentru exploatare antreprenorului Gross, pădure stăpînită din vechime de către moși prin sistemul arendării. Locuitorii din Albac s-au opus acestei hotărîri, au intrat cu forța în pădure și, cu arma în mînă au interzis pătrunderea străinilor pentru exploatarea suprafeței respective. Rezistența dîră a moșilor a avut drept rezultat constituirea, din această suprafață, în urma împroprietăririi, a pășunii și pădurii comunale.

rut din nou sechestrarea averii inculpaților. Judecătorul de instrucție a respins această cerere ca „neadmisibilă“.

Avându-se în vedere că „lumea moșilor este neliniștită“ iar în așezările din Munții Apuseni există „o stare de nemulțumire“ s-a ordonat Parchetului din Cluj, la 3 decembrie 1930, să efectueze un „supliment de cercetare“ cu privire la Popescu-Pera. Verificările întreprinse au evidențiat, printre altele, faptul că în litigiul dintre moși și moșieri au intervenit „o serie de samsari de afaceri, politicieni din toate partidele“. În 1926, de exemplu, au început tratative între stat și Tischler pentru cumpărarea moșiilor respective cu suma de 60.000.000 lei, care apoi să fie vândute moșilor la prețuri de expropriere. În 1928 s-a încercat din nou punerea pe tapet a vânzării întinselor suprafețe de pădure, intenția neputându-se materializa datorită protestului vehement al moșilor. În timpul guvernării național-țărănistă, s-au reluat tratativele cu Tischler, căruia i s-a propus o despăgubire de 90.000.000 lei plus o suprafață de pădure în întindere de 4.000 jugăre în altă parte. În urma protestului opiniei publice, a intervenției apărătorilor moșilor în Parlament această afacere oneroasă a eșuat. De asemenea, a rezultat încercarea moșierilor de a corupe avocații moșilor cărora le-au promis suma de 8.000.000 lei dacă „abandonează lupta pentru revizuirea procesului de expropriere“<sup>15</sup>.

Deși dreptatea era de partea lor, moșii n-au reușit, în perioada respectivă, să intre în posesia întinselor suprafețe de păduri ce le reveneau de drept prin reforma agrară și pentru că Tischler „plasa întotdeauna unde trebuia banul“ și astfel cererile drepte ale acestora „nu întâlneau decât refuzuri dușmănoase“<sup>16</sup>.

În timpul anchetei ordonate, la începutul lui decembrie 1930, Popescu-Pera, în interogatoriul luat, nu a recunoscut învinuirea ce i s-a adus, declarând că a „lucrat cu toată onestitatea, neputând interesul proprietarului Tischler“. Cu toate acestea, ancheta a scos în evidență faptul că Golgoteanu a fost „necinstit“, lăsând să se înțeleagă prin activitatea desfășurată, că este „favorabil lui Tischler“ deoarece „așa vrea ministrul respectiv de pe atunci“. La rîndul său, Popescu-Pera, cu toate că a pretextat „motivul cu teamă de ministru“, prin modul în care a acționat în problema cercetărilor în Țara Moșilor s-a „solidarizat cu interesele moșierilor“<sup>17</sup>.

La 9 februarie 1931, Curtea de Apel din București ajunge la concluzia că atitudinea infractoare a celor doi inspectori generali nu se datorește neglijenței ori ușurinței în îndeplinirea atribuțiilor de serviciu, ci implică intenția frauduloasă, în sensul că raportul întocmit cuprinde „acel date neadevurate cu bună știință și cuget vădit de a părtini pe proprietarul Tischler, în dauna părților potrivnice“. Ca urmare, hotărăște punerea sub urmărire a lui Popescu-Pera și trimiterea lui înaintea Tribunalului Ilfov spre a fi judecat conform legii<sup>18</sup>. Luarea acestei decizii a fost determinată și de faptul că în Munții Apuseni s-a creat „o stare de spirit zguduitoare“ ca urmare a tergiversării ani de-a rîndul, a aplicărilor corecte a prevederilor legii agrare. Tocmai ca urmare a acestei situații, revoltele care „fulgeră deocamdată numai ici, colo“ amenință „să se întindă și descarcă asupra întregii Țării Moșilor, infometată și nedreptățită“<sup>19</sup>.

Țăranii considerau, pe bună dreptate, că acțiunea contra inculpatului Popescu-Pera are și un caracter național deoarece prin acest proces se urmărește „repararea unei monstruoase nedreptăți“ și repunerea moșilor, a „acestor vașnici luptători ai românismului“ în drepturile lor, dîndu-le posibilitate „de a trăi pe pămîntul unde soarta i-a hărăzit“. Pentru aceasta trebuia însă rupt „ultimul

<sup>15</sup> Arh. St. Cluj, fond Reforma agrară, din 1921, dosar 1, f. 45—46.

<sup>16</sup> „Graiul Moșilor“, II, 16, 18 iunie 1933.

<sup>17</sup> Arh. St. Cluj, fond Reforma agrară din 1921, dosar 1, f. 26.

<sup>18</sup> Ibidem. f. 26—27

<sup>19</sup> Ibidem, f. 50.

lanț al iobăgiei“ după cum se sublinia în memoriul celor 10 comune adresat la 9 aprilie 1932 Ministerului Justiției<sup>20</sup>.

Judecarea procesului a fost amînată din oficiu de mai multe ori „pentru lipsă de timp“ la aceasta contribuind activitatea febrilă desfășurată de cei șapte avocați angajați de Tischler „renumiți prin talentele lor“ printre care amintim pe Mitiță Constantinescu, fost secretar general al Comitetului Agrar și N. Nicolaescu, fiul președintelui Senatului liberal. În timpul guvernării P.N.T. s-a încercat de către președintele acestuia desemnarea unei „celebrități de apărători“ național-tărăniști pentru sprijinirea comunelor moșești în procesul cu Tischler, încercare ce a eșuat însă. Amos Frincu, în numele țărănilor a refuzat imixtiunea „politicismului de partid în chestiunea moșilor, cărora le-au făcut atît rău în trecut“, pentru „a evita compromiterea cauzei drepte apărată cu îndirjire în curs de aproape un deceniu“<sup>21</sup>.

Solidaritatea cu cauza dreaptă a moșilor din zona Huedinului a fost impresionantă. În perioada 1932—1933, de pildă, pe întreg cuprinsul Țării Motilor s-au organizat adunări cu participarea a mii de locuitori unde, printre altele, s-a cerut trecerea pădurilor „care au fost reclamate de comune ca proprietate și pe calea memorandelor și pe calea armelor în trecut „în proprietatea așezărilor“ moșești<sup>22</sup>. Totodată, s-a constituit „Comitetul de apărare pentru cauza moșilor“. „Alianța avocaților români din țară“ cu sediul la Cluj, și-a oferit cu generozitate serviciile. Apărătorii moșilor, printre care Amos Frincu și Istrate Micescu, au pledat în mod gratuit. Sumele necesare deselor deplasări ale delegaților comunelor la Cluj și București au fost suportate de diferite persoane particulare, distingîndu-se, în acest sens, căpitanul invalid Emil Stancu care, disperat de tergiversarea procesului și de metodele oneroase folosite de moșier, a rănit cu un foc de revolver pe M. Tischler, la 29 mai 1933, în Palatul de Justiție.

Moșii și-au expus din nou, cu fermitate, punctul lor de vedere în problema reformei agrare la întîlnirea pe care ministrul Emil Hațieganu a avut-o în ziua de 24 iunie 1934, la Huedin cu reprezentanțele localităților Ciucea, Poeni, Valea Drăganului, Lunca Vișagului, Bologa, Bedeciul, Mărgău, Răchitele, Visag, Trainis, Rogojel, Bociu, Călata și Bălcești<sup>23</sup>. De asemenea, în mai 1934 cu ocazia consfătuirilor organizate de guvern la Cîmpeni și Huedin, la care au participat reprezentanții moșilor, primul ministru și opt miniștri, printre problemele discutate au figurat și cele referitoare la constituirea de pășuni și păduri comunale pentru așezările aflate în proces cu Tischler. Măsurile stabilite cu această ocazie, nefiind validate prin jurnal al Consiliului de Miniștri ori decizie ministerială, n-au putut fi traduse în viață. „A trecut vizita ministerială — remarca un bun cunoscător al situației moșilor — Țara Moșilor a rămas iarăși singură, uitată și tăcută. Arieșul în drumul lui le plînge durerea moșilor, iar tulnicile amarul vieții, munții nu mai au cîntece, nici văile liniște și pace“<sup>24</sup>.

Procesul dintre moși și marele proprietar Tischler s-a încheiat în mai 1936. „De aproape 12 ani — se subliniază într-un articol apărut în presa vremii — procesul a fost purtat de la o instanță de judecată la alta, mereu a fost amînat din cauză că martorii sînt oameni care ocupau demnități mari așa că nu se puteau lăsa mandate de aducere contra lor“<sup>25</sup>. Curtea de apel a condamnat pe Popescu-Pera la un an închisoare și amendă în bani, iar moșii au intrat în posesia pădurilor ce le reveneau, conform prevederilor legii de reformă agrară, din domeniul Tischler-Bürger.

<sup>20</sup> Ibidem, f. 67.

<sup>21</sup> Ibidem, f. 81—82.

<sup>22</sup> Arh. St. București, fond Președinția Consiliului de Miniștri, dosar 19/1933, f. 7.

<sup>23</sup> „Graiul Moșilor“, II, 17, 2 iulie 1933.

<sup>24</sup> Ibidem, II, 11, 27 mai 1934.

<sup>25</sup> „Graiul Moșilor“, II, 11, 14 mai 1936.

Terminarea acestui proces penal n-a însemnat însă încetarea luptei moșilor împotriva exploataților. Documentele de arhivă semnalează dese ridicări la luptă pe întreg cuprinsul Țării Moșilor, inclusiv în zona așezărilor care ani de-a rândul au dus o luptă neostoită pentru apărarea drepturilor strămoșești. Astfel, moșii din Bălceți, Dealul Calului, Ciurcuța de Sus, Ciurcuța de Jos, Albac și Arada, „s-au agitat și amenințat pe proprietarii forestieri“ în vara anului 1936, și au cerut autorităților să le creeze locuri de muncă „pentru plasarea șomerilor care nu-și mai pot întreține familiile cu copii numeroși“. Comisia trimisă la fața locului a ajuns la concluzia că pentru liniștirea „stării de spirit“ care „este agitată“ nu „se poate ajunge prin forțe înarmate, reprimări și prin acțiunea jandarmeriei, ci prin măsuri judicioase“ din partea autorităților în scopul „evitării oricărui început de revoltă care ar putea genera în conflict sîngeros“<sup>26</sup>.

La sfîrșitul anului 1938 moșii din Măguri, Răcătău, Mărișel și Someșul Rece au refuzat să lucreze la exploatarea pădurilor aparținînd Societății forestiere din Gîlău pe motivul că ei „își revendică dreptul de proprietate asupra acestor pături“. Sub presiunea celor 250 de țărani adunați în curtea întreprinderii, în Consiliul de administrație al Societății a fost numit un reprezentant al comunelor aflate în conflict cu aceasta<sup>27</sup>.

Acțiunile hotărîte ale moșilor împotriva marilor proprietari funciari, pentru aplicarea corectă a prevederilor democratice ale legii de reformă agrară, se încadrează organic în ampla luptă dusă de întregul nostru popor, în perioada interbelică, pentru libertate socială. Sînt episoade luminoase, eroice ale fiilor Țării Moșilor, a acestui străvechi colț de țară românească. Speranța „că va trebui să ajungă la soare și dreptate și Țara Moșilor“<sup>28</sup> a putut deveni realitate însă numai în condițiile socialismului, cînd moșii, stăpîni pe munca și destinele lor și-au făurit o viață nouă, fericită, lipsită de griji și dureri.

<sup>26</sup> Arh. St. București, Fond Ministerul Justiției, dosar 18/1936, vol. 1, f. 25.

<sup>27</sup> Arh. St. Cluj, fond Parchetul general al Curții de Apel Cluj, dosar 36/1939, f. 2.

<sup>28</sup> Ibidem, fond Reforma agrară din 1921, dosar 1, f. 50.

## RÉSUMÉ

En faisant appel sources documentaires inédites, l'auteur présente des aspects de la lutte des paysans „moși“ pour obtenir des terres durant 1922—1938, leurs actions fermes contre les grands propriétaires fonciers pour la correcte application des spécifications démocratiques de la réforme agraire, intégrées organiquement dans la lutte du peuple entier, pendant a période d'entre les deux guerres mondiales pour liberté sociale. Ce sont de brillants épisodes des fils de „Țara Moșilor“ de cet ancien coin de pays roumain, dont les espérances sont devenues réalités seulement dans les conditions du socialisme.

## PRÉCIS

The author, using the unpublished documentary sources, presents some aspects, as regards the struggle for land, during 1922—1938, of the Romanians from the region of the Apuseni Mountains (moși) their firm actions against the great landowners for the right bringing into operation of the democratic provisions of the Land Reform Law, within the framework of the broad struggle for social liberation carried on, in the inter-war period, by the entire Romanian people. There are evoked the glorious and heroic episodes of the Romanians' life in this ancient part of Romanian country, whose hopes could be achieved only in the socialist conditions.

# TEORIE ȘI PRACTICĂ ARHIVISTICĂ

## Valoarea documentar—istorică a documentelor create în justiție (II)

**Mihai Cerghedeau** — Filiala Arhivelor Statului Hunedoara. Doresc să subliniez: citeva opinii în ceea ce privește competența instanțelor și notariatelor și stabilirea termenului de permanent pentru documentele create.

Punerea în discuție a categoriilor de documente cu caracter permanent create și deținute de organele judecătorești este necesară și utilă, atât în privința arhivelor mai vechi cât și în privința arhivelor contemporane.

În cadrul județului Hunedoara, unitățile judecătorești păstrează o cantitate însemnată de documente. Conturarea în cadrul discuțiilor noastre a categoriilor de documente cu caracter permanent ar facilita mult lucrările de selecționare și de stabilire a documentelor care vor intra în Fondul Arhivistic Național, ar contribui la eliberarea unor spații de depozitare și, nu în ultimul rând, ar contribui la reintroducerea în circuitul economic a unor importante cantități de maculatură.

Pentru sistematizarea expunerii am face pentru început distincția între documentele: 1) create de judecătoria și tribunale, 2) tribunale supreme; 3) curți de casație etc. Am mai supune apoi în discuție documentele create: 4) de notariate (cu atât mai mult cu cât multe din activitățile notariale în diferite perioade de timp intrau în competența judecătorilor), 5) arhivele colegiilor de asistență judecătorească și în sfârșit, arhivele colegiilor de asistență juridică.

Din alt punct de vedere, am distinge, în ceea ce privește modul de abordare al problemelor: 1) arhivele vechi și 2) arhiva curentă creată în ultimele decenii de organele de justiție.

La toate instituțiile subordonate Ministerului Justiției documentele create pot fi împărțite în două categorii mari. Așa zisele: „documente prezidențiale”, care nu sînt altceva decît cele care privesc îndrumarea de principiu de către organele superioare, rapoartele și informările instanțelor (periodice sau pe probleme), precum și activitatea administrativ-gospodărească a fiecărei unități în parte, de personal, de dotare, financiară etc. Asupra acestor documente arhiviștii trebuie să-și îndrepte atenția în primul rând, indiferent de la ce instituție provin. Indicatorul Ministerului Justiției în vigoare la data actuală, aș spune, le acordă atenția cuvenită. Din cele 36 dosare comune tuturor unităților 12 sînt cu termen de păstrare permanent, ceea ce reprezintă 33%. Sînt însă cazuri de termene exagerate. Dintre documentele preconstituite cu termene de păstrare permanente (evidență de personal, evidența arhivei și a ștampilelor, a bibliotecii) sînt unele cu termene permanente care nu se justifică. Este cazul pozițiilor 37 comparînd-o cu registrul general de intrare-ieșire care are termen 30 de ani. De asemenea, sînt prea mari termenele de păstrare pentru pozițiile 44—45. Separat de aceste aprecieri generale, în cazul arhivei prezidențiale, atenția arhivistului trebuie să fie deosebită, verificarea dosarelor propuse pentru eliminare trebuie făcută pentru fiecare în parte, cu atât mai mult că nu cunoaștem întotdeauna modul de organizare al acestor arhive și mai ales gradul de conștiinciozitate a funcționarului instanței de la o dată sau alta.

Din punctul de vedere al vechimii documentelor care constituie arhiva prezidențială, problemele care se pun sînt, în esența lor, aceleași. Arhivistul judecă unitatea arhivistică în raport de valoarea ei documentar-istorică.

Cantitatea cea mai mare de arhivă, creată în cadrul unităților de justiție o reprezintă dosarele de cauze. Acestea ridică cele mai diferite probleme de ordin social, economic și politic. Stabilirea termenului de păstrare permanent pentru un dosar sau altul este dificilă, aceasta implicînd cunoașterea epocii istorice, a fenomenelor caracteristice din acea epocă, a gradului de periculozitate socială, a faptei

respective, așa cum a fost considerată la acea dată, a conjuncturii sociale etc. Judecarea mecanică a valorii documentare a unui dosar după cuantumul pedepsei aplicate este un criteriu, dar care nu poate fi absolutizat.

A atunci când se abordează problema stabilirii documentelor cu caracter permanent trebuie bine cunoscută competența instanței. În prezent judecătoriile au competență de judecată pentru infracțiuni pasibile de pedepse cu privarea de libertate de peste 15 ani. Aceasta ar însemna din punctul de vedere al Indicatorului Ministerului Justiției din 1980 că judecătoriile nu crează documente cu caracter permanent (excepție făcând cele privind statutul civil al persoanelor). Privind astfel lucrurile, ne pîndește pericolul selecționării totale a acestor fonduri. Este numai o impresie, deoarece în momentul emiterii încheierii acțiunii aceasta se întocmește în mai multe exemplare, din care unul intră la mapele cu hotărîri ordonate în ordine cronologică. În plus, în momentul selecționării de la fiecare dosar se extrage încheierea, constituindu-se o nouă serie de mape cu hotărîri. Din punct de vedere arhivistic, sîntem indiscutabil în fața unor dublete. Din punct de vedere juridic, se invocă unele argumente de procedură sau execuționale, deși aceste aspecte pot fi foarte bine urmărite în alte evidente.

În condițiile păstrării mapelor complete cu hotărîri se pune întrebarea la ce mai servește registrele de urmărire a hotărîrilor penale și a celor pentru transcrierea hotărîrilor de punere sub interdicție după expirarea termenelor de prescripție? În concluzie, în privința dosarelor cu cauze de la judecătoria, din punct de vedere documentar arhiva de bază o constituie mapele complete cu încheieri. În acestea sînt rezumate cauzele, sînt cuprinse hotărîrile, la acestea se face apel în caz de revenire asupra cauzei etc. Se vor reține permanent dosarele întregi care prezintă valoare deosebită prin piesele pe care le conțin, chiar dacă prin natura sa cauza nu ar implica un interes deosebit.

În privința arhivelor vechi create de judecătoria, deoarece mape cu sentințe sînt rare și incomplete, pe de o parte și pe de altă parte competența acestora era mai diversă, selecționarea ne-a impus mai mult spirit critic. Singurul criteriu valabil în cazul acestora este valoarea documentară. În orice caz și aici, în mod obligatoriu, trebuie să constituim mape cu sentințe din toate dosarele eliminate.

În ceea ce privește tribunalele, dată fiind competența lor, selecționarea o vom face cu mult mai multă grijă. Și aici mapele cu încheieri vor rămîne ca documente de bază, iar dosarele cauzelor, atîtea cîte s-au judecate în fond la această instanță, vor fi păstrate în bună măsură ca permanente.

Mari creatori de arhivă sînt notariatele. Din punct de vedere arhivistic documentele create în prezent nu mai prezintă o valoare atît de mare. Remarcăm însă cîteva contradicții în privința fixării unor termene de păstrare permanentă pentru unele documente. Este știut că potrivit prescripției de lungă durată oricine poate deveni proprietar după 30 de ani de stăpînire a unui bun dacă nu a fost contestat în acest interval. Or, aproape toate actele notariale cu caracter permanent pot fi privite și sub acest aspect. Dacă se păstrează permanent actele finale ale dezbatărilor notariale se pune întrebarea, la ce mai servesc documentele probatorii după 30 de ani?

**Nicolae Nistor** — Filiala Arhivelor Statului Sibiu. Experiența noastră arată că realizarea unor studii asupra valorii documentelor create sau deținute de instituția notarială, a devenit o necesitate, întrucît aceste izvoare istorice sînt dintre cele mai vechi în plan universal și național.

Cum bibliografia despre Notariat este bogată și adăugăm aici o serie de titluri<sup>1</sup>, doresc să subliniez cîteva date istorice privind această instituție după 1950 și să menționez documentele create:

Notariatul de stat al R. S. României s-a creat prin decretul nr. 79 din 31 martie 1950. Cu titlu de experiență a funcționat mai întîi în București apoi s-a extins în întreaga țară pînă în anul 1952. Ca organ de stat se ocupă în mod

<sup>1</sup> Pentru pregătirea profesională a arhiviștilor în legătură cu notariatele vezi și A. Hilsenrad, D. Rizeanu, C. Zirra, *Notariatul de Stat*, Edit. Științifică, București, 1964, p. 9—25; *Legislația cu privire la Notariatul de stat* — amintită în textul referatului la p. 6—7 și *Legislația uzuală notarială*, p. 111—120 și 132; Vladimir Hanga, *Istoria statului și dreptului R.P.R.*, vol. I, Edit. Ministerului Învățămîntului, București, 1957, p. 226; E. Cernea, *Curs de istoria statului și dreptului R.P.R.*, vol. I, Edit. de stat Didactică și Pedagogică, București 1961, p. 135; Gh. Diaconescu, *Organizarea instanțelor judecătorești și a procuraturii*, Edit. de stat Didactică, București, 1962, p. 160; I. Pora, I. Popescu, Gh. Mihăiescu, *Nota-*

exclusiv de activitatea notarială cu caracter deosebit de acela al activității judecătorești sau avocațiale. Soluționarea litigiilor izvorite din încălcarea unor drepturi și restabilirea ordinii de drept încălcată revine judecătorului, iar organului notarial îi revine sarcina de a îmbina voința și interesele părților și de a le îndruma în vederea realizării acordului de voință. În lumina acordului realizat organul notarial urmează să găsească formularea corespunzătoare pentru a concretiza apărarea intereselor tuturor părților cu respectarea legii.

Pentru îndeplinirea activității notariale, pusă sub conducerea Ministerului Justiției, s-au înființat birouri notariale de stat conduse de notarii șefi care au funcționat și funcționează pe lângă instanțele judecătorești, după arondările administrativ-teritoriale de până acum.

Actele normative care stau la baza funcționării acestei instituții de tip nou sînt: decretul nr. 79/1950; decizia nr. 1827 din 13 iulie 1950 a M.J. (procedura); decretul nr. 377 din 20 octombrie 1960 cu restructurarea notariatului; regulamentul privind aplicarea dispozițiilor decretului nr. 377/1960, aprobat prin H.C.M. nr. 1518 din 20 octombrie 1960; decretul nr. 378 din 20 octombrie 1960 pentru modificarea unor dispoziții din codul de procedură civilă și din alte legi; decretul nr. 133 din 19 iunie 1952, dezvoltat prin H.C.M. nr. 1262 din 19 mai 1953 prin care s-a dat în competența Notariatului de stat constatarea unor anumite fapte; decretul nr. 387 din 13 octombrie 1952 privind emiterea titlurilor executorii notariale; decretul nr. 40 din 22 ianuarie 1953 cu privire la îndeplinirea procedurii succesorale nelitigioase (republicat la 7 decembrie 1960); instrucțiunile Ministerului Justiției nr. 4/J din 27 ianuarie 1961 pentru aplicarea dispozițiilor normative privind organizarea și funcționarea Notariatului de stat; *codul de procedură civilă* — lege de aplicare generală în materie civilă, art. 721 cod procedură civilă; alte dispoziții legale de fond care țin de codul civil, codul familiei, de dreptul agrar-colectivist; instrucțiunile 18/J din 15 mai 1961 și 39/J din 5 august 1961 referitoare la efectuarea traducerilor la notariatele de stat; instrucțiunile nr. 6/J din 18 februarie 1961 pentru problemele organelor locale ale administrației de stat privind îndeplinirea unor acte notariale de către comitetele executive ale Consiliilor populare. *Tratatele de asistență juridică* și convențiile încheiate cu statele socialiste care reglementează norme ale dreptului civil, de familie și procesual civil de care de multe ori notarii ca și judecătorii, trebuie să țină seama în activitatea lor; decret nr. 115/1938 nemodificat pentru Transilvania cu privire la cărțile funciare.

*Actele notariale* prevăzute în decretul nr. 79/1950, valabile și astăzi, sînt:

— redactarea înscrisurilor; legalizarea copiilor de înscrisuri; legalizarea semnăturilor de pe înscrisuri; întocmirea actelor de protest ale polițelor, cecurilor și altor titluri de acest fel în caz de neplătă la termen; darea de dată certă pe înscrisurile care sînt prezentate în acest scop; primirea în păstrare a unor documente; efectuarea de traduceri oficiale; lucrări privind publicitatea imobiliară; investirea cu formula executorie a actelor autentice, polițe și cambii; eliberarea de duplicate de pe înscrisurile notariale; întocmirea inventarelor succesorale etc.

La Notariatul de stat Sibiu se află în păstrare două fonduri:

I. *Cartea funciară (funduară) din perioada 1920—1986, cu precădere din 1938—1986 și măsoară circa 800 m.l.* arhivă ordonată din care s-au selecționat pînă la nivelul anului 1951 actele neesențiale (chitanțe, certificatele de naționalitate, certificatele de notări). Evidența fondurilor este ținută pe baza registrelor de intrare și a opiselor alfabetică care țin loc de inventar. Din perioada 1951—1986 nu s-a mai selecționat nimic din dosarele și materialele preconstituite. Să-mi îngăduiți să afirm aici punctul nostru de vedere în legătură cu arhivele fostelor cărți funciare din provinciile istorice aflate sub stăpînire străine: categoric, aceste documente trebuie păstrate în întregime, așa cum s-au creat pînă în 1950, cu excepția acelor acte neesențiale anexate dosarelor de bază.

*riatul de stat*, Edit. de stat, București, 1952 — passim; Indicatoarele de termene din 1958, 1972, 1976; Arhiva de carte funciară și notarială de la Notariatul de Stat — Sibiu — Arhivele notarilor publici — F.A.S. Sibiu; *Documente privind istoria României*, Introducere, vol. I, Edit. Academiei R.P.R., București 1956.



### *Tipuri de acte și registre existente în fondul cărții funciare :*

1. *Notări și intabulări* (înscriri care nu privesc dreptul de proprietate, ci situații relative la imobile, îndeosebi parcele funciare). Analiza realizată cu ajutorul specialiștilor îndeosebi cu notarul șef ne-a condus la concluzia că acest tip de acte se poate păstra 30 de ani, deoarece notarea și intabularea, ca acte cu caracter juridic, au o valoare probatoare absolută aproximativ 30 de ani până la proba contrară cu hotărîre judecătorească. După acest termen dreptul de proprietate (civil) asupra valorii imobiliare respective poate fi dobîndit de o *terță* persoană prin folosință îndelungată, prescripție achizitivă sau uzucapiune. *La intabulări* care privesc situația proprietății și a sarcinilor imobilului (ipotecă, dezmembrăminte, uzu fruct, habitat, uzurile de orice fel cu actele autentice, sentințele judecătorești, acte de stare civilă, adeverințe de notări, chitanțe, contracte, schițe și planuri de dezmembrare) — toate acestea se află în original la instituțiile emittente și este illogic ca să se păstreze mai mult de 30 de ani. În indicatorul de termene actual figurează cu P (permanent). Se creează astfel o arhivă paralelă la instituțiile emittente și la notariat. Sintem de părere ca toate aceste acte anexate la dosarul notarial și anume cele care vizează dreptul de proprietate individuală, colectivă sau de stat să se păstreze permanent la instituțiile creatoare.

2. *Registrele generale de intrare* — unde se înscriu toate datele esențiale despre persoana individuală, colectivă sau de stat — beneficiare ale actelor de înscriere — trebuie să se păstreze permanent (P).

3. *Foile de proprietate* (de avere, de sarcini, asupra proprietății respective) unde sînt concentrate datele necesare atestării dreptului de proprietate, ceva mai explicit decît în registrele de valori imobiliare, *să rămînă la P.*

4. *Opisele alfabetice* — ca instrumente principale de evidență a cărților funciare (mai vechi de 1950 dar și după) să rămînă la termenul P. Acestea sînt ordonate pe nume de persoană și ani.

5. *Hărțile topografice* — deși cu măsurători mai vechi, fără aparatură modernă, sînt foarte exacte și propunem să se păstreze permanent (P).

6. *Registrele topografice* care cuprind date privind evidențierea numerelor topografice, ale c.f. în ordinea lor cronologică să se păstreze, de asemenea permanent (P).

Asupra acestor categorii de documente care sînt cuprinse și în arhiva notarială din perioada 1951—1986 vom reveni, cu aceleași propuneri.

II. *Arhiva notarială (1951—1986)* cu 450 m.l., ordonată și selecționată parțial pînă în 1968. Se aplică ultimul nomenclator elaborat de Ministerul Justiției. Evidența arhivei este ținută prin registrele generale notariale, opisele alfabetice și alte registre preconstituite (succesiuni, renunțări de succesiune și acceptare sub beneficiu de inventar, opis alfabetic pentru registru succesoral) care se păstrează permanent (P).

### *Tipuri de documente.*

1. În ceea ce privește categoria *actelor autentice translativ de proprietate* (contracte imobiliare) în general, care sînt în număr de 1500—2000 pe an sînt de *părere* ca și specialiștii consultați să rămînă permanent (P). După 30 de ani toate actele anexe (autorizațiile de înstrăinare, certificatele cu valoare imobiliară, chitanțele, adeverințele cu privire la profesie, certificatele de la C.A.P.-uri) la contractele imobiliare de mai sus pot fi selecționate în virtutea dreptului de prescripție achizitivă-uzucapiune de care am mai vorbit. S-ar reduce astfel, cu aproximativ 80% cantitatea de arhivă, pînă acum cu caracter permanent.

2. *Actele de succesiune* (dezbaterile succesoriale după decedați). Se propune păstrarea lor cel mult 10 ani, în loc de permanent (P). După 10 ani dosarele succesoriale se pot selecționa pentru circuitul economic, cu excepția actului final și a certificatului de moștenitor.

3. *Copiile legalizate*. Propunem termenul de 3 ani. Argument: copii legalizate după acte se pot face oricînd și oricît de multe. Cantitatea lor este destul de mare.

Cu acest prilej prezentăm propuneri comune ale Filialei și ale Notariatului județului Sibiu în legătură cu fiecare poziție din indicator după experiența prestigioasei instituții ce ne-a sprijinit în clarificarea punctelor de vedere.

**Viorica Covaci** — Filiala Arhivelor Statului Bihor. Doresc în intervenția mea să ridic câteva probleme privind actele create de instanțele de carte funciară și valoarea lor istorică și documentară.

Prin legile care au urmat anului 1848<sup>1</sup> a fost organizat sistemul cadastral de evidență funciară cu scopul de a servi la impunerea contribuțiilor directe asupra proprietăților funciare. Faptul a făcut necesară înființarea instituției de publicitate imobiliară, respectiv a cărților funciare.

În Banatul timișan, precum și în părțile Crișanei și ale Maramureșului, sistemul cărților funciare s-a introdus în timpul absolutismului austriac<sup>2</sup>. În această zonă lucrările pregătitoare pentru înființarea cărților funciare au început prin ordonanța din 18 aprilie 1853 a Ministerului Justiției<sup>3</sup>. S-au înființat în acest scop comisiile de localizare, care se deplasau din sat în sat și localizau, adică stabileau și înregistrau la fața locului în procese-verbale și în hărți inițiale, averea imobiliară a fiecărui locuitor, adică suprafața în jugăre și stînjeni ce o deținea, partea de hotar, felul de cultură, numărul topografic pe care l-au dat fiecărei parcele pe harta localității și caracterul juridic al imobilului<sup>4</sup>. Procesele verbale, numite protocoale de carte funciară aveau caracter provizoriu, scopul acestora fiind ca, pe baza lor să se redacteze cărțile funciare definitive. Transformarea protocoalelor de carte funciară în coli funciare definitive a fost prevăzută de primul Regulament de carte funciară, emis prin ordonanța din 15 decembrie 1855. Între timp a fost extins sistemul de carte funciară și în Transilvania prin ordonanța nr. 2784 din 8 noiembrie 1867 a Ministerului Justiției, respectiv prin ordonanța nr. 264 din 5 februarie 1870, care a extins și asupra acestui teritoriu regulamentul de carte funciară din anul 1855<sup>5</sup>. De la apariția legii nr. XXIX din 1886 și pînă la începutul primului război mondial, lucrările de redactare a cărților funciare definitive s-au terminat pentru Ungaria, părțile vestice ale Transilvaniei și o parte din comitatele din Transilvania.

După Unirea de la 1 decembrie 1918 s-a menținut pe mai departe regimul cărților funciare în regiunile unde acestea au fost introduse. S-a intenționat introducerea cărților funciare și în restul țării în care scop s-a emis la 20 aprilie 1933 legea pentru organizarea cadastrului funciar și pentru introducerea cărților funciare. După apariția legii au început lucrările cadastrale în București și o parte a fostului județ Ilfov. Pentru reglementarea uniformă a regimului de carte funciară a apărut și decretul-lege nr. 115 din 27 aprilie 1938 pentru unificarea dispozițiilor privitoare la cărțile funduare<sup>6</sup>. Punerea în aplicare a legii a fost însă amînată, deoarece lucrările de cadastrare nu erau terminate pînă atunci decît în București și în unele comune din jur, după care s-au sistat cu totul. Acest decret-lege însă s-a pus în aplicare în Transilvania, prin legea nr. 241 din 21 iunie 1947, care pînă în prezent, cu modificările ulterioare, este în vigoare pentru acele teritorii din țara noastră unde sistemul cadastral de carte funciară s-a menținut<sup>7</sup>.

Lucrările legate de cartea funciară au fost efectuate de instanțele judecătorești de gradul I, pe lîngă care erau organizate secții de carte funciară, formate din birouri: registratură, arhivă, biroul de păstrare a cărților funciare etc. și

<sup>1</sup> Iosif Kovacs, *Desființarea relațiilor feudale*, Cluj, 1973, p. 7—10.

<sup>2</sup> L. Moldovan, *Instanțele de carte funciară și arhivele lor*, în „Revista Arhivelor”, nr. 1, 1964, p. 3—31. A existat o evidență funciară și în evul mediu. Se țineau la primărie registre în care se înscrisau împărțirile, vânzările și cumpărările de imobile. Cărțile funciare propriu-zise au fost introduse pe teritoriul graniței militare din Banat prin ordonanța Landtafel-Patent din 1794 a Ministerului Justiției austriac.

<sup>3</sup> Publicat în „Reichsgesetzblatt für Das Kaiserthum Oesterreich” nr. 222 din 1855, p. 701—759 și în „Buletinul Guberniului Provincial pentru Marele Principat Transilvania”, 1855.

<sup>4</sup> Ștefan Landay, *Cartea funduare*, Cluj, 1923, p. 2.

<sup>5</sup> *Magyarországi Rendeletek Tára*, 1870, 1871, p. 1—132.

<sup>6</sup> Publicat în *Monitorul Oficial* nr. 95 din 27 aprilie 1938.

<sup>7</sup> Vezi Legislația uzuală notarială, București, 1962, p. 252—312. Pe lîngă sistemul de carte funciară, reglementat de legile nr. 115/1938 și 241/1947 pentru Transilvania, Banat și o parte din Suceava, mai sînt în vigoare în țara noastră două sisteme de publicitate imobiliară: Sistemul intermediar al cărților de publicitate funciară într-un număr mic de localități din județul Ilfov și în București și sistemul registrelor de transcripții și inscripții în restul țării.

conduse de un conducător de carte funciară<sup>8</sup>. Această atribuțiune a fost preluată de la 1 decembrie 1960 de notariatele de stat pe baza decretului nr. 377 din 20 octombrie 1960 privind organizarea și funcționarea notariatului de stat<sup>9</sup>. Astfel, arhiva de carte funciară creată de-a lungul timpului a fost preluată de notariatele de stat din a căror competență teritorială făcea parte instanța de carte funciară respectivă.

Cartea funciară este un registru real care se întemeiază pe datele rezultate din identificarea cadastrală a imobilelor. Descrie imobilele și cuprinde arătarea drepturilor reale ce au ca obiect aceste bunuri. Ea are, cît privește imobilele care se află în circuitul civil general, un dublu caracter, atît cel de registru de evidență, cuprinzînd toate datele privitoare la identificarea și la situația juridică a imobilului, cît și cel de registru juridic, avînd forță probantă în privința operațiunilor juridice înscrise referitoare la transmiterea, constituirea, modificarea sau stingerea drepturilor reale asupra imobilului înmatriculat. La înscrierea actului juridic, acesta este verificat din punct de vedere al condițiilor de validare (autenticitate), pentru care motiv se stabilește prin dispozițiile art. 32 din Legea nr. 115/1938 că, „Dacă în cartea funciară s-a înscris un drept real în folosul unei persoane, se presupune că dreptul există, în folosul ei”. Cărțile funciare totodată sînt publice, cuprind publicitatea tuturor transmisiunilor imobiliare pentru a încunostiința pe terți de schimbările survenite. Avînd la bază aceste principii, cărțile funciare garantează siguranța circulației imobilelor.

Cărțile funciare sînt de trei feluri : locale, centrale și miniere.

Cărțile funciare locale descriu toate imobilele din proprietatea publică și particulară, exceptînd numai unele imobile din domeniul public cum sînt riurile, drumurile, străzile și piețele publice. Asupra căilor ferate și canalelor se întocmesc cărțile funciare miniere. Ele se redactează pe localități, completîndu-se cîte o coală de carte funciară (c.f.) pentru fiecare imobil din localitate, care se numerează în continuare, începînd de la nr. 1 pentru fiecare localitate. Cărțile de c.f. privitoare la imobilele din aceeași localitate alcătuiesc registrul funciar al localității respective.

Cărțile funciare se compun din titlu și din trei părți : 1. foaia de avere (imobilul), numită foaia A., 2. foaia de proprietate, numită foaia B. și 3. foaia sarcinilor, numită foaia C.

Înscrierile în coala de carte funciară sînt de trei feluri : întabulări, înscrieri provizorii și notări. Întabulări se fac cînd înscrisul îndeplinește condițiile cerute pentru înscrierea definitivă (întabularea) a dreptului real. Prenotările sau înscrierile provizorii se efectuează atunci cînd înscrisul nu îndeplinește aceste condiții, adică se cere înscrierea dreptului real în temeiul unei hotărîri judecătorești nedefinitive.

La instanțele de carte funciară se crează alături de cărțile funciare și alte categorii de documente. Cărțile funciare se completează și se corelează cu hărțile (planurile) de carte funciară, cu actele privitoare la înscrieri și diferite registre de evidență. Harta cuprinde toate parcelele din localitate cu arătarea numărului topografic al fiecăreia. Orice schimbare cu privire la forma, întinderea sau numărul topografic al parcelei se notează pe hartă numai pe baza unei schițe prezentate de părți, întocmită de organele competente de cadastru (astăzi Oficiul de Cadastru, Organizarea Teritoriului și al Apelor).

De pe fiecare act în temeiul căruia se face o înscriere în cartea funciară se oprește o copie, a cărei conformitate cu originalul se adevărește din oficiu. Aceste acte (încheierile de c.f.) împreună cu toate actele care au stat la baza redactării acestora (cererile de înscriere, deciziile și actele probatorii) se păstrează în arhivă și alcătuiesc dosarele de carte funciară (art. 8 din decret. 115/1938). Registrele create la instanțele de carte funciară servesc la evidența și corelarea colilor de carte funciară cu hărțile de carte funciară și la evidența și manipularea dosarelor de carte funciară.

Colile de c.f., aparținătoare localităților din raza de activitate a unui notariat de stat, se păstrează în birourile de păstrare a cărților funciare așezate în cutii (de carton, de lemn sau metalice) în ordinea alfabetică a localităților și în ordinea numerică dată în cadrul fiecărei localități. Pe cutii este scrisă denumirea localității și numerele colilor c.f. pe care le cuprind.

<sup>8</sup> Victor Andru, *Regulamentul de administrație interioară a judecătorilor de ocoale din Transilvania, cu adnotări*, Cluj; 1922, p. 121.

<sup>9</sup> L. Moldovan, *op. cit.*, p. 6.

La un loc cu colile de c.f. se păstrează hărțile c.f. ordonate însă separat, tot după sistemul topografic și registrele de evidență necesare pentru identificarea colilor de c.f. și corelarea acestora cu hărțile. Aceste instrumente de evidență sînt registrele parcelor funciare și repertoarele alfabeticale ale proprietarilor înlocuite pe localități și ordonate în același mod, în ordinea alfabetică a localităților.

Actele referitoare la o înscriere în cartea funciară sau chiar la mai multe înscrieri, dacă acestea au legături între ele formează o cauză și constituie un dosar de c.f. Actele care formează un dosar sînt de mai multe feluri în funcție de obiectul cauzei. Unele sînt actele de bază ale înscrierii (cererea sau alt act de inițiere a acțiunii, actele autentice anexate la cerere, schițe și desene și încheierile de c.f.), iar altele sînt acte probatorii și de procedură.

Dosarele de c.f. sînt ordonate de asemenea pe localități în cadrul anilor și așezate mai multe la un loc și legate în pachete. Fiecare dosar c.f. primește un semn de arhivă. Acest semn se compune dintr-un număr roman sau arab, care arată numărul de ordine alfabetic al localității respective din cuprinsul circumscripției de carte funciară, și dintr-o fracție ordinară, al cărei numitor indică anul intrării primului act al cauzei, iar numărătorul a cîta cauză a fost în cadrul localității în anul respectiv. De exemplu: Oradea în anul 1923 (și încă o perioadă îndelungată) a avut numărul de ordine alfabetic 55 și astfel semnul de arhivă al primei cauze de c.f. din anul 1923 se notează cu 55 1/1923. Numărul de ordine al localității s-a schimbat atunci cînd circumscripția instanței de carte funciară s-a modificat în urma împărțirilor administrative care au avut loc în diferite perioade. Semnul de arhivă se scrie la fiecare cauză atît pe coperta dosarului cît și pe fiecare act intrat la cauza respectivă, pe lîngă acel număr de înregistrare pe care l-a primit în momentul înregistrării în registrul de intrare al actelor de c.f. Acest număr de înregistrare fracționat cu anul înregistrării și literele c.f. formează numărul actului, exemplu 7 590/1908 c.f.

Un act înregistrat la cartea funciară și așezat conform semnelor de arhivă în pachetele constituite pentru dosarele de c.f. se poate identifica cu ajutorul instrumentelor de evidență care sînt registrul de intrare al actelor de carte funciară, condica serială a arhivei și condica semnelor de arhivă. Aceste trei registre sînt în corelație și ele la un loc sînt instrumentele de evidență necesare pentru identificarea unui act de c.f., dintre care dacă primele două lipsesc, actele se pot găsi cu multă greutate. Pe lîngă aceste registre mai sînt și alte registre auxiliare pentru manipularea actelor de c.f., cum sînt: condica raportor, condica de predare, condica de repartiție, condica de expediție și alte condici și jurnale.

Din cele arătate mai sus rezultă că arhiva unei instanțe de carte funciară este constituită din colile de c.f., hărțile de c.f. și dosarele de c.f., care se completează cu diferite registre de evidență ale acestora.

În ceea ce privește importanța istorică și documentară a actelor de carte funciară Indicatorul termenelor de păstrare al Ministerului Justiției elaborat în anul 1980 nu face deosebire între colile de c.f. și dosarele de c.f., ele au la fel termenul de păstrare permanent conform poz. 235 (dosarele privind lucrările de publicitate imobiliară (inscripțiuni, respectiv cărțile funciare). În urma consfățuirii cu privire la documentele de carte funciară, care s-a organizat la Cluj în anul 1979, din inițiativa Arhivelor Statului au apărut și Indicațiile privind selecționarea documentelor de carte funciară create pînă în anul 1950, care deosebește în funcție de categoriile de documente și obiceiul înscrierilor în c.f. documentele cu caracter permanent și pe cele care se pot elimina ca maculatură. În aceste instrucțiuni colile de c.f. și hărțile de c.f. împreună cu registrele de evidență ale acestora în totalitate sînt apreciate ca documente care se păstrează permanent. Aceste documente într-adevăr însumează toate înscrierile în privința modificărilor care au survenit în circulația imobilelor pe parcursul unui secol și oglindesc fidel drumul parcurs de proprietatea imobiliară din momentul desființării iobăgiei și constituirii proprietății private a foștilor iobagi și este o reală evidență a fondului funciar pînă astăzi. Ele surprind și momentele principale care au adus schimbări istorice în proprietatea funciară, cum sînt reformele agrare, naționalizarea și transformarea socialistă a agriculturii. Aceste documente însă fiind publice în ele se operează și la ora actuală de către notariatele de stat orice schimbare intervenită în imobilul înmatriculat în cartea funciară. Din această cauză, chiar dacă fac parte din Fondul Arhivistic Național, nu se pot prelua în depozitele Arhivelor Statului. Dar integrarea lor în Fondul Arhivistic Național ar fi posibilă și necesară, după părerea noastră, pe bază de microfilme sau alte forme de reproducere. În această idee, propunem ca în acțiunea de constituire a Fondului de Asigurare să se găsească modalități pentru microfilmarea colilor de carte

funciară, împreună cu registrul lor de evidență existente la notariatele de stat din țară și să fie păstrate sub formă de microfilme în F.A.N. Protejarea acestor documente este reclamată și mai mult de faptul că uzura lor este foarte mare în activitatea zilnică a notariatelor de stat și astfel sînt expuse degradării grabnice.

Documentele privind pregătirea introducerii cărții funciare și anume procesele verbale, numite protocoale de carte funciară, care aveau caracter provizoriu și pe baza cărora, după cum am văzut mai sus, au fost redactate cărțile funciare definitive, cuprindeau toate elementele de carte funciară și în unele părți ale Transilvaniei, unde nu s-a ajuns la redactarea colilor funciare definitive, acestea au servit la evidența circulației bunurilor. Astfel, aceste documente au toată exactitatea cărților funciare în privința raporturilor de drept, în ele fiind operate toate schimbările intervenite asupra imobilelor și ca atare au valoare similară cu colile de carte funciară. În schimb, protocoalele, care au rămas în forma lor inițială, deoarece pe baza lor au fost redactate colile de c.f. definitive, au înregistrat situația imobiliară existentă la data întocmirii lor (în perioada dintre anii 1886—1914) și dau o imagine de ansamblu în ceea ce privește fondul funciar în momentul întocmirii lor. Din această cauză nu au valoare practică, fiindcă modificări ulterioare nu au fost operate în ele, dar valoarea lor istorică și documentară este certă și pot fi preluate în depozitele Arhivelor Statului.

Menționăm că mai sînt și alte documente, care au fost întocmite în vederea pregătirii introducerii cărților funciare, dar acestea sînt legate de lucrările cadastrale propriu-zise efectuate premergător redactării cărților funciare. Cele mai importante dintre aceste documente sînt planurile (schitele) inițiale topografice pe localități, registrele cuprinzînd lista individuală a proprietarilor înscrși în ordinea numărului topografic al proprietăților, procese-verbale cu suprafața fiecărei parcele și carta funciară cadastrală. Aceste documente au fost redactate de instituțiile cadastrale și astăzi se află în fondurile arhivistice create de aceste instituții. Studiarea lor concomitentă cu colile de c.f. păstrate la notariatele de stat, asigură o cunoaștere temeinică, aprofundată a relațiilor de proprietate existente de la introducerea cărților funciare și pînă în prezent.

A treia categorie de documente create de instanțele de carte funciară sînt dosarele de carte funciară pe baza cărora se efectuează înscrierile în colile de c.f. Aceste dosare au valoare practică și documentară diferită în funcție de obiectul înscrierilor. Înscrierile pot să se refere la întabularea drepturilor reale dobîndite în urma moștenirilor, donațiilor, vînzărilor și cumpărărilor, ipotecilor și alte asemenea drepturi. Mai pot fi efectuate înscrieri în urma localizărilor, comasărilor și transformărilor de terenuri sau a proporționalizărilor de pășuni și totodată în cazul naționalizărilor, a exproprierilor și improprietărilor în baza legilor de reformă agrară. Dosare c.f. se crează și pentru prenotări și notări în colile c.f.

În funcție de valoarea lor practică și istorico-documentară au fost stabilite criteriile de selecționare și ale acestor documente create pînă în anul 1950 în Indicațiile aprobate de Ministerul Justiției în anul 1980. Pe baza acestor instrucțiuni s-a inițiat, în ultimii ani, selecționarea dosarelor c.f. la notariatele de stat din Oradea și Beiuș, unde se păstrează peste 650 m.l. de arhivă constituită numai din dosare c.f. În operațiunea de selecționare au fost eliminate dosarele cuprinse la capitolul III b 2 din amintitele instrucțiuni, adică acele dosare care pot fi eliminate în întregime, cum sînt: ipotecile și alte sarcini reale pînă la valoarea de 1.000.000 lei, constituite înainte de 15 august 1947, notațiile și înscrierile provizorii, execuțiile silite, uzufructul, sechestrul asigurător, arendări, comenzi de carte funciară și altele. Operațiunea de selecționare s-a efectuat și în interiorul dosarelor cu caracter permanent de la capitolul III b 2. Din aceste dosare au fost eliminate numai actele vădit nefolositoare prevăzute la capitolul III c 3 reținîndu-se pentru păstrare permanentă actul de inițiere a acțiunii, actele autentice anexate, încheierile instanței de carte funciară, schitele și desenele, inventarele de bunuri și alte documente care prezintă importanță (statute, ziare). Actele păstrate au fost ordonate în pachete, pe localități în cadrul anilor, după sistemul inițial de arhivare, conform semnelor de arhivă. Pentru fiecare pachet s-a întocmit listă de existentă a dosarelor menținute. Listele au fost redactate în două exemplare din care un exemplar s-a lăsat în pachet, iar al doilea exemplar se păstrează în mape constituite pe ani. Regăsirea dosarelor este posibilă prin cruzărea listelor cu registrele de evidență contemporane. Din experiența practică a notariatelor rezultă însă că dosarele c.f. create înainte de anul 1950 nu se cercetează, eventual în cazuri excepționale și ca atare nu se solicită regăsirea vreunui dosar. Acest lucru se

datorește în primul rând legislației în vigoare în ceea ce privește publicitatea imobiliară. Prin dispozițiunile cuprinse în art. 32 din Legea nr. 115/1938 se stabilește că „Dacă în cartea funciară s-a înscris un drept real în folosul unei persoane se presupune că dreptul există în folosul ei”. În această situație nu este nevoie de dosarul c.f., deoarece c.f., toate înscrisurile în ea, dobîndesc autenticitate. Pornind de la aceste prevederi legale considerăm că păstrarea permanentă a unor dosare c.f. prezintă importanță numai din punct de vedere istoric-documentar. În acest scop însă este mai utilă după părerea noastră, inventarierea pachetelor constituite din dosarele c.f., care să devină unități arhivistice pe localități fără să se țină cont de registrele de evidență contemporane. În felul acesta, dacă lipsesc instrumentele de evidență, nu mai este nevoie să fie inventariat fiecare dosar în parte, deoarece cercetării istorice îi corespunde o unitate arhivistică definită de localitate și nu de fiecare individ în parte care are proprietate în localitatea respectivă. Sistemul acesta de evidență facilitează totodată și ritmul selecționării, care este un alt argument pentru alegerea acestei alternative.

În inventare unitățile arhivistice (pachetele) vor putea fi cuprinse în ordinea constituită conform semnelor de arhivă, pe localități în cadrul anilor, după modelul următor:

Inventarul dosarelor c.f. care se păstrează permanent				
Nr. crt.	Numărul de ordine al localității	Numerele extreme ale dosarelor	Anul	Observații

Identificarea localităților după semnele de arhivă se poate face pe baza unui sinoptic al localităților, redactat pe parcursul selecționării, fiind nevoie de acest instrument de lucru deoarece, unei localități îi corespunde una sau mai multe cifre în funcție de schimbările intervenite în organizarea administrativ-teritorială, care au adus modificări și în competența teritorială a instanțelor de carte funciară.

În continuare, mai dorim să facem câteva precizări în legătură cu dosarele c.f. privind transmitiunea dreptului de proprietate (succesiuni, donațiuni, întrețineri, rentă viajeră, vânzări, cumpărări, partaje, contracte de schimb, recitificări, ieșiri din indiviziune etc.), care au fost încadrate conform Indicațiilor la categoria dosarelor permanente. Potrivit dispozițiilor art. 27 din Legea nr. 115/1938, dacă s-au înscris în c.f. fără cauză legitimă drepturile reale, care pot fi dobîndite în temeiul uzucapiunii, ele vor rămîne valabil dobîndite dacă titularul dreptului le-a posedat, cu bună credință, timp de 10 ani. Chiar și în ipoteza înscrisurilor făcute în condițiile art. 24 din susmenționata lege, în baza prevederilor art. 36 din aceeași lege, acțiunea de fond este supusă prescripției dreptului comun, de 30 de ani, față de dobînditorul de rea credință. Deci, în concluzie, dacă înscrisurile s-au făcut în urmă cu peste 30 de ani, aceste înscrisuri rămîn perfect valabile și nu mai pot fi atacate, iar menținerea în arhivă după expirarea acestui termen a dosarelor care au stat la baza înscrisurilor, apare nejustificată din punct de vedere practic. Păstrarea lor permanentă pentru cercetarea istorică se justifică și mai puțin, deoarece coala c.f. conține toate datele care au adus modificări în dreptul de proprietate înscris în cartea funciară și care atare propunem ca dosarele c.f., care au acest caracter să fie selecționate după 30 de ani. Considerăm, că tocmai aceste motivații au stat și la baza studiului publicat de L. Moldovan în Revista Arhivelor nr. 2/1964, în care deosebeste trei categorii de termene de păstrare pentru dosarele c.f., cel de 30 de ani fiind stabilit pentru cele mai sus arătate.

Din activitatea practică de selecționare desfășurată la Notariatul de Stat din Oradea s-a putut concluziona că termenele de păstrare propuse de L. Moldovan în Indicatorul termenelor de păstrare a registrelor, dosarelor și altor materiale documentare comune cârților funciare de pe lângă notariatele de stat<sup>11</sup> sînt bine întemeiate și pot fi luate în considerare în operațiunea de selecționare. În baza acestor aprecieri ar fi util să fie aduse îmbunătățirile cuvenite la Indicațiile de selecționare elaborate în anul 1980, care încadrează aceste dosare la permanente. Modificările aduse ar însemna lărgirea categoriilor de dosare care se pot elimina în întregime și astfel ritmul selecționării s-ar accelera, iar marea majoritate a dosarelor c.f. s-ar putea reda circuitului economic.

<sup>11</sup> Ibidem, p. 22

În legătură cu cele arătate, observăm că sfera dosarelor c.f. care să fie păstrate permanent se restringe numai la acele dosare care conțin lapte și evenimente deosebite. Prezintă importanță în acest sens dosarele referitoare la localizări, comasări, transformări, de terenuri, rectificări de hotare, proporționalizări de pășuni, compositorate, ipotecile cu valoare mare, și alte documente, care prin conținutul lor au o amploare asupra întregii localități și nu se referă la un imobil singular. Dar, și în legătură cu aceste dosare facem câteva aprecieri. Încheierile date în dosarele c.f. se fac pe baza deciziilor aduse la organele competente judecătorești, organe administrative, comisii de reformă agrară și sînt înscrise cu toată exactitatea în colit c.f. De exemplu, deciziile comisiilor de reformă agrară sînt înmatriculate în colile c.f. și acestea au valoare juridică echivalentă cu a încheierilor, deci nu ar fi nevoie nici pentru cercetarea istorică să fie studiate concomitent cele două categorii de documente. Aceste dosare reținute permanent și inventariate au însă avantajul că se pot prelua separat în depozitele Arhivelor Statului, în timp ce colile c.f., în forma lor originală nu se pot prelua de la notariatele de stat atîta timp cît există în țara noastră sistemul acesta de publicitate imobiliară.

**Dumitru Ivănescu** — Filiala Arhivelor Statului Iași.

Categorii de documente cu caracter permanent create de notariate

Activitatea notariatelor în Moldova, în epoca modernă, se desfășoară în cadrul Tribunalului județean. Conform legii de organizare judecătorească din 1865, lege care făcea parte din programul reformelor al lui Al. I. Cuza, publicată în M.O. nr. 149 din 9 iulie, Tribunalul din Iași era organizat pe patru secții, dintre acestea secția a III-a fiind însărcinată și cu transcriptiuni, legalizări, inscripțiuni, vânzări silite și alte acte. Mai tîrziu, în 1881, prin modificarea legii pentru organizarea judecătorească (art. 18 și 20) publicată în M.O. nr. 62 din 18 martie se menține numărul de secții din care una avea obligații de notariat. Față de creșterea numărului de acte în circuitul civil și față de nevoia unei reglementări mai temeinice s-a promulgat la 1 septembrie 1886, legea autentificării înscrisurilor a fost dată în competența instanțelor judecătorești. Actele mai importante trebuiau să fie prezentate spre autentificare tribunalelor de județ, iar cele de importanță secundară puteau fi autentificate și de judecătorii de ocol. Tribunalele aveau, de asemenea, competența să elibereze copii legalizate după orice fel de înscrisuri și să legalizeze semnăturile părților. Atribuții notariale erau date prin lege și comisarilor de poliție și primarilor.

Pentru judecătorii de la instanțele judecătorești activitatea notarială nu constituie o muncă de specialitate, ei îndeplinind prin rotație autentificarea înscrisurilor. La cele mai importante tribunale ca cel de Ilfov sau de Iași, după cum am arătat mai înainte, existau secții de „notariat” dar acestea nu aveau în vedere numai atribuțiile notariale, activitatea lor de bază constituind-o judecarea litigiilor născute din executările silite și efectuarea executărilor silite imobiliare.

După înfăptuirea, la 1 decembrie 1918, a statului național unitar român în Transilvania și Bucovina au continuat să funcționeze notarii publici, instituția menținută și prin legea de extindere din 1943, iar în Bucovina menținută în vigoare prin decretul lege nr. 4885 din 25 noiembrie 1919. Notarii publici funcționau numai în localitățile anume determinate și în birouri numeric limitate. Atît notarul public cît și substitutul erau numiți de ministrul justiției. Ei nu puteau să-și aleagă clientela ca avocații, ci erau obligați să presteze serviciile lor tuturor celor ce le solicitau. Notarul public folosea un sigiliu oficial pentru actele întocmite de el. Aceste acte aveau caracter de autenticitate, și dacă din ele rezulta o datorie certă și lichidă, constituiau și titluri executorii.

Prin legea nr. 358 din 3 iulie 1944 pentru autentificarea și legalizarea înscrisurilor, pentru investirea cu dată certă și legalizarea copiilor de pe înscrisuri, lege care în mare parte a rămas în vigoare pînă la punerea în aplicare a legislației notariale din 20 octombrie 1960, s-au unificat dispozițiile din diferite acte normative privind activitatea notarială, s-a îmbunătățit procedura de autentificare și investire cu titlu executor a înscrisurilor autentice, s-a introdus obligativitatea redactării de către avocați a actelor mai importante care urmau să fie autentificate de instanțele judecătorești, s-au menținut atribuțiile notariilor publici prevăzute în legi speciale și s-a prevăzut și dreptul pentru reprezentanții diplomatici și consuliile române din străinătate de a autentifica, legaliza și investi cu dată certă înscrisurile prezentate de cetățenii români care se aflau în țările unde aceștia erau acreditați. Cu toate acestea, legea nr. 358/1944 n-a modificat sistemul neunitar al activității notariale.

Prin decretul nr. 79 din 31 martie 1950 a luat naștere Notariatul de stat al țării noastre. Importanța deosebită a noii reglementări a notariatului a constatat în crearea unor organe de stat care să se ocupe în mod exclusiv de activitatea notarială și în obligația lor de a verifica legalitatea actului pe care urmează să-l efectueze. Instituția notariatului, în intenția legiuitorului, are scopul de a ajuta personalul care participă la raporturi juridice să întocmească înscrisurile constatatoare ale înțelegerilor intervenite și să dea tărie acestor înscrisuri printr-o certificare oficială, mai ales în cazurile în care, pentru a fi valabile, se cere prin lege ca anumite înscrisuri să fie întocmite într-o formă anume determinată și să fie certificate de un organ oficial.

După cum se știe, pentru îndeplinirea activității notariale, pusă sub conducerea Ministerului Justiției, s-au înființat birouri notariale de stat, raionale, conduse de notari șefi și birouri notariale principale pentru regiuni și raioanele din București, conduse de notari principali. În decretul 79/1950, s-au prevăzut actele ce urmau a fi îndeplinite de notarii de stat (autenticarea actelor, redactarea înscrisurilor, legalizarea copiilor de pe înscrisuri, legalizarea însemnărilor de pe înscrisuri, întocmirea actelor de protest ale polițelor, cecurilor și a altor titluri de acest fel în caz de neplata la termen, darea de dată certă pe înscrisurile care sînt prezentate în acest scop, primirea în păstrare a unor documente, efectuarea de traduceri oficiale), procedura lor fiind dezvoltată prin decizia nr. 1827 din 13 iulie a Ministerului de Justiție.

După crearea sa, Notariatul de stat a primit succesiv atribuții noi și necesitatea unei mai bune reglementări a organizării și activității acestuia a determinat restructurarea legislației notariale prin decretul 377 și 378 din 20 octombrie 1960 și prin H.C.M. nr. 1518 din 20 octombrie 1960. Această organizare a determinat și modificarea corespunzătoare a unor dispoziții din codul de procedură civilă și din alte legi prin decretul nr. 378 din 20 octombrie 1960 pentru modificarea unor dispoziții legale.

Alături de organele notariale de stat au primit atribuții notariale și comitetele executive ale sfaturilor populare, comunale sau orășenești din localitățile unde nu funcționau notariatele de stat. Prin decretul 377/1960 s-au desființat notariatele raionale cu sediul în centrele de regiune, iar în unele raioane activitatea notarială era îndeplinită de un judecător delegat de la tribunalul popular al aceluia raion.

Arhivele Statului Iași dețin trei fonduri provenind de la notariate: Notariatul de stat județean Iași, 1962—1975, 80 m.l.; Notariatul orașului Iași, 1952—1960, 26,6 m.l.; Notariatul orașului Iași 1952—1968, 0,6 m.l. La creator se află arhiva Notariatului județean Iași, 1976—1985, 100 m.l. și a Notariatului local Pașcani, 1952—1985, 80 m.l. Toate aceste fonduri, alături de cele aflate la Arhive cit și cele existente încă la creator sînt ordonate, inventariate și selecționate. Evidența lor se bazează pe inventare întocmite pe ani, pentru arhiva mai veche și pe ani și termene de păstrare pentru aceea creată după 1972. Pe lângă inventare se mai folosesc la regăsirea documentelor și opisele aflate.

Genurile de documente cel mai frecvent întîlnite sînt cele specifice activității notariatului: dosarele succesoriale, actele autentice, testamente, acte de garanție, înscrisuri, lucrări de publicitate imobiliară, certificate de moștenitor, copii legalizate, cartea funciară și opis alfabetic pentru aceasta etc. În afara acestora mai întîlnim și o serie de acte cu caracter administrativ: regulamente, ordine, instrucțiuni, carnet de muncă, dosare personale, informări anuale ale activității notariale, acte de plată a retribuției.

Actele notariale au importanța lor pentru cercetarea istorică, ele reflectînd puterea de cumpărare a populației, evoluția proprietății, fondul funciar pînă la cooperativizare, punerea în circuit a unor valori culturale (opere artistice, tablouri, manuscrise etc.). O atenție specială credem că merită, din partea cercetării, primirea — de către notariat — în depozit a înscrisurilor și documentelor: în această categorie intră diplomele, actele de proprietate, obligații CEC, testamente olografe etc.

Selecționarea acestor documente s-a operat pe baza indicatorului termene-lor de păstrare și prevederilor Decretului 472/1971 republicat. În prezent se aplică noul Indicator elaborat în 1979 (vezi ordinul nr. 9.c/10.I.1980 al Ministerului Justiției). Din constatările făcute am observat că în procesul selecționării, în anii trecuți, s-a aplicat mecanic indicatorul fără a se avea în vedere faptul că în cadrul aceluiași tip de documente unele pot prezenta un fenomen social sau de altă natură, altele însă fiind simple documente de rutină. În acest sens, exemplificăm cu poziția 236 din indicator, dosare succesoriale — unde ar trebui reți-



nute cazurile de excepție privind personalitățile. Pentru aceeași poziție din indicator, specialiștii consultați susțin reducerea termenului la 5 ani pentru că în dosarele succesoriale se găsesc numai copii după actele patrimoniale, Ministerul de Justiție interzicând depunerea originalelor la dosar. 1. Un exemplar din hotărîrea definitivă se înmînează cetățeanului; 2. un exemplar se află în dosar cu actele probatorii iar 3. un exemplar se clasează în dosar separat, care are termen de păstrare permanent (vezi poziția 237). Conținutul documentului se regăsește și în registrul de succesiuni, care de asemenea, are termen de păstrare permanent.

Practica a făcut ca legalizările solicitate de cetățeni sau instituții și recomandînd să se vadă poziția 241 — să se întocmească într-un număr de exemplare limitat, atît cît dorește partea ce solicită legalizarea, păstrîndu-se la Notariat numai cererea beneficiarului pe care este înscris numărul de autentificare și de copii eliberat. Avînd în vedere aceste motive specialiștii solicită reducerea termenului de păstrare de la 3 ani la 1 an.

De altfel, cu aceste două propuneri sîntem și noi de acord.

### Cezar Bejan — Filiala Arhivelor Statului Galați.

Împreună cu colaboratoarea mea Viorica Solomon vă supunem atenției cîteva propuneri menite să simplifice nomenclatorul-indicator care orientează activitatea arhivistică la procuratură.

Constituția R. S. România consacră principiul supremației legii în activitatea organelor de stat și a cetățenilor. Ca principiu de activitate a statului, legalitatea socialistă se fundează pe ideea de supremație și obligativitate a legii pentru toate organele statului și pentru toți cetățenii.

Legalitatea socialistă se realizează atît prin aplicarea corectă a legilor, cît și prin organizarea unei activități de supraveghere a respectării legilor, în vederea prevenirii și combaterii oricăror încălcări ale legii.

Sarcina de a veghea la asigurarea respectării legalității la noi în țară a fost încredințată unui organ de stat creat în mod special, Procuratura Republicii Socialiste România.

Referindu-ne la arhiva celor trei instituții ale procuraturii de pe raza județului Galați: 1. procuratura județeană; 2. procuratura locală Galați și 3. procuratura locală Tecuci se poate aprecia că toate, dar în special, cele locale creează o cantitate destul de mare de arhivă din care numai o mică cantitate are importanță documentar-istorică și merită a fi preluată de către Arhivele Statului. Cantitatea totală de arhivă deținută de cele trei procuraturi este de 258 m.l. avînd ca ani extremi 1942—1984 din care cu termen de păstrare permanent 32 ml. Dintre acestea documentele care ar putea fi preluate de către Arhivele Statului sînt cele referitoare la organizare, studii, informări prezentate de organele procuraturii la congrese, simpozioane, lucrări de analiză privind cauzele și condițiile care determină și favorizează săvîrșirea unor categorii de infracțiuni, documentele de înregistrare și prelucrare comparativă a datelor statistice, dările de seamă anuale, hotărîrile, ordinele, deciziile și dispozițiile organelor proprii de conducere, planurile periodice ale colectivelor de conducere ale procuraturilor, ordinele și instrucțiunile procurorului general.

Avînd în vedere importanța acestor documente, filiala Arhivelor Statului Galați a preluat fondurile închise ale Procuraturii fostelor raioane Berești, Liești, Măicănești, Tg. Bujor și o parte din fondul Procuraturii fluviale Galați din perioada 1950—1968.

Fondurile deținute de procuraturile actuale sînt fonduri deschise, asupra cărora s-au efectuat ordonarea, inventarierea și selecționarea la zi.

Ca instrumente de lucru se folosesc inventarele pe termene de păstrare care sînt eficiente atît pentru regăsirea datelor cît și pentru selecționare.

Întreaga cantitate de arhivă este păstrată în condiții corespunzătoare, iar de prelucrarea ei se ocupă secretarii procuraturilor respective, neavînd posturi de arhivari în scheme.

Urînărînd modul cum s-a desfășurat activitatea de organizare a arhivelor lor vom constata grija Procuraturii generale pentru bunul mers al muncii și preocuparea ei de a perfecționa activitatea arhivistică proprie prin cele cinci nomenclatoare elaborate în anii 1963, 1973, 1974, 1981, 1983.

Analizînd poziție cu poziție nomenclatorul actual precum și pe baza experienței acumulate în practică de personalul procuraturii ne-am propus să facem cîteva sugestii pentru îmbunătățirea activității arhivistice și a simplificării nomenclatorului.

1. Capitolul IV privind activitatea de asigurare a legalității, de prevenire și popularizare a legislației... să cuprindă și capitolul VIII privind activitatea de primire în evidență și de rezolvare a propunerilor, sesizărilor, cererilor și plingerilor cetățenilor. Acesta motivat de faptul că ambele activități au caracter preventiv și de supraveghere.

2. Capitolele V și VII să fie incluse în Capitolul VI — Activitatea de personal, întrucât problemele indicate în aceste capitole au o perfectă legătură cu munca desfășurată pe linie de personal. Capitolul rezultat poate fi intitulat: Activitatea de personal, de studii și documentare juridică și de perfecționare a pregătirii profesionale a cadrelor.

3. Capitolul XI să fie desființat, întrucât unitățile de procuratură județene nu au serviciu administrativ, urmînd ca dosarele respective să fie incluse la Capitolele IX și X în funcție de specificul muncii de secretariat și contabilitate.

În ceea ce privește numărul de poziții (108) considerăm că este prea mare îngreunînd munca de secretariat iar la unele termenele de păstrare nu justifică valoarea documentelor.

În acest sens venim cu următoarele propuneri :

1. La capitolul I, micșorarea termenelor de păstrare de la 5 la 3 ani, la poz. 4, 5. Poziția 7, să fie comasată cu poz. 3 de la Capitolul VIII, cu următorul conținut: „Analize și informări privind activitatea de ansamblu desfășurată de organele procuraturii, inclusiv cele cu privire la activitatea de primire în audiență și de rezolvare a propunerilor, sesizărilor, reclamațiilor, cererilor și plingerilor cetățenilor“ (trimestriale, semestriale, pe trei trimestre).

2. La Capitolul III, poziția 6 aliniatele 2 și 3 să fie comasate cu un singur termen de păstrare 5 ani, pentru simplificarea încadrării documentelor pe termene de păstrare.

3. La Capitolul IV, să fie adăugate poz. 1 și 2 de la capit. VIII, pentru care am propus comasarea.

4. La Capitolul VI, poz. 1 să fie comasată cu poziția 8. Poziția 3 să fie comasată cu pozițiile 5, 6 și 14, întrucît toate se referă la mișcările de personal, avînd ca termen de păstrare 90 ani; poziția 9 să se comaseze cu poziția 11 și să aibă termen de păstrare 15 ani; poziția 16 să se comaseze cu poziția 4 de la Capitolul X deoarece se repetă, iar termenul de păstrare să rămînă același.

Prin unificarea Capitolului VI cu Capitolele V și VII propunem ca la Capitolul VI să fie incluse pozițiile 1, 2, 3, 4, 5 și 6 de la Capitolul V, comasate cu poziția 3 de la Capitolul VII și poz. 1, 2, 4 de la Capitolul VII.

Poziției 12 propunem să i se reducă termenul de păstrare de la 20 la 5 ani.

5. La capitolul IX poziția 3 să fie comasată cu poziția 18 de la Capitolul X, cu același termen de păstrare.

Propunînd desființarea Capitolului XI pozițiile 1, 2, 3, 7 și 9 să fie trecute la Capitolul IX.

6. La Capitolul X, pozițiile 22 și 23 să fie comasate avînd același obiect și același termen de păstrare de 10 ani.

Propunînd desființarea Capitolului XI, să fie incluse la Capitolul X, pozițiile 4, 5, 6, 8 cu aceleași termene de păstrare.

Astfel, credem că s-ar simplifica nomenclatorul-indicator prin reducerea numărului de capitole de la unsprezece la șapte și ar da posibilitatea unei grupări mai adecvate a documentelor ce se creează în activitatea organelor procuraturii, grupare care ar simplifica munca de constituire a unității arhivistice.

**Tiberiu Coliban** — Filiala Arhivelor Statului Brașov. Între stabilirea termenelor de păstrare și operațiunea de răspundere, de selecționare există un raport direct. Asupra acestui raport și asupra unor propuneri de reducere a termenelor de păstrare acolo unde nu se justifică mă voi opri.

Ca și în alte județe unitățile judecătorești și procuraturile păstrează o cantitate însemnată de documente care, în timp, vor forma viitoarele surse de informații pentru știință. Conturarea, mai bună în cadrul discuțiilor noastre a categoriilor de documente care trebuie să rămînă la termenul permanent, ar facilita mult lucrările de selecționare și de stabilire a actelor care vor intra în Fondul Arhivistic Național. În județul nostru în subordinea Tribunalului județean Brașov se află unitățile sale din Brașov și Făgăraș. În competența Judecătoriei și a Notariatului de stat Brașov se află comunele din partea de răsărit a județului, cele din vest intrînd în competența judecătoriei locale și a notariatului local Făgăraș. Tribunalul județean deține fondurile: 1. Tribunalul regional Brașov din anii 1952—1967 considerat de noi fond închis și 2. Tribunalul județean Brașov din anii

1968—1985; judecătoria Brașov are la rîndul său fondurile: 1. Tribunalul popular raional Brașov din anii 1952—1960 fond închis; 2. Tribunalul popular oraș Brașov din anii 1952—1967 continuat de 3. Judecătoria oraș Brașov din anul 1968 pînă astăzi. Judecătoria Făgăraș deține fondurile: 1. Judecătoria rurală Sevoaia din anii 1919—1952, fond închis; 2. Judecătoria mixtă Făgăraș din anii 1919—1952, fond închis; 3. Judecătoria Făgăraș din anii 1929—1952 de asemenea închis; 4. Tribunalul popular raion Făgăraș anii 1952—1967 fond închis și Judecătoria oraș Făgăraș din anul 1967 pînă la zi.

Menționăm că vechile fonduri închise ale instanțelor ca de astfel și ale parchetelor sînt preluate de Filiala Arhivelor Statului Brașov. Au rămas la instanțe și procuraturii ceea ce s-a creat după reforma din 1952.

Considerăm că, în general, categoriile de documente permanente de la instituțiile judecătorești sînt bine stabilite, reprezentative, sînt de utilitate practică și cu valoare documentară.

Studiind indicatoarele din anii 1956, 1976 și 1980 se poate demonstra tendința de scădere numerică a documentelor permanente ce se rețin. Dacă în ceea ce privește dosarele administrative lucrurile sînt mai clare, în materie de dosare de judecată indicatoarele lasă probleme incerte. De aceea, selecționarea atît a celor cu termen „permanent” cît și oprirea altora care ar putea interesa știința dar cu termene mai mici, în viitor, rămîne la aprecierea personalului care o execută. Pentru nu se lăsa această operațiune arhivistică să depindă de nivelul de competență a personalului care în mod practic execută selecționarea este necesar ca să se acorde multă atenție dosarelor specifice cărora cercetarea viitorului le va da atenția cuvenită pentru reconstituirea realității.

Sustinem ca la poziția 195 să se separe documentele privind statutul civil al persoanelor, care pot rămîne la permanente, de actele care privesc rectificările în documentele de stare civilă deoarece acestea sînt înregistrate în evidențele de stare civilă de la Consiliile populare.

La fel susținem scoaterea de sub prevederile termenelor permanente a registrelor de evidență a documentelor secrete, a ștampilelor, sigiliilor, a cărților de bibliotecă, registrele informative ș.a. care prezintă numai valoare practică de trimitere la dosare pînă în momentul selecționării dosarelor.

În sistemul instituțiilor statului nostru unitățile judecătorești și cele ale procuraturilor, au menirea să asigure aplicarea legilor care reglementează conviețuirea între membrii societății și totodată să contribuie la apărarea cuceririlor revoluționare ale societății noastre socialiste.

După cum știm, în anul 1952 s-au constituit organele de procuratură prin Legea nr. 6 din 2 iunie 1952, în raza de activitate a teritoriului administrativ. Astfel, în baza reformei justiției au luat ființă și procuraturile regionale, raionale și orașenești, care au funcționat pînă în 1968 cînd prin Legea nr. 60 din 26 decembrie 1968 pentru organizarea și funcționarea Procuraturii R. S. România, corespunzător etapei respective de dezvoltare socială a țării, s-a adus îmbunătățirea structurii organizatorice a organelor procuraturii și justiției potrivit organizării teritorial-administrative, constituindu-se procuraturile județene, municipale și locale pe lîngă judecătorii. Ele funcționează în această formă și în prezent.

Unitățile procuraturilor din județul Brașov dețin următoarele fonduri arhivistice:

1. Procuratura județului Brașov	1968—1985 = 56 ml.
2. Procuratura regională Brașov	1952—1967 = 37 ml.
3. Procuratura locală Brașov	1968—1985 = 71 ml.
4. Procuratura oraș Brașov	1952—1967 = 54 ml.
5. Procuratura raionului Codlea	1952—1960 = 5 ml.
6. Procuratura C.F.R. Brașov	1952—1958 = 2 ml.
7. Procuratura locală Făgăraș	1968—1985 = 35 ml.
8. Procuratura raionului Făgăraș	1952—1967 = 22 ml.
9. Procuratura raionului Rupea	1952—1967 = 20 ml.

Toate fondurile menționate mai sus sînt selecționate la zi și inventariate în întregime.

Dintre fondurile enumerate, pe acelea ale Procuraturii raionului Rupea, Procuraturii raionului Codlea și Procuraturii C.F.R. le considerăm fonduri închise, avîndu-se în vedere desființarea zonelor de acțiune în 1960 a raionului Codlea și în 1967 al Raionului Rupea. Restul fondurilor, ținînd cont de continuitatea

activității acestor instituții, propunem ca : procuraturile județene care funcționează în fostele reședințe de regiune să fie considerate continuatoarele procuraturilor regionale, la fel și procuraturile locale care își continuă activitatea în aceeași localitate a fostelor procuraturi orașenești.

Arhiva s-a constituit la fel, atât înainte de aplicarea nomenclatorului și indicatorului cit și după aceea. Principalele categorii de documente create fiind dosarele cu actele procesuale și actele administrative. Dosarele de cauze se păstrează în ordinea numerelor de înregistrare, registrele de evidențe curente ținând loc de inventar. Dosarele generale (administrative) se constituie potrivit nomenclatorului și indicatorului dosarelor întocmit de Procuratura generală care se inventariază anual pe termene de păstrare potrivit prevederilor Decretului 472/1971.

Documentele cu termen de păstrare permanent, create de unitățile procuraturilor sînt cele referitoare la probleme de conducere : proiectele Legii de organizare și funcționare a procuraturilor, de desfășurare a activității organelor procuraturii, statistici, analize, ordine, instrucțiuni emise de alte ministere care au legătură cu activitatea procuraturii, activitatea de urmărire penală și criminalistică, de extrădare, tactica, metodică și tehnica criminalistică, activitatea judiciară în cauzele penale și civile, comutarea pedepselor, activitatea de studii și documentare juridică, proiecte de tratate și convenții internaționale la care a participat și procuratura, studii, informări, sinteze ; activitatea de personal, activitatea de secretariat, inventarele și listele de selecționare a dosarelor de arhivă, activitatea administrativă ș.a.

Regăsirea documentelor și evidența lor se bazează pe două instrumente de evidență : a. dosarele de cauze sînt menționate în evidența registrelor de evidență curentă, care țin loc de inventar, iar dosarele generale (administrative) sînt inventariate anual pe termene de evidență. Ca instrumente specifice ce țin loc de inventar sînt registrele de evidență curentă în care se găsesc evidențiate dosarele de cauze în ordinea numerelor de înregistrare. În ce privește evidența și selecționarea în baza registrelor apar unele greutăți deoarece de multe ori în registrele de evidență sînt menționate numai articolele din codul penal în care au fost încadrate infracțiunile.

Selecționarea se bazează pe criterii aparte, deoarece în momentul actual, se consideră valoarea dosarelor penale după anii de executare a pedepsei aplicate și nu după cauza delictului sau infracțiunii. În această direcție practica procuraturilor susține menținerea criteriilor de evaluare actuală.

Apariția nomenclatorului nu a afectat categoriile de documente create ci doar modul de organizare, deoarece nomenclatoarele nu vizează conținutul activităților reflectate în documentele pe care le creează ci numai modul de înregistrare și organizare a unităților arhivistice.

În cadrul procuraturii s-au aplicat o serie de indicatoare de termene printre care cele din 1959, din 1963, din 1978, precum și nomenclatoarele-indicatoare din 1980 și 1983.

Dacă analizăm ultimele trei nomenclatoare-indicatoare din 1978, 1980, 1983 putem urmări evoluția concepției acestora.

Nomenclatorul-indicator aplicat din 1983 pare mai amplu, compartimentat în unsprezece capitole față de cele precedente.

Capitolele noi apărute în urma evoluției activității procuraturii sînt cele ce se referă la asigurarea legalității, de prevenire și de popularizare a legislației, activitatea de studii și documentare juridică, a rezolvării propunerilor, sesiunilor, cererilor oamenilor muncii etc. care implică constituirea unor noi dosare ca probleme la care se referă documentele întocmite.

Considerăm că, în general, categoriile de documente permanente sînt bine stabilite, reprezentative și mult reduse. Astfel, în ultimul indicator din 1983 de categorii, doar 11 sînt cu termen permanent, un procent mult scăzut față de alte ramuri de activitate.

În continuare, încercăm să analizăm categoriile de documente prevăzute cu termen de păstrare permanent după actualul indicator sau cu termen lung de păstrare aflate la instituțiile creatoare.

La compartimentul I se găsesc cinci categorii de documente cu termen permanent. Aceste categorii de documente cu caracter coordonator, de analiză și sinteză, de valoare deosebită, au caracter documentar, cu valoare practică și de comun acord cu juriștii consultați propunem să rămînă și în continuare ca permanente.

În compartimentul II se găsesc doar două categorii de documente permanente care au caracter specific muncii, au legătură cu alte ramuri de activitate

și sînt deosebit de valoroase din punct de vedere metodic de specialitate și de aceea au valoare documentară cu termen permanent. Restul categoriilor de documente fiind încadrate la 10 și 15 ani, sînt selecționate la data expirării termenului prevăzut.

În compartimentul III se găsește doar o singură categorie permanentă, restul documentelor se încadrează în activitatea judiciară de cauze penale și civile.

În compartimentul IV — Activitatea de asigurare a legalității, de prevenire și de popularizare a legislației, termenele categoriilor de documente, nu depășește 3 ani, respectîndu-se prevederile legale de prescripție.

În compartimentul V — Activitatea de studii, documentare juridică doar două categorii de documente se păstrează permanent, ce reprezintă valoarea documentară-practică și istorică (proiectele de tratate și convenții internaționale la care a participat Procuratura generală și studii, sinteze prezentate la congrese, simpozioane susținute în țară și în străinătate).

În compartimentul VI — Activitatea de personal, nu optăm a se păstra permanent totuși deoarece acestea pot fi incluse la dosarele personale care rămîn în păstrare 90 de ani, alături de restul problemelor de personal.

La compartimentul IX — Activitatea de secretariat și protocol, se rețin ca permanente inventarele și listele de selecționare a dosarelor de arhivă, procesele verbale de distrugere a unor materiale de arhivă. Credem că nefiind justificată reținerea acestora permanent din momentul în care acestea se găsesc și la Arhivele Statului. Propunem deci reducerea termenului la 25 ani cu cinci ani peste prevederile Decretului 472/1971 de predare a documentelor la Arhivele Statului.

La compartimentul X — Activitatea de planificare, contabilitate și cont financiar sînt prevăzute a fi reținute permanent state de personal și de funcții privind organizarea procururii și unităților sale locale. Nu considerăm acceptabilă această prevedere deoarece schemele de organizare și funcționare sînt deja reținute cu valoare documentară permanentă. Restul documentelor sînt bine încadrate conform prevederilor legale.

În compartimentul XI — Activitatea administrativă, documentele sînt încadrate la permanent, după opinia noastră deoarece reprezintă o bază documentară deosebită.

**Mihai Rachieru** — Filiala Arhivelor Statului Prahova. Termenele de păstrare pentru documentele create de procuratură.

În județul Prahova funcționează următoarele unități: 1. Procuratura județului Prahova, 2. Procuratura locală Ploiești, 3. Procuratura locală Cîmpina, 4. Procuratura locală Văleni de Munte, 5. Procuratura militară.

Procuratura județeană Prahova păstrează două fonduri arhivistice: 1. Fondul închis Parchetului Tribunalului Prahova (1939—1951), cuprinzînd registre intrare-ieșire, registre executări și cca. 60 dosare de procedură, în cantitate de 5 m.l. 2. Fondul Procuratura județeană Prahova, anii extremi 1952—1986 cu cca. 60 m.l.

Procuratura locală Ploiești păstrează fondul propriu din anii 1975—1985, cantitatea 150 m.l.

Procuratura locală Cîmpina își are fondul propriu cu anii extremi 1952—1985 în cantitate de 36 m.l.

Procuratura locală Văleni de Munte din 1969—1985 cca. 31 m.l.

Documentele sînt ordonate pe fonduri, în cadrul fondurilor ordonarea este pe genuri de acte (dosare generale, dosare speciale, registre).

Dosarele speciale au ca instrumente de evidență registrele de intrare-ieșire iar cele generale inventare arhivistice pe termene de păstrare, dactilografiate. Aceste instrumente de lucru sînt folosite și la selecționarea arhivei.

Remarcăm că dosarele speciale prin actuala formă de evidență, registrul general de intrare-ieșire, pot fi regăsite ușor, fiecare dosar purtînd numărul primei hîrtii, înregistrată la cauza respectivă iar numerele de înregistrare se dau în cadrul fiecărui an începînd cu numărul 1.

Unitatea, chiar din momentul înregistrării și pornirii cercetării, constituie dosarul pe care se trece numărul din registrul general și articolul din codul penal sau civil al cauzei respective.

Pentru regăsirea dosarelor Procuraturile dețin caiete de termene și opise alfabetic.

Primirea, înregistrarea, manipularea, circulația, expedierea corespondenței și a celorlalte lucrări primite sau care se creează în activitate cît și păstrarea și folosirea documentelor de arhivă se realizează de către unitățile de procura-

tură din județul Prahova potrivit legislației arhivistice în vigoare și ordinelor și instrucțiunilor Procuraturii generale.

Astfel, documentele sînt înregistrate cronologic în registrul de intrare-ieșire care este numerotat iar la finele anului sau la completarea lui se certifică precizîndu-se numărul de înregistrare și de file.

Inventarele sînt de bună calitate iar în depozite arhiva este păstrată pe fonduri, genuri de acte, părți structurale și pe ani, în ordinea numerelor de înregistrare a dosarelor.

Studiind nomenclatoarele indicatoare elaborate din 1963 pînă în prezent am redus continuu numărul dosarelor permanente. Spre exemplu nomenclatorul indicator din anul 1978 reducea de la 12 la 6 dosare, numărul dosarelor permanente. Tot astfel au rămas și în instrumentul de lucru, din anul 1980.

În anul 1983 numărul dosarelor permanente a crescut la 15 iar unele termene s-au modificat din nou.

Prezentul nomenclator-indicator cuprinde 15 dosare permanente și un număr de 9 dosare și registre cu termen între 50 și 90 de ani. Pentru perfecționarea lui în viitor propunem următoarele modificări: la indicativul 1/8 să se mărească termenul de la 5 ani la 10 ani; II/1 să se reducă termenul la 5—10 ani întrucît actele respective se află în dosarele de la instanțe; II/3 cu 2 ani propun să se rețină 1 an pentru că dosarele cu cauza respectivă au fost investite alte organe de Procuratură care le păstrează; II/13, 14, 15, 16 să se renunțe la hotărîrea comisiei de selecționare și să stabilească termen de 10 ani fiind importante în activitatea de prevenire; X/5—25 ani propunem să fie reformulate astfel: planul anual de investiții — permanent; planul anual de reparații capitale — 10 ani; X/6—25 ani: documentațiile tehnice privind lucrările de investiții — permanent; documentațiile privind reparațiile capitale la construcții — 10 ani; X/8 — 5 ani: dările de seamă anuale statistice privind realizarea planului de investiții — permanent; dările de seamă anuale, privind realizarea planului de reparații capitale la construcții — 10 ani; dările de seamă statistice privind consumul de combustibil și energie electrică — 5 ani; dări de seamă contabile anuale — permanent; dări de seamă trimestriale — 10 ani; dări de seamă lunare — 5 ani.

Documentele de la poziția X/26 nu se creează de procuraturile militare și din punct de vedere contabil sînt în subordinea altor unități, iar din punct de vedere material (carburanți, parc auto) au altă subordonare.

XI/3 — 10 ani propun să se rețină 5 ani.

Pentru documentele preconstituite propun modificări la următoarele poziții: 20 — cu 30 ani să se rețină 10 ani; 22 — cu 30 de ani să se rețină 15 ani.

În cazul elaborării unui nou nomenclator-indicator considerăm necesar să se analizeze dacă se pot fixa termene separate pentru Procuratura generală și unitățile din teritoriu.

Actele create de unitățile de procuratură reflectă activitatea de prevenire și combatere a actelor antisociale, evoluția stării infracționale și modul cum se acționează de către factorii educaționali pentru prevenirea și educarea cetățenilor, de popularizare a legilor, activitatea de propagandă juridică.

Valoarea actelor create de Procuratură constă în aceea că pe baza studiilor lor se pot trage concluzii cu privire la gradul de conștiință juridică a cetățenilor, a stării de legalitate și a modului de apărare a valorilor sociale.

**Ion Zarzără** — Filiala Arhivelor Statului Craiova. Fondurile create de procuraturile din județul Dolj și propunerile privind modificarea termenelor de păstrare.

În județul Dolj funcționează Procuratura județului Dolj, Procuratura locală Craiova, Procuratura locală Băilești și Procuratura militară Craiova. Unitățile înființate prin Legea nr. 6 din 21.06.1952, adică cele regionale și raionale au funcționat pînă în anul 1968 cînd prin noua organizare teritorial-administrativă s-au desființat, locul lor fiind luat de Procuratura județeană și procuraturile locale. În fosta regiune Oltenia au funcționat, în afara procuraturii regionale, procuraturile raionale Amaradia, Băilești, Calafat, Craiova, Cujmir, Filiași, Gura Juiului și Segarcea și procuratura oraș Craiova. Procuratura oraș Craiova s-a unificat în 1959 cu Procuratura raionului Craiova, devenind Procuratura oraș-raion Craiova. Procuraturile raionale Amaradia, Gura Juiului și Cujmir s-au desființat odată cu unitățile teritorial-administrative respective în anii 1959 (raion Amaradia) și 1961.

Unitățile care funcționează azi în județul Dolj dețin următoarele fonduri de arhivă: 1. Procuratura județului Dolj deține fondurile: Procuraturii Regionale

Oltenia cu anii extremi 1952—1968 avind 15 ml. Fondul este selecționat, ordonat și inventariat și considerat fond închis; Procuratura județului Dolj, 1968—1985 cu 40 ml. cu aceeași stare de organizare, este fond deschis; II. Procuratura Locală Craiova cu fondurile: 1. Procuratura Raion Craiova, 1952—1959 cu 1 m.l. este selecționat, ordonat și inventariat. El este fond închis; 2. Procuratura oraș Craiova între anii 1952—1959 de 1,5 m.l. cu același grad de prelucrare este tot fond închis; 3. Procuratura Oraș Raion Craiova cuprins între anii 1959—1968 avind 3 m.l.; 4. Procuratura raion Amaradia, 1952—1960 cu 1 m.l.; 5. Procuratura raion Filiși avind anii extremi 1952—1968 cu 5 ml.; 6. Procuratura raionului Segarcea cu documente din anii 1952—1968 avind 3 m.l., fiind selecționat, ordonat, inventariat și considerat fond închis; 7. Procuratura Locală Craiova din anii 1968—1985 cu 20 m.l. selecționat, ordonat și inventariat fiind fond deschis; III. Procuratura locală Băilești cu fondurile: Procuratura raionului Cujmir cu anii extremi 1921—1961, avind 1 m.l., fiind fond închis; 2. Procuratura raională Băilești. 1952—1968 cu 3,80 m.l. fond închis; 3. Procuratura raională Calafat, 1952—1968 are 3,50 m.l., este considerat fond închis; 4. Procuratura locală Băilești între 1968—1985 de 12 m.l., selecționat parțial, ordonat și inventariat, este fond deschis; IV. Procuratura militară Craiova din anii 1980—1985, avind 32 ml. selecționat, ordonat și inventariat, fond deschis.

În total 14 fonduri, însumind cantitatea de 141,80 m.l., din acestea 10 fonduri sînt fonduri închise însumind cantitatea de 37,80 m.l.

Genurile de documente create de aceste instituții sînt: ordine și instrucțiuni ale Procuraturii Generale, M.A.N., Ministerul de Interne, planuri de muncă și referate privind rezolvarea lor, decizii în probleme de personal, planuri de muncă și salarii, acte justificative, planuri de venituri și cheltuieli, formulare statistice și corespondență în legătură cu acestea, registre intrare-ieșire, dări de seamă, plîngerii, cereri și reclamații, rechizitorii de trimitere în judecată, ordonanțe de scoatere de sub urmărire penală, de neînceperea urmăririi penale și de încetare a urmăririi etc. Pentru evidența și înlesnirea orientării instrumentul de bază este registrul de intrare-ieșire întocmit pe dosare penale, pe dosare de reclamații, plîngerii și sesizări și pe dosare generale. La acesta se adaugă: inventarele arhivistice pe termene de păstrare întocmite pe întreaga unitate fără să se țină cont de compartimente și opusul alfabetic de dosare penale, dosare generale și dosare de plîngerii, cereri și reclamații — instrument foarte util în activitatea curentă pentru identificarea dosarelor, folosit cu prioritate de unități.

În decursul anilor pentru documentele create de unitățile de procuratură s-au elaborat următoarele instrumente de lucru:

1. Indicator special al termenelor de păstrare a documentelor create de Procuratura Generală și unitățile sale subordonate — Ord. nr. 32/1958 al Procuraturii R.P.R.

2. Indicator aprobat prin ordinul nr. 9/1963 al Procuraturii Generale pentru procuraturile regionale;

3. Indicator pentru procuraturile raionale — Ord. nr. 9/1963 al Procuraturii Generale;

4. Nomenclator-indicator al Procuraturilor județene și al celor locale confirmat de Direcția Generală a Arhivelor Statului cu adresa nr. 5764/04.01.1972;

5. Nomenclator-indicator pentru procuraturile județene și cele locale primit cu ordinul 5793/08.01.1974 al D.G.A.S.

6. Nomenclatorul-indicator comun pentru procuraturile județene și locale — Ord. S/1 din 08.01.1981.

7. Nomenclator-indicator pentru documentele create de procuraturile județene și locale — Ord. D.G.A.S. nr. S/16 din 10.08.1983.

Se constată că pînă în anul 1981 au existat indicatoare și nomenclator-indicator separat pentru procuraturile regionale-raionale și județene și locale. Începînd cu anul 1981 s-a întocmit nomenclator-indicator comun pentru ambele categorii de unități, opțiune întemeiată întrucît din analiza nomenclatoarelor-indicatoare din anii 1972—1974 s-au constatat foarte puține deosebiri între cele două instrumente de lucru.

Opinia factorilor de conducere și a personalului responsabil cu munca de arhivă este că actualul nomenclator-indicator în vigoare și sistemele de evidență folosite azi, asigură o nouă organizare și o bună evidență a documentelor de arhivă, precum și regăsirea operativă a acestora.

Pentru nomenclatorul-indicator s-au făcut unele propuneri care vizează reducerea sau mărirea unor termene de păstrare și micșorarea numărului (categoriilor) de termene de păstrare, pe care le redăm în continuare :

Nr. crt.	Poz. din ind.	conținut	Termen actual	Termen propus	Obs.
1. I/7		Alte analize, informări privind activ. desf. de org. proc.			
2. II/1		Dos. penale, suplim. ale celor trimise la inst. jud. cu rechizitorii și plângeri împotriva măs. și actelor de urm. penală. — când cauzele se ref. la infracțiuni cu ped. ce nu depășesc 5 ani. — când cauzele se ref. la infrac. ce depășesc 5 ani închisoare.	În limita termenului de prescripție „ 15		Dosarul de fond se află la instanța de judecată și nu are sens ca un dosar suplimentar să fie păstrat 10 sau 15 ani
3. II/12		Plan de muncă ale cab. și lab. de criminalistică și alte lucr. ref. la desf. activ. de criminalistică etc.	3	5	
4. III/7		Sesizări, recl., cereri prin care se solicită decl. recurs extraordinar împotriva unor hotărâri : — în cauze penale în care ped. nu depășește 5 ani închisoare — în cauze penale în care ped. este peste 5 ani — în cauze civile	3 3 10 2	2 2 2	La procuratură rămâne numai adresa de înaintare pentru toate cauzele și de aceea se propune un singur termen — 2 ani
5. V/6		Plan editorial al B.I. pl. colaborare, mat. întocmite pt. publicare, edit și difuz. B.I.	2	5	

S-a făcut observația că pentru lucrări asemănătoare se dau termene diferite de păstrare fără mari deosebiri, ceea ce creează dificultăți în activitatea de inventariere a arhivei, în sensul că se creează anual un număr prea mare de inventare. De exemplu, în actualul nomenclator-indicator figurează 13 categorii de termene de păstrare (1, 2, 3, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 50, 90 ani, permanent, plus în limita termenului de prescripție) ceea ce implică crearea aceluiași număr de inventare pe fiecare an.

De aceea, propunem o reducere a categoriilor de termene de păstrare urmînd să ne limităm la acestea : 3, 5, 10, 15, 30, 90, permanent și în limita termenului de prescripție.

Exemplu : Cap. II, activ. de urmărire penală și criminalistică poz. II/3, și II/4 pot fi trecute la termene de păstrare 3 ani.

Cap. III — poz. III/1, III/3, III/6, III/7, III/9, III/12, tot la 3 ani.

Cap. V/VI — 3 ani

Cap. VI — poz. VI/16 — 3 ani

Cap. IX — poz. IX/1 — 3 ani

Cap. X — poz. X/4, X/9, X/10, X/12, X/13 — 3 ani

Cap. XI — poz. XI/2 — 3 ani

În același mod pot fi unificate termenele de 20, 25 și 30 ani la unul singur (30 de exemplu).

Categoriile de documente cu termen permanent sau termen lung ce pot fi păstrate la unitățile creatoare.

Cap. III, poz. III/11

Probleme de personal — cap. VI, poz. VI/3, VI/6, 7, 8, 9, 12, 13, 14.

Activitatea de secretariat — cap. IX, poz. IX/2 și 3.

Activitatea de planificare, contabilitate și control financiar — poz. X/2, 5 — 6, 11, 16, 18, 26.



Documente preconstituite poz. 2, 4, 9, 15, 16, 17, 18, 20, 22, 24, 25.

Documentele create de procuraturi sînt folosite în realizarea unor activități de studii și de documentare, ele reflectă fenomenul infracțional, starea de legalitate și măsurile pentru apărarea ei, măsuri pentru protecția mediului înconjurător etc.

**Elena Ciucă** — Filiala Arhivelor Statului Municipiului București. Tot din categoria documentelor juridice fac parte și cele create de laboratoarele de expertiză criminalistică.

Laboratorul Interjudețean de Expertiză, înființat la 1 octombrie 1958, se află în subordinea Laboratorului Central de Expertiză Criminalistică.

Laboratorul Interjudețean deține fondul de arhivă propriu începînd cu anul 1959, în cantitate de 15 m.l.

Documentele create sînt specifice acestui profil. Laboratorul efectuează expertize criminalistice la solicitarea instanțelor de judecată sau întreprinderilor de stat. Cererile pentru efectuarea expertizelor se trec în registrul de intrare-ieșire a corespondenței, registru care este considerat instrument de evidență pentru corespondență. Rapoartele de expertiză sînt înregistrate cronologic într-un registru separat. Numărul de ordine din acest registru se trece pe raport și în funcție de acesta copiile rapoartelor se grupează cronologic în dosare (cîte 50 de rapoarte într-un dosar). Originalele rapoartelor se expediază solicitanților.

Ca genuri de acte, Laboratorul Interjudețean creează și deține corespondența pentru efectuarea expertizelor și copiilor rapoartelor de expertiză.

Problemele de personal, administrative, financiar-contabile intră în competența Laboratorului central care efectuează și selecționarea documentelor cu termene expirate, create de Laboratorul Interjudețean.

Ca instrumente de evidență se folosesc registrul de intrare-ieșire a corespondenței și registrul de evidență a rapoartelor de expertiză.

Pentru specialiști rapoartele întocmite prezintă o importanță documentară deosebită, ele relevînd metode de investigații, experiența acumulată la un moment dat. Din această cauză se optează pentru păstrarea lor permanentă, la Laborator. Cantitatea acestor documente este relativ mică, circa 250 — 300 rapoarte pe an, respectiv 5 — 6 dosare a cîte 2 — 300 file fiecare. Originalele rapoartelor se înaintează solicitanților, se anexează la dosarele de judecată și se selecționează la expirarea termenelor de păstrare ale dosarelor la care au fost anexate. Din punct de vedere practic, pentru instanța de judecată, raportul își pierde valoarea odată cu infracțiunea pentru care acesta a servit drept probă.

## Perfecționarea evidenței fondurilor și colecțiilor arhivistice — necesitate și posibilități de realizare

ELEONORA MITRESCU

Evidența documentelor din Fondul Arhivistic Național, acest ansamblu de activități menit să asigure înregistrarea, urmărirea și controlul dinamicii cantitative și calitative a bazei documentare proprii, dobândește noi dimensiuni, dezvoltându-se din perspectiva principiilor și a metodelor folosite în deplină concordanță cu evoluția activității arhivistice.

Dacă pentru perioadele anterioare, scopul central al evidenței corespundea în bună măsură necesităților muncii și era stabilit la „cunoașterea existentului fondurilor și colecțiilor deținute de Arhivele Statului în vederea completării bazei documentare, informării operative a cercetării științifice și practice precum și pentru planificarea activității de ordonare, inventariere și selecționare”<sup>1</sup>, în etapa actuală, sistemul de evidență nu mai poate fi limitat numai la simpla cunoaștere a existentului din depozitele proprii. Raportată la obiectivele muncii din domeniul arhivelor, realizarea unui sistem unitar de evidență, complet și stabil, capabil să asigure permanent o informare operativă și exactă asupra celor mai variate aspecte sau transformări suferite de documentele păstrate de Arhivele Statului, constituie o condiție esențială care permite controlul gestiunii documentelor, planificarea, organizarea și desfășurarea tuturor operațiunilor arhivistice.

Exigențele impuse de realizarea și aplicarea unui sistem unitar și eficient de evidență, determină perfecționarea evidenței documentelor din depozitele proprii ca obiectiv constant și prioritar al activității, prioritate impusă la rîndul ei, îndeosebi de diversificarea și complexitatea activității arhivistice în raport cu evoluția generală a societății.

Înre elementele mai noi sau mai puțin utilizate a căror pondere a crescut în ultima perioadă de timp menționăm: crearea fondului de asigurare, cercetarea tematică, evaluarea documentelor, amplificarea activităților de valorificare a documentelor în scopuri științifice și practice, sporirea bazei documentare prin preluări de fonduri de la unitățile socialiste.

La acestea se adaugă stări de lucruri existente înainte de aplicarea actualei legislații arhivistice: modificări organizatorice succesive ale unor instituții, inventare sumare, instrumente contemporane de evidență incomplete, deteriorate care nu permit identificarea tuturor u.a., unele deficiențe produse de creator în organizarea fondurilor arhivistice.

Din punct de vedere al instrumentelor de evidență s-a remarcat că instrumentele clasice, consacrate nu reușesc să ofere întotdeauna datele necesare unei cunoașteri operative<sup>2</sup>, profunde a situației fondurilor sau colecțiilor deținute, dinamica unor operațiuni arhivistice nefiind regăsită în cuprinsul acestora. Din aceste motive, în practică s-au creat și utilizat instrumente de evidență a căror varietate este direct proporțională cu volumul lucrărilor efectuate sau cu experiența acumulată. Se alcătuiesc astfel liste, tabele, fișe, caiete, registre în scopul urmăririi la nivel de fond, colecție, depozit sau filială a unor parametri vizînd pregătirea pentru microfilmare, microfilmarea, restaurarea sau recondiționarea, suprafața de depozitare disponibilă și ocupată etc. Datele care pot fi culese și

<sup>1</sup> Norme Tehnice privind desfășurarea activității în Arhivele Statului, cap. I, art. 2; *Dicționar al științelor speciale ale istoriei*, Edit. științifică și enciclopedică, București, 1982, p. 110.

<sup>2</sup> Analizînd numai fișa Situația fondului, considerată de către Dicționarul științelor speciale ale istoriei ca „cel mai complet instrument de evidență”, constatăm că acest formulă oferă date privind: istoricul instituției, cantitatea, stadiul de selecționare, ordonare și inventariere, operațiuni care nu mai dețin locul preponderent în paleta activităților specifice

analizate din aceste „quasi-instrumente” de evidență sînt și ele supuse aceluiași subiectivism și, în consecință, pot fi mai mult sau mai puțin complete, mai mult sau mai puțin utile. Caracterul eterogen al formelor de evidență menționate nu permite o documentare rapidă, obținerea și analiza informațiilor de sinteză se realizează cu dificultate, iar rezultatele nu corespund integral realității, periclitînd astfel cunoașterea și actul decizional, diminuînd eficiența și calitatea muncii.

Se reliefează, după opinia noastră, necesitatea ca fișa „situația fondului” să devină un instrument unic, complex, capabil să permită o informare rapidă asupra situației reale a fondurilor și colecțiilor arhivistice, de la număr și denumirea fondurilor pînă la stadiul de conservare și locul documentelor în depozit, înlocuind astfel în mare parte formele multiple de evidență existente. Completarea formularului menționat, cu toate elementele impuse de activitatea arhivistică, ar permite, totodată, și efectuarea unor corelări între rubricile Registrului general de arhivă și ale Registrului Inventarelor, în vederea simplificării utilizării lor. În scopul facilitării cunoașterii operative a situației documentelor din depozitele proprii s-a conturat și propunerea ca Dosarul fondului să fie completat cu procesul verbal de verificare a existentului cu inventarele.

Deemne de semnalat sînt și opiniile referitoare la inventar, apreciat ca instrument de bază al evidenței, care permite gestionarea cantitativă a documentelor, oferind totodată o informare cu caracter general asupra conținutului acestora. Cunoașterea în profunzime a fondurilor și colecțiilor arhivistice, poate fi asigurată prin consultarea unor instrumente de informare specifice cum sînt: îndrumătoarele, inventarele arhivistice, cataloagele de documente etc.

Este o realitate că inventarele mai vechi sau mai noi, se prezintă într-o varietate de forme dar corespund sarcinii de gestiune și informare, și totodată permit regăsirea documentelor. Ca atare, reinventarierea unor fonduri și colecții trebuie să fie o excepție, cu motive bine justificată: organizarea greșită a fondului, precizări din inventare ce nu corespund în totalitate conținutului u.a., existența în fonduri sau colecții în proporție de peste 50% a unor documente fără valoare istorică.

În ceea ce privește căile și metodele concrete de soluționare a situațiilor necclare în care se află unele fonduri sau colecții din depozitele proprii s-a desprins concluzia că acestea se pot rezolva cu eficiență și cu prilejul unor operațiuni specifice cum sînt: pregătirea pentru microfilmare, verificarea existentului și a stării documentelor cu inventarele, actualizarea ghidurilor topografice în urma sistematizării depozitelor, cercetarea tematică.

Nu ne propunem să insistăm asupra posibilităților pe care le oferă perfecționarea evidenței documentelor, pregătirea pentru microfilmare sau cercetarea tematică, întrucît operațiunile care se realizează în mod obligatoriu, prin prevederile Normelor de lucru, în cadrul acestor două activități, facilitează rezolvarea unor probleme de evidență la nivel de fond sau colecție.

În perspectiva perfecționării evidenței documentelor din depozitele proprii, posibilități multiple oferă verificarea existentului cu inventarele, deși Normele tehnice o limitează numai la „stabilirea existenței în depozit a u.a. luate în evidență și a „stării documentelor”. Activitatea practică a demonstrat, însă că în cadrul acestei acțiuni se mai pot efectua: rectificări de fondare sau corectarea delimitării fondurilor; ordonarea documentelor în cadrul fondului conform principiilor înscrise în Normele tehnice și în consecință recotarea u.a., cu precizarea că în cazul fondurilor intrate în circuitul științific, în condițiile în care u.a. propuse pentru selecționare sau aflate lipsă nu predomină, nu se impune efectuarea recotării, urmînd ca la rubrica „observații” a inventarului, să fie precizate situațiile constatate; completarea rezumatelor din inventare, mai ales în cazul inventarelor întocmite de creator (inventarele de preluare a documentelor) care nu corespund cerințelor actuale.

Fondarea și delimitarea documentelor aparținînd unui fond se mențin ca probleme deosebite în asigurarea unei evidențe precise. Indiferent de definițiile date în lucrări de bază ale Arhivelor Statului sau de experiența arhivistică internațională, cert este că, apartenența documentelor la un fond trebuie să fie stabilită pe bază unor principii desprinse și confirmate de teoria și practica arhivistică. Din seria principiilor fondării și delimitării fondurilor, ne propunem să insistăm asupra celui intitulat principiul istorismului, întrucît, pe lîngă implicațiile sale în problemele de fondare, ridică și unele controverse. În analiza noastră reamintim definiția noțiunii de istorism — „principiu metodologic dialectic potrivit căruia fenomenele trebuie privite în evoluția lor, istorică, în procesul apariției și dispariției logice și totodată raportate la celelalte fenomene și condiții existente în momentul istoric dat, care au îndeplinit roluri și funcții

complexe în acest proces, integrate în ansamblul istoric concret din care au făcut parte"<sup>3</sup>.

În baza acestei definiții, prin istorism în domeniul teoriei și practicii arhivistice, înțelegem cunoașterea evoluției orînduirilor sociale și a conținutului activității instituțiilor și întreprinderilor, al legislației care le-a reglementat existența și activitatea (înființare, desființare, comasare, modificare de profil, restrîngerea sau lărgirea de atribuții ș.a.) corelate cu fenomenele și condițiile existente, specifice momentului. Pentru a ne edifica asupra modului în care aplicăm acest principiu în activitatea de fondare vom da câteva exemple:

— În depozitele serviciului I din Direcția Arhivelor Centrale se află fondul Ministerului Afacerilor Externe — Secretariatul de Stat al Moldovei. Titulatura formulată nu exprimă conținutul real al instituției. De fapt, este vorba de Secretariatul de stat al Moldovei care în perioada 1832—1862 a anticipat Consiliul de Miniștri. Precizăm că fondarea nu este greșită, avînd în vedere anii extremi, sfera de activitate și alți factori care permit delimitările de fond. Eronată este apartenența Secretariatului de stat al Moldovei, la arhiva Ministerului Afacerilor Externe, de unde a fost preluat datorită împrejurărilor istorice și menținut sub această denumire.

Fondul în cauză va fi sistematizat în depozitul în care se află Președinția Consiliului de Miniștri.

— Președinția Consiliului de Miniștri a existat și în orînduirea capitalistă și funcționează și astăzi, dar aceasta nu înseamnă că datorită schimbării conținutului societății vom crea două fonduri arhivistice. Președinția Consiliului de Miniștri se va menține ca fond arhivistic unitar cu caracter deschis.

— Fondul Ministerul de Interne — nu reprezintă în realitate un fond, ci este o mare parte din „arhiva” Ministerului de Interne, compusă din mai multe fonduri: Direcția Poștelor și Telegrafului (1836—1869), parte structurală în schema de organizare a Ministerului de Interne dar ea a creat un fond aparte; o situație identică prezintă și Direcția Generală a Arhivelor Statului care există din orînduirea trecută și își continuă activitatea creînd un fond deschis.

— În București a funcționat S. A. „E. Wolf” care va deveni mai tîrziu Uzina „Steaua Roșie”. Deși au survenit unele modificări în profilul întreprinderii și în parametrii ei de funcționare s-a constituit un singur fond arhivistic, care poartă numele ultimului creator, de la care avem documente în depozitele proprii, fondul avînd caracter deschis.

— Un singur fond s-a constituit și din documentele create de Judecătoria de Ocol II, a cărui activitate a fost continuată de Tribunalul raionului Grivița Roșie, apoi de Judecătoria sectorului 8.

Din exemplele de mai sus, reiese concluzia că aplicarea principiului istorismului nu trebuie să conducă la o fragmentare a fondurilor în raport de orînduire sau de modificările razei teritoriale de activitate, ci considerăm că trebuie avute în vedere menținerea funcțiilor de bază (organizatorică, administrativă, economică, militară etc.) ale instituțiilor și întreprinderilor, corelîndu-le cerințele principiului istorismului cu cele impuse de principiile provenienței, apartenenței, valorii și îndeosebi al integrității și continuității fondurilor arhivistice.

Desigur, dacă anumiți factori sau evenimente istorice au influențat în mod substanțial conținutul activității, cum ar fi dominațiile străine sau revoluțiile sociale, se impune să le avem în atenție în delimitarea fondurilor arhivistice.

În raport cu principiul integrității fondului, o grijă deosebită trebuie să acordăm documentelor cu mărime și format deosebit cum sînt planurile, fotografiile, microfilmul ș.a. Este firească preocuparea de-a crea o colecție de fotografii, dar în momentul scoaterii lor dintr-un fond sau colecție este necesar să precizăm riguros elementele care permit identificarea apartenenței la fondul respectiv.

În concluzie, subliniem că sistemul de evidență din Arhivele Statului nu necesită modificări radicale de fondare sau delimitare, întrucît, intrarea documentelor în circuitul cunoașterii prin instrumentele de bază și cele de informare științifică, oferă posibilitatea orientării și regăsirii informațiilor solicitate în orice împrejurare. Exprimîndu-ne unele opinii privind posibilitățile de perfecționare a sistemului de evidență în Arhivele Statului, apreciem că problema nu este epuizată, ci se impune studierea aprofundată și stabilirea unor măsuri care să conducă la corectările necesare și constituirea unui sistem de evidență eficient și precis, adaptat cerințelor actuale.

<sup>3</sup> *Mic dicționar enciclopedic*, Edit. științifică și enciclopedică, București, 1978, p. 503.

# Fondarea documentelor create de către organele teritoriale ale administrației de stat

ANDREI CACIORA

Documentele ce intră în patrimoniul Arhivelor Statului sînt luate în evidență în raport cu apartenența lor la fond sau colecție arhivistică.

Fată de situația existentă, ne propunem să aducem în discuție cîteva din soluțiile care credem că vor putea fi adoptate în această problemă.

De la început trebuie să admitem că modificări importante în evidența fondurilor și colecțiilor provenite de la organele administrației de stat nu mai pot fi operate, întrucît o bună parte a acestora au intrat în cercetarea științifică cu denumirile actuale.

Este cazul prefecturilor unor județe din Transilvania și Banat care sînt cunoscute sub această formă și pentru perioada anterioară anului 1918, cînd se numeau de fapt comitate, avînd organizarea și structura impuse de stăpînirea străină care le-a generat.

Ținînd seama de criteriile de bază care se au în vedere la stabilirea denumirii fondurilor și colecțiilor arhivistice (numele creatorului de fond, organizarea teritorială și profilul) ne exprimăm o serie de opinii privind fondarea documentelor și înregistrarea fondurilor administrative în evidența Arhivelor Statului:

1. Consiliile populare județene să se considere fonduri noi, deschise ca urmare a reorganizării administrative a teritoriului R.S. România din 16 februarie 1968. Ele nu continuă activitatea sfaturilor populare regionale și cu atît mai puțin a celor raionale, care au avut nu numai o altă componență teritorială, dar și o structură organizatorică diferită în multe sectoare de activitate cum ar fi, de pildă, agricultura, învățămîntul, finanțele etc.

2. Consiliile populare municipale sau orășenești continuă în schimb, activitatea sfaturilor populare ale orașelor de subordonare regională sau raională, cît și a primăriilor municipale sau orășenești din trecut, indiferent de începutul activității acestora. Ele nu sînt deci fonduri noi, ci fonduri cu o istorie mai veche cîrora li se atribuie ultima denumire, urmînd ca în fișa „Situația fondului” să fie consemnate toate denumirile anterioare și anii extremi ai acestora.

Considerăm că tot în această categorie se încadrează și Consiliile populare orășenești care funcționează pe teritoriul unor orașe nou înființate prin Legea privind organizarea administrativă a teritoriului R. S. România din 16 februarie 1968. Cu alte cuvinte ele continuă activitatea fostei primării a comunei devenită oraș, deoarece nu au intervenit schimbări esențiale nici în organizarea instituțională și nici în competența teritorială.

3. Consiliile populare comunale, prevăzute și în nomenclatura legilor anterioare de organizare administrativ-teritorială a țării continuă activitatea Sfaturilor populare comunale și respectiv, a primăriilor comunale care le-au precedat. Propun să li se atribuie ultima denumire — aceea de consiliu popular comunal — iar în fișa „Situația fondului” să se indice denumirile purtate anterior, inclusiv cele de dinainte de 1918, precum și perioadele pentru fiecare denumire.

4. Potrivit opiniei înșușite de majoritatea arhiviștilor, Sfaturile populare regionale sînt fonduri închise, avînd, cu unele excepții, anii extremi 1951—1968. Ele au fost constituite ca urmare a raionării administrativ-economice a teritoriului Republicii Populare Romîne în septembrie 1950<sup>1</sup> și a organizării Sfaturilor populare raionale la 28 decembrie 1950<sup>2</sup>.

Acceptarea lor ca fonduri închise este justificată de faptul că regiunea cuprindea un teritoriu mai întins decît fostele județe pînă în anul 1950.

5. Sfaturile populare raionale, din considerente similare cu cele enunțate la sfaturile populare regionale, sînt și ele fonduri închise, avînd, tot cu unele excepții, anii extremi 1951—1968.

<sup>1</sup> Legea nr. 5 în B. O. nr. 77 din 8 sept. 1950.

<sup>2</sup> Decretul nr. 259 din 18 decembrie 1950, în B. O. nr. 122 din 28 decembrie 1950. Decretul nr. 12/1956, în B.O. nr. 1 din 10 ianuarie 1956.

6. Sfaturile populare orășenești, ale orașelor de subordonare regională sau raională, nu pot fi considerate fonduri închise. Așa cum s-a arătat mai sus ele continuă activitatea primăriilor din localitățile respective și sînt continuate la rîndul lor fie de către consiliile populare municipale, fie de către cele orășenești. În consecință fondurilor arhivistice create de acestea li se vor atribui denumirile respectivelor consilii (cu ultima denumire).

7. O situație aparte o prezintă Sfaturile populare comunale datorită modificărilor repetate survenite în împărțirea administrativ-economică a teritoriului țării.

Astfel, o parte dintre ele continuă activitatea fostelor primării comunale și anume acelea care au fost constituite pe teritoriul comunelor existente și anterior anului 1950. Unele dintre ele pot să aibă ca an de început anul înființării primăriei (inclusiv a celor de dinainte de 1918) a cărei activitate o continuă. Altele vor avea ca an de început al activității 1951, sau anii 1952, 1956, 1960 și 1965 cînd au fost înființate noi comune prin modificările aduse legilor de împărțire administrativ-teritorială.

O altă categorie o formează sfaturile populare comunale cărora le-a încetat activitatea prin acțiunea legilor din anii 1952<sup>3</sup>, 1956<sup>4</sup>, 1960<sup>5</sup>, 1965<sup>6</sup> și 1968<sup>7</sup>. Ca urmare asemenea sfaturi populare comunale trebuie considerate fonduri închise, cuprinzînd desigur și actele fostelor primării pe care le-au continuat, dar avînd ca ultimă denumire aceea a statului popular comunal respectiv.

8. Pornind de la premiza că Sfaturile populare regionale nu pot continua activitatea fostelor prefecturi, datorită competenței teritoriale și organizării instituționale diferite, propun ca prefecturile de județ să fie considerate fonduri închise, cu anii extremi, pentru Transilvania 1919—1950, iar pentru celelalte provincii românești, cu anii de început, diferiți, în funcție de înființarea instituției. Așa cum menționam la început, acele filiale ale Arhivelor Statului din Transilvania care au considerat (impropriu) prefecturile de județ drept continuatoare ale comitatelor, înregistrînd fondurile arhivistice respective cu denumirea de prefecturi, n-au altă cale decît de a menține în continuare această denumire pentru ambele instituții (prefectură + comitat) deoarece fondul a intrat în circuitul științific cu denumirea prefecturii respective.

9. Preturile de plasă le considerăm fonduri închise, cu ani extremi diferiți, în funcție de începerea și încetarea activității fiecăreia.

Propunerea noastră de a fi considerate fonduri închise este motivată de faptul că Sfaturile populare raionale nu le pot fi continuatoare întrucît organizarea lor instituțională și competența teritorială, dar și o bună parte a atribuțiilor, au fost diferite.

În concluzie, în legătură cu evidența și fondarea fondurilor create de unitățile administrației de stat care au funcționat pînă în 1950, considerăm că:

— primăriile orășenești și municipale au fost continuate de sfaturile populare orășenești (de subordonare raională, sau regională) și apoi de consiliile populare orășenești sau municipale, delimitarea și înregistrarea fondurilor arhivistice create de către acestea făcîndu-se cu ultima denumire;

— primăriile comunale trebuie privite, așa după cum s-a mai arătat, în mod diferențiat, în funcție de istoricul instituției. Acele primării comunale a căror activitate a încetat în 1950, sau înainte de acest an, au creat fonduri arhivistice închise la data încetării activității. Primăriile comunale continuate în activitatea lor de sfaturile populare comunale, iar o bună parte și de consiliile populare comunale, vor fi înregistrate — după caz — cu denumirea de sfat popular comunal sau consiliu popular comunal;

— în ceea ce privește situația fondurilor arhivistice create de comitatele din Transilvania apreciem că ea trebuie analizată pe baza aceluiași argumente prin care am motivat delimitarea fondurilor sfaturilor populare regionale de cele ale prefecturilor județene.

În limitele acestui material ne-am propus să supunem spre dezbateră cîteva probleme legate de delimitarea și înregistrarea fondurilor create de către organele teritoriale ale administrației de stat, fără pretenția că am epuizat complexa problemă din acest domeniu.

<sup>3</sup> Anexă la Decretul 331 din 19 sept. 1952.

<sup>4</sup> Anexă la Decretul 12/1956, în B. O. nr. 1 din 10 ianuarie 1956.

<sup>5</sup> Anexă la Legea 3/1960, în B. O. nr. 27 din 27 decembrie 1960.

<sup>6</sup> Anexă la Legea 3/1960, București, 1965.

<sup>7</sup> Legea nr. 2/1968, în B. O. nr. 17—18 din 17 februarie 1968.

# PREZENTĂRI DE FONDURI ȘI COLECȚII

## Colecția de documente „Gheorghe Crișan“

VASILE CĂPILNEAN

Printre achizițiile de mare interes documentar intrate de curind în păstrarea Filialei Maramureș a Arhivelor Statului din Baia Mare un loc aparte îl ocupă colecția de documente „Gheorghe Crișan“, constituită pe parcursul unei îndelungate activități gazetărești.

Gheorghe Crișan, în momentul de față pensionar, cu domiciliul în Oradea, este originar din mica localitate Tohat de pe Someș, situată la extremitatea sud-vestică a județului Maramureș<sup>1</sup>.

Continuând tradiția vrednicilor săi înaintași, care au jucat un rol însemnat în lupta de emancipare națională a românilor din nordul Transilvaniei, Gheorghe Crișan se va dedica de tânăr ziaristicii pentru că, așa cum mărturisea într-un interviu, simțise o chemare, o vocație pentru cuvântul scris și tipărit<sup>2</sup>.

Ucenicia în ziaristică și-a făcut-o în coloanele gazetelor din capitală: „Curentul“, „Universul“, „Timpul“, „România“ și „Voința“ în calitate de corespondent pentru Sălaj, apoi ca „secretar literar“ la revista „Nord-Vestul“ lui Dimitrie Șeptilici<sup>3</sup>. Încă din acei ani, 1930—1935 Gh. Crișan fusese preocupat de gândul de a scoate la Baia Mare, orașul în care și-a făcut studiile liceale „o revistă cu nivel superior celor ce au apărut cîndva acolo“<sup>4</sup>, lucrul care îl realizează în anul 1936.

Evocînd momentul revenirii lui Gh. Crișan în pitorescul oraș micier, poetul Ion Șugariu, prietenul și colaboratorul său apropiat, va mărturisi mai târziu: „Mai anii trecuți a venit la Baia Mare un tânăr visător și sărac. Un tânăr cu ochi mici și modești și cu multe visuri în buzunar. S-a oprit în piața din centru, printre cărămizi și bănci goale, a privit în jur și a zis: iată un oraș unde este mult de lucru. Iată un loc unde slova românească este absolut indispensabilă. Firmele cu nume străine îl priveau batjocoritor. A început să bată pe la porți. Foarte mulți nu l-au ascultat. Unii l-au luat în bătaie de joc. Dar el nu a disperat. S-a luptat cu dîrzenie și nu peste mult a reușit să scoată o revistă săptămînală, *Cronica*“<sup>5</sup>.

Piesa de bază a colecției de documente pe care o prezentăm, acest ziar săptămînal românesc apărut la Baia Mare, între 1936 — vara lui 1940, apoi în refugiu la Bacău în prima parte a anului 1941, frumos ilustrat de către cîțiva pictori și graficieni locali și alții „ale căror lucrări în linoleum nu mai necesitau cheltuieli de zincografie“<sup>6</sup>, a făcut o apreciabilă operă de educație patriotică informîndu-și cu consecvență cititorii despre cele mai importante evenimente culturale ale acestor ani: apariții de cărți, aniversări de scriitori, expoziții de artă plastică, concerte. Cu prilejul sărbătorilor naționale de la 24 ianuarie și 1 decembrie ziarul „Cronica“ a marcat an de an semnificația acestor evenimente în istoria noastră națională.

<sup>1</sup> Vasile Scurtu, *Petru Bran, un luptător al trecutului românilor din Satu Mare, Satu Mare, 1939*; Viorica Ursu, *Petru Bran, eminent om de cultură din veacul al XIX-lea, luptător neobosit pentru emanciparea poporului român, în Marmatia, 3, Baia Mare, 1977, p. 279—284*; Ion Dordea, *Din activitatea despărțimintului Vișeu-Iza al „Astrei“ pentru păstrarea ființei naționale, în „Marmatia“, 4, 1978, p. 170—174.*

<sup>2</sup> Nae Antonescu, *Convorbiri revuistice, cu Gh. Crișan despre ziare și reviste băimărene, în „Maramureș“, supliment politic, social-cultural al gazetei Pentru socialism, mai 1981. (În continuare Nae Antonescu „Convorbiri revuistice...“)*

<sup>3</sup> *Ibidem.*

<sup>4</sup> *Ibidem.*

<sup>5</sup> Nae Antonescu, *Scriitori uitați, Edit. Dacia, 1980, p. 18.*

<sup>6</sup> Nae Antonescu, *Convorbiri revuistice ...*

În anii 1939—1940, cînd pericolul ce plana asupra integrității și independenței României a atins cote maxime, ziarul băimărean „Cronica” a publicat articole în care a fost demascată politica revizionistă a statelor fasciste.

Pe lângă documentele privind înființarea și activitatea săptămînalului băimărean „Cronica”, din care rezultă și greutatea întîmpinate, fondul conține și scrisori de încurajare, mai ales din perioada în care a apărut în refugiu, la Bacău, revelațiile pentru ecoul lui în rîndurile cititorilor și îndeosebi ale confrăților refugiați din Ardealul de Nord, după 30 august 1940.

Într-o carte poștală trimisă de la Aradul Nou în 28 martie 1941 se menționa: „Nu știu cum să-mi exprim recunoștința mea pentru amabila atenție trimițîndu-mi ziarul d-tale „Cronica”. A fost cea dintîi a mea bucurie pe care am simțit-o în acest amarnic refugiu, sentiment pe care îl voi simți încă odată atunci cînd vom reveni cu toții la căminurile noastre, din care am fost asvîrliți cu atîtă brutalitate.

Totodată țin, să-mi exprim mîndria mea de ardelean, aici, pentru modul în care înțelegi să profesezi această nobilă meserie a scrisului, servind exclusiv idealul Patriei sub toate aspectele ei, național, patriotic și cultural”<sup>7</sup>.

O altă scrisoare consemnează aspecte ale dramei celor izgoniți de la casele lor, precum și ale celor rămași la posturi. „Cumnatul P\* și L\* îmi scrie lupta lor sufletească. Ei au fost numiți la M\*[năstur] provizoriu. Ce va fi mai tîrziu, nici ei nu știu. Colegii rămași pe acolo — îmi scrie el — se adună din cînd în cînd, stau de vorbă, comentează vestile de la Radio. Se întreabă apoi ei, că oare noi cei veniți nu-i considerăm ca dezertori? Eu le-am scris să fie liniștiți. Cît se pot menține să nu cedeze. Poporul românesc de acolo are nevoie de conducători”<sup>8</sup>.

Semnificative sînt și alte scrisori din care rezultă încurajările primite de la confrății din țară și îndeosebi de la cei din Bacău, Dorohoi, Onești, Botoșani, Roman. Una dintre acestea încheiată cu urarea adresată „atît Cronicii cît și luptătorului Gh. Crișan, viață îndelungată și totodată să-și ajungă țelul dorit, ca această gazetă să apară iarăși în vechea cetate ardeleană Baia Mare”<sup>9</sup>.

Între documentele achiziționate figurează și ultimul număr al ziarului amputat de cenzură cu ștampila acesteia și rezoluția „Nu se va imprima. Se suspendă această apariție din ordinul prefectului”. Articolul cel mai îndrăzneț, care trebuie să fi determinat această măsură se pare a fi cel aparținînd lui Gh. Crișan de la rubrica „Notițe” în care referindu-se la știrea continuării activității grupului de la revista sîtmăreană „Afirmarea” în ziarul bucureștean „Viața” de sub direcțiunea lui Liviu Rebreanu, acesta scria: „Știrea aceasta ne-a adus aminte frînturi din lupta dirză dusă acolo la granița firească a romanismului, în Țara Oașului, în Chioar, în Maramureșul descălecătorilor. Aproape toți cei ce ne-am încumetat să scoatem publicații românești acolo eram nevoiți să muncim ziua în vreo slujbă, pentru ca din leafa primită să plătim tipar și hîrtie, cărora să le jertfim apoi nopțile și orele de odihnă spre a le însufleți ... Opera realizată de ele va fi însă neștearsă, binefacerile ei de neprețuit. Flacăra aprinsă arde astăzi cu puteri uriașe. Nu va putea fi stinsă niciodată de nimeni. Iată cea mai puternică garanție de solidaritate între toți românii, iată un motiv neseecat de speranță îndreptățită în refacerea fruntariilor firești ale țării”<sup>10</sup>.

Alte documente ale colecției „Gheorghe Crișan” le constituie arhiva suplimentului literar al ziarului său, intitulat „Cronica literară”.

Dacă nici unul din cele două numere care au putut fi imprimate nu fac parte din colecție, în schimb sînt prezente originalele manuscriselor literare trimise spre publicare, unele editate, altele inedite. Aceste manuscrise poartă semnăturile unor scriitori tineri la vremea respectivă ca Mihai Beniuc, Virgil Carianopol, Gheorghe Chisu, Ion Șugariu, George Petcu, Dumitru Hînovceanu, Ion Th. Ilea, Coriolan Gheție și alții.

Printre cele mai valoroase documente din dosarul suplimentului „Cronica literară” pot fi socotite cele purtînd semnătura poetului erou Ion Șugariu împreună cu care Gh. Crișan a realizat și susținut atîta cît timpul i-a permis, cele două publicații. Așa cum precizează istoricul literar Nae Antonescu și cum însuși Gh. Crișan mărturisese talentatul poet Ion Șugariu, fiu de miner din partea locului, prin relațiile sale cu cercul scriitorilor din Capitală, realizase o adevărată subredacție

<sup>7</sup> Arh. St. Baia Mare, colecția „Gheorghe Crișan” dosar 5, f. 12. Prescurtările au fost propuse de Lucian Bretan spre a feri persoanele respective de eventuale urmări din partea autorităților de ocupație.

<sup>8</sup> Nae Antonescu, *Convorbiri revuistice...*, p. 10—11.

<sup>9</sup> Ibidem, f. 17—21.

<sup>10</sup> Ibidem, f. 7.



acelo, de unde a purtat o bogată corespondență cu Gh. Crișan, din care în colecția de față se păstrează cinci scrisori.

Apariția revistei literare băimărene a constituit un eveniment cultural la vremea respectivă, consemnat și de exigentul critic și istoric, literar George Călinescu și care, în capitolul „Revistele noii generații” din a sa Istoria literaturii române de la origini până în prezent o menționează printre „publicațiile provinciale care dovedesc interesul pentru literatură și din acest punct de vedere merită atenția”<sup>11</sup>.

Consemnând apariția revistei băimărene scriitorul Cezar Petrescu în „România literară” din 15 iunie 1939 arăta la rîndul său că deși „Cronica literară” apare în provincie, nu este o revistă provincială pentru că în paginile ei a apărut un material suficient de variat „apreciind drept „remarcabile eforturile redacționale, năzuind să dea acestei publicații o înfățișare cit mai agreabilă”<sup>12</sup>.

Integritatea fondului documentar creat de „Cronica literară” se datorește atât grijii acordate de Gh. Crișan colaborărilor primite cit și indemnului primit de la poetul Ion Țugariu care, într-o altă scrisoare, comunicîndu-i ce propune să se publice în numărul prim, îl sfătuia pe bunul său prieten: „Te rog păstrează toate manuscrisele și după culegere la arhivă”<sup>13</sup>.

Un apropiat colaborator al revistei literare băimărene a fost și poetul născut Ion Th. Ilea, cu două poezii inspirate din realitățile sociale și politice ale momentului istoric deosebit de dramatic pentru destinul patriei noastre. Ele sînt intitulate „Destin” și „Crist singură sub nouă cunună de spini”, ultima publicată în „Cronica” din 26 iunie 1940.

De o atenție deosebită s-a bucurat Gh. Crișan și publicația sa din partea poetului Dumitru Hinoveanu, originar din Oltenia și care a funcționat pînă în 30 august 1940 într-un sat din Țara Oașului apoi în ultimul timp în Seini. Bine cunoscut la data respectivă ca urmare a colaborării sale la revista „Afirmarea” din Satu Mare, oraș în care și-a tipărit și un volum de poezii, D. Hinoveanu este prezent în această colecție cu un mănunchi de poezii și cu mai multe scrisori.

Semnificativ pentru crezul literar al lui D. Hinoveanu este o altă scrisoare din acei ani (nedatăată ca și celelalte) în care acesta trecînd peste unele supărări pe care i le-a pricinuit Ion Țugariu într-un articol prea sever, el are cuvînt de apreciere la poezia confratelui său scriînd: „Prietenul Ion Țugariu încercă noi experiențe de procedee poetice și reușește bine. Sfătuiește-l însă să stea foarte aproape și de procedeele din Trecere prin alba poartă\*. Sînt în Trecere prin altă poartă, frumuseți indiscutabile și prin aceleași procedee poate realiza mult mai mult — cred eu. Este un curent accentuat spre tradiții, nu știu însă dacă putem mult realiza cu el. Este prea copleșitor Eminescu. Să ne întoarcem la Eminescu, categoric, dar alături de Blaga, Arghezi și Barbu”.

Informații variate și interesante pentru cunoașterea unor aspecte ale vieții sociale și politice din fostele județe Sălaj și Satu Mare se găsesc în colaborările lui Gh. Crișan și din alte articole publicate în ziarele Curentul, Cuvîntul, Calendarul, Voința, Universul, Dimineața, Granița, România și Gazeta, decupate și aranjate cu grijă, cu menționarea în fiecare caz a titlului, datei și numărului ziarului.

O altă categorie de documente din colecția de față o formează corespondența sa cu Filiala Arhivelor Statului județul Maramureș, începută în 1983 și continuată în anii următori, importantă prin însăși hotărîrea lui Gh. Crișan de a dona aceste documente la Arhivele Statului.

Aceste scrisori completează tematica documentelor colecției cu date suplimentare cu privire la climatul social și politic al anilor 1930—1940, atestînd totodată preocupările sale actuale.

Gestul său de a dona aceste documente Arhivelor Statului ar putea constitui exemplu și îndemn pentru alți deținători de documente iar rîndurile de față constituie și o expresie a recunoștinței noastre pentru contribuția pe care Gh. Crișan și-a adus-o la îmbogățirea zestre documentare a arhivelor maramureșene.

<sup>11</sup> Ibidem, dosar 7, f. 7.

<sup>12</sup> Ibidem, dosar 4, f. 77.

<sup>13</sup> Nae Antonescu, *Convorbiri revuistice...*

\* Este vorba de primul volum de poezii publicat de Ion Țugariu în anul 1938, Edit. Librăriei Pavel Suru, București.

# Un tezaur documentar inedit: corespondența lui Al. Christofi (1852—1856) (II)

NICOLAE ISAR

După scrisoarea din 25 noiembrie 1853 survine o nouă întrerupere în corespondența lui Al. Christofi, pentru trei luni, următoarea scrisoare datînd din 10 aprilie 1854. Între timp, el se stabilise la Constantinopol, iar Christian Tell la Smirna. De la această dată corespondența dintre cei doi, de la Constantinopol la Smirna, va urma regulat, pînă în 1856, cînd exilul lui Christofi va lua sfîrșit.

Lotul de scrisori, masiv, pentru anul 1854 se raportează în primul rînd la încercarea revoluționarilor români de insurecționare armată a țărilor române, în vederea cîștigării independenței și unității naționale, în condițiile războiului Crimeii.

Corespondența lui Christofi din lunile aprilie-august 1854 are în centrul atenției figura generalului Gh. Magheru și rolul pe care el ar fi urmat să-l aibă în acest proiect de colaborare; corespondența din ultimele luni ale anului 1854, privește aceeași încercare chiar dacă soarta ei era lămurită, ea raportîndu-se la disputele dintre fruntașii revoluționari, în primul rînd dintre Magheru și Eliade pe marginea eșecului acestui proiect, recriminările reciproce alcătuiind, cum se știe, dată fiind situația deosebit de grea a exilaților români, o constantă a stării lor de spirit. Dezamăgirea profundă răzbate în fiecare pagină a acestei bogate corespondențe.

Cele mai multe dintre scrisorile lunilor aprilie-august 1854, cum am precizat, se referă în primul rînd la Magheru, dar și la alți fruntași revoluționari pe un plan secundar. În aprilie, generalul aștepta din partea autorităților turcești aprobarea cererii sale de colaborare armată, o acțiune în care își punea, ca atîția alții, mari speranțe<sup>67</sup>. Tonul corespondentului Al. Christofi cum vom vedea, este adesea ironic, cu o tentă critică, voit îngroșată și explicabilă la el, ca adept al generalului Christian Tell, plasat — cum reiese din chiar această corespondență — pe o poziție oarecum mai neutrală față de celelalte grupări de exilați. „D. Magheru — scrie Christofi, la 17 aprilie — tot speră, după cum este el diplomat; destul că s-a făcut nițică vorbă că Canning s-ar opune de a iesi firmanul. Negreșit că neieșind, or să găsească o pricină; mi-e silă și de oameni și de cauză, cu firmanul lor împreună”<sup>68</sup>.

La 30 aprilie 1854, Christofi îi relatează pe larg lui Tell despre inițiativele lui Magheru, memoriul cerut celui din urmă de ambasadorul englez la Constantinopol și discuțiile avute cu el asupra cauzei Principatelor Române. Redînd conținutul memoriului, în care se arăta că s-ar putea organiza o oaste românească de pînă la 120.000 de oameni, Christofi observa că Magheru, la această dată, „nu numai că nu a pierdut speranța, dar crede mult că poate să izbutească”<sup>69</sup>. Dar consultînd și pe alți fruntași revoluționari, pe Golești și Rosetti, asupra cererilor din memoriu, se dovedea, observa Christofi, că fiecare dintre ei se afla „în deosebite păreri”. Consultat și el de Magheru, asupra „redijării” memoriului, Christofi îi răspunsese că: „dumnealui să urmeze pe drumul care a început și să facă tot ce trebuie după convicția lui, ca să fie consecvent, și atît meritul cît și răspunderea or să fie numai pe seama-i. Pe urmă, după ce își va face toate datoriile și nu va izbuti, poate să-și aleagă alt drum și să lucreze în unire cu alți români, rupînd-o pe față cu d. Ghica. Trebuie să se fie de una: a început cu d. Ghica, cu diplomația, trebuie să urmeze pînă la căpătîi, fără să se mai amestece cu alții”<sup>70</sup>.

Dar părerile totuși se împart, unii între care și nepotul lui Magheru, Nițu fiind pentru „hîrtia lui Rusetti”, și Al. Christofi, se referă, în acest context și la alți exilați: la V. Mălinescu aflat la această dată la Constantinopol, venit de la Paris: la Proletarul, adică Marin Serghiescu, care propunea întocmirea unui alt memoriu, iscălit de Nicolae Goleșcu, Magheru și Tell, în numele tuturor exilaților, „arătînd drepturile țării și cerînd ca să se dea arme spre a contribui țara și cu sîngele ei a scoate pe muscal din țară, împreună cu Turcia și aliații ei”<sup>71</sup>.

<sup>67</sup> Ibidem, scrisoarea din 17 aprilie 1854, S. 13(25)/C. p. 3.

<sup>68</sup> Asupra acestui moment din activitatea sa, vezi și „Stan Apostol, C. Vlăduț, *Gheorghe Magheru*, București, 1969, p. 199—200.

<sup>69</sup> Bibl. Acad. R. S. România, S. 13(27)/C, p. 2.

<sup>70</sup> Ibidem, p. 3.

<sup>71</sup> Ibidem.

Ceva mai târziu, într-o scrisoare din 15 mai, Christofi relatează despre Magheru, pe care îl văzuse mihnit: „Tot dă la memorande și nu se vede nici un folos”<sup>72</sup>. Vina pentru tergiversarea unui răspuns favorabil la apelul de colaborare militară o avea, după zisele Magherului, comandantul turc Omer pașa: „D. Magheru mi-a zis — scrie Christofi — că toată piedica românului este parlida cea mare a lui Omer care este în guvern. Omer se împotrivesc formal; voiește să administreze țara militărește și să întrebuințeze pe românii în care are el încredere. În vederea rezolvării favorabile a cererii de colaborare, se adresase Magheru și ambasadorului francez la Constantinopol, St. Arnaud, căruia de asemenea îi depusese un memoriu și cu care purtase discuții.

Divergențele de opinii asupra modalității de acțiune în împrejurările date, între Magheru și Ghica pe de o parte, și grupul de la Paris pe de alta, sînt relatate pe larg de Christofi în scrisoarea din 5 iunie 1854, cînd Magheru este provocat cu dinadinsul de corespondent să vorbească, într-un cerc de exilați de la Constantinopol. Vîzînd gruparea lui Rosetti — Brătianu, Magheru vorbea cu mihnire, cum relatează Christofi, de „unii din Frăție, care se cred că sînt filozofi și le știu pe toate”, care „tună și fulgeră zicînd că binel nu este bine cînd (vine) de la străini și nu vine de la nație și prin oamenii nației, că măcar chiar sune muscali românii trebuia să se bată, ca să se deprinză la arme, ca să poată ceva și să strălucească în ochii străinilor făcînd nației un nume”<sup>73</sup>.

Și Christofi reproduce aici și replica pe care Magheru ar fi dat-o adepților formulei unui război național împotriva protectoratului țarist, independent de poziția Turciei sau Austriei, dus în cele din urmă chiar și împotriva acestora. „Dumnealor — ar fi zis Magheru — deși se cred filozofi, dar nu își cunosc țara și vorbesc lesne din gură, de cere *des pertisans* și că românii s-ar putea bate și împotrivi în contra muscalilor, a turcilor și a nemților cu ajutorul munților, de unde nu i-ar putea scoate lesne cîte trele puterile”. Între altele, spusese Magheru, ei uitau „că fără bani, fără arme, și provizii, nu poți face nici măcar un pas”<sup>74</sup>, că un război de partizani al românilor în munți împotriva tuturor marilor puteri nu avea de la început nici o șansă, atîta timp cît ei puteau fi ușor de înconjurat de armatele mult mai numeroase ale dușmanilor.

Controversa aceasta dintre Magheru și revoluționarii de la Paris era de dată mai veche: pe cînd se afla la Viena, înainte de a veni la Constantinopol, el dezaprobase calea preconizată, răspunzînd lui Gr. Iordanu, trimis de la Paris să ia legătura cu el: „Eu le-am spus — reproduce Christofi — că nu sînt de opinia și convicția lor”; ideea unei revoluții pentru unitate și independență națională, împotriva voinței celor trei mari puteri, o refuzase, adăugase Magheru, „ca o utopie, nerealizabilă de a se putea aplica (sic!) într-o țară ca a noastră”<sup>75</sup>.

Asigurînd că relațiile sale sînt „adevărul pe pielea goală” „fără exagerații în ceea ce se atinge de fondul povestirii”, Al. Christofi intervenise și el în discuția relatată, vorbind de conduita lui Tell față de aceiași „filozofi” de la Paris, conduita care avea drept scop „o bună înțelegere și unire pe viitor, printr-o deslușire amicală și declarație sinceră a trecutului, ca fiecare să se poată păzi de a mai cădea în greșale atît de mari și vătămătoare cauzei și chiar intenției lor celei mai bune, de care nu se poate îndoi cineva că le lipsește”<sup>76</sup>.

O altă plîngere a Magherului, de alt ordin, și ea relatată de Christofi, anume că odată rugînd pe C. A. Rosetti să-i traducă în frantuzește un memoriu adresat lui Napoleon, frunzasul radical i l-a schimbat în trei locuri, pentru ca în cele din urmă să fie trimis împăratului fără iscălitura sa<sup>77</sup>, va fi stîrnit rumoare printre ascultătorii lui Magheru, precum astăzi cititorilor acestei corespondențe; dar asemenea amănunte relatate de Christofi în această scrisoare, ca și în altele, sugerează, credem, o imagine mai veridică asupra profilului spiritual al oamenilor de la 1848.

Trebuie menționat că în ce privește „plîngerea” principală a Magherului, anume dezaprobarea, în discuția relatată, a liniei preconizate de radicalii de la Paris, Al. Christofi avea păreri personale, anume i se părea că, în această privință, Magheru nu fusese consecvent și, deci în parte, se contrazicea în spusele sale, amintîndu-și de o altă convorbire cu el, pe aceeași temă, cînd ară-

<sup>72</sup> Ibidem, scrisoarea din 15 mai 1854, S. 13(29)/C. p. 2.

<sup>73</sup> Ibidem, scrisoarea din 22 mai 1854, S. 13(30)/C. p. 2—3.

<sup>74</sup> Ibidem, S. 13(32)/C. p. 1—2.

<sup>75</sup> Ibidem, p. 2.

<sup>76</sup> Ibidem, p. 3.

<sup>77</sup> Ibidem, p. 4.

<sup>78</sup> Ibidem.

tase că deși nu era formal înțeles cu cei de la Paris, „astă opinie a celorlalți a putut intra în planul dumnealui”<sup>79</sup>. Cît privește rolul lui Christian Tell în evenimentele recente, Al. Christofi afla tot de la Magheru amănunte interesante: „D. Magheru zice, — i se adresează corespondentul lui Tell — că trimiterea dumitale înapoi este din pricina (lui) Ruset și Brătianu, de care turcii s-au speriat auzind că sînt la Vidin”<sup>80</sup>, adăugînd că Magheru cunoștea raportul lui Omer pentru întoarcerea lui Tell<sup>81</sup>, document după care urma să-i trimită chiar o copie.

La sfîrșitul aceleiași luni, la 26 iunie, Al. Christofi explică pe larg într-o nouă scrisoare adresată lui Tell pricina pentru care Gh. Magheru nu a primit mult-asteptatul firman. Între altele, el ține să sublinieze aici aprecierea lui Magheru privind neîncrederea turcilor față de grupul radicalilor de la Paris. „Venirea lui Ruset și Filipescu, zicea D. Magheru — scrie corespondentul lui Tell — a făcut mult rău, fiindcă, pe lîngă altele, apoi nici nu țineau o taină și orice le spuneam pe dată le spunea la streini, care au împiedicat mult”<sup>82</sup>.

Știrile privitoare la Gh. Magheru abundă și în celelalte scrisori<sup>83</sup>. Deosebit de interesante sînt știrile din corespondența lunilor aprilie-august 1854 care se referă la alți revoluționari români, exilați aflați la Constantinopol sau în trecere prin marele oraș, precum și la exilații din alte locuri. La Golești se referă el în mai multe rînduri<sup>84</sup>, cu ei aflîndu-se în relații personale, dar fără a fi un confident al lor, aflînd de la ei, prin urmare, știri mai puține („eu nu îi întreb și ei nu-mi spun”) <sup>85</sup>. Informațiile referitoare la Eliade sînt mai modeste în corespondența din aceste luni<sup>86</sup>, ele amplificîndu-se, cum arătam la început, în corespondența din toamna anului 1854, cînd încep în sinul exilaților disputele tinzînd a lămuri cauzele eșecului acțiunilor din prima jumătate a anului.

La frunțașul radical de la Paris, C. A. Rosetti, se referă Christofi și în alte scrisori decît cele la care ne-am referit<sup>87</sup>. Despre frunțașul revoluționar moldovean, Vasile Mălinescu<sup>88</sup>, ca și despre Petre Cernătescu<sup>89</sup> sau alți cîțiva exilați, pe care nu îi menționăm aici. aflăm, de asemenea, unele date interesante

În corespondența lui Al. Christofi sînt deosebit de valoroase, cum am observat, știrile privitoare la radicalii din Paris, aflați în trecere prin Constantinopol în cursul anului 1854; în intenția de a se apropia de granițele patriei, iar apoi, după eșecul încercării, unii din ei, revenind pentru scurt timp aici. Autoritățile turcești, după realizarea înțelegerii cu Austria, cum se știe, au luat măsuri împotriva unora dintre exilații români aflați la Constantinopol, pentru neutralizarea lor. La 4 septembrie 1854, referindu-se la Ștefan Goleșcu, Al. Christofi scria, adresîndu-se lui Tell: „Ștefan ți-a scris de la închisoare fiindcă nu le-a dat voie să iese simbătă, ci tocmai luni, fiindcă a trebuit mai întîi ca D. Magheru să dea o garanție în scris pentru dînsii, zicînd că și în viitor vor fi credincioși Turciei”<sup>90</sup>.

Intențiile frunțașilor radicali erau bine cunoscute în rîndul exilaților constantinopolitani. Între altele, Christofi afla la această dată, dintr-o scrisoare a lui Nițu Magheru<sup>91</sup>, că Omer-pașa promisese din partea unui subordonat informația că „în România mică s-a făcut o răscoală în capul căreia e Brătianu, și Omer a poruncit a merge trupe ca să prinză pe Brătianul. În urma aceasta — continuă corespondentul — se zice că Austria s-a grăbit și la 26 a băgat 10.000 de austrieci în România mică și douăzeci în România mare. Lui Omer i s-a trimis poruncă ca să tragă din țară toate trupele, lăsînd țara neamțului”<sup>92</sup>.

<sup>79</sup> Vezi sensul exact al acestei aprecieri în original. Ibidem, p. 8.

<sup>80</sup> Ibidem, p. 9.

<sup>81</sup> Asupra aprecierii rolului lui Tell în acest moment, vezi An. Iordache, C. Vlăduț, *Christian Tell*, Craiova, 1976, p. 76—77.

<sup>82</sup> Ibidem, S. 13(35)/C, p. 1—2.

<sup>83</sup> Mai vezi, de pildă scrisorile din 8 mai, 22 mai, 12 și 19 iunie, mai ales acestea două, 17 iulie, 21 august (S. 13) (28, 30, 33, 34, 36, 41/C) și altele.

<sup>84</sup> Ibidem, din 17 aprilie, 15 mai, 21 august (S. 13(25, 29, 41/C) și altele.

<sup>85</sup> Ibidem, S. 13(32)/C, din 5 iunie 1854.

<sup>86</sup> Mai vezi scrisorile din 31 iunie, 7 și 21 august etc.

<sup>87</sup> Ibidem, scrisoarea din 31 iulie 1854, S. 13(38)/C.

<sup>88</sup> Vezi, între altele scrisoarea din 21 august (S. 13(41)/C.

<sup>89</sup> Ibidem, scrisorile din 17 aprilie, 21 și 25 august.

<sup>90</sup> Ibidem, scrisoarea din 4 septembrie 1854, S. 13(43)/C, p. 1.

În acest context, la 11 septembrie 1854, Al. Christofi relatează pe larg lui Tell convorbirea pe care o avusese cu C. A. Rosetti, „pînă a nu pleca de aici“, după cum îi promisese într-o scrisoare anterioară<sup>91</sup>. Fruntașul radical i se destăinuie pe larg, în privința disputelor între fruntașii revoluționari în cursul evenimentelor din 1848 și a celor imediat următoare. Între altele, cerîndu-i părerea asupra unei noi „rebelie democratică“ în Franța, Rosetti aprecia că ea nu ar avea nici o șansă în condițiile existente la 1854, „dar cînd a venit vorba la o revoluție română — relatează Christofi — zice că o are în palmă și că e sigur că ar izbuti“<sup>92</sup>. În strînsă legătură cu relatarea discuției purtate cu Rosetti, se referă Christofi și la alți revoluționari: la Vasile Mălinescu, care îi relatase, între altele, despre încercarea de organizare a unui comitet de conducere a revoluționarilor exilați, despre Eliade și „calomniile“ sale, despre Gh. Magheru, Al. Goleșcu-Albu, P. Cernătescu, Al. I. Cuza și alții. Christofi scrisese aici atât de mult, cum aprecia ulterior, cît să-i ajungă lui Tell pentru o lună<sup>93</sup>.

De la Constantinopol, Al. Christofi transmitea lui Tell și conținutul scrisorilor către Gh. Magheru aparținînd altor fruntași revoluționari. La 6 noiembrie, de pildă, el reproduce conținutul unei scrisori adresate lui Magheru, în care I. Ghica făcea interesante confesiuni: „Acum, zice, cînd orizontul politic s-a mai luminat, dorește a-și arăta opiniile sale asupra țării, după cum i le-a arătat și prin grai d-lui Magheru. Adecă, binele patriei lui dorește, ca țara să aibă un guvern drept, energic și tare, care să înceapă mai întîi a face școli, drumuri, canale și a însufla românului patriotism și virtutea militară. Liberalismul astfel zice că îl înțelege d. Ghica, pentru astăzi, căci, altfel, dînd libertate la oameni ca Eliad și Bolliac, or să înceapă să calomnieze și să facă rău, iar nu bine. Am crezut, zice, că odată o să poată țara scăpa de muscali, dar nu că o să treacă și prin ciurul austriac. Oricum, zice, interesele politice de astăzi ale Europei se vede că au cerut să fie astfel, dar țara are un viitor brilliant.“

Sînt unii, zice, care nu mai știu a fi decît ori Nicolae sau (ori) Prudon, adecă că nu mai știu decît extremități. Poate că are dreptate, zice, ca românul să fie mîhnit că în asemenea împregiurări nu a luat și el arma în mînă și că nu se putu, ca pandurii Magherului, împreună cu aliații, să bată cîteva regimente de muscali. Toți știu, zice, că românul s-a oferit și și-a arătat dorința de a se bate; prin urmare, trebuie să suferim și să avem o inimă de fier, însă să nu încetăm de a fi prudenți și cu respirație“<sup>94</sup>.

Reproducînd scrisoarea lui Ghica, Christofi ținea să precizeze: „ăsta e sensul scrisorii, dar frazurile și esepresiile sînt cu totul altfel“, iar, apoi, în continuare, ținea să aprecieze, în spiritul critic care îl caracteriza: „Ideile sînt bune dar faptele celui care le scrie sînt cu totul altfel“<sup>95</sup>.

Dar în centrul atenției lui Christofi, în corespondența ultimelor luni ale anului 1854, se află nu raporturile dintre Magheru și I. Ghica — raporturi stînd sub semnul înțelegerii, cum reiese din scrisoarea la care ne-am referit — ci disputele dintre Magheru și Eliade, avînd ca obiect eșecul proiectului de colaborare militară cu Poarta.

La 15 noiembrie 1854, Al. Christofi scrie pe larg lui Christian Tell despre „explicația ce a avut d. Magheru cu d. Eliad asupra cauzei și căuzașilor“<sup>96</sup>. Pelatarea sa este învelită în limbajul pasionat al momentului — de adîncă mîhnire — pe care o trăiesc exilații, dar ceea ce interesează în această scrisoare sînt tocmai datele pe care ea ni le oferă despre starea reală de spirit a exilaților români la această dată.

La personalitatea lui Gh. Magheru se referă și scrisorile următoare, din 25 noiembrie și 25 decembrie 1854, cu date interesante, de amănunt, pentru biografia fruntașului revoluționar, ca și pentru alți exilați mai puțin cunoscuți.



Între scrisorile lui Al. Christofi de la începutul anului 1855 ar fi de remarcat mai ales aceea cu data de 5 februarie, în care este relatată discuția avută cu I. Bălăceanu, atunci venit la Constantinopol, privind raporturile lui I. Ghica și Christian Tell, cu Goleștii și alții. Cum exilații români la Constanti-

<sup>91</sup> Ibidem.

<sup>92</sup> Ibidem, S. 13(44)/C.

<sup>93</sup> Ibidem p. 2.

<sup>94</sup> Ibidem, S. 13(47)/C. p. 1.

<sup>95</sup> Vezi S. 13(51)/C. p. 1—2.

<sup>96</sup> Ibidem, p. 2.

<sup>97</sup> Asupra aprecierii poziției lui Eliade din acest moment, vezi An. Iordache, C. Vlăduț, *op. cit.*, p. 75—76.

„nopol, la această dată, „au început a se înmulți“, Christofi se raportează la noii veniți, preluind de la ei diferite „nuvele“. În afara acestei scrisori interesează și relatările din alte scrisori din primele două luni ale anului 1855. Între altele, se relatează, de pildă, despre acțiunea filo-românească a lui Baligot de Bayne, acum întors sănătos, de la Sevastopol, cu gândul de a întemeia aici un ziar<sup>98</sup>. Ceva mai târziu referindu-se la interdicerea în țară de către Barbu Știrbei a ziarului „Timpul“ el semnală interdicția impusă de cenzura turcă lui Baligot de a scrie un articol condamnând gestul domnitorului român<sup>99</sup>.

Anterior, apariția la București a ziarului „Timpul“ stîrnise discuții printre exilați, făcîndu-se tot felul de presupuneri privind pe inițiatorii săi. „Timpul“ din țară — scria el la 13 februarie, adresîndu-se lui Tell — este probabil, cum zici, sprijinit sau făcut de Ghica. D. Magheru nu are nici o idee despre această precum și Șt. Goleșcu; după cele ce îmi scrie, crede că vine numai de la tinerimea ce nu este în contact, nici nu cunoaște partidele vecine<sup>100</sup>.

În general, știrile despre situația din țară, mai ales din Moldova, stîrnesc un mare interes, ele împletindu-se cu ardoarea patriotică a exilaților. La 15 ianuarie 1855, de pildă, era semnalată chemarea ca profesor în Moldova a cunoscutului fruntaș ardelean Simion Bărnuțiu<sup>101</sup>.

Ca și în alte serii de scrisori, „certurile“ lui Christofi pe teme de filosofie morală cu unii confrăți, dintre cei de seamă, merită să rețină în mod deosebit atenția. În acest sens, la 29 ianuarie, despre Vasile Mălinescu notează: „Mă cert câteodată cu Mălinescu, precum mă cert și cu dv. L-am întrebat: care e răsplătirea pre pămînt, precum și în cer, a omului virtuos, onest, moralist și cu frică la Dumnezeu! Mi-a răspuns după cum am auzit vorbind și onorabilul nostru dl. Blanc la Șumla: conștiința faptei, bună sau rea, este singura răsplătire morală a omului pe pămînt; și pentru altundeva chiar omul se poate flata că esența spiritului său va face parte din cantitatea ce se va uni cu altă cantitate, spre a forma progresul infinit, trecînd din transformare în transformare și perfecționîndu-se fără a putea ajunge vreodată la perfecție. Adevărul e așa, zice, cu deosebire că țăranul e totdeauna făcător de bine, cu ideea ca să nu meargă în iad, după cum i-a zis popa: și omul luminat face binele că are deplină cunoștință de conștiința lui. Și acel bine este adevărul moral sau crimă“<sup>102</sup>.

Desigur, opiniile politice ale lui I. Ghica — comentate de I. Bălăceanu și la care se referă pe larg Christofi în scrisoarea din 5 februarie — aveau un ecou mult mai larg printre exilați decît în cazul altor fruntași ai exilului și la ele se referă corespondentul lui Tell și în alte scrisori. De pildă, la 26 februarie dată la care I. Bălăceanu plecase spre țară fără a voi să-l vadă, pe Reșid-pașa<sup>103</sup> — Al. Christofi relatează despre o altă întîlnire avînd în atenție pe I. Ghica: „Bolintineanu față cu Magheru, Grigorie și eu (cu mine) — scrie el — ne-a cetit broșura lui Ghica. Pe cît țin minte, așa e sensul: „cred că nu o să mai fim sclavii nemților și (ai lui) Știrbei; de ce mă tem este că nebătîndu-se românii astăzi în contra muscalilor, o să cădem sub greutatea neprizei și a desconsiderației Europei.

De un deosebit interes în corespondența lui Al. Christofi sînt relatările sale privind disputele dintre exilați cu privire la desfășurarea evenimentelor revoluționare de la 1848. Deosebit de importantă ni se pare a fi în acest sens scrisoarea din 11 iunie 1855, referînd disputa dintre Magheru și Eliade asupra revoluției, precum și discuțiile din cercul exilaților constantinopolitani avînd ca obiect ultima dintre lucrările lui Eliade, „Regenerația“<sup>104</sup>, în care încerca să

<sup>98</sup> Ibidem, scrisoarea din 1 ianuarie „D. Baligot s-a întors sănătos de la Sevastopol. Spune că noroiul e pînă la briu acolo, că muscalii vin deghizați în sanțurile aliaților și iar se întorc, că soldații franței, îmbrăcați în capote muscălești, se duc noaptea pe ulițele Sevastopolului cu felinarul în mînă și a doua zi raportează ce au văzut; că Sevastopolul nu e ocultat de zid, decît fortificat cu strajnice baterii. Baligot o să deschiză aci un giurnal și se va putea să-i dea titlul „Moniteur turque“ pentru asta a venit aci și un tovarăș al lui“. Cf. S. 13(53)/C, p. 2.

<sup>99</sup> Ibidem, S. 13(64)/C, p. 2, scrisoare din 19 februarie 1855.

<sup>100</sup> Ibidem, scrisoare din 13 februarie 1855, S. 13(63)/C, p. 1.

<sup>101</sup> Ibidem, S. 13(57)/C.

<sup>102</sup> Ibidem, S. 13(59)/C, p. 2—3.

<sup>103</sup> Ibidem, S. 13(65)/C, p. 1.

<sup>104</sup> Este vorba de *Mémoires sur l'histoire de la régénération roumaine ou sur les événements de 1848 accomplis en Valachie*, Paris, 1851.

prezintă evenimentele de la 1848, supraevaluând rolul său în cadrul acestora. În disputa dintre cei doi frunțași revoluționari, Magheru și Eliade, cel din urmă iese înfrînt și simpatia exilaților în fața cărora se desfășoară spectacolul înclină spre primul, ca să nu mai vorbim de Christofi însuși. Scrisoarea cu această dată, alcătuită un adevărat memorial asupra revoluției de la 1848, un text depășind cu mult limitele unei scrisori obișnuite — de altfel, cum este cazul și al altor scrisori aparținînd lui Christofi — constituie, după părerea noastră, un prețios izvor asupra revoluției române de la 1848 și asupra emigrației care i-a urmat. Interesează aici, evident, nu spiritul pătimas și subiectiv — inerent stării sufletești a exilaților — ci precizările sau amănunțele de tot felul menite să întregescă imaginea noastră asupra evenimentelor și personalităților care au stat în centrul lor.

Cele mai multe dintre imputările pe care și le făceau reciproc exilații erau nedrepte, cum se știe, ele avîndu-și explicația în bună măsură, în starea de deprinare în care ei se găseau, o stare pe care atitudinea Turciei — pe pămîntul căruia se aflau — o întreținere în continuare. Despre turci, în acest sens, la puțin timp de la data scrisorii la care ne referim, într-o altă scrisoare, cu data de 2 iulie 1855, Christofi afirma: „E timp pierdut a mai vorbi asupra reflecțiilor ce inspiră intenția suveranilor! E trist însă ca, după 7 ani, să îi auză cineva ținînd asemenea langai, depărtînd cu asemenea conduită simpatia națiilor amice și necunoscîndu-și adevăratul interes, cînd sînt incongiurați numai de inamici! Și apoi, un om ca mine să fie silit să pledeze mișcarea românilor de la '48 să developeze planurile muscalilor și să roage pe suzerani a adopta cu totul o altă politică, în folosul reciproc!”<sup>105</sup>. O rază de speranță răzbate totuși în corespondența elaborată în cursul lunilor de vară ale anului 1855 în legătură cu evenimentele politico-militare aflate în curs, despre care exilații citeau cu nerăbdare tot ce se scrie<sup>106</sup>.

În corespondența lui Christofi din lunile iulie-august 1855 transpar tot mai mult știrile despre tentativele de pace între cele două părți beligerante, multe dintre ele avînd caracterul unor simple zvonuri. Astfel, la 16 iulie, înregistra zvonul că domnul Moldovei, Grigore Ghica, cerea „să se orînduiască provizoriu peste amîndouă prințpatele” și că în cadrul Conferinței de la Viena, Franța ar fi sprijinit această idee, spre deosebire de Rusia, Turcia și Austria<sup>107</sup>. La 13 august îl informa pe Tell despre convorbirea sa cu Costache Negri, aflat atunci la Constantinopol, despre „multe lucruri interesante” asupra cărora urma să-i relateze pe larg în altă scrisoare, acum semnăindu-i numai opinia patriotului moldovean despre dorința de unire a Principatelor<sup>108</sup>.

La 20 august 1855, în scrisoarea următoare, Christofi relatează pe larg conținutul convorbirii sale cu C. Negri asupra misiunii pe care cel din urmă o avusese la Viena, precum și asupra unor evenimente politice sau de altă natură din Moldova și Muntenia. Precizările lui Negri asupra discuțiilor din cadrul Conferinței privind cauza Principatelor, relateate în această scrisoare sînt însoțite pe alocuri, cum observăm din lectura textului, de comentariile interlocutorului, Christofi, după cum lectura protocoalelor Conferinței — citite în copii oferite de Negri — este însoțită de următorul comentariu: „Eu nu pot spune mai mult decît că e o țesătură de diplomați și plină de contradicții și frazuri întortocheate”<sup>109</sup>.

De o valoare deosebită, în ansamblul corespondenței lui Christofi sînt scrisorile sale de la începutul anului 1856, cu date deosebit de prețioase privind pozițiile marilor puteri față de cauza Unirii Principatelor și lupta exilaților români pentru Unire.

În ajunul deschiderii Congresului de pace de la Paris, cum reiese mai ales din scrisoarea cu data de 3 ianuarie 1856, între altele, Christofi condamnă în termeni categorici politica antiunionistă a Porții, pe care o socotea totodată potrivnică propriilor ei interese. „Frații turci — constată el cu amărăciune — cînd sînt cu muscalii, cînd cu nemții și niciodată cu românii”<sup>110</sup>. Dar nu numai Turcia, ci

<sup>105</sup> Bibl. Acad. R. S. România, S. 13(81)/C, p. 4—5.

<sup>106</sup> La 4 iunie, adresîndu-se lui Tell, Christofi nota: „Am dat articolul la toți, și oricum o să ne facă împrejurările ceea ce Mihai Bravul nu a putut să îndeplinească. Să le ajute Dumnezeu aliaților că pînă acum au gînd bun”, Ibidem, S. 13(77)/C, p. 7.

<sup>107</sup> Ibidem, S. 13(82)/C, p. 5—6.

<sup>108</sup> Ibidem, S. 13(88)/C, p. 3.

<sup>109</sup> Ibidem, S. 13(89)/C, p. 3.

<sup>110</sup> Ibidem, S. 13(104)/C, p. 4.

și celelalte mari puteri — inclusiv cele occidentale — sînt văzute în mod critic de Christofi. „După cele ce văd pînă astăzi — scrie el în aceeași scrisoare — aliații nu sînt cum s-ar cuveni să fie, ci se bat pentru plapomă, care mai de care să predomineze în Turcia prin intrigile lor de toate zilele ce există între ambasadorii lor“<sup>111</sup>.

Condamnînd jocurile de culise ale diplomației occidentale, cu consecințe nefaste asupra diferitelor popoare aflate sub dominație străină, Christofi găsește această diplomație vinovată de „atîtea alte lucruri de care toată lumea geme de nedreptăți, dar nu îndrăznește să zică nimic“<sup>112</sup>. Sînt constatări care îl fac pe Christofi să exclame în cele din urmă, cu stupeoare: „Astea toate se zic civilizație și că se bat pentru binele și fericirea națiilor! Eu cred, după cele ce văd, că se bat pentru ca să poată domni mai bine, și orice bine va ieși, după cum sînt convinși că cît (sic!) de puțin o să iasă ceva bine, este meritul impregiurărilor ... iar nu al lor“<sup>113</sup>.

Aceleași note critice la adresa politicii otomane și la interesele egoiste ale celorlalte mari puteri, pe care le desprindem din scrisoarea din 3 ianuarie, le observăm și în scrisorile următoare, din 10 și 17 ianuarie 1856<sup>114</sup>.

Totuși, intuind momentul istoric favorabil realizării dezideratului unității naționale, îl vedem pe Christofi depășind starea de descurajare care îl cuprinsese în ultima vreme — dezamăgit în primul rînd de politica marilor puteri — dorind să acționeze cu hotărîre, împreună cu ceilalți exilați, în sensul realizării acestui deziderat, cum reiese și din ultimele două scrisori ale lunii ianuarie. Dacă e hotărît să acționeze, scrie el lui Tell „este că astăzi sau niciodată, cred că tot românul este dator să facă tot ce poate pentru unirea principatelor și pe temeiul că chiar aliații nu pot să fie contrarii“<sup>115</sup>.

La acțiune îl îndeamnă Christofi și pe Tell, căruia îi scrie, făcînd aluzie la neînțelegerile din trecut din sinul emigrației: „D-ta care pînă astăzi ai fost cu totul retras de orice intrigi meschine și fratricide de castă, oare nu ar fi timpul sau datoria să faci ceva? A fost destul timp ca să-ți recapitulezi trecutul și să te gîndești pentru viitor; acum trebuie ceva făcut! ... Eu aș abandona toate pentru unirea principatelor“<sup>116</sup>. Pentru a contracara acțiunile candidaților la domnie, „cu partidele lor“, care amenințau „fericirea nației întregi“ împreună cu un alt exilat, Christofi lua inițiativa unui memoriu colectiv cu cererea de unire a principatelor, urmînd a fi semnat de toți exilații fără deosebire, trimis marilor puteri și răspîndit prin toate ziarele. În această acțiune, voia, desigur, să-l implice și pe Tell; se angaja să-l convingă și pe Eliade, „cel mai păcătos dintre emigrați“ să-l semneze. „Cauza e bună, elementele sînt ... nu rămîne dar, decît găsind d-ta cu cale, să spui ce-i de făcut și să croiești lucrul, că cei de la Paris cred că nu o să zică ba“<sup>117</sup>.

În lunile care au urmat, speranța în unire în rîndul exilaților avea să fie întreținută, între altele, de știrile pozitive care veneau din patrie, mai ales din Moldova, unde mișcarea era sprijinită direct de domnitorul Grigore Ghica, ale cărui acțiuni patriotice stîrneau admirație. Pe C. Negri, D. Raletti, Alessandri, Mălinescu, cu care se aflase în contacte, la trecerea sau șederea lor la Constantinopol, acum reîntors în Moldova și acționînd „cu atîta zel pentru Unire“, îi elogiază, sugerînd exemplul lor onora dintre cauzeși<sup>118</sup>.

Accentul trebuia pus pe concentrarea forțelor în vederea realizării înainte de toate a Unirii, din care, ulterior, aveau să rezulte reformele interne așteptate. Referindu-se la broșura lui Al. Golescu-Negru, *De l'abolition du servage*<sup>119</sup> care ar fi speriat pe unii patrioți moldoveni, că unindu-se cu muntenii li s-ar lua pămînturile printr-o reformă agrară, ca cea preconizată de autor, el notează, în acest sens: „Iată iar o lipsă de tact; să se facă Unirea, că celelalte vin singure,

<sup>111</sup> Ibidem, p. 4—5.

<sup>112</sup> Ibidem, p. 5.

<sup>113</sup> Ibidem.

<sup>114</sup> Ibidem, S. 13(105)—106/C.

<sup>115</sup> Ibidem, scrisoarea din 31 ianuarie 1856, S. 13(108)/C, p. 1.

<sup>116</sup> Ibidem, p. 3.

<sup>117</sup> Ibidem, p. 5.

<sup>118</sup> Ibidem, scrisoarea din 3 iulie 1856, S. 13(130)/C, scrisoarea din 17 iulie 1856, S. 13(118)/C.

<sup>119</sup> Vezi Al. G. Golescu, *De l'abolition du servage dans les Principautés danubiennes*. Paris, 1856.



și să nu vorbească, nici să scrie alta decât Unirea<sup>120</sup>. Fiecare patriot era dator să facă totul pentru propagarea ideii unirii, cu toate mijloacele. „Am spus tuturor aici, ca să împene țara cu scrisori, fiecare pe la cunoscuții lor, spre a nu vorbi decît de unire“<sup>121</sup> scrie el. Românii din Paris, le incumbă mari datorii, mai ales în sensul contrarării acțiunilor Turciei. „Acum treaba celor de la Paris — scrie el lui Tell, la 3 iulie 1856 — ar fi să o rupă pe față cu turcii și să le răspundă cum se cade, iar nu (ca) acum cîțiva ani! Și să facă o sentință de hotărîre supremă, infierîndu-le toate faptele și reaua credință ce pînă la sfîrșit a avut către români, cari, din contra, pînă la sfîrșit au fost loiali“<sup>122</sup>.

În ciuda aprehensiunilor sale privitoare la aliați, atunci cînd cunoaște exact protocoalele ședințelor Congresului de la Paris, acestea îi fac lui Christofi, totuși „multă impresie“ și el scrie lui Ștefan Golescu, sugerîndu-i să facă o hirtie de mulțumire aliaților, din partea tuturor emigranților, „pentru chestia unirei principatelor, pe care aliații o sprijină cu atîta dezinteresare, demnă de nații civilizate ca Franța, Englitera și Piemont“<sup>123</sup>. Iar lui Tell, îi scrie, asupra acestui subiect: „de vreme ce recunoști că trebuie a combate pe turci cu armele lor, și pe față cu dîșii, apoi asta e tot ceea ce cer eu, neică Ghiță; sîntem d-acord, fără a ne mai bate pe uscat și pe mare; deosebirea e că eu credeam a fi mai rezervat și dumneata crezi că e timpul a da turcilor poveți pe față, cum ar trebui să se poarte mai bine către români“<sup>124</sup>.

În raport cu hotărîrea Congresului de la Paris de consultare a dorinței românilor prin intermediul divanului ad-hoc, se impunea de la sine concentrarea forțelor patriotice, responsabilitatea riscurilor pe care le aduceau cu ele acțiunile anti-unioniste, și în acest sens Al. Christofi la 5 iunie 1856 scria: „Acum e epoca cea mai critică a prințipatelor și ce rău ar fi cînd turcii, cu partizanii lor, ar izbuti ca divanul ad-hoc să zică ceea ce dorește turcii, în contra voinței țărilor! O țară sau un popor de sclavi, cum zice savant M. de Girardin în articolul din 15 mai!“<sup>125</sup>.

Dacă poarta, în cazul relatat, nu ar fi dat satisfacție, Christofi mai propunea ca exilații, care primeau pensii din partea guvernului turc, în semn de protest să renunțe la acest sprijin material. Anticipa că asemenea propunere era prejudicioasă pentru o serie de exilați aflați în serioase lipsuri materiale și se îndoia ca atare că ea avea să fie primită; speranțe își punea în primul rînd în Magheru, pe care promitea să-l acompanieze, sperînd că poate și printr-un asemenea gest „frații suverani — cum le spunea el turcilor în ironie — ar începe să devie mai moderați“<sup>126</sup>. Ulterior, din corespondența sa către Tell aflăm că Magheru aprecia că protestul propus pe această cale, a renunțării la pensia turcească, trebuia lăsat la latitudinea fiecăruia, el unul socotind pensia primită nu ca o gratuitate din partea guvernului turc, ci ca un drept care i se cuvenea<sup>127</sup>, dar înțelegea să protesteze cu hotărîre la Poartă — și o face — în acest sens, spre satisfacția lui Christofi.

Deși pentru un protest colectiv la Poartă, împotriva atacurilor lui Noquèse, își dăduseră acordul, în afară de Tell, Bolintineanu, Gr. Serurie și poate alții, fără Magheru — care înțelegea să acționeze ca în atîtea rînduri, personal — o asemenea acțiune nu a mai avut loc, se pare, iar turcii, cum notează Christofi „în loc să dezavueze pe Noquèse, a dat un perdaf lui Baligot“ — care intervenise în sprijinul românilor — „pentru că a scris în contra articolelor lui Noquèse și a sprijinit drepturile românilor“. Baligot de Bayne ar fi replicat, spre satisfacția exilaților „că așa e adevărul“<sup>128</sup> adaugă Christofi.

Într-o asemenea atmosferă, în iulie 1856, lua sfîrșit exilul constantinopolitan al lui Al. Christofi, de la această dată, trăgîndu-se „în viața privată de voiajor“<sup>129</sup>.

Se încheie astfel, și una dintre cele mai bogate corespondențe de exil din cîte cunoaștem, care ne oferă, cum am arătat, numeroase detalii asupra revoluționarilor de la 1848, asupra stării de spirit din anii grei ai exilului.

<sup>120</sup> Ibidem, scrisoarea din 3 iulie 1856, S. 13(130)/C.

<sup>121</sup> Ibidem, scrisoarea din 17 aprilie 1856, S. 13(118)/C.

<sup>122</sup> Ibidem, scrisoarea din 3 iulie 1856.

<sup>123</sup> Ibidem, scrisoarea din 22 mai 1856, S. 13(123)/C.

<sup>124</sup> Ibidem, scrisoarea din 19 iunie 1856, S. 13(128)/C.

<sup>125</sup> Ibidem, S. 13(125)/C.

<sup>126</sup> Ibidem, scrisoarea din 3 iulie 1856, S. 13(130)/C.

<sup>127</sup> Ibidem, scrisoarea din 10 iulie 1856, S. 13(131)/C.

<sup>128</sup> Ibidem, scrisoarea din 24 iulie 1856, S. 13(133)/C.

<sup>129</sup> Ibidem, scrisoarea din 3 august 1856, S. 13(135)/C.

## Dascăli ardeleni în Țara Românească (1832—1848). I

Contribuția românilor transilvăneni la organizarea și înaintarea învățămîntului românesc modern este unanim recunoscută.

Trecînd munții, acești apostoli ai neamului au adus cu ei, pe lîngă o bună pregătire profesională, o metodă modernă de predare, comparabilă cu cea din statele europene dezvoltate, precum și o pasiune demnă de admirația urmașilor.

Documentele pe care le dăm publicității acum ilustrează eforturile depuse de o seamă dintre acești dascăli în școlile din Țara Românească pînă la închiderea lor datorită evenimentelor de la 1848. Documentele relevă rodnică activitate a unor profesori ca : Florian Aaron la Craiova și București, Dionisie Romano la Buzău, Gheorghe (Ardeleanu) la Slatina, Alecsie Popovici la Roșiori de Vede, Ioan Maiorescu la Cerneți și Craiova, Ioan Truțescu la Caracal și Giurgiu, David Almășanu la Văleni de Munte, Alexandru Fortunatu la Focșani Munteni, Constantin Lecca (pictorul) la Craiova, Zaharia Boerescu la Giurgiu și Caracal, Dimitrie Pizo și Ioan Codrea la Ploiești.

Tematica tratată de documente cuprinde aspecte inedite referitoare la activitatea școlilor normale din capitalele de județ ca și a celor sătetești, la pregătirea și activitatea candidaților de învățători ca și la improspătarea cunoștințelor învățătorilor deja intrați în funcție. În acest sens informațiile se referă la : greutățile învățămîntului datorate lipsei de localuri, de material didactic și de alte dotări materiale ; slaba pregătire a unor candidați, precum și alte piedici provenite din neînțelegerea necesității instruirii.

Un exemplu în acest sens îl constituie conflictul între profesorul Dionisie Romano din Buzău și mănăstirea Banul pentru terenul destinat construirii unui local de școală publică.

În privința învățării propriu-zise o parte din documentele prezentate privesc metodele de predare, necesarul de cărți (manuale), dicționare, tabele, hărți, grafice etc. Demne de remarcă sînt proiectele de reguli sau norme în școli, propuse Eforiei spre aprobare de Alecsie Popovici sau de Ioan Maiorescu, rapoartele revizorului Școalelor Naționale, Nicolae Simonidi, întocmite cu prilejul controalelor făcute ca urmare a reclamațiilor, neîntemeiate de altfel contra unor profesori ca : Ioan Truțescu la Caracal sau Zaharia Boerescu la Giurgiu etc.

Orînduirea și activitatea subrevizorilor de plasă apare de asemenea în multe din documente.

Numeroase informații privesc alte aspecte ale activității școlare, evenimente sau împliniri deosebite etc.

Cît privește transcrierea documentelor am avut în vedere — ca și altă dată\* — regulile ortografice și de punctuație în vigoare, menținînd, însă, cu bună știință, particularitățile de limbă ale celor ce au scris documentele, mai ales atunci cînd am considerat că sînt necesare pentru culoarea epocii sau stilul personal al autorilor lor.

VIOREL GROZAV

\* A se vedea grupajul de documente pe aceeași temă publicat de noi tot în „Revista Arhivelor”, nr. 3/1979, p. 312—325.

## 1

1832 iulie 7, Buzău. Cererea lui Dionisie (Romano), profesorul Școlii din Buzău, adresată Eforiei Școlilor pentru obținerea unui local potrivit pentru școală.

## Cinstite Domnule

Sînt incredințat că din raportul ce trimit Cinstitei Eforii vei înțelege destul starea aceștii școli, dar fiindcă nu puteam să mă întinz prea mult: am socotit de trebuință a vă face mai cu de-amăruntul arătare pentru toate. După venirea mea aici, m-am arătat cu porunca Cinstitei Eforii la magistratul, mi-au arătat o căsuță de treizeci picioare latul și șaisprezece lungul, aceasta avea trei despărțituri din care cea mai mare era hotărîită pentru sala de parados, o cămăruță pentru sederea profesorului și tinda. Este în mijlocul unui loc în formă de peninsulă, cînd plouă mai mult abia pot veni școlari, le-am arătat că nu este cu putință a fi aceasta pentru școală: mi-au zis după cum scrisese și Cinstitei Eforie că numai soroc de șase luni, și așa am pus de au stricat toate despărțirile, făcînd o singură sală în care abia au încăput șase bănci, iar eu șez la episcopie, o greutate destulă din pricina depărtării, sorocul de șase luni s-au apropiat ei nici o îngrijire nu au de altă casă, este adevărat că nici să găsească în oraș case pentru așa lucru, fiind toate cu cvartir, a să face case din nou nu este vreme în anul acesta. În mănăstirea Banul sînt astfel de case, o sală pre care cei ce au zidit mănăstirea negreșit că au făcut-o ca să fie pentru trapez, iar egumenul de acum fiindcă era deșartă cum i-au propus orășanii ca să ne-o dea pentru școală au zidit toate ferestile și ține într-însa cîteva puțini goale, mai sînt două odăi alătura din care una este asemenea închisă, iar în una șade un chelar cărui i s-ar găsi altă odăe căci mai sînt odăi, și în mănăstire sînt trei inși socotiți cu egumenul împreună, adică el, un preot și un paraclicer. Pentru aceasta nimic alt nu lipsește decît Cinstita Eforie să scrie ocîrmuitorului acestui județ ca să facă punere la cale pentru acest lucru. Iar cu am cinstea de a fi al dumitale prea supus.

Dionisie Ierodiacon

1832 iulie 7

Arh. St. București, fond Ministerul Cultelor și Instrucțiunii Publice.  
Țara Românească (în continuare M.I.T.R.), 6575/1832, f. 41, orig.

## 2

1834 mai 28, Slatina. Scrisoarea profesorului Gheorghe (Ardeleanu) din Slatina către Petrarhe Poenaru, directorul Școlilor Naționale din Țara Românească, în legătură cu materialul didactic al școlii și cu unele evenimente din oraș.

## Domnule director !

Cu cartea Cinstitei Eforii cu nr. 181 am primit și un pachet cu 20 Geografii care mi s-a scris să le întrebunțez în școală. Acestea sînt bune în tot chipul căci pîngă (!) altele scapă pe școlari de greutatea scrisului dar pe lingă cărți socotesc a fi de trebuință un atlas sau hartă potrivită cu această împărțea și de să află un asemenea atlas mă rog să să trimită și aici căci nartele ce am unele sînt mai vechi și nu cu împărțea cea de acum, altele mai noi (de la 1826), dar și acestea din pricina desimii tiparului aduc greutatea școlarilor la cunoașterea și osebiră obiectelor.

Domnule, via bisericii de aici după cum singur ai văzut-o este în stare proastă nefiind lucrată și căutată după cum este îndatorat arendașul moșilor pentru care m-ai îndatorat ca prin deosebit raport către Cinstita Eforie să fac cunoscută starea aceștii vii, dar fiindcă un asemenea lucru nu privește asupra postului meu, socotesc a fi mai cu folos ca această arătare să se facă de către Comitetul de instrucție după a cărui arătare Eforia va putea mai cu temei a căuta interesul școlaei. Eu am vorbit pentru aceasta cu domnul I. Deleanu unul din măduarele acestui comitet și mi-a zis că va săvîrși aceasta numai să vină porunca

Cinstitei Eforii, aşadar rămîne ca domnia ta din partea Eforiei să scrii acestui comitet ca să cheme întîi pe vierul ce a fost la vie în anul trecut şi să-l întrebe. Cîte lucruri a făcut viei şi pe ce vreme ? şi de a lucrat-o toată ? Căci nici la vreme s-a lucrat nici toată după cum va adevăra vierul. Pentru anul acesta s-a văzut de domnia ta ce fel este lucrată.

Al domniei tale supus,  
D. Gheorghie

1834 mai 28  
O. Slatina

Domnule director !

Luni dimineaţa gătisem această scrisoare ca seara să o dau a să porni cu expediţia, dar grozava şi neaşteptata întîmplare ce a căzut peste oraşul nostru m-a făcut a uita toate şi a mă gîndi numai unde şi încătrău să-m(i) găsesc scăparea. Domnule, luni dimineaţa pe la 3 ceasuri turceşti fiind în şcoală şi făcînd analiză grămătesc cu cl. al 3-lea m-am pomenit cu o strigare pe uliţă care cerea ajutor împotriva focului ce să întărita foarte fiind toate uscate şi sfarojite din pricina căldurii cei mari şi îndelungate. Din neîngrijirea unei femei ce cocea tort supt un şopron învălit cu fin s-a pricinuit prăpădenia oraşului prin foc. Puterea oraşului şi a negustorilor în puţine minute s-au prefăcut în cenuşă. Focul o pîrpăia (!) aşa de iute încît n-a lăsat vreme să-şi deşarte casele şi prăvăliile, şi ce au putut scoate afară a fost pe seama Țiganilor şi rumânilor carii hrăpcau şi fugeau. Şi aşa cei cu stare şi case bune astăzi să află supt umbra pomilor mutîndu-să după soare. Numărul caselor şi al prăvăliilor mintuite de foc nu-l ştiu, să va face aceasta cunoscută de domnul otcircumitorul judeţului.

D. Gheorghie

*{Rezoluţie}* : Să i se scrie că pentru hartă să se înţeleagă cu domnul inspector *{loc alb}*. Iar pentru vie să se scrie comitetului ca să dea cunoştinţă Eforiei de starea în care se află acel acaret.

*{Verso}* : La Bucureşti

Domnului

Domn P. Poenarul directorul Şcoalelor Naţionale din  
Principatul Valahiei

cu cinstire

Arh. St. Bucureşti, M.I.T.R., 4144/1831, f. 133 şi 142, orig.

### 3

*{1}834 decembrie 28, Roşiori de Vede. Raportul lui Alecsie Popovici, profesorul public din Roşiori de Vede, către Eforia Şcolilor Naţionale prin care informează că a primit poruncă privitoare la modelul de guler pentru uniformă şi propune să publice reguli de aplicare a metodei lancasteriene pentru toate şcolile.*

Cinstitei Eforii a Şcoalelor Naţionale.

Porunca Cinstitei Eforii sub nr. 570 *{1}834 dechemvrie 24* am primit, precum şi o copie a poruncii Măririi Sale lui Vodă dimpreună cu un model de guler pentru uniforma noastră, şi ca supus poruncilor voi urma întocmai ; pe lîngă aceasta am citit în Regulamentul şcoalelor naţionale § 49 unde zice : chipul urmării metodului lancsteric să va descrie cu de-amăruntul într-o carte deosebită ce să va tipări cu cheltuiala din Casa Şcoalelor, şi se va împărţi la toţi învăţătorii, ca să le slujească drept povaţă la învăţătură. Şi văzînd eu că nu s-a mai pus în lucrare, şi întîmplîndu-mă să văz la mai multe şcoli publice de prin judeţe, precum la Cernet, la Caracal, la Craiova şi la altele că fieştecare altfel face regula şi metoda învăţăturii ; aşa ca să lipească această neregulare, am alcătuit chipul urmării metodului şi a regulii, care îl trimit aici alăturat şi

dacă va găsi cu cuviință Cinstita Eforie, să se pue în lucrare, iar dacă nu, rog bunătate(a) Cinstitei Eforii ca să mi să-ntoarcă înapoi, și după datorie-mi raportuesc.

Profesor public  
Alecsie Popovici

Nr. 15  
(i)834 dechem. 28  
raport  
Ruși de Vede

*(Rezoluție)*: Lăudată este rivna acelor profesori carii se străduiesc a se face folositori și prin lucruri vrednice de a se da în tipar pentru învățătura tinerimii. Și fiindcă pentru metoda lancasteric s-au tipărit în multe limbi, din cele mai cultivate, cărți bine întocmite, ar fi osteneală de prisos să stea cinevași să descrie metoda astfel nedesăvârșit precum îl știm noi, ci mai de folos să se til-măcească acest metod din vreo carte din cele mai nouă nemțească sau franțuzească.

Arh. St. București, M.I.T.R., 4143/1831, f. 117, orig.

#### 4

1836 octombrie 10, Cerneți. Raportul lui Ioan Trifu Maiorescu, profesorul Școlii publice din Cerneți, adresat Eforiei Școlilor Naționale privind încheierea pregătirilor pentru deschiderea cursurilor cu rugămintea de a se face demersurile necesare pentru a-și primi leafa.

Cinstită Eforie a Școalelor Naționale !  
profesorul public de Cerneț

Cu venirea mea la Cerneț, spre a împlini datorițele profesorului de această școală, aflai școala asemenea unei case părăsită de ciumă: pereții stricați, ușile fără zaruri, nici o fereastră cu geamurile toate, cărămizile, spre pardosirea unei sale mai mare parte înfrînte și zdrobite, parte într-un loc foarte nesigur așezate, de unde se pot fura, au doară s-au și furat, neavînd școala închisoare către uliță.

Delele n-au fost cine să mi le încredințeze decît un băiat care mi le-au arătat împrăștiate prin școală. Circulările Cinstitei Eforie de la 1832—1834 inclus se află în deosebite legături. Cele de 1835 nu se găsesc, iară cele de 1836 se văd aici și colo cite una. Despre aceste voi face mai tîrziu report către Cinstita Eforie.

Cu toate acestea, cam în silă am ajuns cu diregerea la atît cît în viitoarea marț, adecă 13 ale lunii aceștia, vom începe cursul școlastic cu cei ce se află aici în oraș sau aproape, lăsînd despre altă parte a se face publicații prin tot județul.

Acum cea mai de lipsă despre care cu cuviincioasă plecăciune se roagă Cinstita Eforie, este ca să binevoiască a face orînduială ca să pot, dacă nu totdeauna cel puțin acum o dată a-mi primi leafa aici la ocîrmuire pe aceste două luni împlinite, adecă pe octombrie și noiembrie, ca să pot și eu împlini cele ce de la mine au a se face precum sînt lemnele și cele mie în casă trebuincioase, să nu fiu silit din lipsa acestor a întrerupe cursul cel școlaristic.

Nr. 2  
1836 octombrie 10  
Cerneț

sînt Cinstitei Eforiei  
cu aleasă plecăciune  
și supunere

I. Trifu Maiorescu

## 5

(1)837 decembrie 30. Raportul lui Ioan Truțescu, profesorul Școlii publice din Caracal, ca răspuns la circulara Eforiei Școlilor în care prezintă pe larg situația școlii. În rezoluție se apreciază munca profesorului căruia i se trimit mulțumiri.

Cinstitei Eforii a Școalelor Naționale  
Profesorul Școlii publice din Caracal

Cu cea mai adâncă cinstire subînsemnatul primind tircularca Cinstitei Eforii cu nr. 587 însoțită de o foaie arătătoare de observațiile făcute la catalogul du pă 8-brie cu supunere răspunde :

1-i. Îmi pare foarte rău, și trebuie să o mărturisesc că școlarii ce se văd într-acea foaie, cu adevărat sînt cam vechi în școală și ar fi trebuit să fie mai înaintați decum sînt. Întristarea mea pentru aceasta este foarte mare și nu am altă mîngiere decît numai nemustrarea cugetului care îmi spune că eu totdeauna am făcut ceea ce mi-a fost prin putință silindu-mă în tot chipul pentru înaintarea lor. Dojenire pentru neînaintare și pentru lipsire nu am făcut numai școlarii ; ci încă în luna lui 8-vrie prin raportul cu nr. 13 arătînd Cînstitutului Comitet de Instrucție neîngrijirea ce au unii din părinți de fiii ce trimit la școală, i-am făcut rugăciune ca să binevoiască a chema pe acei părinți anume (care s-a și urmat) și a-i povățui ca să nu mai lase pe fiii lor a lipsi măcar o zi din școală îngrijind încă a-și învăța și lecțiile în ceasurile ce sînt acasă, înlesnindu-le și toate cele trebuincioase, precum : cărți, hîrtie și altele ce le mai lipsea. Dacă nici după aceasta nu se va dobîndi înaintarea ce se nădăjduște, subînsemnatul ca să nu cază sub învinovățirea ce i se amenință, va fi silit a întrebuița chiar și izgonirea din școală precum a prevestit-o prin mai sus-pomenitul raport, ce a dat Cînstitutului Comitet pentru școlarii ce nu-si urmează datoriile regulat.

2-lea. Școala noastră de aici are zece bănci, zece semicercuri, și nu încap la fiecare decît numai cîte cinci școlari.

3-lea. Sala de predare este numai una 5 3/4 stînjeni lungă, 3 stînjeni lată, care se poate vedea, oarecum mai bine, după însemnarea ce cu cînstete alătur drept model, adică : sala de predare este litera „A” și odăile ce ocupez sînt literile „B” și „V.” Litera „U” este ușa sălii, litera „J” este jetul sau catedra, iar litera „S” este sala. Numerile 1, 2, 3 sînt cele zece bănci și literele a, b, v sînt cele zece semicercuri.

4-lea. Pentru cărțile pe care învață școlarii fiecărui clas, nefiînd loc de rigla observațiilor din catalog s-a făcut o foaie deosebită, care cu cînstete se trînițe împreună cu catalogul după noemvrie, alăturîndu-se încă și foaia de școlarii intrați de nou în școală.

I. Truțescu

Nr. 17

(1)837 dechem. 30

(Rezoluție) : Este cunoscută silința ce pune acest profesor a-și împlini slujba cu exactitate și i se va trimite mulțumirea Eforiei.

Arh. St. București, M.I.T.R., 6693/1837, f. 61 și 70, orig. La f. 62 lista cărților folosite în școală : f. 63 planul școlii — (anexe).

## 6

(1)837. Cuvîntarea profesorului Ioan Truțescu ținută la Școala publică din Caracal cu prilejul examenului de încheiere a anului școlar.

Cuvîntul ce s-a zis în Școala publică din Caracal la examenul formal  
(1)837

Domnilor !

Sfîrșitul pentru care sîntem adunați astăzi, aici, este ca să fim privitori la cercetarea ce se va face tinerimei școlare la învățăturile ce au urmat în cursul anului ce acum se încheie. Potrivit cu înștiințarea ce să adresa către toți părinții ce-și au fiii lor în această școală, încă de miercuri ce trecu, s-a început examenul

spetial al fiecărui școlar la toate învățăturile în parte, și s-a urmat în toate zilele atît înainte cît și după amiază pînă vineri seara. În acele zile avuăm vreme mai multă, cercetărăm cu d(e)-amăruntul toate înclinările și definițiile lecțiilor, la care ne-am îndelețnicit în cursul anului, iar acum înfățișându-se examenului public, prin care se cercetează toate învățăturile urmate peste an, ne vom mîrgini în lucrările noastre a scoate numai cîte 2 școlari din fiecare despărțire a fiecărui clas, și a cerceta numai prințipurile fiecărei învățături în general. Și din această lucrare se va dovedi, atît înaintarea ce a făcut tinerimea școlară, potrivit cu vîrsta și vremea cîtă a urmat în școală, cît și folosul ce dobîndește nația din buna întocmire a școalelor publice, care cu adevărat sînt temelia cea mai sigură a fericirii ce dorește Nația Română...

Toate ființele însuflețite simt dorința de-a petrece bine și d(e)a-și găsi mulțumirea; lumea întreagă dorește a fi fericită, dar cu toate acestea sînt foarte puțini aceia ce au aflat drumul acela, pe care umblînd pot să-și fie cu adevărat așa. Puțini sînt cari s-au învrednicit a gusta din mîngăitorul acela pahar!! Pe fericire în zadar o va căuta cineva în bogăție, în zadar o va căuta în slavă, căci acestea nu sînt pentru dînsa o lăcuință statornică. Rezidența acestii zeiități cerești fiind odihna și liniștea cugetului, nu se poate dobîndi decît numai prin învățături întemeiate pe prințipuri de religie și morală; pentru că numai acestea povățuiesc pe om cum trebuie să se mulțumească cu soarta sa, cum să-și păstreze ce este al său, făr-a vătămă drepturile altuia, și prin urmare numai acestea îi arată folosul, sau vătămarea ce poate să-i aducă întrebuintarea oricărui minut din viața sa.

Istoriile veacurilor trecute, organizația staturilor vechi și constituția celor de acum dovedesc, cu destule mărturii, că toată fericirea sau ticăloșia națiilor lor și a popoarelor du pă fața globului întreg atîrnă mai cu seamă de la creșterea ce se dă tinerimei în viața cea crudă, pe cînd duhul ei este primitor de orice formă a vreă cineva a-i da. Cu adevărat omul încă de la nașterea sa primește de la natură niște daruri și talente de acelea ce au celelalte viețuitoare; dar pe lingă acestea de nu va dobîndi și o creștere bună care să dezvolte într-însul aceste însușiri cerești, el rămîne însălbăticit, fără nici o calitate de om. afară de aceea a chipului, este un mădular, putred al soțietății și își petrece viața făr-a simți măcar o mulțumire din care ar fi putut gusta dacă duhul său ar fi fost cultivat mai bine.

Cîtă răutate se naște dintr-o creștere rea!

Cîtă ticăloșie aduce omenirii această reptilă înzăcit otrăvitoare. Acest tigrul mai cumplit decît acela al Asiei!! Hiară sălbatică și foarte primejdioasă este omul fără educație bună și fără cunoștințe de religie și de sfintele învățături ale moralului. Natura însă îngrijită pentru fericirea omului după ce a sădit într-însul atîtea daruri prețioase, i-a dat încă și putere și mijloace ca să le desăvîrșească, necerînd alt de la dînsul decît a urma glasului universal, adică: să se silească a le îndrepta pe drumul acela ce le este însemnat și să le aducă în stare a-și putea da rodul pentru care sînt orînduite. Silința, dar și buna întrebuintare a vremii, sînt care fac pe om a se putea numi om, și prin urmare acestea sînt care îi cîștigă și îi asigurază fericirea.

Toți rumânii ce astăzi lăcuiesc în Țara Românească, Transilvania și Moldova sînt cu adevărat strănepoți ai vitejilor romani și aceasta o dovedesc chiar ruinele și monedele ce se găsesc în deosebite locuri ale acestui ținut, și care încă păstrează într-insele un suvenir de slavă în care străluceau acei biruitori ai lumii. Aceste monumente se pare că în tot minutul strigă: „Rumânilor! Desteptați-vă, și vedeți ce lucruri săvîrșeau odată strămoșii voștri, vedeți că ei nu erau nicidecum robi ai neștiinței, cititi Istoriile lor și veți afla că ei nu se supuneau decît numai dreptului cuvînt și că ei știau să prețuiască fiecare lucru după calitatea sa. Nu vă mîhniți însă și nu pierdeți curajul văzînd că ei din atîta slavă au ajuns a se micșora într-o atîta, și a se stinge, ca și cînd nu ar fi mai fost niciodată. Ei strălucind, au arătat gradul, pînă la care se poate înălța Duhul omenesc și cîzînd v-au dat prilej, ca și voi să puteți arăta că sînteți ceva, și că singuri prin a voastră silință să vă cîștigați o pomenire strălucită ca și aceea a lor“. Cîtă impresie insuflă aceste ruine în sufletele simțitoare, ce fieri fierbinți răvarsă ele, prin aducerea aminte de acei bărbați virtuoși, cu care ne place să ne fălim, numindu-i strămoși ai noștri! Nespusă cu adevărat este bucuria ce simțim cînd putem zice că moșii noștri au făcut cutare și cutare lucru bun. Dar ah! Cîtă mîhnire și rușine trebuie să purtăm atunci cînd noi nu putem sau nu ne silim a arăta în faptă nici măcar un lucru din cîte se zice că au făcut ei!! Toate

lucrurile bune și folositoare pentru omenire și patria noastră își au începutul și ființa lor de la învățătură și aceasta de la sirguintă. Așadar, ca să putem săvârși lucruri vrednice de pomenire și care să ne facă cinste atît nouă cît și urmașilor noștri, trebuie să începem de unde se cuvine, adică: de la a face școli și de la a urma într-inselc, ca să învățăm a cunoaște ce trebuie să facem și de ce să ne păzim.

Cîtiva ani sînt de cînd preamiloștirea noastră stăpînire a binevoit a întemeia școli publice în toate orașele Prințipatului, pîrtînd încă, și cheltuiala acelor ce se ostinesc a-și împărți învățăturile lor tinerimei rumîne și care cu examenele cele mai potrivite să o povățuiască pe drumul acela al fericirii. Îngrijirea stăpînirii și rivna cu care patrioții cei adevărați să întrec a-și face numele nemuritoare, zidind școli pentru luminarea nației, va risipi întunericul ce ne chinuiește de atîtea veacuri și va restatornicii lumina cuvîntului, care ca un călăuz credincios ne va povățui în drumul pe care trebuie să umblăm, și prin urmare ne va face vrednici de strămoșii noștri atît de vestiți prin Istoriile națiilor luminate. Mulți proprietari cunoscînd folosul sfintei învățături, cu știință și cu dorință de a-și împărtași talentele lor și altora, cu-n cuvînt toată Țara Românească este pusă pe un drum de înaintare, și toate ne vestesc un viitor fericit. Aici cu părere de rău trebuie să mărturisim că multe orașe poate mai puțin impopulate astăzi au încăperi de școală după cum se cade; iar Romanau, județul ce poartă numele nației și care prin ruinele ce are încă păstrează în sine dulcea aducere aminte de slava strămoșească, a rămas încă și astăzi tot după cum era mai înainte... Cu adevărat în anul trecut se auzea vorbindu-se pentru facerea unei încăperi de școală potrivită cu populația orașului și cu trebuința obștească, dar fiindcă zicerile acestea nu erau întemeiate pe o hotărîre statornică, s-au pierdut îndată după ivirea lor; anul au trecut și noi încă nu văzurăm mișcîndu-se nimic în pricina aceasta. Nu, domnilor, nu, ei n-au rămas cu nimic mai în urmă, căci eu știu dorința ce aveți pentru înfrumusețarea orașului d(e) a-l împodobi cu zidiri publice, și sînt sigur că dumneavoastră o veți dobîndi și în lăptă prin înființarea unei încăperi de școală, care să vă facă numele nemuritoare, și care să vă cîștige mii de mulțumiri, din partea acelor ce vor împărtași din această bunătate, fie!! fie!! fie!!

Prea iubiților mei tineri școlari!

Toate lucrurile sau faptele noastre, de orice calitate ar fi, urmează negreșit a-și dobîndi răsplătirea cea cuviincioasă, sau mai curînd, sau mai tîrziu, de nici o faptă bună nu se poate răsplăti, decît numai cu asemenea, precum și din potrivă. Așa, Dumneavoastră cari în cursul anului școlastic, urmînd după cuviință toate datoriile școlare, priviți acum cu băgare de seamă împrejură-vă, și vedeți că astăzi este ziua în care vi se încoronează ostencilele cu laude-și daruri, din partea cînstiului public, care cu nerăbdare așteaptă să auză de la dumneavoastră răspunsuri potrivite la întrebările ce vi se vor face. Părinții, rudeniile și toți prietenii au alergat ca să se împărtașească din bucuria ce veți simți astăzi cu toți aceia cari v-ați purtat bine și cu silință.

După făgăduiala ce vă dedei încă la începutul anului, iată, cu arăt de față numele celor silitori din fiecare clas.

(Urmează numele a 7 elevi din cl. I, 15 din a II-a și 4 din a III-a).

Pe mulți poate li va prinde mirarea, cum dintr-un număr de școlari aproape d(e)-o sută, de-abia cîteva nume se arată de silitori; iar pentru cei mai mulți se vede o adîncă tăcere. Ca să se deslușească mai bine asupra aceștii pricini, n-au decît să cotească înștiințările din fiecare simbătă, și acolo vor găsi o dovadă destul de temeinică. Fraților! Eu am nădejdea că la anul viitor vă veți sili încă și mai bine și, împlinindu-vă toți datoriile cu rivnă cuviincioasă, vă făgăduiesc că atunci cu bucurie voi citi catalogul întreg, ca să auză toți părinții lauda ce se dă fiilor dumnealor. Fiți dar silitori la învățătură căci pe lîngă bucuria ce veți prîtîni părinților și prietenilor, cîștigîndu-vă încă și un nume de școlar vrednic, și cu purtări bune, și atunci puteți fi siguri că toată lumea vă va binecuvînta.

I. Trușescu



7

1838 februarie 4, Ruși de Vede. Raportul lui Alecsie Popovici, profesorul public din Roșiori de Vede, către Eforia Școlilor în legătură cu faptul că autoritățile locale nu-l ajută pentru repararea stricăciunilor pricinuite de cutremur.

Cinstitei Eforii a Școalelor Naționale ;

Am cinstea a face cunoscut Cinstitei Eforii că îndată după întimplarea cutremurului a doua zi m-am adresat către autoritatea locală pentru meremetul stricăciunii la școala publică d-aici și tocma s-a-ntîmplat să fie aici cu prilejul comisiei însuși prezidentul Comitetului de instrucție dumnealui slugerul Mihalache Rahtivanu, ocîrmuitorul județului, la care ducîndu-mă cu cuvinte dojenitoare m-a scos afară din odaie zicînd: „ce vii la mine ? nu veni ! eu sint om străin, azi aici, mîine în Zimnicea, du-te la boierii pămînteni d-aici să-ți faci școală, că lor le trebuie (adică : la mădularile comitetului dumnealui crucer Ioan Berendei, și pitarul Petre Constantinescu) că eu destul v-am făcut și nici o mulțumită n-am văzut, să mă fi dat și pe mine în gazete, ca pe alții, că văz pe toți ocîrmuitorii prin gazete, numai eu nu sint”. Așa primind acest răspuns m-am adresat către Cinstitul Comitet de instrucție în pricina aceasta și trimițînd raportul cu un monitor la dumnealui crucerul Ioniță Berendei, a doua zi m-am dus eu în persoană la dumnealui ca să-l rog să silească a se drege cele stricate, care mi-a zis : că nu știe ce s-a făcut acel raport, și să mă duc la ocîrmuitor să facă el ; așa văzînd am făcut de nou alt raport către Comitetul de instrucție și l-am dat eu însumi în mîna celui alt mădular al Comitetului dumnealui pitarul Petre Constantinescu rugîndu-l ca să mijlocească a se drege cele stricate pe care l-am și poftit a veni la școală spre a vedea cele stricate, care mi-a zis : eu să-mi las copiii și casa mea ? și să mă duc la școală ? ferească Dumnezeu ! Du-te la ocîrmuitor ori la Berendei, să-ți facă, că el are dorobanți, la el sint banii școlii, dacă or mai fi, eu o să mă întinz cu raport către ocîrmuitorul, că altă putere n-am. Eu îi zisei : dumneata mă trimiți la ocîrmuitor, el mă trimite la dumneavoastră și nici o treabă nu faceți. Eu sint silit să raportuesc Cinstitei Eforii, pe urmă iarăși ducîndu-mă la ocîrmuitor m-am dus cu dînsul la Berendei, care întrebîndu-l : „mai sint ceva bani d-ai școlii la dînsul ?” a răspuns acela că mai sint prea puține ; i-a zis ocîrmuitorul că în dimineața viitoare să-i dea socoteală ce bani mai are școala și pînă n-a pleca să dea bani dumnealui pitarul ca să se dreagă cele stricate la școală, însărcinînd pe plicerul orașului a săvîrși această treabă ; ocîrmuitorul a plecat la Zimnicea, Berendei la București și parale n-a lăsat după cum le-a fost vorba ; plicerul este un ticălos, a adus un zidar și în două zile a făcut numai coșul la soba odăii mele, că eu mă mutasem în oraș cu locuința, și șezînd o săptămînă am plătit 5 lei chiria casei, pe urmă m-am mutat iarăși în odaia mea în școală, și aci lăcuiesc tot într-o odaie împreună cu slugile, mai rugîndu-mă de plicer ca să silească a se drege și în sală și soba în odaia slugii fiind și cuhnea căzută, mi-a răspuns : „domnul profesor dacă are bani să facă, că eu n-am !” și a mai făcut un cat la o sobă numai în sală și l-a lăsat neterminat, și așa în această stare se află toate dărămate pînă azi. Eu văzînd că de nicăieri nici un ajutor nu pociu dobîndi am dat foc la acea sobă în sală, și ca să nu șază copiii pe drumuri am pornit învățăturile, sala a fost închisă de la 12 pînă la 31 ianuarie și aceasta este pricina lipsei școlarilor de la învățătură ce se vede în catalogul ce aici îl trimiț pe ianuarie. Mai în scurt toate nu le-am putut afla, căci ei tînuiesc de mine, însă atîta știu : că Cinstita Epitropie a mănăstirii Sf. Spiridon d-aici a dăruit cel puțin, dacă nu mai mult, 2 000 adică : lei două mii la școala publică d-aici și banii intrînd în mîna ocîrmuitorului acela i-a dat cuseru-so Berendei cu dobîndă, și cheltuind oareșice dintr-însii pe seama școlii (afară de acele 17 000 lei ce au dat orașanii la clădirea școlii și tot nu s-a făcut lucru zdravăn) se vede treaba că aceștia i-a cheltuit banii și n-are cine le cere socoteala și școala șade dărîmată, și nimeni n-o drege, aceasta după datorie-mi raportuesc.

Profesor public  
Alecsie Popovici

Nr. 4  
1838 febr. 4  
Raport  
Ruși de Vede

2 --

*(Rezoluție)* : Se vede că domnul ocirmuitor al acestui județ nu știe că în îndatoririle ce sînt puse asupra slujirii dumisale este și îngrijirea școlii una din cele mai de căpetenie. De aceea să se dea în cunoștință Cinstitei Vornicii această lipsă a domnului ocirmuitor ca să i se arate mai cu dinadinsul că îngrijirea ce trebuie să aibă pentru școala publică nu se cere ca o facere de bine din partea dumnealui, ci ca o neapărată datorie.

Arh. St. București, M.I.T.R., 6707/1837, f. 73 și 85, orig.

## 8

(1)838 iunie 23. Raportul lui Ion Trușescu, profesorul Școlii publice din Caracal, către Eforia Școlilor Naționale privind organizarea învățămîntului în satele acestui județ.

### Cinstitei Eforii a Școalelor Naționale Profesorul Școlii publice din Caracal

Candidații de dascăli pentru sate au început a se strînge din fiecare sat cîte unul și de la 14 ale aceștia în fiecare zi primesc cîte cîțiva : pînă acum numărul celor primiți este optzeci, dar nădăjduiesc că în puține zile va trece peste o sută, și îndată ce se va isprăvi priimirea, cu cîinste voi trimite Cinstitei Eforii catalog de numele lor și al satelor. Din care și la care sînt orînduiți a fi dascăli în viitor. După coprinderea instrucției Cinstitei Eforii cu nr. 470 subînsemnatul face rugăciune a i se trimite Caligrafiei, Aritmeticii și Catihismelor deocamdată din fiecare cîte o sută, binevoind a-mi arăta încă dacă Catihismul urmează neapărat a se învăța pe din afară, și Aritmetica cu numere frîngerose care este cam greu pentru unii ca dinșii.

Acești candidați pînă aci mai toți au fost țîrcovnici la bisericile din satele lor și prin urmare ei sînt toți oameni în vîrstă, însă cu foarte puțină știință la ceea ce se ating de datoria postului ce ocupă. D(e)-abia pot să citească, să cînte neregulat și să însemneze literele, iar aritmetică și catehism firește nici unul nu știe. Ei mă tot întreabă de lecțiile ce au să învețe, și de vreme cîtă au să șază la școală și temîndu-mă ca nu cumva pîrîndu-li-se multe să se desgusteze, și să părăsească școala, le zic : că n-au decît să-și îndrepteze cetirea și oareș-ce scrișoarea care toate se pot săvîrși într-o lună sau în două.

După ce voi primi cărțile de mai sus, voi înainta una cîte una, fără a se simți greutate la învățătura lor, voiu jertvi chiar și vacanța întreagă, numai ca să pociu ajunge la sfîrșitul scop, propus de Cinstita Eforie, ca să se întemeieze școale chiar și prin sate.

Încăperea școlii însă nu este îndestul de mare ca să poată urma candidații împreună cu școlari ; trebuința cere a se face clas deosebit, împărțindu-se tot după metodel prescise, și orînduindu-se monitori dintre școlari. Candidații se strîng la școală atît înainte cît și după amiază cu 2 ceasuri mai nainte de a veni școlarii, și unii intră în bănci ca să scrie pe table de piatră pînă ce alții silabisesc la cercuri, și dimpotrivă. După ce s-au strîns școlarii, iasă candidații în curte, încep a face aritmetică sau cîntă cu cîntărețul orînduit cu plată peste tot hotărîită, cîte un leu de la cel ce mai știe, și cîte 2 de la cel ce nu prea știe.

I. Trușescu

Nr. 18

(1)838 iunie 23

*(Rezoluție)* : Cu mulțumire va fi primită deosebita osteneală ce domnul profesor va face pentru deprinderea candidaților de învățători la învățatură.

Să se întrebe domnul profesor cui are Eforia a mulțumi pentru facerea de bine cu înlesnirea ce ne scrie că se dă la învățătura de cîntări, plătindu-se un dascăl într-adins pentru aceasta.

Arh. St. București, M.I.T.R., 6693/1837, f. 87 și 90, orig.

## 9

1838 noiembrie 16, Văleni de Munte. Raportul lui David Almășanu, profesorul Școlii normale din Văleni de Munte, către Eforia Școlilor Naționale despre intervenția proprietăreșii satului Babii Anii pentru schimbarea candidatului de învățător numit mai înainte.

Cinstitei Eforii a Școalelor Naționale

Profesorul Școalei normale din Văleni de Munte.

Văzînd că Cinstita Subcîrmuire a plășii Cîmpului prin oțnoșenia sa aici în original cu plecăciune alăturată mă îndatorează ca pe Stanciu Necolae Popescu ce înainte de aceasta cu o lună de zile pe lingă legale instrumenturi a fost priimit la cursul de învățătură să-l depărtez de la școală, și în locul lui întru aseminarea poruncii Cinstitei ocîrmuirii întemeiată pă reclamația medelniceresii Sultanii Fălcăianca, proprietăreșii satului Babii Anii, să primesc pă Ioan Băiatul ce mie mi se pare un lucru extraordinar și neîncăpător cu duhul Regulamentului organic ce acolo arată că școalele numai un legiuit forum pe Eforie singură s-o cunoască; de aceea nu lipsesc pricina aceasta a o așterne Cinstitei Eforii, și pentru desăvîrșita ei hotărîre, ce pentru îndreptarea mea la asemenea întîmplare îmi va sluji și drept ținozură următoare a le adăoga, ca de vreme ce reclamatul candidat este priimit la învățătură pe lingă legiuite documenturi doveditoare de glasul unui sat întreg, căruia nu puțin vătămăre i s-ar face prin priimirea reclamației proprietăreșii ca unui glas singur, împotriva dreptului sătenilor izvoritor din obligația clădirii școalei, plata lefii și a birului candidatului, să rămîie tot reclamatul, mai vîrtos și pentru aceea; că pe de o parte dă semne bune de înaintare, iar pe de altă parte fiindcă este venit la școală mai de mult, pe lingă el militează și această axiomă juridică, Qui prior tempore, potior jure. Dreptul urează celui mai din vreme.

D. Almășanu

Nr. 58

A. 1838 noembr. 16

Văleni de Munte.

(Rezoluție): Dreptul alegerii învățătorilor este dat numai Eforiei și de la aceasta încredințat profesorilor școalelor normale, rămîie dar la chipzuirea domnului profesor să alegă care dintr-acei doi candidați este mai destoinic a împlini slujba ce se cere și pă acela să-l hotărască a fi învățător la satul Baba Ioana.

Arh. St. București, M.I.T.R., 6701/1837 f. 162 orig.

## 10

(1)839 ianuarie 5. Raportul lui Ioan Truțescu, profesorul Școlii normale din Caracal, către Eforia Școlilor Naționale prin care solicită aprobare pentru deplasarea prin toate satele județului pentru a povățui pe locuitori să trimită copiii la învățătură și să verifice felul în care candidații și revizorii își fac datoria.

Cinstitei Eforii a Școalelor Naționale

Profesorul Școalei normale din Caracal

Întemeierea școalelor comunale în patria noastră este un lucru cu totul nou, lăcuiitorii săteni își fac feluri de închipuiri greșite, asupra acestui așezămînt sfînt, și prin urmare cea mai mare parte dintr-înșii nu vor să-și dea copiii la școală.

Subînsemnatul pătruns de dragoste (pentru) conaționalistii săi, cu plăcere se făgăduiește a face jertvă prin care dacă nu va folosi, cel puțin nu vatămă nimic. Cu toate că după porunca Cin(stitei) Eforii de sub nr. 852 s-au orînduit revizori cari să cerceteze adeseori școalele comunale, dar acum la început subînsemnatul socotese de neapărată trebuință și mă făgăduiesc a merge eu însumi prin toate satele, unde sînt deschise școale, ca să povățuiesc pe locuitori, făcîndu-i cu cuvînt, să înțeleagă că școalelor du prin sate sînt chiar pentru binele lor, și să cerceteze dacă candidații și revizorii urmează după cum sînt îndatorați.

În zilele ce voi întrebuița la cercetarea școalelor comunale eu voi lăsa în Școala Normală cu care sint însărcinat, locțiitor destoinic a împlini toate datoriile, cu acea exactitate ca și cînd aș fi eu însumi, și de va face trebuință sint gata a pune această întreprindere și în cunoștința Cînstîtului Comitet de instrucție care va înștiința Cînstîta Eforie atît ziua în care am plecat, în care m-am întors, cît și rezultatul ce se va dobîndi dintr-aceasta.

Dacă Cînstîta Eforie va binevoi a priimi de bună plecata aceasta propunere, subînsemnatul se roagă a i se da voe sa să o puie în lucrare, iar de cumva s-ar întîmpla să fie dimpotrivă, cu supunere se roagă ca Cînstîta Eforie să binevoiască a-i da iertare pentru îndrăzne(a) sa.

Nr. 3

{1}839 ianuarie 5

I. Truțescu

{Rezoluție} : Cu mulțumire se vede rîvna cu care domnul profesor se străduiește pentru bună întemeiere a școalelor comunale. Adevărat foarte de trebuință este ca se face cite o vizitație pe la școalele de prin sate și de însuși profesorul.

De aceea oricînd domnul profesor va putea să îndeplinească și această trebuință fără de a se precurma învățătura din Școala normală. Eforia va primi cu mulțumire această jertvă, însă domnul profesor va înștiința atunci de ziua plecării și de ziua întoarcerii atît Eforia cît și Comitetul de inspectie.

Pentru aceasta se vor face circulare către toți profesorii, că oricînd vor socoti de trebuință și vor avea mijloc de a lăsa înlociitor la Școala normală vor putea să facă vizitație pe la unele școale comunale, însă pîzînd orînduiala ce se zice mai sus.

Arh. St. București, M.I.T.R., 6693/1837, f. 159 și 252 orig.

## 11

{1}839 mai 5, Focșani. Raportul lui Alexandru Fortunatu, profesorul Școlii normale din Focșani, către Eforia Școlilor Naționale privind constatările făcute cu prilejul inspectiei școlilor sătești propunînd că pe viitor să nu se mai numească preoți, logofeți și chiar paracliseri fără a dovedi că au urmat cursurile Școlii normale.

Către Cînstîta Eforie a Școalelor Naționale

Profesorul Școalei normale din Focșani

Raport

După trebuința ce era de a mă porni spre revizia școalelor prin unile sate dintr-acest județ, precum s-a încunoștințat Cînstitei Eforii cu raportul nr. 186, am și pășit la această îndatorire cercetînd mai întîi prin toate satele plășii orașului despre materialul ce s-ar fi adunat pentru clădirea școalelor, despre răspunderea acelor doi lei și a chilelor de bucate ce să cădea a se da fiecăruia candidat pe anul încetat și aflînd că unii dintr-înșii nici pînă acum n-au luat de la sate dreptul lor și că la nici un sat nu s-a făcut pregătirea materială pentru școală, am supus aceasta neîngrijre la Cînstirea Ocîrmuire spre îndreptare. De aici pornindu-mă în plasa Margini de Jos am văzut că acea suptocîrmuire stă și în mai mare nelucrare, căci pe lîngă neurmarea celor mai sus arătate din cealaltă plasă, apoi de aici nici candidații pînă acum nu s-au pornit toți în Școala normală spre învățatură. Asemenea, și încă și mai tristă amortire și răceală s-a văzut în plasa Rîmnicului de Jos pe unde, deși a dat Cînstîta Ocîrmuire îndestule porunci tot nu s-au făcut urmare, căci nici candidaților nu li s-au plătit, nici vreo pregătire pentru clădirea școalelor nu s-au făcut și nici chiar candidații pînă la sosirea mea acolo nu s-au porniseră, ba încă și acum stau unii în odihnă pe la casele lor ; asemenea și cite hirti se trimiteau din partea Școalei normale prin acea suptocîrmuire ca să le dea în primire învățătorului preparant de acolo și vice versa unele să pierdeau, altele se despecetluiau, iar altele nu s-au trimiteau la vreme, preținzînd că domnul suptocîrmuitor ca preparantul să le trimiță prin învățătorii săi iar nu prin acea suptocîrmuire, deosebit de acestea din alăturatele sate Matacu și Plopi Noi nu s-a trimis nicidecum candidat la învățatură.

Am cinste a deosebi prin aceasta pe domnul suptocirmuitorul plășii Gra-diștii care este cel mai silitor și zelos asupra școalelor și care n-a dat niciodată pricină de reclamație profesorului că nu și-ar fi împlinit cu cinste îndatoririle puse asupra-i, în toată vremea a îngrijit ca un părinte pentru candidații plasei sale, și de multe ori ca să nu-și piarză candidații vremea plimbându-se pe acasă supt cuvînt că n-ar avea de cheltuială i-au ajutat cu bani din leafa dumealui pînă cînd să-i scoată de la lăcuitori, asemenea și de materialul pentru școale a făcut din vreme pregătire încît după mărturisirea dumealui este gata a începe clădirea școalelor prin sate îndată ce vor isprăvi oamenii de arat.

S-a mai făcut și altă băgare de seamă; sînt și unii preoți care au copii deștepți și buni de talent, și dacă aceștia s-ar supune la învățăturile școalei normale ar putea să iasă cu vreme și învățători buni și preoți vrednici și logofeți destoinici pentru sate, dar fiindcă ei cred că și pe viitor se va urma ca și mai nainte precugetînd că fiii dumealor vor putea îmbrățișa și fără învățăturile școalei normale această carieră, nu voiesc a-i trimite aici la școală spre învățătură, ba încă și chiar pe hotărîitul lor fiu de învățător voiesc a-l scoate din aceea slujbă cu socotintă mai sus arătată împiedecînd prin aceasta și înaintarea școalelor și înlesnirea care ar avea Cînstîta stăpinire de la asemenea oameni la publicarea poruncilor prin sate și la îndeplinirea trebuincioaselor satești, cînd ar învăța carte regulată acei copii. Astăzi se află pe cîte șase sate numai un logofăt și aceasta este pricina de să zăbovește foarte mult punerea în lucrare a vreunei porunci grabnice sau a vreunii trebi satești, fiindcă cînd se trimite cîte o poruncă nu să găsește nimini în sat ca să o citească lăcuitorilor, și ei fără de a avea vreun folos de la logofătul atîtor sate, sînt siliți a-i plăti leafa pe deplin.

Drept aceea spre mai bună statornicire a învățătorilor prin sate și a bunei petreceri a lăcuitorilor săteni, am socotit de cuviință ca să supui cu pleacăciune această la punerea la cale a Cînstitei Eforii ca să nu mai aibă altul voie de a lua asemenea slujbe pe viitorime nu numai de preot și logofăt dar nici măcar de paraclier fără a avea hîrtie la mină că au urmat cîtăva vreme în școala normală mai multă sau mai puțină după trebuința slujbei sale căci cu chipul acesta să vor întoarce a veni cu toți la școală de voie și fără de dorobanț.

Deosebit de aceasta folosul ce va izvorî dintru asemenea urmare va fi netăgăduit, pentru ca dacă și preoți și logofeți vor avea o formă scrisă nu să vor mai categorisi unii pe alții hulind noile învățături, ci mai virtos să vor uni și unii și alții de a îndemna pe norod la îmbrățișarea frumoaselor întocmiri. S-a mai observat încă și aceasta că mulți tineri care după ce au învățat în școală scrisoare regulată intrînd la cancelarie leapadă slova cea bună și îmbrățișează iar pe cea neregulată și apoi rămîn nici cu una nici cu alta; de aceea plecat rog pe Cînstîta Eforie să binevoiască a face și întru aceasta cuvințioasă îndreptare, ca să nu mai suferă dragătorii pe tinerii care au învățat a scrie frumos ca să schimbe scrisoarea lor regulată în aceea aruncată și schimonosită.

Nr. 189

A. Fortunati

(1)839 mai 5

Focșani

(Rezoluție): La delă

Arh. St. București, M.I.T.R. 6587/1832 vol. III, f. 375 și 377, orig.

## R É S U M É

Une grande contribution à la création de l'enseignement roumain moderne, dès le deuxième quart du siècle passé ont eu les professeurs venus d'au delà des monts, aussi bien en Moldavie qu'en Valachie.

Préoccupé par la connaissance dans les moindres détails de l'histoire de notre enseignement, l'auteur publie dans le groupement présent un certain nombre de documents inédits concernant l'activité des professeurs Florian Aaron, Dionisie Romano, Gheorghe /Ardeleanu/ Alecsie Popovici, Ioan Maioreșcu, Ioan Trușescu, David Almășanu, Alexandru Fortunatu, Constantin Lecca, Zaharia Boerescu, Dimitrie Pizo și Ioan Codrea dans les plus importantes villes situées au sud des Karpathes.

Les documents contiennent des informations sur l'organisation de l'enseignement, les difficultés éprouvées à cause de l'absence des salles de classe et du matériel didactique, la méthode lancasterienne pour l'étude, la qualité de l'enseig-

nement et des examens de fin d'année, les dommages causés par toute sorte de calamités naturelles, les abus commis par les autorités locales ou par les propriétaires, la nomination des inspecteurs et l'inspection des écoles des villages, l'activité des candidats pour l'enseignement tout comme la publication de certains ouvrages avec l'appui de l'„Eforia“ des Ecoles Nationales.

## PR É C I S

In the contribution to the fornding of the Romanian modern education, beginning with the second quarter of the last century, a main rôle had the teachers that came, across the mountains, in Moldavia and especially in Wallachia.

Concerned in the detailed knowledge of the history of Romanian education, the author publishes in the present article a lot of unpublished records relating to the activity, in the most important towns on the south of the Carpathians, of the following teachers: Florian Aaron, Dionisie Romano, Gheorghe /Ardeleanu/ Alecsie Popovici, Ioan Maiorescu, Ioan Trușescu, David Almășanu, Alexandru Fortunatu, Constantin Lecca, Zaharia Boerescu, Dimitrie Pizo and Ioan Codrea.

The records include information as regards organization of education, the difficulties met with owing to the lack of school premises and of didactic material, Lancaster method of teaching, quality of learning and of the yearly exams, damages caused by various natural calamities, abuses of local authorities or by owners, appointment of school inspectors and inspection of the village schools, activity of schoolmaster candidates as well as publishing of some works with the aid of the Ephors of the National Schools.

## Pregătirea profesională și de specialitate a cadrelor din sistemul Arhivelor Statului în cincinalul 1986—1990

Orice epocă și-a avut propriile ei concepții despre muncă, propriile ei profesii și propriile ei legi privind exercitarea acestor profesii. Rememorând paginile cele mai importante ale istoriei omenirii, vom vedea că profesiile au progresat ori au stagnat, și-au lărgit sau și-au restrâns aria de desfășurare, și-au modificat conținutul în raport cu imperativele timpului.

De la o epocă istorică la alta, profesiile au dobândit forme noi și conținut nou. Dar toate aceste transformări s-au produs la intervale mari de timp și în ritmuri relativ lente. Nicio dată până astăzi, în epoca revoluției tehnico-științifice, tabloul profesiilor nu a cunoscut modificări atât de rapide, atât de frecvente și de spectaculoase, iar exercitarea unei profesii nu a impus o atât de mare răspundere și nu a cerut o atât de înaltă pregătire. Aceste realități sînt valabile și pentru profesiunea noastră de arhivist, profesiune cu tradiții în istorie și onorată la cele mai înalte cote de reputații savanți și prestigioși cercetători.

Mai cu seamă în societatea noastră socialistă, aflată în plin proces de înnoire, de înfăptuire a unor profunde prefaceri revoluționare, pregătirea pentru o profesie și practicarea profesiei nu mai pot fi încorsetate într-o concepție statică, limitată la ceea ce gîndim la un moment dat. O temeinică pregătire profesională trebuie să fie gîndită și realizată numai din perspectiva unei viziuni dinamice, integrate activ în opera de edificare a noii societăți. De aceea cuvîntul de ordine în pregătirea și exercitarea unei profesii este acum *învățătura continuă*. Ideea a fost subliniată în mai multe împrejurări și face parte integrantă din vasta operă teoretică și practică a secretarului general al partidului, tovarășul Nicolae Ceaușescu, ale cărei principii și teze au reinnoit și fertilizat adinc întreaga creație științifică

din țara noastră, au stat și stau la temelia tumultoasei activități constructive, de o anvergură fără precedent, desfășurată în perioada inaugurată de Congresul al IX-lea al partidului.

Mobilitatea profesională impune studiu temeinic și o practică susținută, impune ieșirea din nota rigidă a pregătirii făcute o dată pentru totdeauna. Viața profesiilor este dinamică și complexă, de aici și cerința ca pregătirea să fie la fel.

Perfecționarea permanentă devine o condiție fundamentală a competenței profesionale, iar factorii responsabili au datoria să asigure pregătirea profesională continuă a cadrelor, în vederea unei neîncetate adaptări a potențialului de cunoștințe, a competenței, a modului de gîndire și acțiune la exigențele calitative mereu în schimbare.

Beneficiind de un cadru organizatoric optim, conferit de legislația în vigoare, de indicațiile prețioase ale secretarului general al partidului, tovarășul Nicolae Ceaușescu și de Dispozițiile conducerii Ministerului de Interne, Direcția Generală a Arhivelor Statului a întreprins o seamă de măsuri care să asigure o temeinică pregătire de specialitate tuturor categoriilor de cadre care lucrează în sistemul Arhivelor Statului și a celor de la unitățile socialiste creatoare de documente. Astfel, în tmeiul imperativelor sarcinilor prioritare ale instituției pentru cincinalul actual, Centrul de perfecționare a pregătirii cadrelor din DGAS, a elaborat prognoza cursurilor ce se vor organiza pînă în anul 1990, care prevede inițierea în știința și practica arhivistică a unui număr de 60 cadre nou intrate în instituție; specializarea a 80 cadre în paleografiile latină, greacă, osmană, gotică, maghiară, româno-slavă și româno-chirilică; reciclarea cadrelor cu funcții de conducere, a întregului personal cu studii superioare și medii; instruirea responsabililor cu munca de

arhivă de la unitățile socialiste. Totodată, se va continua pregătirea profesională prin convocările anuale de învățământ, organizate pe compartimente și centre interjudețene, în cadrul cărora se vor dezbate sarcinile ce se desprind pentru instituția noastră din documentele de partid, din hotărârile și legile țării, din ordinele și instrucțiunile conducerii ministerului. De asemenea, se vor elabora studii, referate și comunicări care vor viza modernizarea și perfecționarea activității arhivistice în toate laturile sale, se vor pune în valoare documente inedite cu privire la evenimentele istorice importante.

Prin tematica abordată, convocările de învățământ la locul de muncă vor stăruia asupra dezvoltării și adâncirii cercetărilor în domeniul științei arhivistice și a celorlalte discipline ale istoriei, precum și asupra generalizării experienței pozitive, fundamentarea din punct de vedere științific a principiilor obiective de activitate.

Întregul proces de învățământ organizat în sistemul Arhivelor Statului va situa în centrul preocupărilor sale cunoașterea și însușirea temeinică a legislației și reglementărilor activității arhivistice la nivel național, asigurarea aplicării unitare a acestora de către toate cadrele din sistem, urmărirea procesului de creare și organizare a arhivelor la unitățile socialiste, stabilirea cu mai multă certitudine a valorii istorice a documentelor contemporane, care vor constitui baza cercetărilor viitoare.

De asemenea, se are în vedere formarea unor generații de specialiști care să poată descifra și pune în circulația științifică documentele scrise în diferite limbi și paleografii, conservate în depozitele instituției, să concure la creșterea randamentului în ordonarea, inventarierea, selecționarea, evaluarea, microfilmarea și cercetarea documentelor, la creșterea răspunderii pentru păstrarea, conservarea și apărarea Fondului Arhivistic Național.

Cunoscând cerințele activității arhivistice, implicațiile instituției în rosturile vieții social-politice, cultural-educative și științifice, va trebui ca procesul de învățământ însuși să fie mai dinamic, să fie modernizat și racordat permanent la problemele muncii practice pentru a produce mutații calitative impuse de stadiul dezvoltării actuale și în perspectivă a societății românești.

Pentru aceasta va trebui să acordăm atenție sporită programelor și temati-

cilor ce se vor elabora, și să se manifeste mai multă exigență față de conținutul și nivelul științific al materialelor prezentate (lecții, studii, referate, comunicări etc.), să se intensifice activitatea de verificare a cunoștințelor cursanților, de aplicare a acestora în practică, iar șefii profesionali să urmărească sistematic eficiența și randamentul în muncă ale cadrelor școlarizate.

Fără îndoială, procesul de formare a cadrelor de specialitate pentru Arhivele Statului este un proces anevoios deoarece implică însușirea unui complex de cunoștințe multidisciplinare (istorie, arhivistică, drept, limbi străine, paleografii, științe economice, istoria instituțiilor, critica izvoarelor etc.) care concure la definirea competenței profesionale pentru domeniul nostru de activitate. Cu toate acestea, experiența ne-a dovedit că dezideratul este posibil de realizat dacă sînt bine folosite condițiile materiale ce ne stau la dispoziție, iar sub controlul și îndrumarea permanentă a cadrelor de conducere și a specialiștilor Direcției generale, cursanții supuși acestor cerințe perseverează în efortul lor de a se pregăti.

Ținînd seama că majoritatea cadrelor noastre cu studii superioare sînt de formație istorici sau filologi, în proporție mai mică juristi și economiști, au în genere disponibilități de asimilare rapidă a cunoștințelor de arhivistică și științe speciale, de paleografii și tehnici de lucru specifice analizei documentelor istorice. Alcătuirea unor programe judicioase dozate și elaborarea unor lecții clare, sistematice care să valorifice cele mai noi cuceriri ale cercetării științifice din domeniu, cu accent pe direcțiile de acțiune în așa fel încît să angajeze generațiile tinere în rezolvarea problemelor actuale și de perspectivă ale instituției, ca și efectuarea a cît mai multor ore de aplicații practice, de valorificare a experiențelor de muncă, pot conferi cursanților un bagaj de cunoștințe reprezentativ care să-i facă apti să îndeplinească în cele mai bune condițiuni atribuțiile de serviciu. Dacă la acestea toate se adaugă pasiunea, interesul, perseverența printr-o pregătire personală permanentă, atunci sîntem siguri că vom beneficia de specialiști de înaltă notorietate științifică.

Programele de pregătire profesională a cadrelor din sistemul Arhivelor Statului trebuie însă să grăbească acest proces de formare, de însușire a tuturor „secretelor” profesionale, în fa-



voarea creșterii timpului de activitate ca specialist, de inițiere și identificare a unor căi de dezvoltare și progres atât a științei cât și a practicii arhivistice.

De aceea, pentru a realiza acest obiectiv major al activității de pregătire profesională, cursanții și lectorii deopotrivă trebuie să depună toate eforturile situând în prim plan interesul instituției de a dispune cât mai grabnic de cadre competente în muncă, de a nu se crea „viduri” între generații, de a asigura în permanență specialiștii necesari care vor duce mai departe tradițiile activității arhivistice românești, racordate și amplificate permanent la cerințele și exigențele societății contemporane.

Astăzi, mai mult ca oricând, învățătura continuă a devenit un comandament prioritar pentru toți cetățenii patriei care făuresc în mod conștient societatea socialistă multilateral dezvoltată și pregătesc viitorul comunist al țării.

Pasiunea și competența profesională în activitatea arhivistică trebuie în

mod dialectic îmbinate cu acțiunea revoluționară, cu pregătirea politico-ideologică, cu discernământul politic, care fac să nu rămânem tributari metodelor logilor de rutină, tradiționaliste, să orientăm operativ munca noastră în funcție de cerințele societății la un moment dat, să veghem cu strășnicie la apărarea documentelor împotriva oricăror tendințe de interpretare rău voitoare la adresa istoriei poporului și a patriei noastre, să le asigurăm împotriva oricăror distrugerii din partea factorilor naturali, cu credința nestrămutată că ele constituie „Dosarul națiunii”, din care străbate pînă la noi existența unui popor în toată complexitatea sa, care se legitimează în fața întregii lumi așa cum a fost, cum este și cum va fi, fără o altă pretenție decît aceea de a i se respecta independența și suveranitatea națională, de a trăi în pace, de a fi liber și stăpîn pe destinele viitorului său.

MARIA PÎRVULESCU

## Cercetări la Viena

În cursul unei călătorii de studii din anul 1986 am poposit în capitala Austriei atît de bogată în izvoare privind istoria României. Cercetările efectuate s-au axat pe perioada medie și modernă.

La cele două biblioteci mari din Viena am putut identifica articole din presa vremii privind răscoala din 1784, necuprinse în recenta publicație privind ecoul internațional al evenimentelor.

„Provinzial-Nachrichten aus der kaiser-königl. Staaten und Erbbländern” a fost o gazetă profilată pe sintetizarea evenimentelor din diferite părți ale imperiului. Gazeta putea fi abonată în principalele centre ale imperiului, printre care figurau Timișoara și Sibiu. Informațiile au fost publicate în ordinea sosirii la redacție.

Cauzele răscoalei din 1784 au fost redate incomplet. Astfel, o predică rostită de un pastor luteran din Sebeș-Alba acuza lipsa „școlilor” și a „religiei” (p. 710—711). O altă descriere

prezintă evenimentele de la Deva, atît atacul răsculaților cît și represaliile singeroase puse la cale de nobilimea împotriva țăranilor (p. 742—745). La 22 decembrie gazeta relatează despre atacul iobagilor împotriva castelului conților Torockkay (p. 791). O corespondență datată din Aradul-Nou vorbește despre asaltul răsculaților împotriva unui număr de 15 curți nobilare din comitatul Arad (p. 804).

În fața răscoalei populare nobilimea și orașenimea bogată a intrat în panică. Foaia a menționat măsurile de pază luate la Cluj. Atmosfera încordată ce domnea aici se oglindește într-o corespondență datată din Cluj, în care se arată că doar arderea unui gard la Florești sat din apropierea orașului a fost suficientă să se dea alarma (p.68/1785). Din aceeași gazetă aflăm la 22 decembrie că la granița Țării Românești s-a instituit un cordon militar pentru a împiedica fuga răsculaților, în fapt pentru a preveni so-

sirea oricărui ajutor (p. 792). În legătură cu intervenția militară datele sînt destul de vagi. La 8 decembrie corespondenții anunțau plecarea unor unități spre Zlatna, iar la 30 decembrie sosirea unor unități din Ungaria în sectorul Deva în vederea consolidării situației. La 8 decembrie s-a expedit din Orăștie o corespondență privind lupta dintre răsculați și armată, ce nu poate fi altceva decît confruntarea de la Mihăleni. Se mai dau amănunte despre ciocnirile din sectorul Ponor. Rîmeț, Zlatna, Valea Mureșului și a Crișului Alb.

„Provinzial-Nachrichten” a descris personalitatea lui Horea și Cloșca și a repetat în nenumărate rînduri relatarea privind prinderea capilor răscoalei. În acest sens redactorii s-au bazat pe o corespondență proprie și știri preluate din oficialul „Wiener Zeitung” (p. 84, 146—148, 178, 282/1785). Procesul și sfîrșitul tragic al căpeteniilor răscoalei a constituit obiectul unor prezentați ample.

„Ephemerides Vindobonense” editat în limba latină de două ori pe săptămînă în prima lui relatare constata că „de un timp încoace sosesc știri funeste...” din Transilvania. Se amintește că în esență mișcarea este românească și antinobiliară. În ciuda speranțelor redacției, abia la 14 ianuarie 1785, a putut comunica cititorilor săi că țărani „au revenit la vechea liniște”. La 15 februarie 1785, se plînge însă de necesitatea unor dislocări de trupe, desigur pentru consolidarea situației (p. 579/1784, 28, 76/1785). La 21 ianuarie 1785 foaia vieneză înregistrează cu satisfacție capturarea lui Horea și Cloșca și mai tîrziu relatează și arestarea lui Crișan (p. 23, 34, 87/1785).

Executarea lui Horea și Cloșca a fost anunțată abia în numărul din 11 aprilie. S-a mai arătat că 150 de captivi au fost predați comitatului Alba-Inferioară, spre a fi pedepsiți după legile feudale ale Transilvaniei (p. 148/1785).

Biblioteca istorică a Institutului de statistică păstrează statistici publicate în anul 1828 privind Transilvania, inclusiv Crișana, Banatul și Maramureșul. Tot aici aflăm și materialele recensămintelor și altor înregistrări care s-au efectuat sub controlul amintitului institut.

Unul din izvoarele istoriei României puțin cunoscute, aflate la Viena, îl constituie arhivele școlilor superioare frecventate de studenți români. În acest sens remarcăm arhivele universității,

ale universității tehnice și ale acedemiilor de artă plastică și muzică.

Fiecare student, semestrial, era obligat să completeze un imprimat numit „Nationale” ce cuprindea pe lingă datele personale și materiile pe care urma să le audieze. De asemenea, s-au păstrat actele privind obținerea doctoratului. Astfel, au fost cercetate fișele lui Ștefan Pop (Cicio), student al facultății de drept în anul universitar 1885—1886.

O perioadă de șase semestre (1917—1920) a studiat la facultatea de filozofie Lucian Blaga. La 11 noiembrie 1920 a obținut doctoratul cu calificativul „foarte bine”. Manuscrisul tezei lui de doctorat se păstrează la Biblioteca Universitară (cota D 15034).

Un alt obiectiv al cercetărilor noastre a fost „Wiener Stadt und Landesbibliothek”. În prezent aceasta dispune de cca 360 000 volume între care importante colecții austriace, viennense, turcica, iosefinica și cea dedicată revoluției de la 1848, toate avînd materiale referitoare la istoria românilor. Colecția de ziare cuprinde piese începînd cu prima jumătate a secolului al XVII-lea. Pentru istoria României în afară de amintitele date privind răscoala lui Horea există informații îndecosebi cu privire la ecoul evenimentelor din 1821, 1848, 1859, 1877, 1918.

Cercetările noastre au cuprins în special secția de muzicologie și de manuscrise. La secția de muzicologie se găsește lăsamîntul românului Nicolae Dumba (1830—1900). El testase bibliotecii 198 de manuscrise de note ale compozitorului Franz Schubert. În anul 1928, moștenitorii lui Nicolae Dumba au donat aceleiași bibliotecii 980 de manuscrise muzicale, corespondență cu compozitorii vremii și alte acte de interes ce au fost încorporate în secția manuscrise, respectiv muzicale.

Cercetările noastre au cuprins în principal corespondența dintre renumita actriță Agatha Bîrsescu cu scriitorul Adam Müller-Gutenbrun originar din Banat, director de teatru. Au fost identificate scrisori din anii 1900 și 1901 cuprinzînd referiri la rolurile pe care actrița urma să le interpreteze, chestiuni financiare etc.

Menționăm că în amintitul fond arhivistic documentele sînt grupate după destinatari și se poate presupune că în cadrul lor se găsesc încă multe documente de interes pentru istoria României.

EUGEN GLÜCK

# RECENZII ȘI PREZENTĂRI

Direcția Generală a Arhivelor Statului, **RELĂȚIILE ȚĂRII ROMÂNEȘTI ȘI MOLDOVEI CU BRAȘOVUL 1369—1803**, Inventar arhivistic, București, 1986.

Așezat la mijlocul teritoriului românesc, Brașovul a fost dintotdeauna o importantă verigă de legătură între românii de pe ambele părți ale Carpaților. De-a lungul secolelor aici s-au adunat numeroase documente, mărturii de mare preț ale relațiilor multiple social-politice, economice, culturale, ale brașovenilor cu volvezii și boierii munteni și moldoveni. Printre fondurile arhivistice brașovene cel mai însemnat este „Primăria orașului Brașov” care cuprinde documente create într-o perioadă de aproape șase secole (1353—1950). Dintre colecțiile acestui fond, ni se oferă acum, sub forma unui inventar arhivistic, prima parte a „Colecției Stenner” cuprinzând 770 de documente din anii 1369—1803. Autorii, Ștefan Suciu, Gernot Nussbächer, Monica Cincu, cunoscuți și până acum prin studiile lor arhivistice și de istorie a culturii transilvănene, pun la îndemina cercetărilor un prețios instrument de lucru, care va fi, fără îndoială, urmat și de altele, avînd în vedere bogăția și varietatea fondurilor arhivistice brașovene.

Volumul se deschide cu o succintă Introducere (p. 3—6) semnată de Ștefan Suciu, urmată de un excurs despre legăturile Țării Românești și Moldovei cu Brașovul (*Die Beziehungen der Walachei und Moldau mit Brașov in den Jahren 1369—1803*. *Archivfindbuch*, p. 8—9) și o listă a prescurtărilor (p. 10—11). Inventarul documentelor (p. 13—233) începe cu scrisoarea de salvconduc a lui Srațimir, țarul Bulgariei, către Jacob, jude-primar și pîrgarii Brașovului (noiembrie 1369, Vidin) nr. 1, p. 13 (Stenner, nr. 456) urmată, la distanță de o jumătate de secol (1415—1418, ian. 31) de un prim act românesc în slavonă, porunca lui Mihail, coregentul lui Mircea cel Bătrîn, către vameșii de la Dîmbovița, Rucăr și Bran, referitoare la vama luată negustorilor din Brașov. Ultimul document, cu nr. 770 (datat 19 octombrie 1803, București) este „un bilet (în limba turcă) prin care Merckelius, consulul Austriei în Țara Românească, cere dregătorilor otomani să permită trecerea liberă a lui Anastas, negustor austriac, către Rusciuc-Bulgaria...” (Stenner, doc. nr. 755).

Între aceste două date, 1369 și 1803, cercetătorul poate regăsi numeroase

documente de mare importanță pentru istoria poporului nostru, pentru istoria social-economică, istoria culturii și istoria limbii române. Desigur, pe prim plan, în acest sens, trebuie să înscrim cel mai vechi document în limba română, scrisoarea lui Neacșul din Cîmpulung către Beckner Hanăș, jude primar din Brașov, prin care acesta este avertizat de apropierea turcilor (29—30 iunie 1521. Cîmpulung) rezumată pe larg sub nr. 338 (Stenner nr. 472) reproducă, de astfel, și pe coperța volumului.

Regăsim, de asemenea, documente, care, prin bogăția particularităților de limbă (slavonă, română) au făcut recent obiectul interesului lingviștilor, cum ar fi de exemplu faimosul „castastih de scule” din 1508—1509 (Stenner nr. 752) aici sub nr. 284 (p. 99) reeditat, în traducere românească și cu comentariile de rigoare, alături de alte documente brașovene, de G. Mihăilă, în anexa la Dicționar al limbii române vechi (București, Edit. Științifică și Enciclopedică, 1974, p. 264—268).

La fiecare document se dau informații arhivistice complete: cota documentului din colecția Stenner, dacă este original sau copie, limba în care este scris documentul (slavonă, română, greacă, turcă), monogramă, filigran, sigiliu (aplicat, timbrat, deteriorat, căzut), urmate de date privind istoria editării documentului (edițiile anterioare, facsimile, traduceri, rezumate) cu siglele respective ale lucrărilor inserate la lista prescurtărilor.

La unele documente, în rubrica *Notă*, se dau informații despre modul în care s-a făcut datarea, despre persoane care apar în document etc. La sfîrșit găsim un *indice onomastic* (p. 235—247) și un *indice toponimic* (p. 248—251), absolut necesare acestui gen de lucrări.

Acest al 12-lea inventar arhivistic al Direcției Generale a Arhivelor Statului se înscriseră, alături de cele de pînă acum, în rîndul lucrărilor de referință de mare folos pentru cercetarea istorică. Lipsurile (cele mai multe de natură strict tipografică) ușor de semnalat într-o erată, sînt cu totul minore și nu împiedică cu nimic asupra valorii cărții.

MIHAI MITU

Direcția Generală a Arhivelor Statului, DIN TEZAURUL ARHIVISTIC VASLUIAN, CATALOG DE DOCUMENTE (1399—1877), București, 1986, 363 p.

În cadrul atît de utilelor instrumente de lucru, cataloagele de documente ocupă, și nu de curînd, un loc a căruî importanță nu mai trebuie subliniată.

Tezaurul arhivistic vasluian. Catalog de documente (1399—1877) rod al strădaniei arhiviștilor Gr. Găneț și V. Gîrneată aduce în circuitul istoriografic un număr însemnat de documente, edite și inedite, aflate în mare măsură în păstrarea filialei Arhivelor Statului din județul Vaslui.

Cele 1222 de regeste și rezumate, care sînt cuprinse în volum, vin să ofere numeroase și interesante informații ce acoperă o arie vastă de probleme de la cele economice și sociale la cele politice și de caritate.

Astfel, formarea și evoluția domeniului feudal, destrămarea proprietății răzeșești, sub presiunea marilor acaparatori de pămînt, boierimea și înalțul cler, raporturile unor categorii sociale atît cu stăpîinii moșilor cît și cu autoritatea centrală, numeroase conflicte din sinul clasei dominante (cum au fost cele dintre Episcopia Huși și diferiții proprietari mîreni), apariția și dezvoltarea elementelor capitaliste, în special în agricultură (sistemul arendării, munca salariată), transformarea dregătorilor feudale în instituții administrative moderne, evoluția organizării municipale a ȧirgurilor și orașelor (cazul Vasluiului sau al Birladului, al Adjudului sau al Fălcuului), dezvoltarea sistemului de învățămînt sau funcționarea unor spîterii (ca aceea din

Vaslui care avea obligația de a oferi gratuit medicamente săracilor), participarea locuitorilor de pe aceste meleaguri moldave la marile evenimente politice din 1848, 1859 și 1877, sau aspecte din viața și activitatea unor personalități marcante ale secolului trecut ca : Alexandru Ioan Cuza, Vasile Alecsandri, Carol Davilla, Emanoil Costache Epureanu. toate acestea și multe altele încă își găsesc reflectarea în atît de bogatul și variatul material documentar adunat în acest catalog.

Volumul mai cuprinde o listă a logofeților (ispravnicilor) pentru perioada 1399—1833, o listă a scriitorilor de documente (dieci, grămățici, logofeți, uricari) pentru intervalul 1399—1832, tabele de corespondență pe fonduri și colecții, o listă de concordanță pe fonduri și colecții, o listă de concordanță pentru datele rectificate, un indice de nume (onomastic și toponimic) și un indice de materii.

Introducerea și bibliografia vin să completeze imaginea de ansamblu a lucrării.

Răspunzînd normelor științifice și cerințelor metodologice în vigoare, catalogul documentelor din filiala Arhivelor Statului județul Vaslui se înscrie, după credința noastră, ca o nouă reușită în seria publicațiilor de certă valoare cu care Direcția Generală a Arhivelor Statului ne-a obișnuit.

IOLANDA ȦIGHILIU

Direcția Generală a Arhivelor Statului, COLECȦIA DE DOCUMENTE DE LA FILIALA ARHIVELOR STATULUI BACĂU, 1400—1864, CATALOG, București, 1986, 477 p.

Posibilitățile de investigare a trecutului nostru istoric au crescut an de an și prin aportul și preocupările specialiștilor din Direcția Generală a Arhivelor Statului de editare și introducere în circuitul cercetării științifice a noi surse documentare. În acest context se înscrie noua apariție editorială „Colecția de documente de la Filiala Arhivelor Statului Bacău 1400—1864. Catalog“, autor Dumitru Zaharia, primită cu îndreptățit interes de cei cărora li se adresează, specialiști și publicul larg.

Lucrarea continuă inventarul arhivistic al colecției de documente tipărit în anul 1976 și rezumă, potrivit criteriului cronologic și cerințelor cercetării 1668 documente, dintre care 1103 originale, 113 copii. 2 traduceri, 430 rezumate și 20 de mențiuni, provenite din cancelaria domnească, de la administrația județeană, instanțele de judecată, dregătorii laici și ecleziastici și persoane particulare.

Piesele documentare catalogate permit lărgirea ariei de cercetare și cunoaștere a unor probleme ca : vechile așezări rurale din județul Bacău, evoluția proprietății agricole răzeșești și fărîmîțarea acesteia, circulația și prețul

bunurilor funciare, sistemul dărilor și al obligațiilor fiscale, practicarea agriculturii, creșterii vitelor, a comerțului, morăritului și lemnăritului, circulația monetară, sistemul unităților de măsură etc.

Deosebit de importante sînt și documentele ce ilustrează raporturile dintre proprietarii de moșii și răzeși sau țăranii aserviți, rezistența obștilor satești în fața tendințelor tot mai puternice de încălcare a proprietății răzeșești, deschiderea unor îndelungate procese de stabilire a dreptului de proprietate asupra unor bunuri funciare.

Răzeșii din localitățile Otelești, Antohesti, Brehnești, Căiuți, Filipeștii de Oltuz, Stroiști, Hertioana, Băsăști, Luizi Călugăra, Dealul Nou și altele au luptat cu fermitate pentru apărarea proprietății și libertății lor, au fost nevoiți să cheltuiască mari sume de bani la instanțele de judecată sau să facă numeroase apeluri la scaunul domnesc.

Un număr însemnat de documente ilustrează fiscalitatea excesivă practică în Moldova. Sînt atestate taxe ca: hăcul slujitorului, catul ocăritului, bării păstolului, plata la cutia satească pentru cartiruirea ostășească. În unele situații sînt reliefate numărul supușilor străini și obligațiile fiscale pe care aceștia le aveau față de statul român. În anul 1855 în cele două țirguri ale ținutului Neamț se aflau 42 de supuși străini de la care se încasau 1030 galbeni, darea fumăritului și 56 galbeni pentru catul ocăritului.

În catalog sînt semnalate și o serie de acte care se referă la prezența unor armate străine pe pămîntul Moldovei și la obligațiile grele în produse și muncă ale locuitorilor față de acestea.

Volumul cuprinde și documente care demonstrează inconsistența afirmațiilor unor istorici, care susțin originea neromânească a catolicilor din Moldova. Țirgu Trotuș, centru străvechi cultural românesc, era locuit în secolul al XVII-lea, de oameni ce purtau nume românești.

Multe din documentele strînse în acest catalog se constituie prin natura prezentării lor, în substanțiale surse de cercetare pentru specialiștii din domeniul genealogiei, istoriei scrisului și filigranului, ai dreptului, ai miniaturisticii și diplomatiei. De un real interes și folos se dovedește a fi descrierea sigiliilor conservate pe documente. Alături de sigiliile domnești merită a fi semnalate cele aparținînd Cămarii ocnelor Moldovei, Comisiei Țirgului Plopana sau Țirgului Piatra, ale Proprietății Țirgului Bacău și sigiliile satești a căror semnalare se dovedește utilă.

Valoarea și utilitatea lucrării este ridicată și de rigurosul aparat științific care o însoțește. Indicii de nume și materii, precum și lista sigiliilor descrise sînt lucrate cu migală, cu detalii și precizări la obiect, fapt ce ușurează accesul la informația dorită. La acestea se adaugă lista scriitorilor de documente, o scurtă bibliografie și lista ilustrațiilor.

Prin catalogul de documente colective filialei Arhivelor Statului Bacău și-a propus, adresîndu-se specialiștilor din cele mai diverse domenii de activitate, și a reușit să valorifice un important fond documentar al istoriei și civilizației românești, ce se referă la o epocă de aproape cinci secole la viața unei întinse zone geografice — ținutul Bacău și ținuturile învecinate.

FILOFTEIA RÎNZIȘ

Direcția Generală a Arhivelor Statului, CARTEA ROMÂNEASCĂ VECHĂ ÎN BIBLIOTECILE DOCUMENTARE ALE ARHIVELOR STATULUI. CATALOG, București, 1985, 364 p. (2) f., 23 il.

Rezultatul concret al efortului depus în ultimul deceniu de Direcția Generală a Arhivelor Statului din R. S. România pentru coordonarea acțiunilor de valorificare ale patrimoniului de carte existent în bibliotecile filialelor, catalogul Cartea românească veche în bibliotecile documentare ale Arhivelor Statului atrage atenția cercetătorului nu numai prin metode de investigație și de cercetare ci și prin conținut, ofe-

rind un cîmp larg cercetării istorice în domeniul sociologiei cărții.

Actualul catalog, alcătuit cu pasiune și competență de Elena Dima, Gheorghe Buluță și Simona Ceașu, debutează cu un judicios Cuvînt înainte (p. 3—5), semnat de profesor universitar doctor docent Dan Simonescu. În raport direct cu dusele considerații ale celui care a continuat activitatea lui Ioan Bianu și Nerva Rodoș în re-

dactarea monumentalei Bibliografie Românească Veche trebuie înțeleasă. Introducerea (p. 7—13). Paginile ei pregătesc, în fond, cercetătorul pentru parcurgerea cu beneficiu a volumului. În el au fost cuprinse și descrise 393 tipărituri românești vechi (1591—1830) conservate actualmente în 717 exemplare la D.G.A.S. și la filialele acesteia: Alba, Arad, Bacău, Bistrița-Năsăud, Botoșani, Brăila, Buzău, Cluj, Dolj, Hunedoara, Mehedinți, Vrancea, Galați, Iași, Bihor, Neamț, Prahova, Vilcea, Sibiu, Ialomița, Sălaj, Suceava, Dimbovița, Gorj, Mureș și Vaslui.

Sus-numitul catalog care conține descrierea cărților românești vechi începînd cu Evangheliarul românesc tipărit de Coresi, Brașov, 1561 (păstrat în Biblioteca Filialei județului Hunedoara) și sfîrșind cu Poezii alese de I. Văcărescu, București, 1830 (volum conservat în Biblioteca Arhivelor Statului din Craiova), se impune prin cîteva elemente noi în descrierea și în cercetarea exemplarelor de patrimoniu. În Notă asupra ediției (p. 14) autorii precizează: „În realizarea descrierii s-a urmat planul general al B.R.V. adăugîndu-se unele elemente noi și anume: notarea dimensiunilor formei tipărite (zaful) și nu ale colii de tipar, datorită faptului că exemplarele din același titlu prezintă varietăți în privința mărîmii hîrtiei în urma unor compactări și tăieri succesive; prezentarea legăturii volumului, cel mai adesea cu valoare artistică, cu frumoase motive ornamentale, transcrierea titlului fiecărei cărți în alfabetul latin, fără ca acest lucru să reprezinte o repetare a B.R.V. deoarece în prezentul catalog se inventariază exemplare cu identitate specifică (astfel, unde s-a constatat lipsa unei foi de titlu, volumul respectiv a fost descris ca atare“.

Gîndit și redactat în scopul facilității identificării și valorificării tezaurului de carte românească veche, păstrat în instituții care nu dețin cele 4 volume din B.R.V., actualul volum prezintă descrieri cu redarea integrală a foilor de titlu la tipăriturile cercetate după următoarea schemă: a. titlul cărții, localitatea, anul apariției; b. identificarea cu B.R.V., c. cota numărului de inventar; d. transcrierea paginii de titlu; e. paginația (foliația) ornamentația și legătura; f. însemnări, g. proveniența.

Volumul dispune și de Anexe, care facilitează parcurgerea lui cu folos și într-un timp rapid. Este vorba de Indice alfabetic de titluri (p. 331—337); Indice alfabetic de loc de depozitare (p. 338—339); Indice alfabetic de nume și locuri (p. 340—354); Indice alfabetic de tipografii (p. 354—355); Glosar (p. 356—357); Bibliografie (p. 358—363); Lista ilustrațiilor (p. 364—365).

Importanța științifică a catalogului rezultă convingător chiar la o parcurgere rapidă a lui. Dacă descrierea exemplarelor de carte românească veche își dovedește sub raport bibliologic, de multe ori însemnată documentară, tehnic am spune, cercetarea însemnărilor de diferite categorii, de care beneficiază majoritatea exemplarelor oferă puncte de reper pentru o sociologie a tipăriturilor noastre vechi. Căci notițele de o mare diversitate și densitate culturală dovedesc încă o dată, valabilitatea judecăților de valoare ale lui Nicolae Iorga față de istoria „scrisă de cei mici“ prezentă pe paginile tipăriturilor românești vechi, în procesul de făurire a unității culturale românești.

IACOB MĂRZA

Direcția Generală a Arhivelor Statului, MANUSCRISE DE ORIGINE ROMĂNEASCĂ DIN COLECȚII STRĂINE, REPERTORIUM, București, 1986, 277 p.

Este un fapt îndeobște cunoscut că, datorită vicisitudinilor vremii, numeroase mărturii ale trecutului social-politic și cultural românesc au fost înstrăinate de-a lungul secolelor, astăzi putînd fi găsite în colecții din afara țării noastre. Este cazul unor lucrări de artă românească, unor tipărituri și manuscrise vechi de origine românească și altele. În privința manuscriselor de origine românească din co-

lecții străine, nu puține sînt cele care au făcut obiectul interesului cercetătorilor români și străini, rezultatele acestor cercetări fiind răspîndite în numeroase lucrări de istorie a culturii și civilizației românești și sud-est europene, apărute în ultimul secol la noi și în străinătate. Lipsea însă un catalog complet al acestor manuscrise. Această lipsă este acum, în sfîrșit, remediată prin apariția acestui reper-

toriu, alcătuit de Radu Constantinescu.

Autorul nu mai are nevoie de prezentare. Tenacitatea și acribia cu care lucrează, susținute de erudite și talent, sînt recunoscute, ca să amintim numai excepționala ediție a Armoniei lumii a lui Gerard din Cenad (București, Edit. Meridiane, 1984), traducere după manuscrisul latin de la Staatsbibliothek din München. Prezentul repertoriu a fost precedat de 13 studii ale lui Radu Constantinescu însuși, publicate pînă acum în reviste de specialitate, în care autorul a semnalat sau comentat unele din manuscrisele de proveniență românească din colecții străine, incluse acum în această lucrare.

De la bun început se cuvine a fi subliniat faptul că publicarea lucrării sub auspiciile Direcției Generale a Arhivelor Statului este cît se poate de legitimă, întrucît, așa cum se arată în Cuvîntul înainte (p. IV), „cea mai mare parte a copiilor microfilm după manuscrisele slavo-române din străinătate, existente în țară, se află în posesia, în custodia sau în evidența acestei instituții”.

Numărul manuscriselor repertoriate este de 1358. Autorul a înțeles conceptul de „manuscrise de proveniență românească” în sens larg, cuprinzînd nu numai cele numite indeobște „manuscrise slavo-române” adică manuscrise redactate în slavonă pe teritoriul românesc, prezentînd particularități lingvistice ale slavonei românești (nr. 1—867) ci și manuscrise slave de altă origine: veche medio-bulgară (macedoneană), bulgară (medio), sîrbă, galițiană, rusească ș.a. copiate, folosite, adnotate în Țările Române, ori copiate după modele slavo-române sau după scrieri originale ale unor autori români (nr. 868—1171), la care se adaugă un număr de manuscrise bizantine (sec. IX—XV) folosite ori copiate la noi (nr. 1172—1188) și chiar manuscrise redactate în limba română (nr. 1189—1358).

Din Cuvîntul înainte (p. III—VI) este de reținut înainte de toate enumerarea elementelor descrierii manuscriselor: 1. numărul de ordine; 2. cota de bibliotecă actuală (și cea veche, dacă mai e folosită); 3. caracterul textului și conținutul codicelui; 4. redacția, adică particularitățile lingvistice și grafice; 5. locul de origine și data (dacă pot fi stabilite, măcar cu aproximație); 6. numele copistului (dacă e cunoscut); 7. data și locul alcătuirii însemnărilor mai importante; 8. materialul subiacent (dacă acesta nu e hîrtie simplă);

9. bibliografia descrierilor; 10. bibliografia mențiunilor; 11. edițiile, după manuscrisul indexat; 12. reproduceri diverse (microfilme, fotografii, ediții fototipice etc.).

Pentru descrierea manuscriselor în afară de examinarea lor în formă de microfilm sau după original (cînd a fost posibil), autorul a parcurs o impresionantă bibliografie (p. VII—XLIV), cuprinzînd 820 de lucrări românești și străine, apărute în volume separate sau în periodice (circa 170).

Repertoriul propriu-zis (p. 1—260) este redactat foarte sistematic în cadrul fiecărei categorii manuscrise materialul fiind dispus pe țări, în cadrul fiecărei țări pe orașe, iar în cadrul fiecărui oraș pe fonduri. Autorul a ținut cont de economia lucrării și de principiile general-valabile ale redactării acestui gen de inventare, adoptînd un sistem foarte economic și practic de abrevieri (lista acestora la p. V—VI).

Pentru o lucrare de asemenea amploare și complexitate sînt absolut necesari mai mulți indici și aceștia nu lipsesc, depășind chiar așteptările cititorului: un indice de titluri, autori și materii (p. 263—271), un indice de persoane, cuprinzînd separat nume de comandituri, de copisti și de autori de însemnări diverse (p. 272—279), un indice geografic (p. 280—284), un indice cronologic (p. 285—290), în sfîrșit, un indice topografic (p. 291—293) din care aflăm că numărul țărilor în care se găsesc manuscrise de proveniență românească este de 19 (17 europene plus Egipt și Israel). Unii indici sînt deosebit de sugestivi, cum este de pildă cel cronologic, care servește direct informații centralizate asupra numărului de manuscrise pe secole; de la 2 manuscrise în sec. IX (ambele bizantine), numărul crește constant, ajungînd la 514 în sec. XVI (perioada de vîrf a slavonei românești) pentru a descreește pînă la 5 manuscrise (toate în limba română) în sec. XX (anii 1900—1913).

Este lesne de înțeles cît de mare este folosul acestui instrument de lucru pentru dezvoltarea cercetărilor în domeniu. Mulți specialiști se vor regăsi aici în informațiile privind edițiile și mențiunile de la bibliografia fiecărei poziții sau vor folosi indicațiile foarte precise pentru continuarea și adîncirea studiilor lor pe manuscrise. Fără a ne număra printre aceștia, am încercat totuși un sentiment de satisfacție regăcind în acest bogat repertoriu al lui R. Constantinescu cîteva din manuscrisele românești de la Biblioteca Univer-

sității din Lvov (nr. 829, 1354 și 1355 din repertoriu), pe care le-am văzut prin decembrie 1967, în timpul unei călătorii de studii. Din catalogul bibliotecii notasem atunci că Tetravangelul și Apostolul, copiat de Teofil pentru Anastasie Crimca (nr. 829 la p. 161 din repertoriu), este menționat și în „Kwartalnik historyczny” din Cracovia, III, 1889, p. 629 notă (lucru care poate fi adăugat la Mențiuni); de asemenea, manuscrisele românești care figurează în repertoriu la nr. 1354 și 1355: Cronograf (Moldova, sec. XVIII) și, respectiv, Viața lui Petru cel Mare (Moldova, 1735) au aparținut, înainte de a ajunge la Lvov, mănăstirii Putna (cf. însemnarea în limba polonă din catalog); la primul dintre acestea mai trebuie adăugată și cota veche din catalog (205 III), așa cum procedează autorul în cazuri similare.

Numărul foarte redus de mențiuni anterioare la multe manuscrise (așa cum rezultă din repertoriu) incită pe cercetători să-și îndrepte atenția tocmai către acestea. Așa, de pildă, manuscrisul Viața lui Petru cel Mare, amintit mai sus, menționat numai de St. Romanski în 1910, necercetat de nimeni mai îndeaproape, ar putea prezenta interes fie chiar și numai pentru faptul că din acesta (sau o copie a lui) a scos glose pentru *Lexiconul românesc-nemțesc*. Ioan Budai-Deleanu, pe vremea când se afla la Lvov (cf. abrevierea „V. Petri M.” din *Lexicon* în mss. la Biblioteca Academiei R. S. România), Exemplele s-ar putea înmulți.

Nu ne oprim acum asupra unor greșeli sau inadvertențe; acestea sînt pu-

ține și ușor remediabile. Un lucru ni se pare absolut sigur și anume, că o asemenea lucrare poate și trebuie să apară în noi ediții, cu o anumită periodicitate; aceasta, din mai multe motive: specialiștii, printre care autorul însuși, pot depista unele omisiuni sau greșeli în forma actuală a repertoriului; repertoriul poate fi îmbogățit cu noi manuscrise, care ar putea ieși la iveală de-acum încolo; diferite rubrici ale descrierii manuscriselor pot fi modificate sau argumentate cu informații privind cercetările (mențiuni, ediții etc.) ulterioare.

În afară de aceasta, apariția repertoriului de față poate constitui un imbold pentru grăbirea acțiunii de repertorizare a tuturor manuscriselor de acest fel de pe teritoriul țării noastre (catalogoale de pînă acum sînt semnalate în Cuvîntul înainte, p. III, notă). În acest fel, ne putem aștepta ca într-un viitor apropiat să putem avea la dispoziție un repertoriu al tuturor manuscriselor de proveniență românească (și nu numai acestea) din țară și din străinătate. Ținînd seama de legătura foarte frecventă dintre cele două categorii de manuscrise — cele din țară, pe de o parte și cele aflate în străinătate, pe de altă parte — existența acestor două repertorii complementare este absolut necesară pentru succesul deplin al celor mai multe dintre cercetările asupra lor. Pînă atunci, se cuvine să salutăm încă o dată apariția acestui repertoriu și să felicităm pe autor și instituția care a inițiat-o.

MIHAI MITU

## DOCUMENTE PRIVIND MIȘCAREA REVOLUȚIONARĂ ȘI DEMOCRATICA ÎN OLTENIA (1921—1944), Edit. „Scrisul românesc”, Craiova, 1986, 244 p.

În perioada 1921—1944 țara noastră a cunoscut profunde și ample transformări în toate domeniile de activitate: social, economic, politic și cultural. În acest cadru se înscrie și mișcarea revoluționară și democratică, aspect major al istoriei poporului român. Acestui important fenomen istoric își propune să-i răspundă și cartea de față, apărută la Editura „Scrisul românesc” ai cărei autori (Romus Dima, Victor Chiriță, Vasile Arimnia, Ion Zarzără, Paul Barbu și Ilie Vulpă) reușesc să pună la dispoziția cercetătorilor, ca și a tuturor iubitorilor de istorie informații noi referitoare la mișcarea revoluționară și democratică din Oltenia între

anii 1921—1944.

Constituindu-se într-o continuare firească și necesară a volumului „Documente privind mișcarea muncitorească și socialistă din Oltenia pînă la crearea Partidului Comunist Român” (1831—1921) cele 201 de documente cuprinse în prezenta lucrare oglindesc momentul făuririi Partidului Comunist Român, precum și rolul său în organizarea luptei poporului român pentru apărarea intereselor economice și politice ale clasei muncitoare. Muncitorimea olteană, după cum o atestă multe documente incluse în volum, a inițiat o campanie puternică de memorii, încluzînd cererea unor drepturi general-



democratice (mărirea retribuțiilor, reducerea programului de lucru de la 12—14 ore la opt ore, respectarea repausului duminical, condiții mai bune de muncă și viață etc.).

Alte documente se referă la mișcarea grevistă, relevând grevele muncitorilor de la tipografiile „Ramuri” și „Scrisul românesc” din Craiova (1922), ale muncitorilor portuari de la Calafat (1924) etc. muncitorii reușind să impună pătrunilor revendicările lor.

Din informațiile furnizate de documentele publicate în această culegere, cititorul reține mai multe amănunte în legătură cu lupta clasei muncitoare din Oltenia, a altor categorii sociale din această parte a țării, împotriva cercurilor guvernante care încercau să iasă din criza economică (1929—1933) pe seama maselor populare. Documentele surprind în toată amploarea ei starea de efervescență revoluționară care s-a manifestat atât la orașe cit și la sate; muncitorii, meseriașii, țăranii, cercurile micilor comercianți și ale funcționarilor, alte categorii sociale, exprimându-și nemulțumirile și doleanțele prin diferite forme de acțiune, de la cele mai simple pînă la cele mai complexe.

De remarcat sînt și vehementele proteste împotriva executării silite a datornicilor care au avut loc — după cum se relatează în unele documente — în numeroase localități din județul Dolj.

Instaurarea fascismului în Germania, prin venirea la putere a lui Hitler, a constituit un semnal de alarmă și pentru poporul român, adept al unei politici de pace și bună înțelegere cu celelalte popoare. În acest context, după cum se relatează într-un raport al poliției locale, în Craiova a avut loc o puternică întrunire antifascistă la care au participat reprezentanți ai tuturor claselor și păturilor sociale. Numeroase documente constituie mărturii grăitoare privind acțiunile comunistilor și socialiștilor de a făuri unitatea muncitorească în luptă, de a realiza un front comun al forțelor democratice împotriva fascismului.

Volumul conține informații despre rolul P.C.R. în mobilizarea clasei muncitoare la lupta împotriva nedreptății sociale și politice, precum și despre procesul înscenat luptătorilor ceferiști

și petroliști la Craiova în iunie 1934. De reținut prezența marcantă a tovarășului Nicolae Ceaușescu la acest proces, care, în numele muncitorilor, a cerut „stingerea procesului și eliberarea deținuților”.

Importante sînt și informațiile referitoare la reorganizarea și consolidarea organizațiilor comuniste locale. În iulie—septembrie 1938, după cum se consemnează în numeroase rapoarte informative ale organelor de siguranță, un reprezentant al C.C. al P.C.R., trimis în Oltenia pentru a reorganiza Regionala de partid a reușit să ia legătura cu vechi militanți din Craiova, Tr. Severin, Caracal, Rîmnicul Vilcea și să organizeze, cu sprijinul lor, comitetele județene ale partidului comunist, cu o solidă compoziție muncitorească.

Alte informații dovedesc că, în pofida măsurilor luate de autorități, partidul comunist cîștiga mereu noi adepți, întărindu-și rîndurile. De asemenea, unele documente vin să întregască imaginea luptei desfășurate de comunistii și socialiștii olteni în perioada dictaturii regale și antonesciene. Războiul a accentuat la maximum jaful și mizeria asupra țării noastre. Sub conducerea P.C.R. organizația regională Oltenia, organizațiile obștești, cele din armată, întreprinderi și de la sate au inițiat și desfășurat acțiuni revoluționare ferme împotriva războiului.

Documentele din prezenta culegere scot în evidență informații importante despre zilele fierbinți ale luptelor din August 1944, în ale căror evenimente s-a implicat cu toată ființa sa și Oltenia. Reține atenția, în mod deosebit, apelul adresat de comandamentul forțelor armate din această parte de țară pentru participarea la luptă hotărîită împotriva Germaniei naziste și înfăptuirea revoluției de eliberare socială și națională a țării. Din toate documentele inserate în culegere sînt de relevat îndeosebi acelea care se referă la activitatea P.C.R. forța politică ce a înfruntat cu tărie vicisitudinile vremii, a organizat și condus lupta maselor populare, a tuturor forțelor progresiste ale societății, pentru a trece la o nouă orînduire „mai bună și mai dreaptă, orînduirea socialistă”.

DUMITRU LAZĂR

ANALE DE ISTORIE, anul XXXII, nr. 1—6, 1986

Cele șase numere — care au văzut lumina tiparului în anul 1986 — ale periodicului Institutului de studii istorice și social-politice de pe lângă C.C. al P.C.R. — își aduc contribuția prin unitatea de concepție, rigoarea informării științifice și competența documentară la cercetarea unor probleme ale istoriei poporului român, evocarea unor evenimente semnificative, îndeosebi legate de identitatea popoarelor antice înrudite cu dacia, precum și la aprofundarea unor probleme ale vieții politice contemporane.

În cadrul rubricii Articole-Comunicări din primul număr pe 1986 consemnăm articolul „Contribuția Partidului Comunist Român, a tovarășului Nicolae Ceaușescu la dezvoltarea teoriei și practicii revoluției și construcției socialiste”, consacrat volumului cu același titlu apărut în Editura Politică, pe care-l definește ca „o sinteză compartimentată pe probleme, a principalelor domenii de activitate social-economică, politică și ideologică în care gândirea creatoare a conducătorului partidului și al țării a produs roadele strălucite cu care se mîndrește, pe bună dreptate, întregul nostru popor”.

Un articol ce scoate în evidență experiența Partidului Comunist Român, a României în procesul de transformare revoluționară a societății precizează că „În conducerea operii complexe de construire a socialismului, Partidul Comunist Român se călăuzește după principiul potrivit căruia socialismul și democrația sînt de nedespărțit, societatea socialistă fiind chemată să realizeze formele de guvernare prin și pentru popor. Autorul subliniază concepția științifică, novatoare a tovarășului Nicolae Ceaușescu privind construirea socialismului și comunismului în România, potrivit căreia între faza inferioară și cea superioară a comunismului „nu există un zid despărțitor și nici contradicții antagoniste”. Între aceste două faze ale comunismului există o strînsă unitate dialectică, crearea societății socialiste fiind un proces revoluționar continuu.

Articolul „Concepția României socialiste, a președintelui Nicolae Ceaușescu cu privire la rolul popoarelor în promovarea dezarmării, păcii și securității internaționale”, este consacrat concepției profund umaniste prin care președintele României se pronunță pentru necesitatea salvării

omenirii de la catastrofa nucleară, pentru făurirea unei lumi de care să se bucure și generațiile viitoare.

Sărbătorirea tovarășului Nicolae Ceaușescu cu prilejul aniversării zilei de naștere și omagierii îndelungatei sale activități revoluționare deschide numărul 2/1986 al revistei. Este publicată cu acest prilej Scrisoarea Comitetului Politic Executiv al C.C. al P.C.R., a Consiliului de Stat și Guvernului Republicii Socialiste România care subliniază contribuția inestimabilă a tovarășului Nicolae Ceaușescu la întărirea unității și creșterii continue a rolului conducător al partidului nostru comunist, la promovarea unui stil dinamic, revoluționar în munca comuniștilor și la întărirea legăturii partidului cu făuritorii bunurilor materiale și spirituale.

În același număr se publică cuvîntarea rostită de tovarășul Nicolae Ceaușescu cu acest prilej — îndemn mobilizator la realizarea obiectivelor trasate de Congresul al XIII-lea al Partidului Comunist Român.

Scrisoarea adresată tovarășei Elena Ceaușescu de Comitetul Politic Executiv al C.C. al P.C.R. cu prilejul aniversării zilei de naștere dă glas gândurilor și sentimentelor întregului popor, de apreciere a activității sale pline de abnegație și devotament, de „strălucit militant pentru apărarea dreptului fundamental al națiunilor, al oamenilor — la viață, la existență liberă și demnă, la independență și suveranitate, la pace”.

Aniversarea a 65 de ani de la făurirea Partidului Comunist Român a prilejuit o suită de documentate articole, semnate de prestigioși istorici.

Cuvîntarea tovarășului Nicolae Ceaușescu la adunarea solemnă organizată cu prilejul aniversării a 65 de ani de la făurirea Partidului Comunist Român deschide numărul 3 al revistei, evidențiind importanța înființării și existenței Partidului Comunist Român, în „misiunea istorică de a apăra interesele naționale, independența și suveranitatea țării, și totodată, de a lichida pentru totdeauna asupraea și exploatarea burghezo-moșierească, de a realiza o societate a dreptății sociale și naționale, socialismul și comunismul în România”. Este amplu prezentată sesiunea științifică națională dedicată aniversării acestui eveniment, cu tema: Partidul Comunist Român — Partid al marilor transformări revoluționare, conducătorul operei de-

făurire a societății socialiste multilateral dezvoltate și înaintare a României spre comunism. Gîndirea și acțiunea revoluționară a secretarului general al partidului, tovarășul Nicolae Ceaușescu — contribuție de inestimabilă valoare la îmbogățirea teoriei și practicii construcției socialiste — din 6 mai 1986. Este publicată de asemenea telegrama adresată tovarășului Nicolae Ceaușescu de participanții la sesiunea științifică națională.

Rubrica Articole — Comunicări a numărului 3 al revistei consemnează problematica legată de procesul comunismului de la Brașov din 1936 în care tinărul militant comunist Nicolae Ceaușescu a devenit, prin curajul exemplar al faptelor sale „un simbol al luptei pentru o viață mai bună și mai dreaptă, pentru unirea eforturilor tuturor forțelor democratice într-un larg front de acțiune pentru a bara ascensiunea fascismului, pentru apărarea independenței, suveranității și integrității patriei, înscrisă în cadrul sesiunii științifice: „50 de ani de la procesul luptătorilor comuniști și antifasciști de la Brașov”. Activitatea revoluționară a tovarășului Nicolae Ceaușescu, strălucit conducător de partid și de stat, exemplu de dăruire patriotică pentru cauza poporului, a independenței și suveranității patriei”.

Comunicările participanților la sesiunea științifică omagială prezentate de tovarășii Ion Coman, Ion Popescu-Puțuri, Constantin Olteanu, Diamanta Laudoni, Gheorghe Oprea, Ion Stoian au reliefat rolul de militant de frunte pe care l-a avut în această perioadă tovarășul Nicolae Ceaușescu.

În cadrul rubricii Articole — Comunicări, Alexandru V. Diță consacră un articol celor 600 de ani de la urcarea pe tron a domnitorului Mircea cel Mare „regele regilor din țările creștine de pe vremea sa” — cum l-a numit cronicarul otoman Kemal-pașa zade.

Încercînd să descopere secretul forței și influenței fără egal ale domnitorului în politica internațională a vremii, articolul subliniază calitățile sale de organizator și strateg.

Avînd convingerea că domnia lui Mircea cel Mare oferă încă noi date demne de studiat de către istoricii noștri, autorul consacră paginile următoare ale articolului restabilirii datei reale a bătăliei de la Rovine — 17 mai 1395, celui de-al doilea sistem de apărare pus în aplicare de români în confruntări cu dușmani superiori numeric, realizării unor coaliții militaro-politice împotriva unui inamic

comun și retragerii sultanului Baiazid înainte de apariția lui Sigismund.

„Conferința de pace de la Paris din 1946 și semnificația ei pentru afirmarea independenței și suveranității naționale a României” este titlul articolului care demonstrează cu documente de arhivă importanța acestui act politico-juridic în viața poporului român.

Un interesant articol este consacrat mișcării revoluționare și democratice de femei din România în a doua jumătate a secolului al XIX-lea, folosind un bogat material documentar.

Rubrica „Mărturii istorice” aduce noi contribuții la înțelegerea, pe baza unor documente inedite, a desfășurării evenimentelor din zilele premergătoare și cele care au urmat actului de la 23 august 1944 — așa cum ele au fost surprinse și receptate de comandamentele militare în studiul intitulat „Actul de la 23 august 1944 în documente din arhivele vest-germane”.

Numărul 5 al revistei „Anale de istorie” prezintă o varietate tematică la rubrica Articole-Comunicări: „Cincinalul 1986—1990 — etapă calitativ superioară pe drumul făuririi societății socialiste multilateral dezvoltate; Istorie și spirit revoluționar; Conceptul românesc de pace, cooperare și bună vecinătate exprimat în dezbaterile Parlamentului român din perioada interbelică — continuat în numărul 6 al revistei; Problema agrară în gîndirea economică românească; Mișcarea revoluționară și democratică de femei din România la începutul secolului al XX-lea.

Prin Hotărîrea Decret a Comitetului Politic Executiv al Comitetului Central al Partidului Comunist Român și Consiliului de Stat al Republicii Socialiste România s-a conferit titlul de „Erou al Noii Revoluții agrare” tovarășului Nicolae Ceaușescu, secretar general al Partidului Comunist Român, președintele Republicii Socialiste România.

Numărul 6 al revistei publică Hotărîrea-Decret și Cuvîntarea tovarășului Nicolae Ceaușescu cu acest prilej.

Aniversărilor scumpe poporului român, revista „Anale de Istorie” le dedică ample și interesante articole: 24 ianuarie 1859, în numărul 1/1986; 2500 de ani de la prima atestare a luptei geto-dacilor pentru libertate și neîntîrnare în numărul 6/1986.

Documentate articole susțin și celelalte rubrici ale revistei: Din istoria contemporană a României, Pagini de

istorie universală, Militanți de seamă ai mișcării muncitorești-internaționale; Critică și bibliografie, Revista revistelor, Însemnări.

Numerele din 1986 ale revistei „Anale de Istorie” oferă cititorilor prețioase informații despre istoria patriei,

valorificând zestrea documentară a arhivelor românești și contribuind la mai buna cunoaștere a evenimentelor economico-sociale și politice ale României contemporane.

MAGDALENA ANASTASE

Nicolae P. Leonăchescu, **BĂTALIA PENTRU SISTEMUL METRIC**, colecția „Alfa”, Edit. Ion Creangă București, 1986, 112 p.

Specialist cunoscut în domeniul în care activează, prof. dr. ing. Nicolae Leonăchescu de la Institutul de Construcții din București, după ce a reușit să devină, prin activitățile cultural-științifice pe care le organizează anual — începînd din 1971 — în și pentru satul său natal — Stroești-Argeș — pentru istoria lui trecută și prezentă, un veritabil port-fanion în efortul complex de ridicare a satului românesc — în concordanță cu tradiția, cu istoria — pe trepte superioare de civilizație, s-a decis să „foreze” adînc în ineditul arhivelor, pe o direcție greu de „defrișat” de specialiștii științelor umaniste — istoria tehnicii, cu privire specială la domeniul construcțiilor — cu competență și metodă ce pot constitui exemplul pentru oricine, obținînd pînă acum rezultate notabile.

Noua sa lucrare, apărută în colecția „Alfa”. Bătălie pentru sistemul metric — deși scrisă în „stilul” colecției și pe profilul ei, este — pentru cine cunoaște efortul autorului și rezultatele științifice obținute — o autentică lucrare de știință popularizată, într-o chestiune absolut inedită la noi. Orice afirmație a autorului lucrării are „acoperire” științifică: cu lucrări de specialitate, cu presă de epocă, dar mai ales cu documente inedite de arhivă.

Cititorul de orice vîrstă la care o atare lectură este accesibilă sau încă dorită găsește în această frumoasă carte pagini scrise cu talent, cu pasiune și cu dragoste pentru istoria națională. Bătălia pentru adoptarea și în țara noastră a Sistemului Metric Zecimal (S.M.Z.) căci a fost o adevărată bătălie, în „stil” Petrarhe Poenaru: cu competență, tenacitate și abilitate — caracterizată de autor drept „cea mai mare bătălie tehnico-științifică desfășurată de români” în secolul trecut — în fond, o luptă pentru nou, pentru progres, pentru o Românie modernă și unitară — este urmărită etapă cu etapă, pînă la biruința deplină, scoțîndu-se în evidență receptivitatea

la nou a gîndirii tehnice românești și tenacitatea cu care aceasta a știut și a reușit să dea la o parte pe „ruginiții” epocii.

După o scurtă și antrenantă incursiune în istoria unităților de măsură în Europa și la noi, autorul ne prezintă bătălia propriu-zisă pentru S.M.Z. în Principate și prin aceasta una din contribuțiile de seamă ale oamenilor de tehnică români la realizarea unei Români moderne și unitare. În această înclăstare între vechi și nou s-au remarcat cîteva personalități cărora N. Leonăchescu le alcătuiește frumoase și inedite medalioane biografice; inedite, căci ne „obișnuisem” cu ele ca personalități ale culturii în general, ale școlii iar acum ne sînt prezentate ca „monștri sacri” ai tehnicii secolului trecut: Dinicu R. Golescu (1777—1830), Petrache Poenaru (1799—1875) și Ion Ghica (1816—1897). Aceștia au fost sprijiniți de o pleiadă de ingineri, de hotarnici, de arhitecți, de profesori de la „Sfîntul Sava” sau de unii factori de decizie ai timpului.

Bătălia a fost declanșată îndată ce viața politică a Principatelor urma să intre în „normal” după șase ani de ocupație (1828—1834). Ea a început cu Proiectul de lege din 1835, al cărui principal autor a fost Petrache Poenaru. Deși proiectul a fost respins de boierimea conservatoare din Adunarea obștească a Țării Românești, bătălia a continuat pe patru planuri: 1. propaganda științifică pentru noul sistem; 2. pregătirea adecvată a cadrelor de specialitate; 3. folosirea efectivă a noului sistem, chiar dacă nu fusese aprobat și procurarea de instrumente de măsură etalonate în S.M.Z.; 4. adoptarea, în final, a unei legi a S.M.Z. Un loc aparte îl ocupă subcapitolul Dascăli și discipoli, în care sînt înfățișate eforturile deosebite pe care le-au făcut profesorii din Principate — și știm că între ei erau și mulți transilvăneni — pentru introducerea în practică a S.M.Z. și pentru a-i învăța pe

elevi noul sistem. Una din marile lucrări în materie, care a contribuit mult la introducerea „pe tăcute” a S.M.Z. a fost ridicarea „planului Bucureștilor” în anii 1834—1846.

Dar evenimentele s-au precipitat. La scurt timp, revoluția pașoptistă a pus pe prim plan probleme politice și sociale. Cum a sosit însă un „moment” de răgaz, acțiunea pentru adoptarea S.M.Z. a intrat în faza finală, fază pentru care raportul nr. 88 din 1853 al Comisiei tehnice a fost, prin seriozitatea analizei, punctul de plecare. S-a propus un nou proiect de lege — reluând prevederi ale celui din 1835 și astfel în 1855, după 20 de ani de insistențe s-a obținut primul succes important în plan juridic: legalizarea stinjenului de 2 m. numit stinjenul „Știrbei-vodă”. Chiar dacă noile evenimente — lupta pentru Unirea Principatelor — au îngropat stinjenul „Știrbei-vodă” (care a fost totuși utilizat în practică!) — ideea a rămas, căci ea se situa pe direcția majoră a evenimentelor. A început — cum se exprimă autorul — faza proiectelor „nonstop”, în care oameni noi impuneau legi noi — cerința majoră a momentului istoric! — între care și Legea pentru adoptarea S.M.Z. în Principatele Unite.

Prima victorie a fost obținută — și faptul rămâne semnificativ — chiar în

anul Unirii, 1859, urmată de „puneri la punct” pe măsură ce se consolida noul cadru politic și instituțional, astfel că, în forma ei finală, Legea pentru adoptarea sistemului metric de greutate și măsuri în Principatele Unite Române a fost promulgată în anul marilor reforme, 1864, urmînd să intre în vigoare de la 1/13 ianuarie 1866.

Dacă se accepta proiectul din 1835, am fi fost prima țară din lume, după Franța, care ar fi adoptat S.M.Z. Pentru comparație, N. Leonăchescu rememorează anii de adoptare a S.M.Z. în unele state europene: 1836 în Belgia și Grecia; în 1851 în Elveția; în 1861 și 1862 în Italia, în 1868 în Germania, în 1869 în Imperiul otoman, în 1871 în Austria etc.

Port-drapelul luptei pentru adoptarea S.M.Z. în România a fost Petrache Poenaru, care a realizat și în tehnică — așa cum a realizat și în învățămînt — mesajul înnoitor al revoluției din 1821 și al celei din 1848, revoluții la care, precum se știe, a luat parte activă.

Bătălia pentru sistemul metric este prezentată de autor — așa cum a fost — ca parte componentă a luptei revoluționare pentru făurirea unei Românilor moderne și unitare.

ADINA BERCIU DRĂGHICESCU,  
G. D. ISCRU

110 ANNÉES DEPUIS L'OBTENTION  
DE L'INDÉPENDANCE

\*\*\* — Documents . . . . . 113

550 ANNÉES DEPUIS LA RÉVOLTE  
DE BOBILNAA. ANDEA — Le droit du libre déplacement  
des paysans de Transylvanie et la révolte  
de Bobilna . . . . . 156

## ETUDES ET COMMUNICATIONS

T. RUS — Aspects de la lutte des paysans  
„moți“ pour de terre reflétés dans les  
documents des archives . . . . . 164

## THÉORIE ET PRATIQUE ARCHIVISTIQUE

ȘT. HURMUZACHE — La valeur documen-  
taire-historique des documents créés dans  
le domaine juridique . . . . . 172

## POINT DE VUE

E. MITRESCU — Le perfectionnement de  
l'évidence des fonds et des collections ar-  
chivistiques . . . . . 192  
A. CACIORA — La création des fonds  
créés par les organes territoriales de l'ad-  
ministration de l'état . . . . . 195PRÉSENTATION DES FONDS ET DES  
COLLECTIONSV. CAPILNEAN — La Collection de do-  
cuments „Gheorghe Crișan“ . . . . . 197  
N. ISAR — Un trésor documentaire inédit  
la correspondance de Al. Christofi (1852—  
1856) (II) . . . . . 200

## DOCUMENTS

V. GROZAV — Des instituteurs transylvains  
dans la Valachie (1832—1848) (I) . . . . . 208

## CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE . . . 221

## COMPTE -RENDUS ET PRÉSENTATION . . . 225

110 YEARS SINCE ACCOMPLISHMENT  
OF INDEPENDENCE

\*\*\* — Records . . . . . 113

550 YEARS SINCE THE UPRISING  
OF BOBILNAA. ANDEA — The right of peasants free  
displacement in Transylvania and the  
uprising of Bobilna . . . . . 156

## STUDIES AND PAPERS

T. RUS — Aspects relating to the struggle  
of the Romanians from the region of the  
Apuseni Mountains (Moți), mirrored in the  
archival records . . . . . 164

## ARCHIVAL THEORY AND PRACTICE

\*\*\* — Documentary-historical value of the  
records created by justice (II) . . . . . 172

## VIEWS

E. MITRESCU — Improving the checking  
up of archival fonds and collections . . . 192  
A. CACIORA — On the provenance of re-  
cords created by the territorial authorities  
of State Administration . . . . . 195PRESENTATIONS OF FONDS  
AND COLLECTIONSV. CAPILNEAN — Record collection  
„Gheorghe Crișan“ . . . . . 197  
N. ISAR — From an unpublished docu-  
mentary treasury: Al. Christofi's corres-  
pondance (1852—1856) (II) . . . . . 200

## RECORDS

V. GROZAV — Transylvanian teachers in  
Vallache (1832—1848) (I) . . . . . 208

## CHRONICLE OF SCIENTIFIC LIFE . . . . . 221

## BOOK -REVIEWS AND PRESENTATIONS . . . 225

**110 JAHRE SEIT DEM ERRINGEN  
DER UNABHÄNGIGKEIT**

\*\*\* — Dokumente . . . . . 1

**550 JAHRE SEIT DEM AUFSTAND  
VON BOBILNA**

A. ANDEA — Das Recht freien Abzuges  
der siebenbürgischen Bauern und der  
Aufstand von Bobilna . . . . . 156

**STUDIEN UND MITTEILUNGEN**

T. RUS — Aus dem Kampfe der Motzen  
für Boden im Lichte archivalischer Quellen 164

**ARCHIVTHEORIE UND — PRAXIS**

ŞT. HURMUZACHE — Der dokumentar —  
historische Wert der im Justizwesen ent-  
standenen Dokumente (II) . . . . . 172

**MEINUNGSÄUSSERUNGEN**

E. MITRESCU — Die Nachweisvervollkom-  
mung der Archivbestände und — samm-  
lungen . . . . . 192

A. CACIORA — Die Bestandaufnahme der  
von den Territorialorganen der Staatsver-  
waltung erlassenen Dokumente . . . . . 195

**BESTANDS — SAMMLUNGS-  
VORFÜHRUNGEN**

V. CAPILNEAN — Die Dokumentensammlung  
„Gheorghe Crişan“ . . . . . 197

N. ISAR — Ein unbekannter Dokumenten-  
schatz: der Briefwechsel des Al. Christoff  
(1832—1856) (II) . . . . . 200

**DOKUMENTE**

V. GROZAV — Siebenbürger Schullehrer in  
der Walachei (1832—1848) (I) . . . . . 208

**CHRONIK DES WISSENSCHAFTLICHEN  
LEBENS . . . . . 221**

**BUCHBESPRECHUNGEN UND — VORFÜH-  
RUNGEN . . . . . 225**

**110-Я ГОДОВЩИНА ЗАВОЕВАНИЯ НЕЗАВИСИ-  
МОСТИ**

\*\*\* Документы . . . . . 113

**550 ЛЕТ С МОМЕНТА ВОССТАНИЯ В БОБЫЛНЕ**

A. АНДЯ — Право на свободное перемещение  
крестьян из Трансильвании и восстание в  
Бобыльне . . . . . 156

**ОЧЕРКИ И СООБЩЕНИЯ**

T. РУС — Аспекты борьбы моцов за землю,  
отраженные в архивных документах . . . . . 164

**АРХИВНИСТИЧЕСКАЯ ТЕОРИЯ И ПРАКТИКА**

Ş. ХУРМУЖАКЕ Документально-историчес-  
кая ценность документов, созданных в юсти-  
ции (II) . . . . . 172

**МНЕНИЯ**

E. МИТРЕСКУ — Совершенствование учета  
архивных фондов и коллекций . . . . . 192

A. КАЧИОАРА — Включение в фонды докум-  
ентов, созданных территориальными органами  
государственного управления . . . . . 195

**ПРЕДСТАВЛЕННЫЕ ФОНДОВ И КОЛЛЕКЦИЙ**

B. КЭПЫЛИЯН — Коллекция документов  
„Георге Кришан“ . . . . . 197

II. ИСАР — На сокровищницы неопубликован-  
ных документов: переписка Ал. Христофи  
(1852 — 1856) II . . . . . 200

**ДОКУМЕНТЫ**

B. ГРОЗАВ — Ардешские учителя в Румын-  
ском княжестве /Цара Ромыляса/ (1838—1856) I 208

**ХРОНИКА НАУЧНОЙ ЖИЗНИ . . . . . 221**

**РЕЦЕНЗИИ И ПРЕДСТАВЛЕНИЯ . . . . . 225**





Abonați-vă la

## REVISTA ARHIVELOR

Abonamentele se fac la oficiile și agențiile P.T.T.R. din toată țara și la filialele județene ale Arhivelor Statului.

Prețul abonamentului este 25 lei pe număr și 100 lei pe un an.

Revista poate fi cumpărată de la sediile Direcției Generale și ale filialelor județene ale Arhivelor Statului, precum și de la librării.



Revista Arhivelor publică studii și comunicări de teorie și practică arhivistică, de paleografie, diplomatică, sigilografie, heraldică, miniaturistică, izvoare, instituții și alte științe speciale ale istoriei, studii și articole de istorie bazate pe documente noi de arhivă, prezentări de fonduri și colecții arhivistice, recenzii și prezentări de reviste și cărți de specialitate, cronici, note și informații bibliografice.

Autorii sînt rugați să trimită materialele în două exemplare dactilografiate la două rinduri, cu trimiterile infrapaginale numerotate în continuare și cu un scurt rezumat. Documentele trimise spre publicare trebuie să fie însoțite de reproduceri (fotocopii, xerox etc.).

Responsabilitatea asupra conținutului materialelor revine în exclusivitate autorilor. Articolele nepublicate nu se restituie.

### ABONNEMENTS

#### ROMPRESFILATELIA

sectorul export-import presă,  
P.O. Box, 12—201, telex 10376,  
presfir București,  
Calea Griviței  
nr. 64—65, telefon 17.60.10

**R.M. ISSN 0034—7043**

Articles appearing in this journal are  
abstracted and indexed in HISTORICAL  
ABSTRACT and AMERICA HISTORY  
AND LIFE



c. 1210 I. P. „INFORMAȚIA”  
str. Brezoianu, nr. 23—25, București,  
Republica Socialistă România





# DIN CUPRINS

Lei 25

110 ANI DE LA DOBÎNDIREA  
INDEPENDENȚEI

TEORIE ȘI PRACTICĂ ARHIVISTICĂ

— Opinii privind evidența documentelor

Documente

CRONICA VIEȚII ȘTIINȚIFICE

**REVISTA**  
**ARHIVELOR**